

CONSEIL COMMUNAL DU 19 OCTOBRE 2023
GEMEENTERAAD VAN 19 OKTOBER 2023

REGISTRE
REGISTER

Présents
Aanwezig

Aleksandra Kokaj, *Présidente/De Voorzitster* ;
Boris Dilliès, *Bourgmestre/Burgemeester* ;
Thibaud Wyngaard, Jonathan Biermann, Maëlle De Brouwer, Carine Gol-Lescot, Perrine Ledan, Valentine Delwart, François Jean Jacques Lambert, *Echevin(s)/Schepen(en)* ;
Eric Sax, Marc Cools, Béatrice Fraiteur, Emmanuel De Bock, Céline Fremault, Jean-Luc Vanraes, Jérôme Toussaint, Pierre Desmet, Bernard Hayette, Kathleen Delvoye, Diane Culer, Marion Van Offelen, Stefan Cornelis, Odile Margaux, Vanessa Issi, Michel Cohen, Cécile Egrix, Aurélie Czekalski, Véronique Lederman-Bucquet, Yannick Franchimont, Cédric Didier Norré, Hans Marcel Joos Van de Cauter, Michel Bruylant, Patrick Zygas, Fathiya Alami, Jean-Pierre Collin, Mathias Junqué, Leïla Kabachi, Jacques Spelkens, *Conseiller(s) communal(aux)/Gemeenteraadslid(leden)* ;
Laurence Vainsel, *Secrétaire communale/Gemeentesecretaris*.

Excusés
Verontschuldigd

Daniel Hublet, *Echevin(s) /Schepen(en)* ;
Björn Becker, Joëlle Maison, Blaise Godefroid, Nicolas Clumeck, *Conseiller(s) communal(aux)/Gemeenteraadslid(leden)*.

Ouverture de la séance à 18:30
Opening van de zitting om 18:30

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat central - Centraal secretariaat

19.10.2023/A/0001 **Hommage aux victimes du terrorisme et des conflits armés.**

Le Conseil prend connaissance.

Eerbetoon aan de slachtoffers van het terrorisme en gewapende conflicten.

De Raad neemt kennis.

Emmanuel De Bock entre en séance / treedt in zitting.
Cédric Didier Norré entre en séance / treedt in zitting.

19.10.2023/A/0002 **Interpellation citoyenne : le projet de théâtre Le Public.**

MM. Van Roy et Helleput, représentants du Comité du Parvis Uccle-Centre, qui regroupe les riverains du parvis et les habitants des différentes rues autour de ce périmètre, souhaitent interpeller le pouvoir communal, suite à la décision d'accepter l'implantation d'un théâtre sur le Parvis Saint-Pierre.

Ils partagent la volonté de dynamiser le Centre, de rénover les bâtiments en mauvais état, de profiter de la notoriété de ce lieu de culture pour attirer du monde,

pour créer un nouveau pôle d'intérêt, mais ils ne peuvent accepter que cela se fasse au prix d'un profond déséquilibre du quartier, d'un impact désastreux sur les riverains et d'une grave altération du centre historique.

Leur préférence va à des projets qui respectent l'esprit de village et l'âme du centre historique, à des projets culturels à orientation citoyenne, à des espaces de rencontre, partagés par différents acteurs, et ce d'autant plus qu'on se dirige toujours davantage vers une démocratie participative. Ce site charmant et central conviendrait tout à fait pour des rencontres et initiatives citoyennes en lien avec la commune et la Région.

L'encouragement à la mutualisation des espaces et des usages est d'ailleurs la première priorité émise par l'Assemblée citoyenne pour le climat.

Le Théâtre Le Public, avec 2 salles de spectacle respectivement de 132 et 308 places, complétées par un restaurant de 80 couverts, impose la démolition de toute la partie côté parvis et de la quasi-totalité de l'intérieur du bâtiment, essentiellement afin de rentabiliser ses activités.

Qui pourrait prouver que cette rentabilité est pérenne et ne laissera pas à l'avenir ces aménagements vides d'occupation ?

La Commission royale des monuments et sites (CRMS) émet un avis contraire qui tend à protéger cet ensemble en disant de ce centre historique :

« L'ancienne Maison communale et son jardin, dont la typologie rappelle celle des anciennes maisons de campagne, occupe un positionnement stratégique dans la scénographie urbaine tant parce qu'elle fait face à l'église Saint-Pierre que du côté de la place Homère Goossens où sa façade imposante dialogue avec une enfilade de maisons néo-classiques identiques et la cour-jardin qui assure dans la scénographie urbaine une transition harmonieuse vers la façade de la Justice de Paix tout en créant un bel équilibre entre les composants minéraux et végétaux directement en face de l'église ».

Le Cercle d'histoire, d'archéologie et de folklore d'Uccle considère également que cet ensemble possède un caractère historique, et approuve donc les doléances des auteurs de l'interpellation citoyenne.

Selon la Charte de Venise, dans un bâtiment ancien, la fonction doit s'adapter au bâti et non le bâti à la fonction.

De plus, cette démolition est en totale contradiction avec les objectifs régionaux de développement durable, d'économie des ressources et de lutte contre le « façadisme ».

On ne peut accepter qu'au nom de la culture, le Théâtre Le Public en vienne à démolir le patrimoine culturel.

Dans l'appel à candidatures lancé le 10 septembre 2020, l'obligation de proposer une activité horeca excluait de facto de nombreux autres candidats. Or, cette condition s'avère secondaire dans un projet culturel. Le Centre culturel ucclais (CCU) n'est d'ailleurs pas doté d'une telle infrastructure.

Etant donné qu'il y a de nombreux restaurants au parvis, pourquoi faudrait-il encore ajouter des établissements Horeca, à moins que ce ne soit pour offrir une clause particulièrement adaptée à la grosse structure que constitue le Théâtre Le Public ?

Quoique l'appel à candidatures ait été publié en septembre 2020, le budget des travaux du théâtre est daté de 4 mois auparavant. Il y a de quoi se poser des questions.

Le choix de la majorité communale a été effectué sans précaution puisque son bail a été annulé par la Région pour non-respect des principes généraux d'égalité de traitement, de transparence et de non-discrimination.

Le Théâtre Le Public bénéficie d'avantages qui n'ont pas été offerts aux autres candidats, tels que l'octroi d'une somme maximale de 150.000 € en cas de non-aboutissement du projet. Cette clause de rachat de plans, projets et études de stabilité semble être un dédommagement, car ces études sont inutilisables pour tout autre projet. S'agirait-il d'un cadeau accordé avec l'argent du contribuable ?

Le nouveau bail est établi pour deux sociétés, l'ASBL Le Public et « Espace public », détenue à 50 % par la société Culturum et 50 % par l'architecte qui est membre de la Commission royale des monuments et sites (CRMS).

Cette construction juridique rendra plus compliquée toute transaction future. Aucune précaution n'est prise pour éviter que les parts de la société Culturum, c.à.d. du restaurant, ne soient transférées vers un autre actionnaire.

Les bénéficiaires du bail disposent de conditions qui les avantagent par rapport aux autres acteurs du quartier : une situation idéale, un loyer modique, des promesses de parkings et de terrasses. Il s'agit donc d'une concurrence déloyale par rapport aux autres restaurants, et ce dans un contexte de fragilité économique.

Le contrat de bail valide le montage de deux sociétés dont l'une cumulerait les pertes renflouées par l'Etat via les impôts des contribuables et l'autre tirerait tous ses avantages des bénéfices destinés aux seuls actionnaires.

Les orateurs ne sont pas opposés aux changements, pour autant qu'ils aillent dans le sens de l'intérêt général. Mais il y a trop d'incohérences dans le projet présenté.

Les riverains situés à l'arrière, du côté de la rue Verhulst, vont être confrontés à un mur aveugle d'environ 12 m de haut.

Sous prétexte d'évolution architecturale, le nouveau bâtiment masqué par une palissade en bois ajouré constitue un véritable coup de poing typique de la « bruxellisation ».

Les nuisances ne sont pas seulement visuelles mais s'étendent à la mobilité. En effet, le nombre de véhicules supplémentaires peut être évalué de 123 à 130. Où pourra-t-on les mettre, alors que la commune a déjà tant de mal à gérer les parkings ?

Des places de parking ont été promises pour les personnel du Théâtre Le Public. Pourquoi ce traitement de faveur alors que les riverains ont bien du mal à se garer ?

Les orateurs s'inquiètent aussi de la durée des travaux, qui s'avère toujours supérieure aux prévisions.

Le projet est tout à fait disproportionné eu égard à la réalité économique actuelle, dont témoigne la fermeture du restaurant « Le Parvis », fleuron de la restauration dans le quartier

On ne peut aussi que déplorer le conflit d'intérêt plus que douteux entre

certaines personnes impliquées dans le projet et la CRMS.

Selon les orateurs, si le Théâtre Le Public avait vraiment l'intention de s'investir pour le quartier d'Uccle-Centre, il devrait développer un partenariat avec le CCU pour compléter l'offre actuelle, utiliser de manière plus efficace les espaces existants et utiliser l'argent public dans l'intérêt des gens qui paient leurs impôts dans la commune.

M. Cools précise que le groupe Uccle en avant partage dans une très large mesure les propos tenus par les représentants du Comité du Parvis Uccle-Centre.

Les groupes Uccle en avant et DéFI ont été extrêmement critiques à l'égard des procédures suivies dans le dossier pour l'appel d'offres.

Outre les questions de procédure, M. Cools tient à relever deux points problématiques.

Lorsque l'appel à projets pour l'occupation de ce bâtiment a été lancé, M. Cools n'imaginait pas que cela signifierait l'abattage de l'aile gauche. Même si celle-ci n'est pas d'origine, elle fait partie d'un ensemble néoclassique remarquable, dont l'intérêt est souligné par la CRMS. M. Cools n'imaginait pas non plus l'abattage de l'arbre fleuri du parvis, que le Collège a approuvé seul, sans le consentement du Conseil communal.

Le second point problématique réside dans les carences des études du projet. Sur le plan culturel, l'idée de créer une animation supplémentaire à Uccle-Centre est enthousiasmante dans son principe.

Mais il n'y a dans ce dossier aucune étude digne de ce nom sur l'impact en matière de mobilité, alors qu'une partie des personnes intéressées se déplace en voiture.

Peut-être certaines solutions partielles pourraient-elles être envisagées, telles que l'extension en soirée des horaires d'ouverture du parking Doyenné.

L'utilisation ponctuelle de la place Homère Goossens est concevable pour des événements survenant une ou deux fois par an ; il n'en serait pas de même s'il s'agissait d'une pratique généralisée, car celle-ci supprimerait les places de parking existantes sans en créer de nouvelles.

M. De Bock rappelle que les problèmes juridiques du montage conçu initialement ont débouché dans un premier temps sur une annulation par la tutelle.

Sous le mayorat d'Armand De Decker, on avait proposé de vendre le bien pour financer la nouvelle Maison communale.

L'actuelle majorité propose plutôt d'y implanter une activité, qu'elle soit commerciale ou culturelle, ce qui se tient, dans la mesure où une location est préférable à une vente en vue de la conservation du patrimoine. Une telle optique se justifie lorsqu'il s'agit de la première Maison communale d'Uccle.

Mais ce qui s'avère beaucoup plus problématique selon M. De Bock, c'est d'avoir calculé un prix pour un projet qui ne consiste plus à occuper l'espace par une location mais à redonner de la valeur au foncier en élaborant un projet immobilier,

certes intéressant, mais dans un total mépris à l'égard d'un certain nombre de règles et notamment de la décision du Conseil communal.

M. Desmet est conscient des difficultés vécues par les résidents d'Uccle-Centre, notamment en raison du chantier de rénovation des rails de tram de la chaussée d'Alseberg, qui, selon le groupe Ecolo, a quand même débouché sur un beau résultat. Quoiqu'il y ait eu parfois des nuisances, l'espace historique de la commune a été chaque fois respecté et amélioré.

Toutefois, selon M. Desmet, la création d'un nouvel espace culturel est le meilleur des projets déposés dans le cadre de l'appel visant à valoriser ce bâtiment, occupé jusqu'à présent par la Justice de Paix.

Ce bâtiment demeure une propriété communale qui, par sa fonction, reste à la disposition des Ucclois, comme l'a souhaité le groupe Ecolo. Ce projet permet d'accroître l'offre culturelle, notamment en partenariat avec le quartier et les établissements scolaires.

Une authentique démarche de participation citoyenne a permis de diffuser des informations et d'entendre les griefs légitimes. Les écologistes font pour leur part confiance à la CRMS qui, par son expertise, garantit la sauvegarde patrimoniale.

Le bâtiment ne sera pas démoli, puisque les travaux affecteront essentiellement les éléments intérieurs. Que se serait-il passé si le bâtiment avait été vendu ?

M. Desmet ne nie nullement la réalité des problèmes de mobilité mais ceux-ci seraient moins aigus si les transports publics étaient davantage privilégiés.

Le secteur Horeca a connu des difficultés mais on peut espérer qu'il soit redynamisé par l'aménagement d'un piétonnier au Parvis Saint-Pierre.

Le groupe Ecolo accorde toute sa confiance au bureau d'architectes et à l'autorité communale pour assurer un avenir serein à ce quartier.

M. Hayette rappelle que pour le groupe socialiste, le projet retenu n'était pas le meilleur. Les socialistes avaient en effet plutôt plaidé pour une salle multiculturelle.

Mais M. Hayette est de toute façon convaincu des lacunes des procédures de concertation.

Il plaide en faveur de la relance d'un processus de concertation avec les riverains, de manière à ce qu'à l'aune du projet relatif au Théâtre Le Public, tout soit entrepris pour améliorer l'environnement d'un quartier qui ne demande qu'à revivre.

M. le Bourgmestre estime que ce dossier fait l'objet de rumeurs et de contre-vérités tout à fait infondées, et il s'efforcera de les réfuter, notamment dans le cadre d'un droit de réponse dans le journal de l'Association des comités de quartier ucclois (ACQU).

Il ne s'agit pas ici d'une démolition mais d'une rénovation d'un bâtiment dont on tient à préserver l'âme parce qu'il appartient à l'histoire d'Uccle. Et il est

évidemment hors de question de se permettre n'importe quoi sous prétexte qu'il s'agit d'un théâtre.

Dans ce dossier, le Collège optera toujours pour des choix raisonnables et équilibrés.

M. l'Echevin Biermann rappelle qu'il était initialement prévu de vendre le bâtiment dans le cadre de l'acquisition du nouveau Centre administratif.

Le Collège a finalement considéré qu'il était préférable de le maintenir dans le patrimoine communal en raison de son intérêt architectural. Il revient aussi au Collège de mettre en œuvre tous les moyens à sa disposition pour redynamiser le quartier d'Uccle-Centre.

C'est la raison pour laquelle un appel à projets a été lancé, avec l'objectif de développer sur la place un pôle d'attractivité artistique et culturel.

Jamais on n'a caché que c'est suite à une proposition formulée par le Théâtre Le Public que la commune a lancé l'appel à projets, de manière à assurer une mise en concurrence.

Le Théâtre Le Public a introduit une demande de permis d'urbanisme suite à sa désignation.

Le dossier de présentation et la convention de bail emphytéotique passés à deux reprises au Conseil communal mentionnent les deux entités évoquées précédemment. Il n'y a donc pas de surprise à cet égard.

L'immeuble appartient à la commune et le Fonctionnaire délégué régional est l'autorité habilitée à délivrer le permis d'urbanisme (qui n'a pas encore été délivré à ce jour). Une enquête publique d'un mois a permis à de nombreux riverains d'exprimer leur opinion sur le projet. Pour répondre à un souci de déontologie et éviter tout conflit d'intérêt, les représentants de la commune se sont abstenus ; l'avis rendu par la Commission de concertation est donc celui des représentants régionaux. De tels principes sont également mis en œuvre par la CRMS, l'auteur du projet n'ayant pas participé à l'établissement de l'avis de cette instance sur la demande de classement actuellement à l'instruction.

Les 150.000 € d'indemnité évoqués précédemment sont prévus par la convention de bail emphytéotique afin de permettre à la commune de devenir propriétaire des plans si le projet ne devait pas être réalisé.

Quant au canon du bail emphytéotique, il est établi sur base de l'estimation d'un expert indépendant, et la valeur locative n'est pas équivalente à ce canon parce que les obligations du propriétaire ne sont pas les mêmes vis-à-vis du bailleur que vis-à-vis du preneur du bail emphytéotique. Le Collège a pour objectif d'éviter que la commune ne doive prendre en charge la moindre dépense de maintenance du bâtiment, eu égard au fait que dans le cadre d'un simple bail, une partie des travaux est susceptible d'être prise en charge par le propriétaire.

M. l'Echevin Biermann insiste aussi sur la demande de classement, qui va permettre d'avoir une vision claire de l'état réel du bâtiment existant.

En raison des nombreuses modifications qui l'ont affecté, ce bâtiment a perdu une partie de son caractère patrimonial, ce dont témoigne d'ailleurs l'avis de la

Commission de concertation.

La Commission de concertation a fait preuve d'écoute à l'égard des craintes et attentes des riverains, puisque l'avis, quoique favorable, est assorti de 13 conditions.

Le rapport d'incidence environnementale doit également permettre d'évaluer l'impact d'un tel projet dans le quartier. L'avis de la Commission de concertation est clair quant aux éléments qui semblent adéquats dans ce rapport d'incidence et à ceux qui méritent d'être approfondis via des conditions spécifiques.

L'implantation du bâtiment a été étudiée afin de préserver une série d'ensembles patrimoniaux identifiés dans le quartier, en tenant compte des vues et de l'ensoleillement des parcelles voisines.

De même, l'avis de la Commission de concertation est également rigoureux quant à la nécessité pour le demandeur d'apporter des réponses concrètes aux problèmes de stationnement et de mobilité.

L'avis prend aussi en considération l'impact des nuisances sonores potentielles, en se prononçant notamment pour une réduction importante de la terrasse en toiture, qui de surcroît n'aura plus de fonction récréative.

M. l'Echevin Biermann rappelle à cet égard que le projet envisage la création de deux salles de spectacle destinées à l'accueil de moins de 450 spectateurs au total dans une zone destinée à l'habitat, soit une affectation analogue à l'îlot entourant le Centre culturel, qui a quant à lui une jauge de 800 spectateurs.

M. l'Echevin Biermann comprend les craintes de certains riverains quant à la densification du quartier et l'augmentation des activités qu'il accueille, mais il n'en demeure pas moins qu'Uccle-Centre est le cœur de la commune, du commerce local, de la vie de quartier, un lieu propice tant à une densification raisonnable qu'à une grande mixité de fonctions, de manière à garantir, à l'échelle du quartier central, l'accès à toute une série d'activités diverses qui rendent la vie au centre d'Uccle agréable et pratique.

Le Collège a l'intime conviction que la préservation du bâtiment de la place Homère Goossens dans son aspect d'origine et l'installation d'un acteur majeur de la vie culturelle et artistique constituent une chance pour ce quartier.

M. l'Echevin Wyngaard rappelle que l'offre de transports en commun est assez exceptionnelle à Uccle-Centre : il y a plusieurs lignes de tram et de nombreuses lignes de bus au square George Marlow ou au square des Héros. Ce sont des modes de déplacement qu'il convient d'encourager, sans avoir la naïveté de croire que tout le monde viendra en transport en commun, à pied ou à vélo.

Un accord a pu être conclu cet été au sein du gouvernement régional pour l'aménagement d'un parking de dissuasion à Stalle. L'entrepreneur désigné construira un parking de plusieurs étages d'une capacité de 700 places, qui sera relié au centre d'Uccle par un système de navettes via le site propre de la rue de Stalle et de l'avenue Brugmann. Ce dispositif peut donc constituer une solution très concrète à la pression sur le stationnement.

M. l'Echevin Wyngaard conçoit très bien que certains changements relatifs au parking Doyenné/Saint-Pierre ne sont pas agréables pour les riverains, mais il ne faut pas perdre de vue la volonté de soutenir le commerce de proximité. Le système de

télé-jalonnement qui sera bientôt mis en place devrait avoir un impact sur la fréquentation du parking Doyenné/Saint-Pierre.

M. l'Echevin Wyngaard rappelle encore que le Collège a décidé de conserver la parcelle de terrain de l'ancien dépôt de la Voirie sis rue des Fidèles, afin d'en faire un petit parking d'une quinzaine de places, réservé exclusivement aux riverains.

MM. Van Roy et Helleput tiennent à préciser qu'ils expriment les critiques des riverains et ne sont pas concernés directement par la lettre de l'ACQU, sur laquelle M. le Bourgmestre a focalisé son intervention.

Ils insistent sur le fait qu'il y a une très grande différence entre habiter à Uccle-Centre et y faire ses courses.

Dans le cadre de l'enquête publique, on a affirmé la possibilité de consulter les plans sur internet. Mais en réalité, ceux-ci sont invisibles.

Et quant à la possibilité théorique de consulter les plans sur place au service de l'Urbanisme, le véritable parcours du combattant imposé au citoyen intéressé est tel que l'accès à ces documents s'avère limité et peu démocratique.

M. le Bourgmestre a beau prétendre qu'il s'agit d'une rénovation plutôt que d'une construction, il n'en demeure pas moins que des démolitions sont opérées dans un projet qui s'avère disproportionné.

Cette disproportion est flagrante en matière de stationnement. En effet, selon le rapport d'incidence, la jauge de 443 spectateurs générera un flux moyen de 106 véhicules additionné d'une douzaine de véhicules pour les clients du restaurant. Quatre-vingts places pour douze véhicules, n'est-ce pas disproportionné ?

Le Conseil prend connaissance.

Burgerinterpellatie : het theaterontwerp Le Public.

De heren Van Roy en Helleput, vertegenwoordigers van het Comité du Parvis Uccle-Centre, dat de buurtbewoners van het voorplein en de inwoners van de verschillende straten rond deze perimeter groepeerd, willen de gemeentelijke overheid interpellieren ingevolge de beslissing om de vestiging van een theater op het Sint-Pietersvoorplein te aanvaarden.

Ze delen de wens om het centrum nieuw leven in te blazen, de gebouwen in slechte staat te renoveren, de reputatie van deze culturele locatie te benutten om mensen aan te trekken en een nieuw interessant centrum te creëren, maar ze kunnen niet aanvaarden dat dit bereikt wordt ten koste van een diepgaande verstoring van het evenwicht in de wijk, een rampzalige impact op de buurtbewoners en een ernstige wijziging van het historisch centrum.

Hun voorkeur gaat uit naar projecten die de dorpsgeest en de ziel van het historisch centrum respecteren, naar culturele projecten waarin de burger centraal staat, naar ontmoetingsplaatsen die door verschillende spelers gedeeld worden, te meer we steeds dichter bij participatieve democratie komen. Deze charmante, centraal gelegen locatie zou ideaal zijn voor bijeenkomsten en burgerinitiatieven waarbij de gemeente en het gewest betrokken zijn.

Het stimuleren van het delen van ruimtes en gebruiken is ook de eerste prioriteit van het Burgerparlement voor het Klimaat.

Voor Théâtre Le Public, met 2 toneelzalen met respectievelijk 132 en

308 zitplaatsen, plus een restaurant met 80 zitplaatsen, moet het volledige deel aan het voorplein en bijna het hele interieur van het gebouw afgebroken worden, voornamelijk om de activiteiten rendabeler te maken.

Wie zou kunnen bewijzen dat deze rentabiliteit blijvend is en deze inrichtingen in de toekomst niet leegstaan?

De Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen (KCML) formuleert een strijdig advies, dat ertoe strekt dit geheel te beschermen en dit historisch centrum als volgt beschrijft:

"Het voormalige gemeentehuis en zijn tuin, waarvan de typologie doet denken aan oude landhuizen, neemt een strategische positie in het stedelijk landschap in, zowel omdat het uitkijkt op de Sint-Pieterskerk als op het Homère Goossensplein, waar de imposante gevel in dialoog staat met een rij identieke neoclassicistische huizen en de binnentuin, die een harmonieuze overgang in het stedelijk landschap vormt naar de gevel van het vredegericht, terwijl het een mooi evenwicht creëert tussen de verharde en plantaardige componenten recht tegenover de kerk".

De Geschied- en Heemkundige Kring van Ukkel is ook van mening dat dit geheel een historisch karakter heeft en sluit zich daarom aan bij de grieven van de auteurs van de burgerinterpellatie.

Volgens het Charter van Venetië moet in een oud gebouw de functie zich aanpassen aan het gebouw en niet omgekeerd.

Bovendien is deze afbraak volledig in strijd met de gewestelijke doelstellingen van duurzame ontwikkeling, de besparing van hulpbronnen en het bestrijden van "façadisme".

We kunnen niet aanvaarden dat Théâtre Le Public in naam van de cultuur zo ver gaat om het cultureel erfgoed te slopen.

In de oproep tot kandidaatstelling van 10 september 2020 sloot de verplichting om een horeca-activiteit aan te bieden de facto heel wat andere kandidaten uit, maar deze voorwaarde is ondergeschikt in een cultureel project. Het Cultureel Centrum van Ukkel (CCU) is bovendien niet uitgerust met dergelijke infrastructuur.

Aangezien er al veel restaurants op het voorplein zijn, waarom zouden er dan nog meer horecagelegenheden moeten komen, tenzij het is om een clause aan te bieden die bijzonder geschikt is voor de grote structuur die Théâtre Le Public is?

Hoewel de oproep tot kandidaatstelling in september 2020 gepubliceerd werd, dateert de begroting voor de werken aan het theater van 4 maanden eerder. Er is genoeg om ons vragen over te stellen.

De keuze van de gemeentelijke meerderheid is zonder voorzorg gemaakt, aangezien het huurcontract door het gewest opgezegd werd wegens niet-naleving van de algemene beginselen van gelijke behandeling, transparantie en non-discriminatie.

Théâtre Le Public krijgt voordelen die andere kandidaten niet krijgen, zoals een maximumbedrag van € 150.000 als het project niet voltooid wordt. Deze clause om plannen, projecten en stabiliteitsstudies terug te kopen lijkt een compensatie te zijn, aangezien deze studies onbruikbaar zijn voor elk ander project. Zou het een cadeau met geld van de belastingbetaler kunnen zijn?

De nieuwe huurovereenkomst is opgesteld voor twee bedrijven, vzw Le Public en "Espace public", voor 50 % eigendom van de firma Culturum en voor 50 % van de architect, die lid is van de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen (KCML).

Deze juridische constructie zal elke toekomstige transactie bemoeilijken. Er zijn geen voorzorgsmaatregelen genomen om te voorkomen dat de aandelen van de firma Culturum, met andere woorden van het restaurant, aan een andere aandeelhouder overgedragen worden.

De huurders profiteren van voorwaarden die hen een voordeel geven ten opzichte van andere spelers in de wijk: een ideale locatie, een lage huur en de belofte van parkeerplaatsen en terrassen. Het is dus oneerlijke concurrentie voor andere

restaurants, en dit in een context van economische kwetsbaarheid.

De huurovereenkomst bekrachtigt de oprichting van twee vennootschappen, waarvan de ene de verliezen accumuleert die door de staat gered worden met belastinggeld, terwijl de andere al haar voordelen haalt uit winsten die alleen voor de aandeelhouders bedoeld zijn.

De sprekers zijn niet tegen verandering, zolang die in het algemeen belang is, maar er zijn te veel inconsistenties in het voorgestelde project.

De buurtbewoners aan de achterkant, in de Verhulststraat, krijgen te maken met een blinde muur van ongeveer 12 meter hoog.

Onder het mom van bouwkundige evolutie is het nieuwe gebouw, verhuld door een opengewerkte houten omheining, een echte vuistslag die typisch is voor de verbrusseling.

De overlast is niet alleen visueel, maar strekt zich ook uit tot mobiliteit. Het aantal extra voertuigen kan immers geschat worden op 123 tot 130. Waar gaan we die zetten als de gemeente al zoveel moeite heeft met het beheer van de parkings?

Er werden parkeerplaatsen beloofd voor het personeel van Théâtre Le Public. Waarom deze voorkeursbehandeling als buurtbewoners zo moeilijk kunnen parkeren?

De sprekers maken zich ook zorgen over de duur van de werkzaamheden, die steeds langer blijkt dan verwacht.

Het project staat totaal niet in verhouding tot de huidige economische realiteit, zoals blijkt uit de sluiting van restaurant "Le Parvis", een parel van de restauratie in de wijk.

We kunnen ook alleen maar de meer dan dubieuze belangenvermenging tussen bepaalde betrokkenen bij het project en de KCML betreuren.

Volgens de sprekers zou Théâtre Le Public, als het echt wil investeren in de wijk Ukkel-Centrum, een partnerschap moeten aangaan met het CCU om het huidige aanbod aan te vullen, efficiënter gebruik te maken van de bestaande ruimtes en het overheidsgeld te gebruiken in het belang van de mensen die belastingen betalen in de gemeente.

Dhr. Cools wijst erop dat de Uccle en avant-fractie het grotendeels eens is met de opmerkingen van de vertegenwoordigers van het Comité du Parvis Uccle-Centre.

De fracties van Uccle en avant en DÉFI waren zeer kritisch voor de procedures die in het dossier gevolgd werden voor de aanbesteding.

Naast de procedurekwesties wil dhr. Cools twee problematische punten aanhalen.

Toen de projectoproep voor dit gebouw gelanceerd werd, had dhr. Cools er geen idee van dat dit zou betekenen dat de linkervleugel afgebroken moest worden. Hoewel hij niet origineel is, maakt hij deel uit van een opmerkelijk neoklassiek geheel, waarvan de KCML het belang benadrukt. Dhr. Cools kon zich ook niet voorstellen dat de bloeiende boom op het voorplein gerooid zou worden, wat het college op eigen houtje goedgekeurd heeft, zonder instemming van de gemeenteraad.

Het tweede probleem ligt in de nalatigheden van de projectstudies. Vanuit cultureel oogpunt is het idee om extra animatie te creëren in Ukkel-Centrum in principe inspirerend.

Maar er is in dit dossier geen noemenswaardig onderzoek gedaan naar de gevolgen voor de mobiliteit, terwijl een deel van de betrokkenen zich met de auto verplaatst.

Misschien zouden er bepaalde gedeeltelijke oplossingen overwogen kunnen worden, zoals de uitbreiding van de openingsuren van parking Dekenij 's avonds.

Het gericht gebruik van het Homère Goossensplein is denkbaar voor evenementen die een of twee keer per jaar plaatsvinden, maar dit zou niet het geval zijn als het algemeen gebruikelijk zou worden, omdat de bestaande parkeerplaatsen

dan zouden verdwijnen zonder dat er nieuwe bijkomen.

Dhr. De Bock herhaalt dat de juridische problemen met het oorspronkelijke plan in eerste instantie geleid hebben tot een vernietiging door de Voogdij.

Onder burgemeester Armand De Decker werd voorgesteld om het pand te verkopen om het nieuwe gemeentehuis te financieren.

In plaats daarvan stelt de huidige meerderheid voor om er een activiteit te vestigen, of die nu commercieel of cultureel is, wat logisch is in zoverre dat een verhuur de voorkeur verdient boven een verkoop met het oog op de instandhouding van het erfgoed. Deze aanpak is gerechtvaardigd aangezien het gaat om het eerste gemeentehuis van Ukkel.

Maar wat volgens dhr. De Bock veel problematischer is, is het feit dat er een prijs berekend is voor een project dat niet langer bestaat uit het gebruik van de ruimte door deze te verhuren, maar eerder uit het teruggeven van waarde aan de grond door de ontwikkeling van een vastgoedproject, wat zeker interessant is, maar waarbij een aantal regels en in het bijzonder de beslissing van de gemeenteraad volledig genegeerd wordt.

Dhr. Desmet is zich bewust van de moeilijkheden die de inwoners van Ukkel-Centrum ondervinden, meer bepaald door de renovatie van de tramsporen in de Alsebergsesteenweg, die volgens de Ecolo-fractie toch een mooi resultaat opgeleverd heeft. Hoewel er soms overlast was, werd de historische ruimte van de gemeente telkens gerespecteerd en verbeterd.

Volgens dhr. Desmet is de creatie van een nieuwe culturele ruimte echter het beste project dat ingediend werd naar aanleiding van de oproep om dit gebouw, dat tot nu toe gebruikt werd door het vrederecht, op te waarderen.

Dit gebouw blijft een gemeente-eigendom dat door zijn functie ter beschikking blijft van de Ukkelaars, zoals gevraagd door de Ecolo-fractie. Dit project zal het culturele aanbod vergroten, meer bepaald in samenwerking met de wijk en de scholen.

Een echte burgerparticipatie heeft het mogelijk gemaakt om informatie te verspreiden en te luisteren naar de gegronde grieven. De groenen van hun kant hebben vertrouwen in de KCML, die dankzij haar expertise garandeert dat het erfgoed beschermd wordt.

Het gebouw wordt niet afgebroken aangezien de werken voornamelijk betrekking hebben op de binnenelementen. Wat was er gebeurd als het gebouw verkocht werd?

Dhr. Desmet ontkent geenszins de realiteit van de mobiliteitsproblemen, maar ze zouden minder acuut zijn als er meer prioriteit gegeven werd aan het openbaar vervoer.

De horecasector heeft het moeilijk gehad, maar we hopen dat deze sector nieuw leven ingeblazen wordt door de aanleg van een voetgangerszone op het Sint-Pietersvoorplein.

De Ecolo-fractie heeft het volste vertrouwen in het architectenbureau en de gemeentelijke overheid om te zorgen voor een rustige toekomst voor deze wijk.

Dhr. Hayette herhaalt dat voor de socialistische fractie het gekozen project niet het beste is. De socialisten hadden immers gepleit voor een multiculturele zaal.

Maar dhr. Hayette is in ieder geval overtuigd van de leemtes in de overlegprocedures.

Hij pleit ervoor een nieuw overlegproces met de buurtbewoners op te starten, zodat in het licht van het project voor Théâtre Le Public alles in het werk gesteld wordt om de omgeving van een wijk die wacht op een nieuw elan te verbeteren.

De burgemeester is van mening dat dit dossier het onderwerp is van volledig

ongegrunde geruchten en onwaarheden en hij zal zijn uiterste best doen om deze te weerleggen, meer bepaald in het kader van een recht op weerwoord in het tijdschrift van de Association des comités de quartier uclois (ACQU).

Het gaat hier niet om een afbraak, maar om een renovatie van een gebouw waarvan we de ziel willen behouden omdat het deel uitmaakt van de geschiedenis van Ukkel. En het is natuurlijk uit den boze om gelijk wat toe te staan alleen omdat het een theater is.

In dit dossier maakt het college steeds redelijke en evenwichtige keuzes.

Schepen Biermann herhaalt dat het aanvankelijk de bedoeling was om het gebouw te verkopen in het kader van de aankoop van het nieuw Administratief Centrum.

Uiteindelijk besloot het college dat het de voorkeur verdiende om het gebouw te behouden als onderdeel van het gemeentelijk erfgoed vanwege zijn bouwkundig belang. Het is ook aan het college om alle beschikbare middelen in te zetten om de wijk Ukkel-Centrum nieuw leven in te blazen.

Daarom werd er een projectoproep gelanceerd om op het plein een artistiek en cultureel aantrekkingspunt te ontwikkelen.

We hebben nooit onder stoelen of banken gestoken dat de gemeente de projectoproep gelanceerd heeft naar aanleiding van een voorstel van Théâtre Le Public, om een inmededingingstelling te garanderen.

Théâtre Le Public heeft een aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning ingediend na zijn aanstelling.

In het presentatiedossier en de erfpachtovereenkomst, die tweemaal aan de gemeenteraad voorgelegd zijn, worden de twee bovengenoemde entiteiten genoemd. Er zijn dus geen verrassingen in dit opzicht.

Het gebouw is eigendom van de gemeente en de gewestelijke gemachtigde ambtenaar is de autoriteit die bevoegd is om de stedenbouwkundige vergunning af te leveren (die tot op vandaag nog niet afgeleverd is). In een openbaar onderzoek van een maand konden talrijke buurtbewoners hun mening formuleren over het project. In het belang van de deontologie en om elk belangenconflict te vermijden hebben de vertegenwoordigers van de gemeente zich onthouden. Het advies van de Overlegcommissie is dus dat van de gewestelijke vertegenwoordigers. Dergelijke principes worden ook toegepast door de KCML, aangezien de projectontwerper niet meegewerkt heeft aan de opmaak van het advies van dit orgaan over de beschermingsaanvraag die momenteel onderzocht wordt.

De € 150.000 compensatie waarnaar hierboven verwezen wordt is voorzien in de erfpachtovereenkomst zodat de gemeente eigenaar kan worden van de plannen als het project niet uitgevoerd wordt.

De canon van de erfpacht wordt vastgesteld op basis van de schatting door een onafhankelijke deskundige en de huurwaarde is niet gelijk aan deze canon omdat de verplichtingen van de eigenaar ten opzichte van de verhuurder niet dezelfde zijn als ten opzichte van de erfpachtnemer. Het doel van het college is om ervoor te zorgen dat de gemeente geen kosten voor het onderhoud van het gebouw hoeft te dragen, aangezien bij een eenvoudige huurovereenkomst een deel van de werken waarschijnlijk door de eigenaar gedragen wordt.

Schepen Biermann dringt ook aan op de beschermingsaanvraag, die een duidelijk beeld zal geven van de werkelijke staat van het bestaande gebouw.

Door de vele aanpassingen aan het gebouw is een deel van het erfgoedkarakter verloren gegaan, zoals overigens blijkt uit het advies van de Overlegcommissie.

De Overlegcommissie heeft goed geluisterd naar de angsten en verwachtingen van de buurtbewoners, want aan haar advies, hoewel gunstig, zijn 13 voorwaarden verbonden.

Het milieueffectenrapport moet het ook mogelijk maken om de impact van een dergelijk project in de wijk te beoordelen. Het advies van de Overlegcommissie is duidelijk over welke elementen van dit effectenrapport geschikt zijn en welke door middel van specifieke voorwaarden diepgaander onderzocht moeten worden.

De locatie van het gebouw werd bestudeerd om een reeks erfgoedgehelen in de wijk te behouden, rekening houdend met het uitzicht en de bezonning van de naburige percelen.

Het advies van de Overlegcommissie is ook streng wat betreft de noodzaak voor de aanvrager om concrete oplossingen te bieden voor de parkeer- en mobiliteitsproblemen.

Het advies houdt ook rekening met de impact van de mogelijke geluidsoverlast, meer bepaald door een aanzienlijke verkleining van het dakterras aan te bevelen, dat bovendien niet langer een recreatieve functie zal hebben.

In dit opzicht herinnert schepen Biermann eraan dat het project voorziet in de bouw van twee toneelzalen met een totale capaciteit van minder dan 450 toeschouwers in een woongebied, hetzij een overeenkomstige bestemming met het huizenblok rond het Cultureel Centrum, dat een capaciteit van 800 toeschouwers heeft.

Schepen Biermann heeft begrip voor de vrees van sommige buurtbewoners voor de verdichting van de wijk en de toename van het aantal activiteiten dat er plaatsvindt, maar feit blijft dat Ukkel-Centrum het hart is van de gemeente, van de lokale handel, van het buurtleven, een plek die zowel bevorderlijk is voor een redelijke verdichting als voor een brede mix van functies, zodat op schaal van de centrale wijk de toegang gegarandeerd wordt tot een hele reeks uiteenlopende activiteiten die het leven in het centrum van Ukkel aangenaam en comfortabel maken.

Het college is er vast van overtuigd dat het behoud van het gebouw op het Homère Goossensplein in zijn oorspronkelijke staat en de vestiging van een belangrijke speler in het culturele en artistieke leven een kans zou zijn voor deze wijk.

Schepen Wyngaard herhaalt dat het openbaarvervoeraanbod vrij uitzonderlijk is in Ukkel-Centrum: er zijn verschillende tramlijnen en talrijke buslijnen op de Georges Marlowsquare en de Heldensquare. Dit zijn vervoerwijzen die aangemoedigd moeten worden, zonder naïef genoeg te zijn om te geloven dat iedereen met het openbaar vervoer, te voet of met de fiets zal komen.

Deze zomer werd in de gewestregering een akkoord bereikt over de aanleg van een overstapparking in Stalle. De aannemer zal een parkeergarage met meerdere verdiepingen bouwen met een capaciteit van 700 plaatsen, die met het centrum van Ukkel verbonden zal worden door een pendeldienst via de eigen bedding in de Stallestraat en de Brugmannlaan. Dit systeem kan dus een zeer praktische oplossing bieden voor de parkeerdruk.

Schepen Wyngaard is zich er terdege van bewust dat sommige veranderingen aan parking Dekenij/Sint-Pieter niet prettig zijn voor de buurtbewoners, maar we mogen de wens om de buurtwinkels te steunen niet uit het oog verliezen. Het parkeergeleidingssysteem dat binnenkort ingevoerd wordt zou een impact moeten hebben op het gebruik van parking Dekenij/Sint-Pieter.

Schepen Wyngaard herhaalt ook dat het college beslist heeft om het stuk grond van de voormalige opslagplaats van de Wegendienst in de Gelovigenstraat te behouden om er een kleine parking met ongeveer vijftien plaatsen van te maken, die uitsluitend bestemd is voor de buurtbewoners.

De heren Van Roy en Helleput willen verduidelijken dat zij de kritiek van de buurtbewoners verwoorden en niet rechtstreeks betrokken zijn bij de brief van de ACQU, waarop de burgemeester zijn tussenkomst focuste.

Ze benadrukken dat er een groot verschil is tussen wonen in Ukkel-Centrum en winkelen in Ukkel-Centrum.

In het kader van het openbaar onderzoek werd bevestigd dat de plannen op internet geraadpleegd konden worden, maar in werkelijkheid zijn ze niet zichtbaar.

Wat betreft de theoretische mogelijkheid om de plannen ter plaatse te raadplegen bij de dienst Stedenbouw is de hindernisloop die aan geïnteresseerde burgers opgelegd wordt van dien aard dat de toegang tot deze documenten beperkt en ondemocratisch is.

De burgemeester mag dan wel beweren dat dit een renovatieproject is in plaats van een bouwproject, maar het blijft een feit dat er afbraken uitgevoerd worden in een project dat buitenmaats is.

Deze wanverhouding is overduidelijk op vlak van parkeren. Volgens het effectenrapport zal de capaciteit van 443 toeschouwers immers een gemiddelde stroom van 106 voertuigen genereren plus een dozijn voertuigen voor de klanten van het restaurant. Tachtig plaatsen voor twaalf voertuigen, is dat niet buiten proportie?

De Raad neemt kennis.

3 annexes / 3 bijlagen

Commission de Concertation 20signatures .pdf, Commission de Concertation questions .pdf, Commission de Concertation lettre .pdf

19.10.2023/A/0003 **Approbation du registre de la séance du Conseil communal du 07 septembre 2023.**

M. Hayette estime que ses remarques sur le point relatif au chantier du tram à hauteur de la rue du Château d'Or auraient mérité de faire l'objet d'une transcription dans le registre.

M. Hayette n'aurait en aucune manière l'outrecuidance de prétendre que ses interventions sont destinées à marquer l'histoire de la commune ; il estime néanmoins que les considérations qu'il s'est permis d'émettre sur ce point précis visaient de façon constructive à l'amélioration du site.

Il regrette que le registre mentionne uniquement le nombre de votants.

M. Hayette ne peut donc approuver le registre tel qu'il est libellé et opte pour l'abstention.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 33 votes positifs, 1 abstention.

Abstention : Bernard Hayette.

Goedkeuring van de register van de zitting van de Gemeenteraad van 07 september 2023.

De h. Hayette is van mening dat zijn opmerkingen over het punt met betrekking tot de bouwplaats van de tram in de Gulden Kasteelstraat in het register hadden moeten worden opgenomen.

Hij wil niet zo stoutmoedig zijn om te beweren dat zijn opmerkingen bedoeld waren om een stempel te drukken op de geschiedenis van de gemeente maar vindt dat zijn opmerkingen over dit specifieke punt constructief bedoeld waren om de bouwplaats te verbeteren.

Hij betreurt dat het register alleen het aantal stemmen vermeldde.

Hij kan het register in zijn huidige vorm daarom niet goedkeuren en zal zich onthouden.

De Raad keurt het punt goed.
34 stemmers : 33 positieve stemmen, 1 onthouding.
Onthouding : Bernard Hayette.

Valentine Delwart entre en séance / treedt in zitting.
Patrick Zygas entre en séance / treedt in zitting.

Sanctions administratives - Administratieve sancties

19.10.2023/A/0004 Règlement de Police complémentaire relatif à l'interdiction de la consommation d'alcool dans l'espace public

Le Conseil,

Vu l'article 119 bis de la Nouvelle Loi Communale disposant que le conseil communal peut établir des peines et des sanctions administratives communales conformément à la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales;

Vu l'article 135, §2 de la Nouvelle Loi Communale disposant que les communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de salubrité, de la sûreté et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics;

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales;

Vu l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 sur la répression de l'ivresse publique et notamment son article 4, interdisant quiconque de servir des boissons enivrantes à une personne manifestement ivre;

Vu les dispositions de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police (5LFP), notamment l'article 30 qui autorise la saisie administrative et/ou la destruction d'objets dans les conditions y décrites;

Vu le Règlement Général de Police commun aux 19 communes bruxelloises adopté par le Conseil Communal le 1^{er} octobre 2020 et entré en vigueur le même jour, i.e. le 1^{er} octobre 2020;

Considérant que chacune des communes peut adopter un règlement complémentaire qui lui est propre;

Considérant que la Commune de Watermael-Boitsfort a adopté un règlement complémentaire, notamment en matière de consommation d'alcool sur la voie publique;

Que pour des raisons de cohérence, de lisibilité et d'efficacité, il y a lieu, d'harmoniser les règlements dans les communes d'une même zone, d'autant lorsqu'une problématique identique s'y identifie;

Que la Commune d'Uccle souhaite, partant, s'aligner sur une réglementation complémentaire sur l'interdiction de la consommation d'alcool dans l'espace public, telle qu'adoptée à Watermael Boitsfort et telle qu'elle le sera à Auderghem;

Considérant qu'il y a une recrudescence des procès-verbaux en matière de sanctions administratives communales concernant les cas de nuisance et troubles à l'ordre public directement ou indirectement liés à la consommation d'alcool dans l'espace public;

Considérant que la consommation excessive d'alcool sur la voie publique est un phénomène prenant une grande ampleur, notamment et surtout en dehors de tout contexte festif ou événementiel, hors de tout établissement ou terrasse, et que cette

consommation, en étant abusive, est génératrice de troubles

Considérant que les comportements dérangeant s'étalent sur l'ensemble de la journée et pas uniquement la nuit et ce, toute l'année, toutes saisons confondues;

Considérant que les nuisances sont tantôt des nuisance sonores (cris intenses, bris de bouteilles en verre, etc.), tantôt des atteintes à la sécurité publique (bagarres avec bouteilles, dégradations ou vols), tantôt des atteintes à la propreté publique (souillures, vomissements ainsi que la présence de déchets tels que cannettes, bouteilles, papiers), ainsi que des comportements inappropriés envers les riverains ou les passants (injures, vociférations, cris, etc.);

Qu'en effet, tant auprès de la Police que de la Commune, les riverains, les passants et les exploitants horeca se disent désespérés par les troubles à la sécurité publique causés suite aux comportements de ces personnes sous influence d'alcool qui manifestent souvent de l'agressivité et du dérangement, en particulier du harcèlement à l'encontre du public féminin, créant ainsi un sentiment d'insécurité réel;

Que cette situation met en péril la fréquentation diversifiée des espaces publics par tous les types de public, particulièrement les enfants, les femmes et les personnes âgées, dissuadés de s'y rendre en raison des comportements agressifs et actes violents s'y déroulant;

Que les riverains et les usagers de la voie publique signalent également les troubles à la tranquillité publique, en ce qu'il se produit constamment des nuisances sonores et tapages nocturnes le soir et la nuit, générés par des personnes en état d'ébriété;

Considérant par ailleurs les atteintes à la salubrité publique sont régulièrement constatées tant par les riverains que les services communaux, faisant état de dégradations des installations urbaines des lieux, mais aussi des salissures par l'abandon de déchets, crachats, vomis, urines et défection sur la voie publique, occasionnant une puanteur dans l'environnement;

Considérant que la vie des riverains et des passants est gravement perturbée et que leur quiétude, leur sécurité, sont insuffisamment garanties;

Considérant que les nuisances ainsi décrites résultent directement du comportement de personnes en état d'ébriété sur la voie publique;

Considérant que la consommation de boissons alcoolisées est en effet de nature à augmenter le risque de survenance de ces nuisances ainsi que d'autres agissements violents et, partant, le risque de troubles;

Considérant que les comportements violents constatés dans les rapports de police trouvent effectivement l'origine première dans une consommation excessive de boissons alcoolisées qui s'ajoute fréquemment à la consommation de produits stupéfiants;

Considérant qu'eu égard à ce qui précède, il convient d'interdire la consommation de boissons alcoolisées dans l'espace public ;

Que cette interdiction constitue la seule mesure adéquate et proportionnée au regard de l'atteinte portée à l'ordre public et la tranquillité publique;

Considérant que les débits de boissons, les établissement horeca et les terrasses de ces derniers ne sont pas visés par la présente mesure;

Qu'en effet, ces derniers sont tenus à une obligation spécifique de par l'article 4 de l'arrêté loi du 14 novembre 1939 qui interdit de servir des boissons enivrantes à une personne manifestement ivre;

Considérant que les marchés publics, brocantes, foires et toute manifestation commerciale, festive ou sportive dûment autorisée et/ou organisée par la Commune ne sont pas non plus visés par le présent règlement, le même devoir de réserve que pour les débits de boissons et établissement horeca leur incombant;

Considérant qu'à titre préventif, il est nécessaire d'éviter aux consommateurs d'alcool ainsi surpris sur la voie publique par les agents de police de poursuivre la consommation d'alcool en dépit de l'interdiction dans les lieux visés ; qu'à cet effet, il convient d'autoriser la police de saisir les boissons alcoolisées ou de vider les

réipients de leur contenu alcoolisé pour assurer l'efficacité de la mesure;

Décide:

de compléter l'article 46 du Règlement Général de Police commun aux 19 communes bruxelloises par le tiret et les paragraphes suivants:

§1^{er} Sauf autorisation préalable du Bourgmestre, sont interdits sur l'espace public et dans les lieux publics :

[...]

-la consommation des boissons alcoolisées, pures ou en mélanges, pouvant conduire le consommateur à perdre la maîtrise de ses actes nécessaire pour garantir sa sécurité ou la sécurité des personnes avec lesquelles il est en contact, ou qui l'amène à adopter un comportement agressif, excessivement bruyant ou incommodant pour les autres usagers de l'espace public ou pour les riverains .

Par exception, la consommation de boissons alcoolisées est autorisée :

- sur les terrasses dûment autorisées
- sur les lieux des marchés publics, des brocantes, des foires et de toute manifestation commerciale, festive ou sportive dûment autorisée et/ou organisée par l'autorité communale.

§2. Les demandes d'autorisation doivent être introduites au moins 10 jours ouvrables avant l'activité, à l'exception de celles relatives aux divertissements quelconques qui doivent être introduites 6 semaines avant le divertissement.

§3. Les boissons alcoolisées consommées en infraction aux dispositions ci-dessus seront saisies. En cas de saisie administrative, les objets saisis pourront être détruits.

Le présent texte sera publié conformément à l'article 112 de la Nouvelle Loi communale et entrera en vigueur conformément à l'article 114 de la Nouvelle Loi communale.

Mme Kabachi a quelques réserves à l'égard de ce règlement de police.

Certes, il faut lutter contre les incivilités et les comportements agressifs des personnes en état d'ébriété afin d'assurer de bonnes conditions de vie aux riverains des quartiers uclois.

Mais la généralisation d'un tel dispositif sur le territoire uclois respecte-t-elle les règles juridiques de proportionnalité ?

Pourquoi ne commencerait-on pas par une phase test de 6 mois ou d'une année ? Cela permettrait d'évaluer l'efficacité de ce règlement.

Quel sera l'encadrement des services de police pour l'application de ce règlement ?

Mme Kabachi estime que la répression à elle seule ne résout rien et doit être accompagnée d'un suivi social. Il est donc nécessaire de fédérer les associations présentes sur le terrain avec les services sociaux du CPAS. Quelles mesures le Collège envisage-t-il à cet égard ?

M. Cools ne partage pas les réserves de Mme Kabachi sur ce point.

Vu qu'il a regretté la suppression de cette mesure du règlement général de police, effectuée il y a 3 ans, il ne peut que se réjouir de sa réinstauration, car celle-ci permet d'harmoniser le règlement uclois avec les règlements des communes de Watermael-Boitsfort et Auderghem, qui font partie de la même zone de police.

Il s'agit d'une mesure dissuasive, à mettre en œuvre si on en a réellement besoin.

Les problèmes de la place Emile Danco ont déjà fait l'objet de débats au sein du Conseil communal et du Conseil de police.

On ne peut tolérer que des citoyens fassent l'objet d'invectives et de crachats de la part de personnes alcoolisées sur la voie publique. Et étant donné que certaines

de ces personnes refusent tout accompagnement social, il faut bien envisager l'application éventuelle de mesures plus répressives.

M. Cools est partisan d'une mesure généralisée car un règlement zoné risquerait d'avoir pour seul effet de déplacer le problème : lorsque la police est intervenue il y a quelques années pour lutter contre le trafic de drogue sur la place Danco, celui-ci s'est déplacé du côté de la rue Vanderkindere.

***M. Desmet** rappelle qu'il y a quelques années, le groupe Ecolo s'était opposé à une interdiction aussi générale car elle lui semblait trop restrictive par rapport au respect des libertés individuelles. Par exemple, une amende de 350 € aurait pu être infligée à des jeunes gens buvant paisiblement un verre sur la pelouse du parc de Wolvendael pour fêter la fin de leur session d'examens.*

Par ailleurs, le groupe Ecolo est bien conscient des problèmes propres à certains lieux précis de la commune, tels que la place Emile Danco ou le square George Marlow, en raison des dégradations, bagarres, harcèlements des passants et autres comportements inappropriés de certains individus.

Selon M. Desmet, l'arsenal juridique existant permet aux services de police d'agir sans qu'il ne soit nécessaire d'adopter un texte à portée générale.

M. Desmet évoque à cet égard l'arrêté-loi de 1939 ou la faculté d'adopter une ordonnance de police réservée aux lieux où les problèmes ont été observés. De tels dispositifs garantissent une meilleure proportionnalité des mesures adoptées.

Pour ces diverses raisons, le groupe Ecolo s'abstiendra sur ce point.

***M. Cornelis** tient à souligner le CPAS ne se désintéresse en aucune manière des personnes en errance qui suscitent des problèmes dans les quartiers évoqués.*

L'antenne sociale du CPAS est active auprès de ce public particulier.

En outre, le CPAS dispose d'un pôle de remobilisation qui s'occupe des problématiques liées aux assuétudes.

***M. le Bourgmestre** précise que cette mesure vise à donner un outil supplémentaire à la police, en ayant essentiellement en ligne de mire la place Emile Danco, dont les problèmes, malgré leur caractère récurrent, ne peuvent être considérés comme une fatalité.*

Le but de cette mesure ne consiste pas à interdire la moindre consommation en toute quiétude d'un rafraîchissement alcoolisé mais d'empêcher que des passants se fassent cracher dessus ou insulter par des personnes en état d'ivresse.

Les services communaux sont tout à fait disposés à venir en aide à ces personnes fragilisées. Encore faut-il que celles-ci acceptent d'être aidées, ce qui est loin d'être toujours le cas.

M. le Bourgmestre n'est pas hostile a priori à l'adoption d'un plan zoné, à l'instar de celui qui est préparé par la ville de Bruxelles, mais rappelle qu'il s'agit ici d'harmoniser le règlement uclois avec ceux des autres communes de la même zone de police, dans un souci d'efficacité et de cohérence. Un tel dispositif permettra d'agir rapidement dans le cas où des problèmes similaires viendraient à se produire sur d'autres sites que la place Danco.

***Mme Kabachi** ne remet pas du tout en cause la nécessité d'agir pour résoudre les problèmes qui affectent certains quartiers.*

Mais elle conteste l'application généralisée, et de surcroît sans limite dans le temps, d'un tel règlement sur l'ensemble du territoire communal : l'organisation préalable d'une phase de test aurait permis de voir si les dispositions prévues s'avèrent concluantes.

***M. le Bourgmestre** partage le point de vue de Mme Kabachi selon lequel il est*

toujours utile de dresser le bilan des mesures adoptées. C'est bien à cette tâche que s'attellent le Conseil communal et le Conseil de police.

Le Collège a tenu à analyser de manière aussi fine que possible la situation de la place Danco et a tiré les conclusions qui s'imposaient suite au constat de l'insuffisance des arrêtés déjà adoptés.

Mme Kabachi signale que le groupe socialiste va s'abstenir sur ce point.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 22 votes positifs, 14 abstentions.

Abstentions : Thibaud Wyngaard, Maëlle De Brouwer, Perrine Ledan, François Jean Jacques Lambert, Pierre Desmet, Bernard Hayette, Aleksandra Kokaj, Cécile Egrix, Yannick Franchimont, Cédric Didier Norré, Fathiya Alami, Jean-Pierre Collin, Mathias Junqué, Leïla Kabachi.

Aanvullend Politiereglement terzake het verbod van alcoholgebruik in de openbare ruimte

De raad,

Gelet op artikel 119 bis van de Nieuwe Gemeentewet dat bepaalt dat de gemeenteraad gemeentelijke administratieve boetes en sancties kan vaststellen overeenkomstig de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties;

Gelet op artikel 135, §2 van de Nieuwe Gemeentewet dat bepaalt dat de gemeentes moeten zorgen voor goed bestuur ten bate van de inwoners, meer bepaalde inzake reinheid, gezondheid, veiligheid en rust van openbare straten, plaatsen en gebouwen;

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties;

Gelet op de besluitwet van 14 november 1939 betreffende de beteugeling van de dronkenschap en in het bijzonder artikel 4 ervan, dat iedereen verbiedt bedwelmende dranken te schenken aan een persoon die duidelijk dronken is;

Gelet op de bepalingen van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt, in het bijzonder artikel 30, dat de administratieve inbeslagneming en/of vernietiging van voorwerpen toestaat onder de daarin beschreven voorwaarden;

Gelet op het gemeenschappelijk Algemeen Politiereglement van alle 19 brusselse gemeenten aangenomen door de gemeenteraad op 1 oktober 2020 en dezelfde dag in werking getreden, *i.e.* op 1 oktober 2020;

Overwegende dat elke gemeente een aanvullende verordening kan toepassen die haar eigen is;

Overwegende dat de gemeente Watermaal-Bosvoorde een aanvullend politiereglement heeft goedgekeurd, o.a. terzake het alcoholgebruik in de openbare ruimte;

Dat ter bevordering van de coherentie, de leesbaarheid en de efficiëntie, het aangewezen is de reglementen van éénzelfde zone te harmoniseren, temeer als zich daar een identieke problematiek voordoet;

Dat de gemeente Ukkel zich derhalve wenst te aligneren op het aanvullend politiereglement terzake het alcoholgebruik in de openbare ruimte als datgene dat is aangenomen door de gemeente Watermaal-Bosvoorde en dat door de gemeente Auderghem wordt aangenomen;

Overwegende dat er een toename is van processen-verbaal terzake gemeentelijke administratieve sancties betreffende gevallen van overlast en verstoring van de openbare orde direct of indirect gelinkt met het alcoholgebruik in de openbare ruimte;

Overwegende dat overmatig alcoholgebruik op de openbare weg een wijdverspreid fenomeen is, in het bijzonder en vooral buiten elke feestelijke of evenementencontext, buiten elke inrichting of terras, en dat dit gebruik, door misbruik, een bron van

overlast is;

Overwegende dat overlastgevend gedrag de hele dag door voorkomt en niet alleen 's nachts, heel het jaar door en ongeacht de seizoenen;

Overwegende dat de overlast soms bestaat uit geluidsoverlast (luid geschreeuw, breken van glazen flessen ...), soms uit inbreuken op de openbare veiligheid (vechten met flessen, beschadiging of diefstal), soms uit inbreuken op de openbare reinheid (bevuild, braken en de aanwezigheid van afval zoals blikjes, flessen, papier), alsook uit ongepast gedrag tegenover buurtbewoners of voorbijgangers (beledigingen, tieren, schreeuwen ...);

Overwegende dat zowel de politie als de gemeente van buurtbewoners, voorbijgangers en horeca-exploitanten te horen hebben gekregen dat ze wanhopen over de problemen met de openbare veiligheid die worden veroorzaakt door het gedrag van deze personen onder invloed van alcohol, die vaak agressief en storend zijn, in het bijzonder het vrouwelijke publiek lastigvallen, waardoor een echt gevoel van onveiligheid ontstaat;

Overwegende dat deze situatie het gediversifieerde gebruik van de openbare ruimtes door alle soorten publiek in gevaar brengt, met name kinderen, vrouwen en ouderen, die worden afgeschrikt door het agressieve gedrag en de gewelddaden die plaatsvinden;

Overwegende dat buurtbewoners en gebruikers van de openbare weg ook melding maken van verstoringen van de openbare rust, in die zin dat er sprake is van voortdurende geluidsoverlast en overlast 's avonds en 's nachts, veroorzaakt door personen in dronken toestand;

Overwegende dat er bovendien regelmatig problemen met de volksgezondheid worden gemeld door zowel buurtbewoners als gemeentediensten, met meldingen van schade aan de stedelijke installaties van de plaatsen, alsook vervuiling veroorzaakt door het achterlaten van afval, spuug, braaksel, urine en ontlasting op de openbare weg, wat een stank in de omgeving veroorzaakt;

Overwegende dat het leven van buurtbewoners en voorbijgangers ernstig wordt verstoord en dat hun rust en veiligheid onvoldoende worden gewaarborgd;

Overwegende dat de hierboven beschreven overlast het directe gevolg is van het gedrag van dronken personen op de openbare weg;

Overwegende dat het gebruik van alcoholische dranken het risico op het ontstaan van deze overlast en andere gewelddadige handelingen kan verhogen en bijgevolg ook het risico op ordeverstoringen;

Overwegende dat het gewelddadige gedrag dat in de politieverlagen wordt vastgesteld, in feite hoofdzakelijk te wijten is aan overmatig gebruik van alcoholische dranken, dat vaak gepaard gaat met het gebruik van verdovende middelen;

Overwegende dat, gelet op hetgeen vooraf gaat, het aangewezen is het alcoholverbruik te verbieden in de openbare ruimte;

Dat dit verbod de enige passende en proportionele maatregel is, gelet op de schade die aan de openbare orde en de openbare rust wordt toegebracht;

Overwegende dat dranksluiterijen, horeca-etablisementen en hun terrassen niet onder deze maatregel vallen;

Overwegende dat voor deze laatste in feite een specifieke verplichting geldt in artikel 4 van de besluitwet van 14 november 1939, dat het schenken van bedwelmende dranken aan een persoon die duidelijk dronken is verbiedt;

Overwegende dat openbare markten, rommelmarkten, kermissen en alle commerciële, feestelijke of sportieve evenementen die door de gemeente zijn toegestaan en/of worden georganiseerd, evenmin onder dit reglement vallen, aangezien zij aan dezelfde terughoudendheid zijn onderworpen als sluiterijen en horeca-etablisementen;

Overwegende dat men preventief moet vermijden dat alcoholgebruikers die door politieagenten op de openbare weg worden betrapt, ondanks het verbod op de betrokken plaatsen alcohol blijven gebruiken; dat de politie hiertoe moet worden

gemachtigd alcoholische dranken of lege verpakkingen met alcoholische inhoud in beslag te nemen om de doeltreffendheid van de maatregel te waarborgen;

Beslist:

Het artikel 46 van het Gemeenschappelijk Algemeen Politiereglement van alle 19 brusselse gemeenten met volgend afbrekingsteken en paragrafen aan te vullen:

§1. Behalve met de voorafgaande toelating van de Burgemeester is het volgende verboden op de openbare ruimte en in de openbare plaatsen:

[...]

- de consumptie van alcoholhoudende dranken, zuiver of in mengelingen te gebruiken, waarbij de gebruiker geen controle meer heeft op zijn daden, die zodoende zijn eigen veiligheid en die van de personen waarmee hij in contact is niet meer kan waarborgen; of waardoor hij/zij een agressief, uitzonderlijk lawaaierig of hinderlijk gedrag vertoont ten aanzien van andere gebruikers van de openbare ruimte of van bewoners.

Bij uitzondering wordt het gebruik van alcoholische dranken toegestaan:

° op naar behoren vergunde terrassen;

° op openbare markten, rommelmarkten, kermissen en op commerciële, feestelijke of sportieve gebeurtenissen die toegelaten en/of georganiseerd wordt door de gemeentelijke overheid.

§2. De vergunningsaanvragen moeten ingediend worden minstens tien werkdagen voor de activiteit met uitzondering van de festiviteiten die minstens zes weken voor de bewust festiviteit moeten worden ingediend.

§3. Alcoholische dranken die in strijd met de bovenstaande bepalingen worden geconsumeerd, worden in beslag genomen. In geval van administratieve inbeslagname kunnen de in beslag genomen voorwerpen worden vernietigd.

Onderhavige tekst zal gepubliceerd worden overeenkomstig artikel 112 van de Nieuwe Gemeentewet en zal in werking treden overeenkomstig artikel 114 van de Nieuwe Gemeentewet.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 22 positieve stemmen, 14 onthoudingen.

Onthoudingen : Thibaud Wyngaard, Maëlle De Brouwer, Perrine Ledan, François Jean Jacques Lambert, Pierre Desmet, Bernard Hayette, Aleksandra Kokaj, Cécile Egrix, Yannick Franchimont, Cédric Didier Norré, Fathiya Alami, Jean-Pierre Collin, Mathias Junqué, Leïla Kabachi.

DÉPARTEMENT ESPACE PUBLIC - DEPARTEMENT OPENBARE RUIMTE

Mobilité - Mobiliteit

19.10.2023/A/0005 **Police de la circulation routière - règlement général complémentaire – nouvelles dispositions.**

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 3 de l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière;

Vu l'article 60 et suivants de l'Arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique;
Vu l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;
Considérant la circulaire ministérielle du 14 novembre 1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière;
Considérant que les mesures prévues ci-après concernent la voirie communale et/ou régionale;

Nouvelles dispositions:

Article 4 : Canalisation de la circulation

Art.4.1. Ilot directionnel et zone d'évitement

Art.4.1.2. Une zone d'évitement est tracée sur les voies suivantes. La mesure est matérialisée par les marques de couleur blanche prévues à l'art. 77.4. de l'A.R.

Art.4.1.2.140. Avenue Louis Thévenet, 11 (1-3m);

Art.4.3. Traversées

Art.4.3.1. Des passages pour piétons sont délimités aux endroits suivants. La mesure est matérialisée par des bandes de couleur blanche, parallèles à l'axe de la chaussée, conformément à l'art. 76.3. de l'A.R.

Art.4.3.1.16. Rue Vanderkindere, 119;

Art.4.3.1.17. Rue Vanderkindere, 548;

Art.4.3.1.18. Avenue Circulaire, au carrefour avec la rue de l'Equateur;

Art.4.3.1.19. Avenue Circulaire, au carrefour avec l'avenue de l'Observatoire;

Art.4.3.1.20. Avenue Circulaire, au carrefour avec l'avenue de Saturne;

Article 5 : Arrêt et stationnement (signaux routiers)

Art.5.7. Stationnement payant

Art.5.7.5. Le stationnement est payant sur les zones de livraisons dans les voiries suivantes. La mesure est matérialisée par des signaux E9a portant la mention « PAYANT » et éventuellement les horaires, complétés par un panneau informatif « Forfait 100 euro excepté livraisons » avec le pictogramme d'un camion avec hayon ouvert.

Art.5.7.5.21. Avenue Oscar Van Goidtsnoven, 27, du lundi au vendredi de 7h à 16h (6m);

Art.5.9. Stationnement réservé

Art.5.9.1. Le stationnement est réservé, dans les endroits suivants, à certaines catégories de véhicules: Personnes handicapées. La mesure est matérialisée par des signaux E9a complétés par un panneau additionnel sur lequel est reproduit le symbole d'une chaise roulante pour personnes handicapées.

Art.5.9.1.72. Chaussée de Saint-Job, 691 (6m);

Art.5.9.1.73. Rue de la Fourragère, 8 (6m);

Art.5.9.1.74. Homborch, 11 (12m);

Article 10 : Dispositions finales

Art.10.1. La signalisation prévue ci-dessus sera placée conformément aux dispositions de l'Arrêté Royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique et de l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière.

Art.10.2. Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Ministre de la Mobilité, après avis de la Commission Consultative pour la Circulation Routière, conformément à l'article 3 de l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements

complémentaires sur la circulation routière, la pose et le coût de la signalisation routière.

Décide:
d'approuver les mesures susmentionnées.

Le Conseil approuve le point.
36 votants : 36 votes positifs.

Politie op het wegverkeer algemeen bijkomend reglement – nieuwe bepalingen.

De Raad,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;
Gelet op artikel 3 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens;
Gelet op artikel 60 e.v. van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg;
Gelet op het ministerieel besluit van 11 oktober 1976 houdende de minimum afmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens;
Overwegende de ministeriële omzendbrief van 14 november 1977 betreffende de aanvullende reglementen en de plaatsing van verkeerstekens;
Overwegende dat de hierna voorziene maatregelen gemeentewegen en/of gewestwegen betreffen;

Nieuwe bepalingen:

Artikel 4 : Kanaliseren van het verkeer

Art.4.1. Verkeersgeleider en verdrijvingsvlak

Art.4.1.2. Een verdrijvingsvlak wordt aangebracht op de volgende wegen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door witte strepen, conform artikel 77.4. van het K.B.

Art.4.1.2.140. Louis Thévenetlaan, 11 (1-3m);

Art.4.3. Oversteekplaatsen

Art.4.3.1. Oversteekplaatsen voor voetgangers worden afgebakend op de volgende plaatsen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door witte evenwijdige strepen, parallel met de as van de rijweg, conform artikel 76.3. van het K.B.

Art.4.3.1.16. Vanderkinderestraat, 119;

Art.4.3.1.17. Vanderkinderestraat, 548;

Art.4.3.1.18. Ringlaan, aan het kruispunt met de Evenaarsstraat;

Art.4.3.1.19. Ringlaan, aan het kruispunt met de Sterrewachtlaan;

Art.4.3.1.20. Ringlaan, aan het kruispunt met de Saturnuslaan;

Artikel 5 : Stilstaan en parkeren (verkeersborden)

Art.5.7. Betalend parkeren

Art.5.7.5. Het parkeren is betalend op de leveringszones op de volgende wegen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E9a met de vermelding «BETALEND» en eventueel een tijdsvenster aangevuld door een informatiebord "Forfait 100 euro uitgezonderd leveringen" met een pictogram van een vrachtwagen

met een open laadklep.

Art.5.7.5.21. Oscar Van Goidtsnovenlaan, 27, maandag tot vrijdag van 7u tot 16u (6m);

Art.5.9. Parkeren voorbehouden

Art.5.9.1. Het parkeren is voorbehouden op de volgende plaatsen voor bepaalde categorieën voertuigen: Personen met een handicap. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E9a aangevuld met een onderbord waarop het symbool van een rolstoel voor personen met een handicap afgebeeld is.

Art.5.9.1.72. Sint-Jobsesteenweg, 691 (6m);

Art.5.9.1.73. Fourragèrestraat, 8 (6m);

Art.5.9.1.74. Homborch, 11 (12m);

Artikel 10 : Slotbepalingen

Art.10.1. De hierboven voorziene signalisatie wordt geplaatst conform de bepalingen van het K.B. van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg en het M.B. van 11 oktober 1976 waarbij de minimum afmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens worden bepaald.

Art.10.2. Het onderhavige reglement wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de Minister van Mobiliteit, na advies van de Raadgevende Commissie voor het Wegverkeer, conform artikel 3 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens.

Beslist:

de bovenvermelde maatregelen goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

2023 10 19_Cc_NoteExplicative.pdf, 2023 10 19_Cc_Annexes.pdf

DÉPARTEMENT AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET POLITIQUE FONCIÈRE - DEPARTEMENT RUIMTELIJKE ORDENING EN GRONDBELEID

Urbanisme - Stedenbouw

19.10.2023/A/0006 **Confirmation automatique du permis d'urbanisme délivré par le Fonctionnaire délégué le 10/05/2023 (Erratum de la décision du 5/5/2023) réf. 16/SOC/184720 (réf. Communale 16-46618-2022) à la S.A. Société du Logement de la Région Bruxelles-Capitale (SLRB) - Monsieur Erik Vandevoorde, tendant à construire 37 appartements sociaux et moyens, répartis dans trois villas urbaines en rez+4, situés rue François Vervloet, à gauche du n° 152 à Uccle - Décision d'intenter un recours au Conseil d'Etat.**

Le Conseil,

Vu la décision du fonctionnaire délégué du 5 mai 2023, modifiée le 10 mai 2023, délivrant le permis d'urbanisme réf. 16/SOC/184720 (réf. Communale 16-46618-

2022) à la S.A. Société du Logement de la Région Bruxelles-Capitale (SLRB) - Monsieur Erik Vandevoorde, tendant à construire 37 appartements sociaux et moyens, répartis dans trois villas urbaines en rez+4, situés Rue François Vervloet, à gauche du n° 152 à Uccle;

Considérant que le collège des Bourgmestre et échevins avait émis un avis défavorable sur le projet lors de sa séance du 25/10/2022;

Considérant qu'en séance du 20/06/2023, le Collège a ratifié l'introduction d'un recours administratif devant le gouvernement;

Considérant que la demande de permis a été instruite suivant la procédure accélérée visée aux articles 197/1 et suivants du COBAT relatifs aux travaux visant à créer des logements sociaux;

Considérant que la demande a été instruite suivant la procédure digitale Mypermit;

Considérant que la décision du fonctionnaire délégué a été prise le 5 mai 2023 (erratum le 10 mai 2023) sans que cette décision n'ait été notifiée à la commune ni par lettre recommandée, ni par e-mail, ni via une notification sur la plateforme Nova;

Considérant que par un mail réceptionné le 2 juin 2023 sur l'adresse info.urbanisme@uccl.brussels, le demandeur de permis a informé le service de l'urbanisme de l'affichage de la décision du permis d'urbanisme;

Qu'en vertu de l'article 197/15, § 1er du CoBAT, « *En dérogation à l'article 188/1, un recours au Gouvernement peut être introduit :*

- par le demandeur lorsque le délai de décision imparti au fonctionnaire délégué par l'article 197/13 est écoulé sans qu'une décision n'ait été adoptée. L'envoi de ce recours n'est astreint à aucun délai ;

- par le demandeur ou, lorsque la commune n'est pas la demanderesse du permis, par le Collège des bourgmestre et échevins lorsque le fonctionnaire délégué a adopté une décision. Le recours est envoyé dans les quinze jours à dater de la réception de cette décision »;

Considérant que le recours au gouvernement a été introduit en date du 6/06/2023;

Qu'une audience s'est tenue en date du 20/07/2023;

Considérant qu'aucune décision n'a été prise dans le délai de 45 jours à dater de l'introduction du recours;

Considérant que le permis est confirmé en application de l'article 197/15 du COBAT qui prévoit ce qui suit pour ce qui concerne les recours introduits à l'encontre de permis relatif à des logements sociaux :

« § 4. *Le Gouvernement notifie sa décision aux parties dans les quarante-cinq jours de la réception du recours. A défaut :*

- si le recours est dirigé contre une décision du fonctionnaire délégué, cette décision est automatiquement confirmée ; ».

Considérant que la décision peut être considérée comme confirmée en date du 31/07/2023;

Considérant que le permis ne tient pas compte des permis antérieurs et n'est pas suffisamment motivé sur ce point;

Considérant que le fonctionnaire commet une erreur manifeste d'appréciation sur le gabarit des immeubles projetés, leur typologie, leur implantation, ainsi que sur les parkings implantés sur la parcelle;

Considérant qu'il est opportun d'introduire un recours au Conseil d'Etat;

Vu les articles 123, 8° et 270 de la Nouvelle Loi Communale,

Décide :

- de prendre connaissance de la confirmation automatique du permis d'urbanisme délivré par le Fonctionnaire délégué le 10/05/2023 (Erratum de la décision du 5/5/2023) réf. 16/SOC/184720 (réf. Communale 16-46618-2022) à la S.A. Société du Logement de la Région Bruxelles-Capitale (SLRB) - Monsieur Erik Vandevoorde, tendant à construire 37 appartements sociaux et moyens, répartis dans trois villas

- urbaines en rez+4, situés Rue François Vervloet, à gauche du n°152 à Uccle;
- d'introduire un recours au Conseil d'Etat à l'encontre de ce permis d'urbanisme;
 - de charger le Collège de désigner un avocat afin d'introduire le recours au Conseil d'Etat à l'encontre du permis d'urbanisme précité ;
 - de charger le service juridique de l'urbanisme du suivi de cette affaire.

M. Cohen et Mme Culer signalent qu'ils s'abstiennent sur ce point.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 34 votes positifs, 2 abstentions.

Abstentions : Diane Culer, Michel Cohen.

Automatische bevestiging van de stedenbouwkundige vergunning afgeleverd door de gemachtigde ambtenaar op 10/05/2023 (erratum van de beslissing van 05/05/2023) kenm. 16/SOC/184720 (gemeentelijk kenm. 16-46618-2022) aan nv Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij (BGHM) - de heer Erik Vandevoorde, strekkend tot het bouwen van 37 sociale en middelgrote appartementen, verdeeld over drie stedelijke villa's met GLV+4, gelegen François Vervloetstraat, links van nr. 152 te Ukkel - Beslissing om beroep aan te tekenen bij de Raad van State.

De raad,

Gelet op de beslissing van de gemachtigde ambtenaar van 5 mei 2023, gewijzigd op 10 mei 2023, tot aflevering van stedenbouwkundige vergunning kenm. 16/SOC/184720 (gemeentelijk kenm. 16-46618-2022) aan nv Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij (BGHM) - de heer Erik Vandevoorde, strekkend tot het bouwen van 37 sociale en middelgrote appartementen, verdeeld over drie stedelijke villa's met GLV+4, gelegen François Vervloetstraat, links van nr. 152 te Ukkel;

Overwegende dat het college van burgemeester en schepenen een ongunstig advies over het project geformuleerd had in zitting van 25/10/2022;

Overwegende dat het college in zitting van 20/06/2023 de indiening van een administratief beroep voor de regering bekrachtigd heeft;

Overwegende dat de vergunningsaanvraag behandeld werd volgens de versnelde procedure beoogd in artikel 197/1 en volgende van het BWRO met betrekking tot de werken voor de bouw van sociale woningen;

Overwegende dat de aanvraag behandeld werd volgens de digitale procedure Mypermit;

Overwegende dat de beslissing van de gemachtigde ambtenaar genomen werd op 5 mei 2023 (erratum op 10 mei 2023) zonder dat deze beslissing aan de gemeente betekend werd, noch per aangetekende brief, noch via e-mail, noch via een kennisgeving op het platform Nova;

Overwegende dat de vergunningsaanvrager via een mail van 2 juni 2023 naar info.stedenbouw@ukkel.brussels de dienst Stedenbouw geïnformeerd heeft over de aanplakking van de beslissing van de stedenbouwkundige vergunning;

Dat artikel 197/15 §1 van het BWRO luidt: "In afwijking van artikel 188/1 kan een beroep ingediend worden bij de Regering:

- door de aanvrager als de beslissingstermijn die op grond van artikel 197/13 aan de gemachtigde ambtenaar wordt toegekend, is overschreden zonder dat een beslissing werd genomen. De verzending van dit beroep is aan geen enkele termijn gebonden;

- door de aanvrager of, wanneer de gemeente niet de aanvrager is, door het college van burgemeester en schepenen als de gemachtigde ambtenaar een beslissing heeft genomen. Het beroep moet binnen vijftien dagen na ontvangst van deze beslissing verzonden worden";

Overwegende dat het beroep bij de regering ingediend werd op 06/06/2023;

Dat er een hoorzitting plaatsvond op 20/07/2023;

Overwegende dat er geen beslissing genomen werd binnen de termijn van 45 dagen vanaf de indiening van het beroep;

Overwegende dat de vergunning bevestigd wordt in toepassing van artikel 197/15 van het BWRO, dat het volgende voorziet wat betreft de beroepen ingediend tegen vergunningen met betrekking tot sociale woningen:

"§4. De Regering deelt haar beslissing binnen de vijfenveertig dagen na ontvangst van het beroep mee aan de partijen. Zo niet:

- als het beroep gericht is tegen een beslissing van de gemachtigde ambtenaar, wordt deze beslissing automatisch bevestigd";

Overwegende dat de beslissing als bevestigd beschouwd kan worden op 31/07/2023;

Overwegende dat de vergunning geen rekening houdt met de vorige vergunningen en op dit vlak niet voldoende gemotiveerd is;

Overwegende dat de ambtenaar een duidelijke beoordelingsfout maakt van het bouwprofiel van de geplande gebouwen, de typologie en de inplanting ervan en van de parkings op het perceel;

Overwegende dat het wenselijk is beroep aan te tekenen bij de Raad van State;

Gelet op artikel 123, 8° en 270 van de Nieuwe Gemeentewet;

Beslist:

Kennis te nemen van de automatische bevestiging van de stedenbouwkundige vergunning afgeleverd door de gemachtigde ambtenaar op 10/05/2023 (erratum van de beslissing van 05/05/2023) kenm. 16/SOC/184720 (gemeentelijk kenm. 16-46618-2022) aan nv Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij (BGHM) - de heer Erik Vandevoorde, strekkend tot het bouwen van 37 sociale en middelgrote appartementen, verdeeld over drie stedelijke villa's met GLV+4, gelegen François Vervloetstraat, links van nr. 152 te Ukkel;

Beroep aan te tekenen bij de Raad van State tegen deze stedenbouwkundige vergunning;

Het college de opdracht te geven een advocaat aan te stellen om het beroep bij de Raad van State aan te tekenen tegen de voornoemde stedenbouwkundige vergunning;

De Juridische dienst van de stedenbouw te belasten met de opvolging van deze zaak.

De h. Cohen en mevr. Culer geven aan dat zij zich voor dit punt zullen onthouden.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 34 positieve stemmen, 2 onthoudingen.

Onthoudingen : Diane Culer, Michel Cohen.

Rénovation urbaine - Stadsvernieuwing

19.10.2023/A/0007 **Rénovation Urbaine - Convention relative à la délégation de maîtrise d'ouvrage de l'étude d'avant-projet concernant la construction d'un équipement culturel « Bibliothèque du Merlo » et d'un équipement de cohésion sociale « Atelier-Vélo » au sein du secteur Merlo de la zone de revitalisation urbaine 2020 dans le cadre du programme de la Politique de la Ville 2021-2025.**

Le Conseil,

Vu l'Ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 6 octobre 2016, spécialement l'article 60 ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant exécution de l'ordonnance organique de revitalisation urbaine et adoptant la « zone de revitalisation urbaine », dite « ZRU 2016 », du 10 novembre 2016 ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la Politique de la Ville du 19 janvier 2017, spécialement l'article 23 ;

Vu la délibération du Collège 38038 du 24 novembre 2020 ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale octroyant une subvention de 577.806,81 € à la Commune d'Uccle dans le cadre du programme pluriannuel 2021-2025 « Politique de la Ville par le développement des quartiers », du 25 février 2021 ;

Vu la convention entre la Commune d'Uccle et le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 mars 2021 octroyant une subvention à la Commune d'Uccle pour son programme dans le cadre de la Politique de la Ville 2021-2025 : bibliothèque du Merlo et atelier vélo;

Vu la délibération du Collège du 24 novembre 2020 (dossier 38038/0047) ;

Vu le marché de service de BinHôme s.c. désignant le bureau d'étude CLN architects, portant sur l'étude de faisabilité du développement du site du Merlo, propriété de BinHôme, en ce compris l'étude de faisabilité de l'implantation et de l'étude fonctionnelle et financière du projet de la Bibliothèque du Merlo et de l'Atelier-Vélo ;

Considérant la signature de deux conventions de délégation de maîtrise d'ouvrage entre BinHôme et la Commune d'Uccle dont l'objet concernait les deux phases d'études de faisabilité concernant la construction d'un équipement culturel « Bibliothèque du Merlo » et d'un équipement de cohésion sociale « Atelier-Vélo » au sein du secteur Merlo de la zone de revitalisation urbaine 2020 dans le cadre du programme de la Politique de la Ville 2021-2025 » signée par les parties respectivement le 29.09.2021 et le 24 mars 2022 ;

Considérant que le marché de service de BinHôme prévoit une étude d'avant-projet;

Considérant le rapport d'études du bureau CLN Architects du 27 juin 2022 dans le cadre de la deuxième étude de faisabilité; que ce rapport répondait favorablement aux objectifs attendus et qu'en conclusion la faisabilité, à ce stade de l'étude, était favorable à la mise en place du projet;

Considérant la décision du Collège du 19 juillet 2022 d'approuver ce rapport;

Décide :

De marquer son accord sur la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage pour la phase d'avant-projet

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

Stadsvernieuwing – Overeenkomst met betrekking tot de overdracht van het bouwheerschap van de studie van het voorontwerp voor de bouw van een culturele voorziening "Bibliotheek Merlo" en van een voorziening voor sociale samenhang "Fietswerkplaats" binnen de sector Merlo van de Zone voor Stedelijke Herwaardering 2020 in het kader van het programma Stadsbeleid 2021-2025.

De raad,

Gelet op de organieke ordonnantie betreffende de stedelijke herwaardering van 6 oktober 2016, in het bijzonder artikel 60;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot uitvoering van de organieke ordonnantie houdende organisatie van de stedelijke herwaardering en tot aanname van het "stedelijk herwaarderingsgebied", afgekort tot "SHG 2016", van 10 november 2016;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering inzake het Stadsbeleid van 19 januari 2017, in het bijzonder artikel 23;

Gelet op de beraadslaging van het college 38038 van 24 november 2020;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot toekenning van een subsidie van € 577.806,81 aan de gemeente Ukkel in het kader van het meerjarenprogramma 2021-2025 "Stadsbeleid door wijkontwikkeling" van 25 februari 2021;

Gelet op de overeenkomst tussen de gemeente Ukkel en de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 30 maart 2021 tot toekenning van een subsidie aan de gemeente Ukkel voor haar programma in het kader van het Stadsbeleid 2021-2025: bibliotheek Merlo en fietswerkplaats;

Gelet op de beraadslaging van het college van 24 november 2020 (dossier 38038/0047);

Gelet op de dienstopdracht van cv BinHôme tot aanstelling van studie bureau CLN Architects met betrekking tot de haalbaarheidsstudie van de ontwikkeling van het terrein van Merlo, eigendom van BinHôme, inclusief de haalbaarheidsstudie van de inplanting en de functionele en financiële studie van het project van bibliotheek Merlo en de fietswerkplaats;

Gelet op de ondertekening van twee overeenkomsten van overdracht van het bouwheerschap tussen BinHôme en de gemeente Ukkel, waarvan het voorwerp betrekking had op de twee fases van de haalbaarheidsstudie voor de bouw van een culturele voorziening "Bibliotheek Merlo" en van een voorziening voor sociale samenhang "Fietswerkplaats" binnen de sector Merlo van de Zone voor Stedelijke Herwaardering 2020 in het kader van het programma Stadsbeleid 2021-2025, ondertekend door de partijen op respectievelijk 29 september 2021 en 24 maart 2022; Overwegende dat de dienstopdracht van BinHôme een studie van het voorontwerp voorziet;

Overwegende het studieverlag van het bureau CLN Architects van 27 juni 2022 in het kader van de tweede haalbaarheidsstudie; dat dit verslag gunstig beantwoordde aan de verwachte doelstellingen en dat de haalbaarheid in dit stadium van de studie kortom gunstig was voor de uitvoering van het project;

Overwegende de beslissing van het college van 19 juli 2022 tot goedkeuring van dit verslag;

Beslist:

Zijn goedkeuring te verlenen aan de overeenkomst van overdracht van het bouwheerschap voor de fase van het voorontwerp.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

[RU104_PDV2020_MERLO_OvereenkomstBOB_AVP.pdf](#),

[RU104_PDV2020_MERLO_ConventionDMO-AVP.pdf](#)

de l'étude de faisabilité n°1 concernant la construction d'un équipement culturel « Bibliothèque du Merlo » et d'un équipement de cohésion sociale « Atelier-Vélo » au sein du secteur Merlo de la zone de revitalisation urbaine 2020 dans le cadre du programme de la Politique de la Ville 2021-2025 ---- Avenant

Le Conseil,

Vu la convention relative à la délégation de maîtrise d'ouvrage de l'étude de faisabilité n°1 concernant la construction d'un équipement culturel « Bibliothèque du Merlo » et d'un équipement de cohésion sociale « Atelier-Vélo » au sein du secteur Merlo de la zone de revitalisation urbaine 2020 dans le cadre du programme de la Politique de la Ville 2021-2025 validée par le Conseil communal du 9 septembre 2021 et signée par les parties le 29 septembre 2021

Vu l'article 5.2 de la convention, « Frais d'études », mentionnant un montant forfaitaire de 10.973,45 euros htva ;

Vu le marché de service de BinHôme s.c. désignant le bureau d'étude CLN architects, portant sur l'étude de faisabilité du développement du site du Merlo, propriété de BinHôme, en ce compris l'étude de faisabilité de l'implantation et de l'étude fonctionnelle et financière du projet de la Bibliothèque du Merlo et de l'Atelier-Vélo ;
Considérant que le montant mentionné dans la convention ne tient pas compte de la révision du montant des honoraires sur base du montant estimé des travaux repris au rapport final du bureau d'études ;

Considérant que dès lors le montant ne peut être forfaitaire ;

Décide :

De marquer son accord sur l'avenant à la convention de base.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

Stadsvernieuwing – Overeenkomst met betrekking tot de overdracht van het bouwheerschap van de haalbaarheidsstudie nr1 voor de bouw van een culturele voorziening "Bibliotheek Merlo" en van een voorziening voor sociale samenhang "Fietswerkplaats" binnen de sector Merlo van de Zone voor Stedelijke Herwaardering 2020 in het kader van het programma Stadsbeleid 2021-2025 ---- Bijvoegsel

De raad,

Gelet op de overeenkomst met betrekking tot de overdracht van het bouwheerschap van de haalbaarheidsstudie voor de bouw van een culturele voorziening "Bibliotheek Merlo" en van een voorziening voor sociale samenhang "Fietswerkplaats" binnen de sector Merlo van de Zone voor Stedelijke Herwaardering 2020 in het kader van het programma Stadsbeleid 2021-2025, bekrachtigd door de gemeenteraad van 9 september 2021 en ondertekend door de partijen op 29 september 2021;

Gelet op artikel 5.2 van de overeenkomst, "Studiekosten", dat een forfaitair bedrag van € 10.973,45 excl. btw vermeldt;

Gelet op de dienstopdracht van cv BinHôme tot aanstelling van studie bureau CLN Architects met betrekking tot de haalbaarheidsstudie van de ontwikkeling van het terrein van Merlo, eigendom van BinHôme, inclusief de haalbaarheidsstudie van de inplanting en de functionele en financiële studie van het project van bibliotheek Merlo en de fietswerkplaats;

Overwegende dat het bedrag dat vermeld staat in de overeenkomst geen rekening houdt met de herziening van het bedrag van de erelonen op basis van het geraamd bedrag van de werken in het eindverslag van het studie bureau;

Overwegende dat het bedrag bijgevolg niet forfaitair kan zijn;

Beslist:

Zijn goedkeuring te verlenen aan het bijvoegsel bij de basisovereenkomst.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

[RU104_PDV2020_MERLO_ConventionDMO-EF1_Avenant.pdf](#),

[RU104_PDV2020_MERLO_ConventionDMO_EF1_Signée_20210929.pdf](#),

[RU104_PDV2020_MERLO_OvereenkomstBOB_EF1_Bijvoegsel.pdf](#)

19.10.2023/A/0009

Convention relative à la délégation de maîtrise d’ouvrage de l’étude de faisabilité – phase 2 concernant la construction d’un équipement culturel « Bibliothèque du Merlo » et d’un équipement de cohésion sociale « Atelier-Vélo » au sein du secteur Merlo de la zone de revitalisation urbaine 2020 dans le cadre du programme de la Politique de la Ville 2021-2025 ---- Avenant

Le Conseil,

Vu la convention relative à la délégation de maîtrise d’ouvrage de l’étude de faisabilité n°2 concernant la construction d’un équipement culturel « Bibliothèque du Merlo » et d’un équipement de cohésion sociale « Atelier-Vélo » au sein du secteur Merlo de la zone de revitalisation urbaine 2020 dans le cadre du programme de la Politique de la Ville 2021-2025 validée par le Conseil communal du 24 mars 2022 et signée par les parties le 19 avril 2022 ;

Vu l’article 5.2 de la convention, « Frais d’études », mentionnant un montant forfaitaire de 10.973,45 euros htva ;

Vu le marché de service de BinHôme s.c. désignant le bureau d’étude CLN architects, portant sur l’étude de faisabilité du développement du site du Merlo, propriété de BinHôme, en ce compris l’étude de faisabilité de l’implantation et de l’étude fonctionnelle et financière du projet de la Bibliothèque du Merlo et de l’Atelier-Vélo ;

Considérant que le montant mentionné dans la convention ne tient pas compte de la révision du montant des honoraires sur base du montant estimé des travaux repris au rapport final du bureau d’études ;

Considérant que dès lors le montant ne peut être forfaitaire ;

Décide :

De marquer son accord sur l’avenant à la convention de base.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

Stadsvernieuwing – Overeenkomst met betrekking tot de overdracht van het bouwheerschap van haalbaarheidsstudie nr. 2 voor de bouw van een culturele voorziening "Bibliotheek Merlo" en van een voorziening voor sociale samenhang "Fietswerkplaats" binnen de sector Merlo van de Zone voor Stedelijke Herwaardering 2020 in het kader van het programma Stadsbeleid 2021-2025 ---- Bijvoegsel

De raad,

Gelet op de overeenkomst met betrekking tot de overdracht van het bouwheerschap

van haalbaarheidsstudie 2 voor de bouw van een culturele voorziening "Bibliotheek Merlo" en van een voorziening voor sociale samenhang "Fietswerkplaats" binnen de sector Merlo van de Zone voor Stedelijke Herwaardering 2020 in het kader van het programma Stadsbeleid 2021-2025, bekrachtigd door de gemeenteraad van 24 maart 2022 en ondertekend door de partijen op 19 april 2022;

Gelet op artikel 5.2 van de overeenkomst, "Studiekosten", dat een forfaitair bedrag van € 10.973,45 excl. btw vermeldt;

Gelet op de dienstopdracht van cv BinHôme tot aanstelling van studie bureau CLN Architects met betrekking tot de haalbaarheidsstudie van de ontwikkeling van het terrein van Merlo, eigendom van BinHôme, inclusief de haalbaarheidsstudie van de inplanting en de functionele en financiële studie van het project van bibliotheek Merlo en de fietswerkplaats;

Overwegende dat het bedrag dat vermeld staat in de overeenkomst geen rekening houdt met de herziening van het bedrag van de erelonen op basis van het geraamd bedrag van de werken in het eindverslag van het studie bureau;

Overwegende dat het bedrag bijgevolg niet forfaitair kan zijn;

Beslist:

Zijn goedkeuring te verlenen aan het bijvoegsel bij de basisovereenkomst.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

RU104_PDV2020_MERLO_OvereenkomstBOB_EF2_Bijvoegsel.pdf,

RU104_PDV2020_MERLO_ConventionDMO-EF2_Signée_20220419.pdf,

RU104_PDV2020_MERLO_ConventionDMO-EF2_Avenant.pdf

Propriétés communales - Gemeente-eigendommen

19.10.2023/A/0010 **Propriétés communales/Participation citoyenne.- Budget participatif 2020 : réalisation d'un skateparc.- Lieu d'implantation : terrain appartenant au CPAS d'Uccle, rue Egide Van Ophem, 3-5.- Approbation de la convention d'occupation précaire.**

Le Conseil,

Vu la délibération n° 016/18.07.2023/B/0066 par laquelle le Collège des Bourgmestre et Echevins a marqué son accord sur l'introduction d'une demande de subside pour le projet d'installation d'un skateparc et d'un parcours de street workout, rue Egide Van Ophem, pour la somme de 90.000 €, dans le cadre de l'appel à projet pour les infrastructures sportives communales de proximité et des équipements sportifs de proximité, pour 2023;

Vu la délibération n° 016/25.07.2023/B/0093 par laquelle le Collège des Bourgmestre et Echevins a marqué un accord de principe pour conclure, avec le CPAS d'Uccle, une convention d'occupation à titre gratuit portant sur le terrain, propriété de ce dernier, situé rue Egide Van Ophem, 3-5 et attenante au « Home Brugmann » appartenant également au CPAS d'Uccle;

Considérant que, dans le cadre du budget participatif 2020, lancé par la commune d'Uccle (Service de la Participation citoyenne), un appel à projets a été relayé auprès de l'ensemble des citoyens de la commune afin que les citoyens aient un rôle exclusif

en termes de proposition de projets;

Que, dans le cadre de cette édition, des jeunes adolescents et adolescentes ont soumis à la commune une proposition de projet portant sur la création d'un skate-park dans la commune;

Que ce projet a été fusionné avec une seconde proposition portée par un groupe d'habitants portant sur la création d'un parcours de skate par et de street-workout dans le quartier de la gare de Calevoet;

Qu'à la suite de l'appel à projets, la faisabilité des projets a été étudiée par les services communaux avant que les projets retenus soient soumis au vote de la population;

Que la proposition du skateparc et de la mise à disposition de modules de street-workout, a connu un grand succès et a obtenu 469 votes, plaçant le projet comme second lauréat de cette édition du budget participatif 2020;

Que ce projet a donc retenu toute l'attention des citoyens et de la Commune;

Qu'après avoir fait part de leurs craintes et du risque qu'ils encourraient à pratiquer leur discipline au milieu de la circulation, nous avons pour objectif de pouvoir leur offrir cet espace, afin qu'ils puissent pratiquer leur sport dans un lieu sûr et en toute sécurité;

Que diverses implantations ont été à l'étude et que la toute nouvelle disponibilité de la localisation projetée sur un terrain du CPAS d'Uccle, permet à la commune de concrétiser ce projet;

Qu'à l'heure actuelle, la Commune d'Uccle ne bénéficie d'aucune infrastructure adaptée à cette pratique;

Que, de ce fait, le Service de la Participation citoyenne prévoit la construction d'un skate-park équipé de différents modules et d'autres éléments adaptés aux pratiques du skateboard;

Que cet espace offrira aux jeunes skateurs de tous niveaux un lieu où ils pourront s'entraîner, améliorer leurs compétences et interagir avec d'autres passionnés de skateboard;

Que les porteurs de projets ont également manifesté leur envie d'avoir un espace dédié au street-workout, une forme d'entraînement physique en plein air qui utilise le poids du corps pour effectuer divers exercices de force, d'endurance et de flexibilité ;

Que cet espace sera équipé de barres de traction, de barres parallèles et d'autres équipements adaptés à cette pratique;

Que le choix définit des modules sera fait en concertation avec les utilisateurs et porteurs du projet (leur avis a déjà été pris sur les options à envisager);

Qu'au-delà de la pratique sportive, ces aménagements doivent être imaginés comme un véritable espace public de vie avec ses équipements connexes : bancs, clôture, poubelles, signalétique;

Que l'objectif est de créer un espace sûr, inclusif et attrayant pour les sportifs de tous niveaux, répondant aux besoins de la communauté locale ainsi qu'encourager la pratique d'activités physiques en plein air et la socialisation entre les jeunes.

Considérant que terrain prévu pour ce projet se situe rue Egide Van Ophem, entre deux zones de revitalisation urbaine;

Que, pour y accéder, les usagers du skateparc emprunteront une des deux ZRU, étant donné que le terrain se situe en extrême proximité des deux zones;

Considérant que le Service de la Participation citoyenne est en charge de la mise en œuvre du skateparc, qui est l'un des lauréats du budget participatif 2020 qui a été proposé par des jeunes citoyens ucclois;

Que le Service de la Participation citoyenne collabore étroitement, dans ce dossier, avec le Service des Sports, le Service de la Voirie, le Service de la Jeunesse, le Service Vert, le Service Juridique, le Service des Propriétés communales et le Service de l'Urbanisme;

Qu'il est proposé d'installer ce skateparc ainsi qu'un espace de street-workout dans le quartier de Calevoet, rue Egide Van Ophem, sur un terrain appartenant au CPAS;

Considérant que, par un courrier daté du 3 mai 2023, le CPAS nous a fait savoir qu'il avait marqué son accord sur le fait que les droits et obligations résultant de la convention d'occupation du dit terrain, conclue entre le CPAS et l'ASBL Sint-Vincentius, en 2017, soient cédés en l'état à la Commune d'Uccle, en ce compris le paiement d'une redevance trimestrielle d'un montant de 900 €;

Que le CPAS a envoyé un courrier de rappel, en date du 14 juillet 2023, dans lequel il est notamment demandé que la Commune prenne officiellement position dans ce dossier;

Considérant qu'en l'espèce, il est préconisé qu'une nouvelle convention d'occupation soit signée avec le CPAS et que la Commune ne reprenne en aucun cas les droits et obligations de la convention d'occupation signée entre le CPAS et l'ASBL Sint-Vincentius;

Que l'occupation devra être octroyée à titre gratuit;

Considérant que le Service Juridique a préparé un projet de convention d'occupation, qui a été communiqué au CPAS d'Uccle, ainsi que la position du Collège des Bourgmestre et Echevins adoptée en séance du 25 juillet 2023, au moyen d'un courrier daté du 8 août 2023;

Considérant que le Conseil de l'Action sociale d'Uccle, en sa séance du 30 août 2023, a approuvé les conditions et le projet de convention proposé par les autorités communales, décision communiquée par un courrier du Centre daté du 15 septembre 2023;

Que les principales conditions sont :

- caractère précaire et révocable;
- gratuité de l'occupation;
- durée indéterminée, avec faculté de résiliation anticipée;
- entretien par et aux frais de l'occupant;
- remise du terrain dans son état initial, à défaut, l'occupant supportera les frais nécessaires à sa remise en état, ce sauf accord mutuel des parties, aux termes duquel le CPAS accepterait de reprendre son terrain dans l'état où il se trouve à l'expiration de la convention, y compris la dalle en béton coulée en vue de l'installation du skatepark et des appareils de street-workout;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et échevins,

Décide :

- de marquer son accord pour occuper gratuitement, à titre précaire et révocable, pour cause d'utilité publique, une partie de la parcelle de terrain appartenant au CPAS d'Uccle, cadastrée 6ème division, section G, numéro 162/g/8, et située rue Egide Van Ophem, 3-5, pour une superficie approximative de 4 ares 50 centiares (450 m²);
- d'approuver le projet de convention d'occupation précaire.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

Gemeente-eigendommen/Burgerinspraak.- Participatief budget 2020 : aanleg van een skatepark.- Locatie : terrein van het OCMW van Ukkel, Egide Van Ophemstraat 3-5.- Goedkeuring van de precaire bezettingsovereenkomst.

De Raad,

Gelet op beraadslaging nr. 016/18.07.2023/B/0066 waarbij het college van burgemeester en schepenen zijn goedkeuring heeft verleend aan de indiening van een subsidieaanvraag voor de aanleg van een skatepark en een street workout parcours (Egide Van Ophemstraat) voor een bedrag van € 90.000 , in het kader van de projectoproep voor lokale gemeentelijke sportinfrastructuur en lokale sportvoorzieningen, voor 2023;

Gelet op beraadslaging nr. 016/25.07.2023/B/0093 waarbij het college van

burgemeester en schepenen zijn principeakkoord heeft gegeven aan de afsluiting van een gratis bezettingsovereenkomst met het OCMW van Ukkel voor het terrein dat eigendom is van het OCMW van Ukkel, gelegen aan de Egide Van Ophemstraat 3-5 en grenzend aan "Home Brugmann", eveneens eigendom van het OCMW van Ukkel; Overwegende dat in het kader van het participatief budget 2020, gelanceerd door de gemeente Ukkel (Dienst Burgerinspraak), een projectoproep werd gelanceerd voor alle burgers van de gemeente, zodat de burgers een exclusieve rol zouden krijgen in het voorstellen van projecten;

Overwegende dat tieners in het kader van dit initiatief bij de gemeente een projectvoorstel hebben ingediend voor de aanleg van een skatepark in de gemeente;

Overwegende dat dit project werd samengevoegd met een tweede voorstel van een groep buurtbewoners voor de aanleg van een skatepark en een street workout parcours in de wijk van het station Kalevoet;

Overwegende dat de haalbaarheid van de projecten na de oproep tot het indienen van projecten door de gemeentediensten werd bestudeerd alvorens de geselecteerde projecten ter stemming aan het publiek voor te leggen;

Overwegende dat het voorstel voor een skatepark en de terbeschikkingstelling van street workout modules een groot succes was en 469 stemmen kreeg, waardoor het project als tweede winnaar uit de bus kwam van deze editie van het participatief budget 2020;

Overwegende dat dit project aldus de volle aandacht van het publiek en de gemeente heeft getrokken;

Overwegende, als antwoord op hun angsten en het risico dat ze zouden lopen om hun sport midden in het verkeer te beoefenen, dat ons doel is om hen deze ruimte te kunnen bieden zodat ze hun sport op een veilige plek kunnen beoefenen;

Overwegende dat er verschillende locaties werden bestudeerd en dat de nieuwe beschikbaarheid van de geplande locatie op een OCMW-terrein in Ukkel betekent dat de gemeente dit project kan realiseren;

Overwegende dat de gemeente Ukkel momenteel niet beschikt over een infrastructuur die aangepast is aan deze sport;

Overwegende dat de dienst Burgerinspraak bijgevolg van plan is een skatepark aan te leggen dat uitgerust is met verschillende modules en andere elementen die aangepast zijn aan het skateboarden;

Overwegende dat deze ruimte jonge skateboarders van alle niveaus een plek zal bieden waar ze kunnen trainen, hun vaardigheden kunnen verbeteren en in contact kunnen komen met andere skateboardliefhebbers;

Overwegende dat de initiatiefnemers van het project ook de wens hebben geuit om een ruimte te hebben die gewijd is aan street workout, een vorm van fysieke training in de buitenlucht waarbij het lichaamsgewicht wordt gebruikt om verschillende kracht-, uithoudings- en flexibiliteitsoefeningen uit te voeren;

Overwegende dat deze ruimte zal worden uitgerust met optrekstangen, parallelle stangen en andere apparatuur die is aangepast aan deze sport;

Overwegende dat de keuze van de modules zal worden gemaakt in overleg met de gebruikers en initiatiefnemers van het project (hun mening is al gevraagd over de opties die in overweging worden genomen);

Overwegende dat deze voorzieningen, naast sportactiviteiten, moeten worden ontworpen als een echte openbare ruimte met alle bijbehorende voorzieningen: banken, omheiningen, vuilnisbakken, bewegwijzering ...;

Overwegende dat het de bedoeling is om een veilige, inclusieve en aantrekkelijke ruimte te creëren voor sporters van alle niveaus, die voldoet aan de behoeften van de lokale gemeenschap en die het beoefenen van fysieke activiteiten in de buitenlucht en socialisatie tussen jongeren aanmoedigt;

Overwegende dat het terrein dat gepland is voor dit project gelegen is in de Egide Van Ophemstraat, tussen twee zones voor stedelijke herwaardering;

Overwegende dat de gebruikers van het skatepark zullen gebruik moeten maken van een van de twee ZSH's om er toegang toe te krijgen, aangezien het terrein zeer dicht bij beide zones ligt.

Overwegende dat de dienst Burgerinspraak belast is met de uitvoering van het skatepark, dat één van de winnaars is van het participatief budget 2020, voorgesteld door jonge Ukkelse burgers;

Overwegende dat de dienst Burgerinspraak voor dit project nauw samenwerkt met de diensten Sport, Wegen, Jeugd, Gemeente-eigendommen, Stedenbouw, de Groendienst en de juridische dienst;

Overwegende dat wordt voorgesteld om dit skatepark en het street workout parcours te installeren in de wijk Kalevoet (Egide Van Ophemstraat) op een terrein dat toebehoort aan het OCMW;

Overwegende dat het OCMW ons bij brief van 3 mei 2023 heeft laten weten dat het ermee heeft ingestemd dat de rechten en plichten die voortvloeien uit de bezettingsovereenkomst van dit terrein, in 2017 tussen het OCMW en vzw Sint-Vincentius gesloten, ongewijzigd worden overgedragen aan de gemeente Ukkel, met inbegrip van de betaling van een driemaandelijke vergoeding van € 900;

Overwegende dat het OCMW een herinneringsbrief heeft gestuurd, gedateerd 14 juli 2023, waarin aan de gemeente wordt gevraagd om een officieel standpunt in te nemen in dit dossier;

Overwegende dat het in dit geval aanbevolen is om een nieuwe bezettingsovereenkomst met het OCMW af te sluiten en dat de gemeente in geen geval de rechten en plichten van de bezettingsovereenkomst tussen het OCMW en vzw Sint-Vincentius mag overnemen;

Overwegende dat de bezetting gratis moet zijn;

Overwegende dat de juridische dienst een ontwerp van bezettingsovereenkomst heeft opgesteld, dat per brief van 8 augustus 2023 aan het OCMW van Ukkel werd overgemaakt, evenals het standpunt van het college van burgemeester en schepenen dat in zitting van 25 juli 2023 werd aangenomen;

Overwegende dat de raad van de Sociale Actie van Ukkel in zitting van 30 augustus 2023 de voorwaarden en de door het gemeentebestuur voorgestelde ontwerpovereenkomst heeft goedgekeurd, een beslissing die per brief van het Centrum van 15 september 2023 werd overgemaakt;

Gelet op de belangrijkste voorwaarden :

- precair en herroepbaar;
- gratis bezetting;
- onbepaalde duur, met mogelijkheid tot vroegtijdige beëindiging;
- onderhoud door en op kosten van de bezetter;
- teruggave van het terrein in zijn oorspronkelijke staat, bij gebreke waarvan de bezetter de kosten draagt die nodig zijn om het terrein te herstellen, tenzij de partijen dit onderling overeenkomen, waarbij het OCMW ermee instemt het terrein terug te nemen in de staat waarin het zich aan het einde van de overeenkomst bevindt, met inbegrip van de betonplaat die is gestort met het oog op de installatie van het skatepark en de toestellen voor street workout;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist :

- zijn goedkeuring te verlenen aan de gratis bezetting, op preciaire en herroepbare basis, in het algemeen belang, van een deel van het terrein dat toebehoort aan het OCMW van Ukkel, gekadastréerd 6de afdeling, sectie G, nummer 162/g/8, en gelegen aan de Egide Van Ophemstraat 3-5, voor een oppervlakte van ongeveer 4 are 50 centiares (450 m²);
- het ontwerp van de preciaire bezettingsovereenkomst goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positive stemmen.

5 annexes / 5 bijlagen

2023 07 25 Délib. Coll.-accord princ.conv.occup. terrain CPAS Uccle.pdf, Projet conv. occupation précaire-FR.pdf, 2023 07 18 Délib. Coll.-accord dem.subside budget participatif 2023.pdf, 2023 09 15 IN CPAS Uccle-accord proj.conv.-C.A.S. 30-08-23.pdf, Projet conv. occupation précaire-NL.pdf

19.10.2023/A/0011 **Propriétés communales – Cours de Promotion Sociale d’Uccle : nouvelle prolongation du bail en cours de la maison sise 108, avenue Winston Churchill, pour les cours de jour.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, spécialement l’article 232 ;

Vu la délibération n° 016/24.10.2019/A/0013 par laquelle le Conseil communal a décidé notamment la prise en location du bâtiment situé avenue Churchill, 108, pour les besoins des Cours de promotion sociale d’Uccle (cours de jour), contre le paiement d’un loyer de 4.990,00 € par mois, soumis à l’indexation, pour une durée de 2 ans, avec faculté de prolongation tacite pour des périodes de 3 mois successives, en cas d’urgence impérieuse, moyennant un avertissement au propriétaire 6 mois à l’avance ;

Vu la délibération n° 016/25.03.2021/A/0014 par laquelle le Conseil communal a décidé de prolonger une première fois le bail jusqu’au 31 décembre 2023 ;

Vu la délibération n° 016/08.09.2022/A/0019 par laquelle le Conseil communal a décidé de prolonger une seconde fois le bail, jusqu’au 31 décembre 2024 ;

Considérant qu’en date du 18 décembre 2019 un bail a été signé pour l’installation de l’école CPSU dans un bâtiment situé avenue Churchill, 108 à Uccle, en attendant le déménagement de l’école vers le bâtiment avant, rue Auguste Danse, 25 ;

Considérant que le Collège, en sa séance du 10 septembre 2019, a marqué son accord quant au choix d’installer les cours du CPSU dans une partie du bâtiment administratif situé rue Danse, 25, après la libération de lieux de ceux-ci en 2021 ;

Que le bâtiment 25, Danse, n’a été finalement libéré qu’au printemps 2022 ;

Que des travaux de réaménagement doivent être effectués dans l’immeuble Danse, 25, pour recevoir de manière correcte les étudiants ;

Que ces travaux devaient démarrer durant le printemps 2022 pour se terminer à l’été 2023, mais ne démarreront que durant le printemps 2024, pour se terminer à l’été 2026 ;

Considérant que le propriétaire a accepté une deuxième prolongation du bail, jusqu’au 31 décembre 2024, par la voie d’un avenant ;

Considérant le retard pris pour la mise en route du chantier, d’une part, et le besoin exprimé par le propriétaire de planifier ses investissements dans le bâtiment, sur une période suffisamment longue, d’autre part ;

Que le bailleur a accepté une troisième prolongation du terme du contrat en cours, jusqu’au 30 juin 2026, mais attend, en contrepartie, que la Commune d’Uccle s’engage, dès à présent, quant à une durée plus longue, ce qui implique l’adoption d’un nouvel avenant modifiant celle stipulée dans le second avenant, en vigueur ;

Considérant que le propriétaire, pour se prémunir d’un nouveau retard dans le planning communal, même de quelques semaines, a demandé à ce que le bail soit automatiquement prolongé jusqu’au 31 décembre 2026 ;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide :

de marquer son accord quant à une nouvelle prolongation du terme du bail en cours, ayant pour objet la maison sise avenue Winston Churchill, 108, du 1^{er} janvier 2025 jusqu'au 30 juin 2026, au moyen d'un avenant portant sur la durée ;
d'approuver le projet de troisième d'avenant à signer avec le propriétaire ;
de charger le service des Propriétés communales de notifier la présente demande au propriétaire-bailleur, à l'aide d'un courrier recommandé, six mois avant l'échéance du terme contractuel.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

Gemeente-eigendommen - Cours de Promotion Sociale d'Uccle: nieuwe verlenging van de lopende huurovereenkomst van het huis in de Winston Churchillaan 108 voor de daglessen.

De raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid op artikel 232;

Gelet op beraadslaging nr. 016/24.10.2019/A/0013, waardoor de gemeenteraad meer bepaald beslist heeft het gebouw in de Winston Churchillaan 108 te huren voor de behoeften van de Cours de promotion sociale d'Uccle (daglessen), middels de betaling van een maandelijkse huur van € 4.990,00, gebonden aan de indexering, voor een duur van 2 jaar, met de mogelijkheid tot stilzwijgende verlenging voor opeenvolgende periodes van 3 maanden, in geval van hoogdringendheid, middels een kennisgeving aan de eigenaar 6 maanden op voorhand;

Gelet op beraadslaging nr. 016/25.03.2021/A/0014, waardoor de gemeenteraad beslist heeft om de huurovereenkomst een eerste keer te verlengen tot 31 december 2023;

Gelet op beraadslaging nr. 016/08.09.2022/A/0019, waardoor de gemeenteraad beslist heeft om de huurovereenkomst een tweede keer te verlengen tot 31 december 2024;

Overwegende dat er op 18 december 2019 een huurovereenkomst ondertekend werd voor de vestiging van school CPSU in een gebouw in de Winston Churchillaan 108 te Ukkel, in afwachting van de verhuizing van de school naar het gebouw in de Auguste Dansestraat 25 vooraan;

Overwegende dat het college in zitting van 10 september 2019 de keuze goedgekeurd heeft om de lessen van de CPSU te laten doorgaan in een deel van het administratief gebouw in de Auguste Dansestraat 25, na vrijgave van de lokalen ervan in 2021;

Dat het gebouw Danse 25 uiteindelijk pas in de lente van 2022 vrijgemaakt werd;

Dat er in het gebouw Danse 25 herinrichtingswerken verricht moeten worden om de studenten correct te ontvangen;

Dat deze werken moesten aanvangen in de lente van 2022 om te eindigen in de zomer van 2023, maar dat ze uiteindelijk pas in de lente van 2024 zullen aanvangen om te eindigen in de zomer van 2026;

Overwegende dat de eigenaar een tweede verlenging van de huurovereenkomst tot 31 december 2024 aanvaard heeft door middel van een bijvoegsel;

Overwegende de vertraging in de opstart van de werken enerzijds en de behoefte van de eigenaar om zijn investeringen in het gebouw over een voldoende lange periode te plannen anderzijds;

Dat de verhuurder een derde verlenging van de looptijd van de huidige overeenkomst tot 30 juni 2026 aanvaard heeft, maar ter compensatie verwacht dat de gemeente Ukkel zich vanaf vandaag verbindt voor een langere duur, wat de aanname vereist van een nieuw bijvoegsel dat de duur uit het geldende tweede bijvoegsel wijzigt;

Overwegende dat de eigenaar, om zich te beschermen tegen een nieuwe vertraging in

de gemeentelijke planning, zelfs van enkele weken, gevraagd heeft dat de huurovereenkomst automatisch verlengd wordt tot 31 december 2026;
Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist:

Zijn goedkeuring te verlenen aan een nieuwe verlenging van de looptijd van de huidige huurovereenkomst met als voorwerp het huis gelegen Winston Churchillaan 108, van 1 januari 2025 tot 30 juni 2026, door middel van een bijvoegsel met betrekking tot de duur;
Het ontwerp van derde bijvoegsel, te ondertekenen met de eigenaar, goed te keuren;
De dienst Gemeente-eigendommen ermee te belasten de onderhavige vraag te betekenen aan de eigenaar-verhuurder, aan de hand van een aangetekende brief, zes maanden voor het verstrijken van de contractuele termijn.

De Raad keurt het punt goed.
36 stemmers : 36 positieve stemmen.

8 annexes / 8 bijlagen

2019 10 24 Délib CC-approb.cond.+proj.bail-FR.pdf, 2019 10 24 Délib CC-approb.cond.+proj.bail-NL.pdf, 2021 03 25 Délib.CC-approb.prolong.bail&avenant-FR.pdf, 2021 03 25 Délib.CC-approb.prolong.bail&avenant-NL.pdf, 2023 3e avenant bail 108 av. Churchill - CPSU.pdf, 2022 09 08 Délib.CC-approb.prolong.bail&avenant-NL.pdf, 2022 09 08 Délib.CC-approb.prolong.bail&avenant-FR.pdf, 2023 3e avenant bail 108 av. Churchill NL- CPSU.pdf

Eric Sax quitte la séance / verlaat de zitting.

Céline Fremault quitte la séance / verlaat de zitting.

DÉPARTEMENT AFFAIRES ÉDUCATIVES - DEPARTEMENT EDUCATIEVE ZAKEN

Egalité - Gelijkheid

19.10.2023/A/0012 **Service Egalité des Chances et des Genres.- Conseil consultatif pour l'Egalité des Genres.- Nouvelles Présidente, Vice-présidente et Secrétaire.- Intégration d'un nouveau membre, démissions de membres.**

Le Conseil,

Vu qu'en séance du 9 février 2021, le Collège a marqué son accord sur la création d'un Conseil consultatif pour l'Egalité des Genres;

Attendu que durant la réunion du Conseil le 20 juin 2023, ces membres ont élu une Présidente, une Vice-présidente et une Secrétaire pour une période de 6 mois;

Que du 20 juin jusqu'au 31 décembre 2023, la Présidence sera assurée par Mme Jaimie Just, la Vice-présidence par Mme Chantal De Laveleye et le Secrétariat par Mme Lysiane Colin;

Vu qu'en date du 18 juillet 2023, M. Jean-Pierre Hermia a introduit une demande auprès du Conseil en vue de l'intégrer;

Attendu que M. Jean-Pierre Hermia est éligible pour intégrer le Conseil au regard de l'article 2 alinéa 5 du règlement du Conseil;

Vu qu'en séance du 10 octobre 2023, le Collège a pris acte de la démission de Mme Anita Biondo et de Mme Barbara Decupere, membres effectifs du Conseil, avec effet au 19 octobre 2023,

Décide de :

- prendre acte de l'élection des nouvelles Présidente, Vice-présidente et Secrétaire;
- prendre acte de l'intégration d'un nouveau membre, M. Jean-Pierre Hermia au sein du Conseil;
- prendre acte des démissions de Mmes Anita Biondo et de Barbara Decupere, membres effectifs du Conseil, avec effet au 19 octobre 2023.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

Dienst Gelijke Kansen en Gendergelijkheid - Adviesraad voor Gendergelijkheid - Nieuwe voorzitter, ondervoorzitter en secretaris - Integratie van een nieuw lid, ontslag van leden.

De Raad,

Aangezien het college in zitting van 9 februari 2021 de oprichting van een Adviesraad voor Gendergelijkheid heeft goedgekeurd;

Aangezien deze leden tijdens de vergadering van de raad van 20 juni 2023 een voorzitter, ondervoorzitter en secretaris hebben gekozen voor een periode van 6 maanden;

Aangezien mevr. Jaimie Just voorzitter zal zijn van 20 juni tot 31 december 2023, mevr. Chantal De Laveleye ondervoorzitter en mevr. Lysiane Colin secretaris;

Aangezien de h. Jean-Pierre Hermia op 18 juli 2023 bij de raad een verzoek heeft ingediend om erin opgenomen te worden;

Aangezien de h. Jean-Pierre Hermia in aanmerking komt om lid te worden van de raad overeenkomstig artikel 2 lid 5 van het reglement van de raad;

Aangezien het college in zitting van 10 oktober 2023 kennis heeft genomen van het ontslag van mevr. Anita Biondo en mevr. Barbara Decupere als werkende leden van de raad, met ingang op 19 oktober 2023,

Beslist kennis te nemen :

- van de verkiezing van de nieuwe voorzitter, ondervoorzitter en secretaris;
- van de integratie van een nieuw lid van de raad, de h. Jean-Pierre Hermia;
- van het ontslag van werkende leden van de raad Anita Biondo en Barbara Decupere, met ingang op 19 oktober 2023.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

Decupere.pdf, lettre de motivation pour intégrer conseil JPH. docx.docx, Biondo Anita.pdf

Céline Fremault entre en séance / treedt in zitting.

Jean-Luc Vanraes entre en séance / treedt in zitting.

Hans Marcel Joos Van de Cauter entre en séance / treedt in zitting.

Aleksandra Kokaj quitte la séance / verlaat de zitting.

Yannick Franchimont préside la séance / zit de zitting voor.

Environnement - Milieu

19.10.2023/A/0013 **Programme d'Actions Climat (PAC).- Approbation du volet territoire du PAC**

Le Conseil,

Vu la Déclaration de Politique Générale, rappelant que « préparer l'avenir signifie construire une commune qui tienne compte du dérèglement climatique. L'on sait en effet que près de 60% des mesures pour lutter contre le dérèglement climatique et s'y adapter se trouvent entre les mains des communes » et priorisant le chantier de la participation citoyenne;

Vu l'adoption par le Conseil le 22 octobre 2009 de l'Agenda local 21, le plan d'action durable de notre commune qui traduit l'engagement constant de celle-ci pour concrétiser les objectifs du millénaire pour le développement (OMD);

Vu les adoptions à l'unanimité de la motion « Faire preuve d'ambition pour lutter contre le dérèglement climatique » par le Conseil communal du 07 février 2019 et de la motion « Urgence climatique et environnementale » par le Conseil Communal du 24 octobre 2019, visant à « tendre au maximum vers la neutralité carbone à l'horizon 2050 », et, pour atteindre cet objectif, la première étape de diminuer de 50 % ses émissions de gaz à effets de serre pour 2030 ;

Vu la décision du Conseil communal du 28 janvier 2021 d'approuver la convention entre Bruxelles Environnement et la Commune dans le cadre de l'appel à projet « Action Climat » de 2020 pour l'octroi d'un subside de 150.000 € pour l'élaboration d'un Programme d'Actions Climat (PAC) sur une période de 2 ans, de janvier 2021 à décembre 2022;

Vu la décision du Conseil communal du 29 novembre 2022 d'approuver l'avenant à cette convention pour prolonger la période du subside au 30 juin 2023;

Vu la décision du Conseil communal du 13 décembre 2022 d'approuver la convention entre Bruxelles Environnement et la Commune dans le cadre de l'appel à projet « Action Climat » de 2022 pour l'octroi d'un subside de 130.000 € pour le renforcement de la mise en place du PAC, en lien avec la participation et la transversalité multi-acteur, sur une période de 2 ans;

Considérant que le PAC a pour objectif de proposer une série d'actions afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) directes (par exemple liées à la mobilité et le bâti) et indirectes (par exemple liées à l'alimentation et les déchets) engendrées par les activités, habitant(e)s et usager(ère)s sur le territoire d'une part (volet « territoire » du plan) et par les activités de l'ensemble des structures communales (volet « administration » du plan);

Considérant que le PAC a également pour objectif de proposer une série d'actions afin d'adapter le territoire aux conséquences inévitables des changements climatiques, telles que l'augmentation de la fréquence des épisodes d'inondation et de canicules ou encore l'intensification du phénomène d'îlot de chaleur urbain;

Vu qu'en séance du 13 juillet 2021, le Collège des Bourgmestre et Echevins a attribué la réalisation d'un bilan d'émissions des GES du territoire et de l'administration au bureau d'étude Factor-X, qui avait déjà réalisé un premier bilan en 2009;

Considérant que ce bilan d'émissions des GES a été présenté au Collège le 14 décembre 2021 et au Conseil lors de la commission du 22 septembre 2022;

Considérant que le Règlement de l'Assemblée citoyenne pour le Climat (ACC), approuvé par le Conseil communal du 30 septembre 2021, prévoit que celle-ci a pour objectif de définir des mesures structurantes pour parvenir, dans un esprit de justice sociale, à réduire les émissions de gaz à effet de serre d'au moins 50 % d'ici 2030 par

rapport à 2007 ainsi que des mesures d'adaptation aux conséquences des changements climatiques sur le territoire d'Uccle;

Considérant que ce même règlement prévoit également que, pour mener à bien cette mission, l'ACC proposera un maximum de 15 actions permettant de diminuer l'empreinte carbone de la commune, que sur proposition du Collège, le Conseil communal déterminera les actions choisies (au minimum la moitié) pour être mise en œuvre, que le choix de projet fera l'objet d'une communication argumentée;

Considérant qu'à cette fin l'Assemblée citoyenne pour le Climat (ACC), encadrée par le bureau d'études Factor-X, s'est réunie 8 fois, réunions auxquelles il faut ajouter des intersessions, des lectures et un travail de recherche entre chacune d'elles, que ces moments mis bout à bout représentent au total une cinquantaine d'heures de travail par personne;

Considérant le travail fourni par l'ACC, constitué de 13 fiches-actions visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre du territoire et à adapter le territoire aux conséquences des changements climatiques, présenté au Collège le 13 juillet 2022 et au Conseil lors de la commission du 22 septembre 2022;

Considérant que ce travail a été soumis à l'analyse des départements, services et échevinats concernés;

Considérant que les fiches-actions ont été adaptées par le service de l'Environnement, toujours en concertation avec les services concernés, sur base des remarques et propositions de modification émanant de cette analyse, notamment en termes de faisabilité et d'ambition;

Considérant également que les deux fiches-actions proposées par l'ACC touchant aux aspects financiers, dont la thématique est incontournable, ont été profondément remaniées afin d'être en adéquation avec les missions de la Commune et les moyens à sa disposition pour aboutir à la création d'une nouvelle fiche-action;

Considérant qu'au final, un consensus a été trouvé afin de s'assurer de la faisabilité et de l'ambition des propositions de l'ACC;

Vu la décision du Collège le 28 mars 2023 de valider les 10 fiches-actions proposées par l'ACC et leurs annexes en vue de les intégrer dans le PAC, dont 9 fiches-actions concernant le volet « territoire » du PAC :

AD2 : Créer un réseau d'îlots de fraîcheur avec priorité aux quartiers vulnérables

AD3 : Perméabiliser et renaturer les sols artificialisés avec priorité aux cours d'école

AE1 : Faciliter l'accès des consommateurs aux produits et services durables

AE2 : Faciliter la transition économique des entreprises uccloises

EB1 : Réduire les émissions de gaz à effet de serre du bâti

MT1 : Augmenter les déplacements à pied, à vélo et les autres alternatives à la voiture individuelle

MT2 : Soutenir les entreprises dans la décarbonation de leur logistique

PF1 : Mettre en place une stratégie visant à réduire l'empreinte carbone liée à la finance

SN1 : Déployer la sobriété numérique sur l'ensemble du territoire;

Considérant qu'une séance de restitution aux membres de l'ACC a été organisée le 30 mai 2023 afin de présenter ces 9 fiches-actions adaptées et que le résultat a été accueilli positivement moyennant une série de remarques reprises en annexes;

Considérant que ces 9 fiches-actions concernant le volet « territoire » ne couvrent pas l'ensemble des thématiques à intégrer dans le PAC permettant d'avoir un PAC ambitieux en termes de réduction de gaz à effet de serre et d'adaptation et que, par conséquent, 5 fiches-actions complémentaires ont été élaborées par le service de l'Environnement en collaboration avec les services, chef(fe)s de département et échevinats concernés ainsi que le bureau d'étude ;

Vu la décision du Collège le 29 août 2023 de valider 5 fiches-actions complémentaires pour le volet « territoire » et leurs annexes en vue de les intégrer dans le PAC :

AD1 : Lutter contre les inondations

AG1 : Développer et soutenir la production alimentaire durable en milieu urbain et en périphérie

EB2 : Développer les énergies renouvelables et le partage d'énergie, en adoptant la sobriété énergétique

SE1 : Sensibiliser les Ucclois(es) aux enjeux climatiques et environnementaux

ZD1 : Réduire et valoriser localement les déchets ressources du territoire;

Considérant qu'il est proposé à l'Assemblée de valider le volet « territoire » du PAC, constitué de ces 14 fiches-actions et leurs annexes;

Considérant que l'ensemble de ces fiches ont fait l'objet de consultation des départements et services concernés et que le Comité de Direction a remis un avis favorable sur ces fiches;

Considérant que toute action en cours ou planifiée et toute dynamique actuelle valorisable ont été intégrées dans les fiches;

Considérant qu'une consultation citoyenne pour récolter des propositions de mesures pour le PAC a été lancée via la plateforme « Mon Opinion » et qu'une urne a été placée dans le Centre Administratif ainsi qu'à l'occasion de la Journée sans voiture 2022 et que la majorité de ces propositions rejoignaient celles proposées dans les fiches de l'ACC;

Considérant les annexes suivantes du volet « territoire » du PAC :

Annexe 1 : Cartographie des vulnérabilités de la commune d'Uccle aux changements climatiques (ULB)

Annexe 2 : Cartographie des îlots de fraîcheur existants et potentiels sur le territoire (ULB)

Annexe 3 : Commentaires de l'ACC suite à la séance de présentation de leurs propositions adaptées du 30 mai 2023;

Considérant que les fiches-actions du volet « administration » sont en cours d'écriture par le service de l'Environnement en collaboration avec les services concernés, en se basant sur les ateliers avec les agent(e)s communaux et que celles-ci seront soumises à l'Assemblée pour approbation ultérieurement;

Décide :

D'approuver le volet « territoire » du Programme d'Actions Climat et ses annexes.

***Mme l'Echevine De Brouwer** précise que ce plan se base sur un diagnostic reposant à la fois sur le bilan carbone établi par le bureau d'études et sur les données relatives aux émissions directes de gaz à effet de serre, mesurées par Bruxelles-Environnement.*

Selon Mme l'Echevine de Brouwer, la commune doit focaliser son attention sur tous les domaines où elle est capable d'agir.

Le bilan carbone identifie les domaines d'action prioritaires du plan Climat : le patrimoine financier, la mobilité, le soutien à la « décarbonation » des entreprises.

Ce plan, exposé sur 14 fiches, se décline en 78 actions susceptibles, d'une part, de réduire les gaz à effet de serre dans des domaines tels que les activités économiques, l'agriculture urbaine, la gestion énergétique des bâtiments, la mobilité, le patrimoine financier et la pratique du « zéro déchet » et, d'autre part, d'adapter le territoire ucclois au risque d'inondation grâce au retour à la nature des sols artificialisés et à l'aménagement d'îlots de fraîcheur.

Ce plan vise aussi à mieux protéger les publics sensibles tels que les enfants, les seniors et les personnes précarisées.

Il propose également des solutions originales en faveur de la santé publique, de la relocalisation de l'activité économique et du soutien à la biodiversité.

La fiche consacrée à la sensibilisation des Ucclois relie toutes les fiches entre elles et s'avère la base indispensable pour permettre la participation des citoyens aux initiatives de la commune.

Selon Mme l'Echevine De Brouwer, ce plan est à la fois réaliste et visionnaire.

M. Hayette estime que toute initiative visant à lutter contre le changement climatique va dans le bon sens.

Il regrette néanmoins que les conseillers communaux n'aient pas été davantage associés au processus de décision.

Certes, les mandataires communaux avaient la possibilité de participer aux séances citoyennes, mais le « spécialiste » qui s'y est exprimé tenait des propos véritablement « hors sol », tout à fait déconnectés de la réalité sociale vécue par de très nombreux citoyens. M. Hayette décrit d'ailleurs cette expérience en faisant allusion à une production cinématographique récente, où les partisans de certaines thèses écologistes, radicales jusqu'à l'absurde, sont parodiés avec ironie. Il avoue d'ailleurs avec malice y avoir reconnu certains mandataires ucclóis.

Globalement, on retrouve un peu de tout dans les mesures proposées dans ce plan Climat. Tout en reconnaissant qu'un travail important a été accompli, M. Hayette considère que ce plan se résume bien trop souvent à une enfilade de lieux communs et de propositions abstraites, reposant sur des postulats idéologiques irréalistes.

Les exigences environnementales imposées aux entreprises sont telles qu'on peut craindre des délocalisations, qui réduiraient Uccle à être à la fois un désert économique et un village de rentiers.

M. Hayette déplore aussi qu'il n'y ait guère de mesures sociales pour accompagner les gens qui ne disposent pas de moyens suffisants pour procéder à l'isolation de leur appartement ou pour acquérir un véhicule moins polluant.

Mme Czekalsi rappelle que l'Accord de Paris a fixé l'engagement d'atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050.

Ce plan d'action Climat propose de réduire les émissions de gaz à effet de serre produites par les infrastructures communales ou les habitants. Il s'agit en l'occurrence autant des émissions directes (issues du bâti et de la mobilité) que des émissions indirectes (résultant des déchets, de l'alimentation, etc.).

Quatorze fiches ont été élaborées en concertation avec l'Assemblée citoyenne pour le climat, les services communaux et le Collège, ces deux dernières instances ayant analysé la faisabilité et la mise en œuvre à l'échelon communal des propositions émises par les citoyens.

Pour le groupe MR, il convient d'assurer un équilibre entre les libertés individuelles fondamentales, les enjeux environnementaux et le bien-être socio-économique.

La commune d'Uccle n'a pas attendu l'urgence climatique pour agir. Mme Czekalski cite à cet égard l'adoption de l'Agenda 21, la replantation systématique après l'abattage d'arbres, le nouveau Centre administratif aux performances énergétiques remarquables, le déploiement d'itinéraires cyclables régionaux (ICR), la lutte contre l'imperméabilisation des sols, etc.

La lutte contre les effets néfastes de la bétonnisation et de la densification des villes et communes passe par la végétalisation des espaces urbains.

Cette végétalisation présente des avantages indéniables. Elle améliore la qualité de l'air par l'absorption des polluants et la production d'oxygène, elle régule la température par le rafraîchissement de l'air et la diminution du rayonnement solaire, elle réduit le risque d'inondation par l'absorption de l'eau, elle améliore l'esthétique des communes grâce à la création d'espaces attractifs, elle protège la biodiversité en offrant des habitats pour la faune et la flore.

Le groupe MR soutient ce plan Climat et a l'ambition de le mettre en œuvre.

M. Cools estime que le droit à un environnement sain fait partie des droits humains. On ne peut demeurer insensible face à l'effet délétère de la pollution sur la

santé des populations.

Le réchauffement climatique est une réalité incontestable. La hausse moyenne des températures depuis l'ère préindustrielle peut être évaluée à 1,4 °C.

Même si l'activité humaine n'est pas la seule cause du réchauffement climatique, la réduction des émissions peut assurément contribuer à améliorer la situation.

À cet égard, M. Cools souscrit à l'objectif visant à réduire de moitié les émissions carbone à l'horizon 2030. Mais il avoue être plus sceptique face à la perspective éventuelle d'une totale neutralité carbone à long terme, même s'il faut tendre vers cette neutralité carbone.

En ce domaine, l'administration communale n'a pas fait preuve d'inertie par le passé, et Mme Czekalski a eu raison de le souligner.

M. Cools se réjouit du fait qu'une part de l'énergie destinée au nouveau bâtiment administratif soit produite par la chaleur des égouts. Il salue aussi le fait que la piscine a été dotée d'un dispositif assurant sa « déchloration ». La commune d'Uccle a d'ailleurs été pionnière dans la mise en œuvre de ces innovations technologiques. Ces exemples montrent que les nouvelles technologies peuvent aussi contribuer à la lutte contre le réchauffement climatique.

Uccle a aussi été la première commune à pratiquer la politique du « zéro pesticide » dans ses cimetières.

M. Cools rappelle que l'Agenda local 21 de développement durable a été adopté en octobre 2009, au terme de deux années de travail. Ce plan, décliné en 103 actions, était beaucoup plus ambitieux que le plan soumis aujourd'hui à l'approbation du Conseil communal.

M. Cools regrette que cet Agenda 21 local n'ait pas fait l'objet d'une évaluation sous cette législature, alors qu'il avait été évalué en 2011, 2012, 2013, 2014 et 2017.

M. Cools aurait souhaité que la consommation de fruits fût abordée dans le plan Climat. Il déplore en effet l'habitude de consommer des fruits hors saison qui s'est installée, car elle requiert tout un processus d'importation particulièrement néfaste pour l'environnement.

M. Cools rappelle que dans sa jeunesse, on ramenait les bouteilles de lait (vidange) : il y a certainement des efforts à fournir pour modifier les comportements ainsi que l'organisation des circuits de distribution afin d'éviter autant que possible les bouteilles en plastique, les cannettes, etc.

Le plan Climat comprend un chapitre consacré à la finance, auquel le groupe Uccle en avant ne s'opposera pas. M. Cools conçoit tout à fait qu'il faille favoriser le financement d'activités durables mais il invite à la prudence en ce domaine.

Il évoque à titre d'exemple le cas de l'industrie de l'armement, dont on peut questionner la durabilité ou la non-durabilité. Mais dans le contexte actuel, il faut absolument financer cette industrie. La presse a d'ailleurs rappelé qu'il y a des contrats en cours entre le Gouvernement et la Fabrique Nationale pour la fourniture de munitions d'une valeur totale d'un milliard et demi d'euros, et ce matériel militaire est indispensable non seulement pour assurer la défense de la Belgique mais aussi pour aider les Ukrainiens qui se battent pour leur liberté.

La majorité propose d'étudier l'éventualité de recourir à des emprunts communaux pour financer certains investissements. Ayant lui-même travaillé dans des organismes qui émettaient des emprunts, M. Cools invite le Collège à faire preuve de prudence en cette matière.

La fiche MT1 du document précise qu'il faut augmenter les déplacements à pied, à vélo et les autres alternatives à la voiture individuelle.

M. Cools approuve évidemment cet objectif, tout en rappelant qu'en séance du 28 septembre dernier, le Conseil a approuvé le Plan communal de mobilité. Le groupe Uccle en avant a émis un vote négatif sans pour autant considérer que tout

était à rejeter dans ce plan.

Toutefois, même si l'on peut concevoir d'inclure dans un plan Climat quelques dispositions pour, par exemple, apporter un soutien aux entreprises pour la décarbonation de leur logistique, y incorporer tout un volet mobilité constitue par contre une incongruité pour M. Cools, dans la mesure où le Conseil a voté il y a à peine trois semaines un plan communal de mobilité, dont certaines mesures sont en contradiction avec les mesures mobilité du plan Climat soumis ce soir au vote du Conseil communal ! De plus, certains points relatifs à la mobilité figurent dans le Plan d'action Climat alors qu'ils sont absents du Plan communal de mobilité.

Cette incohérence manifeste va amener M. Cools à déposer un amendement sur ce point. Il avait d'ailleurs évoqué son souhait d'amender ce point lors des séances de commission.

M. Cools a notamment souligné en commission que le document mentionnait textuellement la disposition suivante :

« Réduire les places de parking pour les véhicules thermiques et les non-résidents d'un quartier; augmenter les tarifs horodateurs pour les non-résidents d'un quartier et pour les voitures thermiques ».

M. Cools s'étonne de l'absence de réaction des mandataires MR face à cette mesure.

Le Collège avait affirmé en commission que cette phrase allait être revue.

M. Cools a reçu ce matin un courrier électronique l'avisant que deux de ses trois amendements ont été acceptés par le biais d'une reformulation. Mais le Collège n'a pas eu l'élégance de lui signaler que le texte a été modifié.

En effet, c'est en comparant tout à fait par hasard le texte abordé en commission lundi et le texte présenté aujourd'hui que M. Cools a constaté une modification de la fiche MT1, dans laquelle il n'est plus question de « réduire » certaines places de parking mais d'« adapter » le stationnement, et un tel changement est loin d'être négligeable.

M. Cools regrette cette situation, et ce d'autant plus que le volet mobilité de ce document est insuffisant.

Un consensus eût été possible si l'on s'était simplement contenté de faire référence au Plan communal de mobilité.

M. Junqué rappelle que dans le cadre de l'interpellation citoyenne du mois dernier, le groupe Ecolo a eu l'occasion d'exprimer son opinion sur le dérèglement climatique.

Il y a désormais un consensus scientifique pour affirmer que ce dérèglement climatique est dû principalement aux activités humaines. Ce bouleversement constitue une menace réelle pour la planète et, selon les projections de l'Agence européenne pour l'environnement, pourrait causer 90.000 décès dans un proche avenir.

Cette situation requiert une réaction tant individuelle que collective, qui doit se traduire par l'augmentation de la part des transports en commun et des modes actifs de transport, une alimentation plus végétale, une consommation d'énergie plus sobre et plus verte, la valorisation des déchets.

M. Junqué se réjouit de voir de tels éléments dans le plan proposé, et ce d'autant plus que la dimension sociale n'a pas été oubliée.

Il cite à cet égard le syndicaliste brésilien Chico Mendes, qui fut une figure de proue de la lutte contre la déforestation en Amazonie : « L'écologie sans lutte des classes, c'est du jardinage ».

Vu que les populations précarisées subissent plus durement les effets de la pollution et du dérèglement climatique, l'introduction d'une fiche visant à créer un îlot de fraîcheur, avec priorité pour les quartiers vulnérables, et la revalorisation des cours d'école sont des initiatives particulièrement heureuses.

M. Junqué souligne aussi la prise en compte de la participation citoyenne,

puisque 9 des 13 actions proposées par l'Assemblée citoyenne pour le climat sont intégrées dans le volet territoire du plan actuel.

M. Junqué mentionne à cet égard les éléments suivants : l'accès à une alimentation saine et locale via l'augmentation des potagers familiaux et la plantation d'arbres fruitiers dans l'espace public, la démocratisation du marché de l'énergie via les « communautés d'énergie », la réduction de la facture énergétique grâce à une meilleure isolation des bâtiments, l'amélioration de la qualité de l'air (et donc la diminution des décès prématurés) grâce à l'augmentation des déplacements à pied, à vélo et en transport en commun et la redistribution des invendus alimentaires.

La commune doit avoir son propre plan Climat : il faut qu'Uccle s'inscrive dans une trajectoire ambitieuse dans un contexte bruxellois où toutes les communes sont impliquées dans une démarche d'élaboration ou de mise en œuvre d'un tel plan.

Pour ces diverses raisons, le groupe Ecolo soutient ce point.

M. De Bock, tout en saluant l'effort accompli pour élaborer ce plan, regrette que les informations soient éparpillées dans plusieurs documents disparates. Il eût préféré qu'il y ait un seul document structuré reprenant l'ensemble du plan Climat.

M. De Bock ne saisit pas très bien comment le plan a articulé le travail accompli par l'entreprise Factor X sur l'empreinte carbone de la commune. Les performances de la commune dans le domaine environnemental sont loin d'être optimales, puisque cette empreinte carbone a tendance à augmenter.

Lors des discussions avec les représentants de Factor X, on avait évoqué des mesures radicales, telles que, par exemple, la suppression totale des voitures, et aussi des mesures d'un impact plus limité, qui, combinées à d'autres, pourraient aboutir à des résultats similaires.

M. De Bock reproche surtout l'absence d'une évaluation financière systématique de l'impact écologique des actions proposées. Dans le catalogue de 78 actions déclinées en 14 fiches, quelles sont concrètement les actions que le Collège entend mettre en œuvre, eu égard aux moyens financiers à mobiliser ?

À côté de mesures pratiques ponctuelles, on trouve dans le plan l'énumération de conseils tels que la nécessité pour les personnes âgées de s'hydrater lors des canicules. Pour M. De Bock, il s'agit là de mesures qui visent à lutter contre les effets du réchauffement climatique mais qui ne relèvent pas d'un plan climat à proprement parler.

Ce plan semble donc se réduire à un catalogue hétéroclite de bonnes intentions.

De plus, le bilan est souvent maigre : le document mentionne notamment que 32 fraisiers et 2.196 arbustes ont été plantés depuis 2021, en omettant de préciser que de nombreux arbres ont été abattus sous l'effet de la promotion immobilière. M. De Bock cite à cet égard l'exemple du Manoir Pirenne, pour lequel le nombre d'arbres destinés à l'abattage était de 90 dans le permis initial et de 68 dans le permis modificatif.

Tout n'est pas négatif mais vu que le texte est loin d'être abouti, le groupe DéFI votera contre ce point.

Mme l'Echevine De Brouwer signale que les documents ont été transmis bien à l'avance : les conseillers communaux ont disposé de deux week-ends pour les examiner avant la séance du Conseil communal. Elle comprend qu'il y ait des désaccords sur le fond mais regrette la posture adoptée par M. Hayette, selon laquelle les conseillers communaux n'auraient pas été suffisamment associés.

Les dispositions de la fiche « Faciliter la transition économique des entreprises ucloises » précisent que la commune n'est pas directement à la manœuvre mais qu'elle soutiendra autant que possible l'action régionale en vue de faciliter cette transition.

M. Cools affirme que le plan n'est pas assez ambitieux, tout en souhaitant le retrait d'une fiche centrale importante relative à la mobilité. Pourtant la mobilité est bien un des seuls domaines où les émissions directes de gaz à effet de serre ne diminuent pas.

Mme l'Echevine De Brouwer ne peut accepter le retrait pur et simple de la fiche Mobilité. Vu que cette fiche se limite à préciser une série d'objectifs en lien avec un plan climat, elle constitue une démarche complémentaire au Plan communal de mobilité.

Mme l'Echevine De Brouwer se permet aussi de rappeler que des actions Mobilité étaient prévues dans le cadre de l'Agenda 21, approuvé lorsque M. Cools exerçait la fonction d'échevin. Quoique la commune eût à l'époque un plan communal de mobilité, le Collège en place sous cette législature n'a pas opté pour un simple renvoi à ce plan. Le Collège actuel demeure donc cohérent en s'inscrivant dans la continuité des majorités antérieures.

Mme l'Echevine De Brouwer admet que l'envoi par mail des modifications apportées à la fiche MT1, dans le cadre d'un amendement proposé par le Collège, a été effectué tardivement.

Cet amendement précise ce qu'il faut entendre par transport routier via l'insertion d'une parenthèse mentionnant : camions, camionnettes, bus, deux-roues, voitures.

Le premier tiret, relatif au stationnement est modifié comme suit :

« Afin de garantir des cheminements piétons confortables, conformes au RRU (minimum 1,50 m de large) et au code de la route (distance de 5 m avant un passage pour piétons) et des terrasses pour l'horeca, adapter le nombre de places de stationnement pour les véhicules tout en tenant compte des personnes aux besoins spécifiques (personnes en situation de handicap par exemple) ».

Le deuxième tiret est modifié comme suit :

« En application des législations et réglementations adoptées par la Région, revoir le prix du stationnement des voitures tout en tenant compte des personnes aux besoins spécifiques, moduler le prix du stationnement en fonction du type de véhicule plus ou moins polluant et émetteur de carbone et/ou de sa taille/son poids ».

Mme l'Echevine De Brouwer déplore que M. Cools ait diffusé des informations relatives à ces points sur les réseaux et sur la page du site d'Uccle en avant en reprenant pas l'ensemble du paragraphe, ce qui laisserait accroire que le Collège aurait l'intention de réduire le nombre de places de stationnement pour le plaisir.

Si certains éléments tirés des annexes sont pris isolément, ils peuvent donner la fausse impression que la commune agit peu alors qu'en réalité elle s'investit beaucoup.

Le bilan carbone réalisé par le bureau d'études Factor X et les données de Bruxelles-environnement constituent la base à partir de laquelle un chiffrage carbone peut être établi.

La fiche susceptible d'avoir l'impact le plus important en termes de réduction des gaz à effet de serre est celle qui porte sur le patrimoine financier, eu égard au fait que, selon l'étude de Factor X, la part des émissions relevant de ce secteur peut être estimée à 40 %.

Il serait prématuré de procéder à un chiffrage des actions que l'on valide actuellement, étant donné qu'il n'y a pas de consensus entre les communes et la Région quant à la méthodologie à adopter pour le calcul.

Ixelles est d'ailleurs la seule commune à avoir chiffré les actions de son plan climat. De plus, cette opération n'était pas du tout systématique et a été menée postérieurement au vote de ce plan climat.

M. Cools a reçu à 18h52 le mail de Mme l'Echevine De Brouwer annonçant

que le texte était revu, alors que la séance du Conseil communal avait déjà commencé et que les mandataires étaient accaparés par bien d'autres tâches que la lecture de mails : l'observation d'une minute de silence, l'interpellation citoyenne, etc.

M. Cools est choqué par un tel procédé et le déplore d'autant plus amèrement qu'il n'eût sans doute guère été difficile d'atteindre un consensus sur 13 des 14 fiches.

M. Cools regrette surtout un manque de précision dans les données mentionnées dans le document.

Le collègue écologiste qui s'est exprimé, et qui, d'après ses propos, semble partisan de la lutte des classes, a évoqué les « communautés d'énergie ». Il s'agit d'une proposition excellente. M. Cools avait d'ailleurs interpellé le Collège sur cette thématique il y a deux ou trois ans et ne peut que constater que c'est toujours au point mort.

M. Cools reconnaît cependant qu'il y a de bonnes propositions dans ce programme d'actions telles que, par exemple, les îlots de fraîcheur ou la revalorisation locale des déchets.

Il reconnaît aussi que les documents ont été transmis 15 jours avant la séance du Conseil communal. Mais si l'on prétend vraiment associer les conseillers communaux au processus de décision, il ne suffit pas de venir avec un plan tout fait pour lequel on tolérerait juste quelques amendements. C'est bien en amont qu'il faut mener des discussions communes.

Et de manière générale, M. Cools est davantage partisan de mesures positives que de mesures contraignantes en ce domaine.

M. Junqué est outré par les insinuations de M. Cools. Sa citation visait simplement à souligner l'importance des enjeux écologiques.

M. De Bock n'avait pas du tout l'intention de verser dans la caricature lorsqu'il a cité certaines annexes, mais il persiste à penser qu'il y a parfois un certain amateurisme.

Pour M. De Bock, il est essentiel de lister les mesures proposées, et pas seulement sous le prisme de leur impact financier : il faut aussi tenir compte des effets de la croissance démographique de la population ucloise au cours des 10 dernières années.

Cette croissance démographique peut d'ailleurs être perçue positivement ou négativement, selon que l'on prend en considération l'apport de recettes via les taxes communales ou l'impact environnemental des nouvelles constructions.

Quoique les comités de quartier attirent l'attention sur cette problématique, le plan Climat n'aborde jamais les effets néfastes des permis octroyés sur l'environnement (même s'il va de soi que construire n'est pas intrinsèquement mauvais par principe).

M. De Bock estime ce plan Climat inabouti.

Il précise aussi qu'il est impossible d'amender en une semaine un document de 200 pages.

M. Norré estime qu'il aurait été possible d'élaborer un plan plus ambitieux mais il faut avoir l'honnêteté de reconnaître que l'enjeu est immense.

M. Norré insiste sur la nécessité d'inclure une dimension sociale dans le plan Climat. Ne pourrait-on pas moduler le tarif du stationnement en fonction du prix du véhicule considéré et plus généralement de la richesse des intéressés ?

M. Norré trouve particulièrement novatrice la proposition visant à inciter les citoyens uclois à placer leur épargne dans un projet local de transition écologique.

Mme l'Echevine De Brouwer répond que l'amendement du Collège, parti de sa boîte mail avant le début de la séance du Conseil, est loin d'être très complexe. Et

il est déjà arrivé que des amendements soient déposés en séance.

Mme l'Echevine De Brouwer tient donc à relativiser les critiques émises quant à l'envoi tardif de cet amendement.

Pour ce qui concerne les communautés d'énergie, qui, selon M. Cools, seraient au point mort, Mme l'Echevine De Brouwer salue le travail accompli en ce domaine par son collègue, M. l'Echevin Biermann : les bâtiments communaux font actuellement l'objet d'une étude de faisabilité en vue du développement de ce type de dispositif.

Mme l'Echevine De Brouwer a du mal à admettre l'assertion selon laquelle les conseillers ne seraient pas suffisamment associés au processus d'élaboration du plan. Ce n'est tout de même pas la première fois qu'on parle de climat au sein de cette assemblée !

Comme le rappelle un des amendements déposés par M. Cools, ce thème a déjà fait l'objet de deux motions, votées à l'unanimité par le Conseil communal.

En outre, le contenu de ces motions, qui ont fait l'objet d'une vaste concertation au sein du Conseil, se retrouvent dans ce plan Climat.

Le document en tant que tel ne compte pas 200 pages. On atteint peut-être un tel volume si on y inclut l'ensemble des annexes, et en perdant pas de vue qu'y ont été incorporés des éléments figurant déjà dans les motions.

Mme l'Echevine De Brouwer partage l'intérêt manifesté par M. Norré à l'égard d'un investissement de l'épargne des citoyens dans la transition écologique locale. Les projets de cette nature qui sont en cours à Etterbeek seront analysés afin de déterminer s'il serait possible de s'en inspirer.

Mme l'Echevine De Brouwer suggère à l'assemblée de se prononcer sur l'amendement du Collège visant à modifier la fiche MT1 relative à la mobilité, qu'elle se permet de relire.

Il est proposé de modifier le constat en mettant entre parenthèses après « le transport routier » l'énumération suivante : camions, camionnettes, bus, deux-roues, voitures.

Il est proposé de modifier le premier tiret relatif au stationnement comme suit :

« Afin de garantir des cheminements piétons confortables, conformes au RRU (minimum 1,50 m de large) et au code de la route (distance de 5 m avant un passage pour piétons) et des terrasses pour l'horeca, adapter le nombre de places de stationnement pour les véhicules tout en tenant compte des personnes aux besoins spécifiques (personnes en situation de handicap par exemple) ».

Il est proposé de modifier le deuxième tiret comme suit :

« En application des législations et réglementations adoptées par la Région, revoir le prix du stationnement des voitures tout en tenant compte des personnes aux besoins spécifiques, moduler le prix du stationnement en fonction du type de véhicule plus ou moins polluant et émetteur de carbone et/ou de sa taille/son poids ».

***M. Cools** interpelle M. le Président du Conseil car il ne comprend pas bien la tournure que prend le fonctionnement des travaux au sein du Conseil communal.*

En effet, le vote d'amendements est effectué en général dans l'ordre du texte.

Or, une résolution, comportant des « vu » et des considérants, est soumise à présent au Conseil communal.

M. Cools a déposé trois amendements à ces « vu » et à ces considérants.

Les deux premiers ne traitent pas de la problématique de la mobilité, et M. Cools a cru comprendre que, moyennant une rédaction différente pour l'un d'entre eux, Mme l'Echevine De Brouwer était disposée à s'y rallier.

Le troisième amendement concerne effectivement des considérants relatifs au volet mobilité.

M. Cools estime que les amendements devraient être examinés dans l'ordre du texte.

M. Cools signale encore que, dans la tradition des assemblées, il est d'usage de voter en tout premier lieu l'amendement le plus radical.

Se prononcer sur ce que Mme l'Echevine De Brouwer vient de dire n'a aucun sens si l'assemblée décide de voter qu'il ne doit y avoir aucun élément relatif à la mobilité dans ce document.

M. le Président du Conseil répond que Mme l'Echevine De Brouwer et lui-même n'ont aucune objection à l'égard de la demande de M. Cools.

Il rappelle toutefois qu'avant de lire son amendement, Mme l'Echevine De Brouwer avait demandé s'il y avait un accord pour qu'on commence par celui-là et que M. Cools n'a pas réagi à ce moment.

Mais M. le Président du Conseil et Mme l'Echevine De Brouwer sont tout à fait disposés à ce qu'on commence par les amendements de M. Cools.

M. Cools répond que cela lui semble logique.

M. le Président du Conseil donne la parole à M. Cools pour l'amendement n° 1.

M. Cools précise que l'amendement n° 1 vise simplement à insérer dans le texte la référence à la première motion sur la lutte contre le réchauffement climatique, votée à l'unanimité en février 2019.

Cette motion, due à une initiative de M. Cools et cosignée par tous les chefs de groupe, affirmait la nécessité de faire preuve d'ambition en ce domaine.

La seconde motion, adoptée à l'unanimité un peu plus tard, est due à une initiative de Mme Czekalski.

M. Cools estime qu'il serait opportun de citer ces deux textes.

Mme l'Echevine De Brouwer est tout à fait favorable à l'adoption de cet amendement, dans la mesure où il s'agit d'un élément factuel qu'il est opportun de rappeler.

L'amendement n° 1 est adopté à l'unanimité.

M. Cools précise que l'amendement n° 2 vise à mettre dans les considérants une référence à l'Agenda de développement durable approuvé en octobre 2009.

M. Cools estime qu'il est utile de faire un tel rappel pour souligner une certaine continuité dans l'action politique communale dans la perspective des objectifs du millénaire pour le développement.

D'après le mail reçu en début d'après-midi, il semble que Mme l'Echevine De Brouwer soit d'accord sur le principe mais propose une autre rédaction, à laquelle M. Cools peut se rallier.

Outre le rappel de l'Agenda 21 et de la continuité de l'action communale dans la lutte contre le réchauffement climatique, cette version révisée énonce l'objectif de réduire de 50 % les émissions de carbone à l'horizon 2030 et de tendre vers la neutralité carbone à l'horizon 2050.

L'amendement n° 2, tel que révisé par le Collège, est adopté à l'unanimité.

M. Cools rappelle que l'amendement n° 3 est celui qui a été abordé dans les propos antérieurs.

M. Cools ne conteste pas la nécessité de réduire toutes les sources de pollution, y compris celles qui relèvent des véhicules automobiles.

Cependant, les voitures électriques, qu'on promeut beaucoup aujourd'hui, n'ont pas nécessairement un éco-bilan plus favorable que les voitures diesel ou les véhicules thermiques.

Toutefois, M. Cools se voit mal voter une actualisation d'un plan communal de mobilité voté il y a à peine trois semaines par le biais de mesures de mobilité intégrées dans un plan climat. Certes, l'Agenda 21, adopté en 2009, intégrait lui aussi des mesures relatives à la mobilité, mais le plan communal de mobilité alors en vigueur avait été approuvé trois ans auparavant.

Si le plan communal de mobilité voté il y a trois semaines est aussi ambitieux que la majorité le prétend (et M. Cools est favorable à un grand nombre de ses dispositions même s'il ne souscrit pas à tous ses volets), pourquoi faut-il intégrer de nouvelles mesures de mobilité dans ce plan Climat ?

Il eût été préférable de mentionner dans le plan Climat qu'il faut augmenter les déplacements à pied, à vélo et les autres alternatives à la voiture individuelle et qu'à cet égard, on se réfère à tous les objectifs et propositions inclus dans le Plan communal de mobilité.

L'amendement de M. Cools, plus radical, consiste à supprimer ce volet tout en affirmant dans le plan qu'on poursuit cet objectif et qu'on se réfère au Plan communal de mobilité.

M. De Bock partage le point de vue de M. Cools et va donc, à titre personnel, soutenir son amendement.

Le document affirme la volonté de soutenir les véhicules hybrides. M. De Bock est loin d'être convaincu par cette solution, et ce d'autant plus que de nombreux experts, notamment ceux du GIEC, déclarent que le score environnemental du modèle hybride n'est pas bon en raison de la pollution engendrée par les batteries au lithium.

M. De Bock remarque aussi que la moitié des fiches font référence au plan Good Move in extenso.

M. De Bock est plutôt favorable à Good Move, même s'il est réservé à l'égard de certains points. Par contre, il a entendu beaucoup de critiques sur Good Move de la part du MR à l'échelon régional. Or, vu que ce plan Climat se base sur le plan Good Move, M. De Bock espère que Mme Czekalski ne tiendra pas un double discours selon qu'elle siège au Parlement bruxellois ou au Conseil communal.

M. Vanraes a du mal à comprendre l'attitude de M. De Bock, vu que ce dernier a déclaré vouloir émettre un vote négatif.

M. De Bock confirme qu'il vote contre le plan mais pour l'amendement de M. Cools.

Des améliorations du texte peuvent en effet l'amener à voter différemment, mais cela ne changera pas la philosophie générale du plan, dont aucune fiche ne présente la moindre priorisation.

Mme l'Echevine De Brouwer rappelle que la fiche Mobilité du plan climat est complémentaire au Plan communal de mobilité sans être en contradiction avec ce dernier. Cette fiche fixe des objectifs relatifs au climat en indiquant comment la mobilité peut être au service de la lutte contre le dérèglement climatique.

En outre, Bruxelles-Environnement, qui est quand même le pouvoir subsidiant, refuserait un plan Climat dépourvu de fiche Mobilité.

Mme l'Echevine De Brouwer suggère donc à l'assemblée de voter contre l'amendement n° 3.

L'amendement n° 3 est rejeté.

M. le Président du Conseil invite l'assemblée à revenir sur l'amendement du Collège.

Mme l'Echevine De Brouwer signale que les éléments relatifs aux véhicules thermiques et aux non-résidents ont été retirés de l'amendement du Collège. Réflexion faite, ils ont été jugés inopportuns dans le premier tiret.

Mme Van Offelen remercie le Collège pour cet amendement.

Ayant participé aux travaux en commission pour le groupe MR, Mme Van Offelen estime qu'une fiche Mobilité a toute sa place dans un plan Climat.

Cette fiche est en parfaite cohérence avec le Plan communal de mobilité sans en être un « copié-collé », puisqu'elle en met en exergue les points les plus importants dans le cadre du plan Climat.

Les clarifications demandées par M. Cools pour deux paragraphes rendent le texte plus compréhensible.

M. Cools reconnaît l'amélioration du texte par rapport à la version précédente pour ce qui concerne deux paragraphes, étant donné qu'il n'est plus question d'établir une distinction entre types de véhicule (thermique/non thermique) ou entre citoyens (résidents/non-résidents) ni de réduire le stationnement ou d'augmenter les tarifs mais de les « adapter ».

Mais M. Cools est beaucoup plus réticent à l'égard du 2ème paragraphe, libellé comme suit :

« En application des législations et réglementations adoptées par la Région, revoir [souligné par M. Cools] le prix du stationnement ».

M. Cools craint que l'expression « revoir le prix du stationnement » soit une manière édulcorée d'envisager son augmentation.

Le groupe Uccle en avant émet donc un vote négatif sur cet amendement.

L'amendement du Collège est approuvé par l'assemblée.

M. le Président du Conseil invite l'assemblée à passer au vote sur l'ensemble du plan.

M. Cools, tout en admettant que ce plan comporte des mesures positives, estime que le volet Mobilité aurait dû se limiter à un simple renvoi au Plan communal de mobilité et qu'il n'y avait pas lieu d'évoquer Good Move dans le cadre de ce plan Climat.

Dès lors, le groupe Uccle en avant opte pour l'abstention.

M. Hayette signale qu'au sein du groupe socialiste, il y aura deux abstentions et un vote positif, ce dernier étant émis par M. Norré.

Les abstentions sont motivées par le sentiment que le plan doit être amélioré afin d'être vraiment réalisable.

M. De Bock précise que le groupe DéFI vote contre le plan Climat en raison de l'absence de budgétisation et de priorisation.

Le plan Climat est adopté par l'assemblée.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 28 votes positifs, 3 votes négatifs, 5 abstentions.

Non : Emmanuel De Bock, Odile Margaux, Jacques Spelkens.

Abstentions : Hans Marcel Joos Van de Cauter, Marc Cools, Bernard Hayette, Véronique Lederman-Bucquet, Leïla Kabachi.

Klimaatactieprogramma (KAP).- Goedkeuring van het luik "grondgebied" van het KAP

De raad,

Gelet op de algemene beleidsverklaring, die vermeldt: "De toekomst voorbereiden houdt in dat een gemeente rekening moet houden met de klimaatwijziging. Bijna 60 % van de maatregelen om de klimaatwijziging een halt toe te roepen en zich aan te passen liggen namelijk op gemeentelijk niveau" en prioriteit geeft aan de burgerinspraak;

Gelet op de aanneming door de raad van 22 oktober 2009 van de Lokale Agenda 21, het duurzaam actieplan van onze gemeente dat de voortdurende verbintenis ervan vertaalt om de millenniumdoelstellingen voor de ontwikkeling (MDG) te concretiseren;

Gelet op de eenparige goedkeuring van de motie "Ambitie tonen om de klimaatwijziging te bestrijden" door de gemeenteraad van 7 februari 2019 en van de motie "Klimaat- en milieunoodtoestand" door de gemeenteraad van 24 oktober 2019, die ertoe strekt "tegen 2050 zo veel mogelijk koolstofneutraal te zijn", en de eerste stap om deze doelstelling te bereiken erin bestaat om tegen 2030 de uitstoot van broeikasgassen met 50 % te doen dalen;

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 28 januari 2021 tot goedkeuring van de overeenkomst tussen Leefmilieu Brussel en de gemeente in het kader van de projectoproep "Klimaatactie" van 2020 voor de toekenning van een subsidie van € 150.000 voor de opmaak van een Klimaatactieprogramma (KAP) over een periode van 2 jaar, van januari 2021 tot december 2022;

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 29 november 2022 tot goedkeuring van het bijvoegsel bij deze overeenkomst om de subsidieperiode te verlengen tot 30 juni 2023;

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 13 december 2022 tot goedkeuring van de overeenkomst tussen Leefmilieu Brussel en de gemeente in het kader van de projectoproep "Klimaatactie" van 2022 voor de toekenning van een subsidie van € 130.000 voor de versterking van de invoering van het KAP, in samenhang met de inspraak en de transversaliteit van verschillende spelers, over een periode van 2 jaar;

Overwegende dat het KAP als doel heeft om een reeks acties voor te stellen om de directe (bijvoorbeeld met betrekking tot mobiliteit en gebouwen) en indirecte (bijvoorbeeld met betrekking tot voeding en afval) uitstoot van broeikasgassen veroorzaakt door de activiteiten, inwoners en gebruikers van het grondgebied (luik "grondgebied" van het plan) enerzijds en door de activiteiten van alle gemeentelijke structuren (luik "bestuur" van het plan) anderzijds te doen dalen;

Overwegende dat het KAP ook als doel heeft om een reeks acties voor te stellen om het grondgebied aan te passen aan de onvermijdelijke gevolgen van de klimaatverandering, zoals de toenemende frequentie van overstromingen en

hittegolven of het intensere fenomeen van stedelijke hitte-eilanden;

Aangezien het college van burgemeester en schepenen in zitting van 13 juli 2021 de opmaak van een balans van de uitstoot van broeikasgassen van het grondgebied en van het bestuur toegewezen heeft aan studiebureau Factor-X, dat al een eerste balans opgemaakt had in 2009;

Overwegende dat deze balans van de uitstoot van broeikasgassen voorgesteld werd aan het college op 14 december 2021 en aan de raad tijdens de commissie op 22 september 2022;

Overwegende dat het reglement van het Burgerparlement voor het Klimaat (BPK), goedgekeurd door de gemeenteraad op 30 september 2021, voorziet dat het als doel heeft structurende maatregelen te definiëren om in een geest van sociale rechtvaardigheid tegen 2030 de uitstoot van broeikasgassen met minstens 50 % te doen dalen ten opzichte van 2007, alsook aanpassingsmaatregelen aan de gevolgen van de klimaatverandering op het grondgebied van Ukkel;

Overwegende dat hetzelfde reglement ook voorziet dat het BPK om deze opdracht tot een goed eind te brengen hoogstens 15 acties voorstelt om de koolstofvoetafdruk van de gemeente te verkleinen, dat de gemeenteraad op voorstel van het college zal bepalen welke acties (minstens de helft) uitgevoerd moeten worden en dat de projectkeuze het voorwerp zal uitmaken van een beargumenteerde communicatie;

Overwegende dat het Burgerparlement voor het Klimaat (BPK), begeleid door studiebureau Factor-X, hiervoor 8 keer samengekomen is, waaraan tussentijdse vergaderingen, lezingen en opzoekwerk tussen elke vergadering toegevoegd moet worden, dat deze momenten aaneengeschakeld in totaal ongeveer vijftig uur werk per persoon vertegenwoordigen;

Overwegende het werk van het BPK, bestaande uit 13 actiefiches om de uitstoot van broeikasgassen op het grondgebied te doen dalen en het grondgebied aan te passen aan de gevolgen van de klimaatverandering, voorgesteld aan het college op 13 juli 2022 en aan de raad tijdens de commissie van 22 september 2022;

Overwegende dat dit werk onderworpen werd aan de analyse van de betrokken departementen, diensten en schepenen;

Overwegende dat de actiefiches aangepast werden door de Milieudienst, steeds in overleg met de betrokken diensten, op basis van de opmerkingen en voorstellen tot wijziging uit deze analyse, meer bepaald op vlak van haalbaarheid en ambitie;

Overwegende eveneens dat de twee actiefiches voorgesteld door het BPK met betrekking tot de financiële aspecten, een onvermijdelijk thema, grondig herschreven werden om in overeenstemming te zijn met de opdrachten van de gemeente en de middelen die ze ter beschikking heeft, om te leiden tot de opmaak van een nieuwe actiefiche;

Overwegende dat er ten slotte een consensus gevonden werd om de haalbaarheid en de ambitie van de voorstellen van het BPK te verzekeren;

Gelet op de beslissing van het college van 28 maart 2023 tot bekrachtiging van de 10 actiefiches voorgesteld door het BPK en de bijlagen ervan om ze te integreren in het KAP, waaronder 9 actiefiches met betrekking tot het luik "grondgebied" van het KAP:

- AA2: Een netwerk van koelte-eilanden creëren met prioriteit voor kansarme wijken
- AA3: De verharde bodems doorlatend maken en in hun natuurlijke toestand herstellen, met een prioriteit voor de speelplaatsen van scholen
- EA1: De toegang van de consumenten tot duurzame producten en diensten vergemakkelijken
- EA2: De economische transitie van de Ukkelse ondernemingen vergemakkelijken
- EG1: De uitstoot van broeikasgassen van de gebouwen doen dalen
- MT1: De verplaatsingen te voet en met de fiets en de andere alternatieven voor de individuele auto doen toenemen
- MT2: Ondernemingen ondersteunen in de decarbonisatie van hun logistiek
- FE1: Een strategie invoeren om de koolstofvoetafdruk die samenhangt met de finance

te verkleinen

DS1: De digitale soberheid uitrollen op het volledige grondgebied;

Overwegende dat er een feedbacksessie voor de leden van het BPK georganiseerd werd op 30 mei 2023 om deze 9 aangepaste actiefiches voor te stellen en dat het resultaat positief onthaald werd, middels een reeks opmerkingen in de bijlagen;

Overwegende dat deze 9 actiefiches met betrekking tot het luik "grondgebied" niet alle in het KAP op te nemen thema's dekken die een ambitieus KAP mogelijk maken op vlak van minder uitstoot van broeikasgassen en aanpassing en dat er bijgevolg 5 aanvullende actiefiches opgesteld werden door de Milieudienst, in samenwerking met de betrokken diensten, departementshoofden en schepenen en met het studie bureau;

Gelet op de beslissing van het college van 29 augustus 2023 tot bekrachtiging van 5 aanvullende actiefiches voor het luik "grondgebied" en de bijlagen ervan om ze te integreren in het KAP:

AA1: Overstromingen bestrijden

SL1: De duurzame voedselproductie in het stedelijk milieu en in de rand ontwikkelen en ondersteunen

EG2: Hernieuwbare energiebronnen en energiedelen ontwikkelen door de energiezuinigheid aan te nemen

SE1: De Ukkelaars sensibiliseren voor de klimaat- en milieu-uitdagingen

ZW1: De afvalbronnen van het grondgebied beperken en lokaal opwaarderen;

Overwegende dat aan de vergadering voorgesteld wordt het luik "grondgebied" van het KAP, bestaande uit deze 14 actiefiches en de bijlagen ervan, goed te keuren;

Overwegende dat al deze fiches geraadpleegd werden door de betrokken departementen en diensten en dat het directiecomité een gunstig advies geformuleerd heeft over deze fiches;

Overwegende dat alle lopende of geplande acties en alle waardevolle huidige dynamieken in de fiches geïntegreerd werden;

Overwegende dat er een burgerraadpleging om voorstellen van maatregelen voor het KAP te verzamelen gelanceerd werd via het platform "MyOpinion" en dat er een bus geplaatst werd in het Administratief Centrum en tijdens de Autoloze zondag 2022 en dat de meeste voorstellen aansloten bij de voorstellen in de fiches van het BPK;

Overwegende de volgende bijlagen van het luik "grondgebied" van het KAP:

Bijlage 1: Kaart met de kwetsbaarheden van de gemeente Ukkel voor de klimaatverandering (ULB)

Bijlage 2: Kaart met de huidige en potentiële koelte-eilanden op het grondgebied (ULB)

Bijlage 3: Commentaar van het BPK na de voorstelling van de aangepaste voorstellen van 30 mei 2023;

Overwegende dat de actiefiches van het luik "bestuur" uitgeschreven worden door de Milieudienst in samenwerking met de betrokken diensten, gebaseerd op de workshops met de gemeenteamttenaars, en dat ze later ter goedkeuring aan de vergadering voorgelegd zullen worden;

Beslist:

Het luik "grondgebied" van het Klimaatactieprogramma en de bijlagen ervan goed te keuren.

***Schepen De Brouwer** legt uit dat het plan gebaseerd is op een analyse van zowel de koolstofbalans die door het adviesbureau is opgesteld als de gegevens over de directe uitstoot van broeikasgassen die door Leefmilieu Brussel zijn gemeten.*

Volgens de schepen moet de gemeente haar aandacht richten op alle gebieden waar ze actie kan ondernemen.

De koolstofbalans identificeert de prioritaire actiegebieden van het klimaatplan: financieel erfgoed, mobiliteit en steun voor het "koolstofarm" maken van bedrijven.

Het plan, dat in 14 fiches is opgenomen, omvat 78 acties om broeikasgassen te verminderen in gebieden zoals economische activiteiten, stadslandbouw, energiebeheer van gebouwen, mobiliteit, financieel erfgoed en zero waste, en om het Ukkelse grondgebied aan te passen aan het risico van overstromingen door de natuur terug te brengen in bebouwde gebieden en koele eilanden te creëren.

Het plan wil ook kwetsbare groepen zoals kinderen, ouderen en kansarmen beter beschermen.

Het stelt ook originele oplossingen voor om de volksgezondheid te bevorderen, economische activiteiten te verplaatsen en de biodiversiteit te ondersteunen.

De sensibiliseringsfiche voor de Ukkelaars verbindt alle fiches met elkaar en blijkt de essentiële basis te zijn om de burgers te laten deelnemen aan de initiatieven van de gemeente.

Volgens mevr. De Brouwer is het plan zowel realistisch als visionair.

***De h. Hayette** is van mening dat elk initiatief om klimaatverandering tegen te gaan een stap in de goede richting is.*

Hij betreurt het echter dat de gemeenteraadsleden niet nauwer betrokken zijn geweest bij de besluitvorming.

Het is waar dat de gemeenteraadsleden de mogelijkheid hadden om deel te nemen aan de burgerbijeenkomsten, maar de "specialisten" die tijdens deze bijeenkomsten het woord voerden, maakten opmerkingen die echt "out of touch" waren, volledig losgekoppeld van de sociale realiteit die door veel burgers wordt ervaren. De h. Hayette beschrijft deze ervaring door te verwijzen naar een recente filmproductie waarin de aanhangers van bepaalde, tot in het absurde radicale milieutheorieën met ironie worden geparodieerd. Hij geeft toe enkele Ukkelse vertegenwoordigers in de film te herkennen.

Over het algemeen zijn de voorgestelde maatregelen in dit klimaatplan een beetje van alles. Hoewel hij erkent dat er veel werk is verzet, vindt hij dat het plan te vaak wordt gereduceerd tot een reeks gemeenplaatsen en abstracte voorstellen op basis van onrealistische ideologische veronderstellingen.

De milieueisen die aan bedrijven worden gesteld zijn dusdanig dat men vreest voor bedrijfsverplaatsingen, waardoor Ukkel zowel een economische woestijn als een renteniersdorp zou worden.

De h. Hayette betreurt ook dat er nauwelijks sociale maatregelen zijn om mensen te ondersteunen die niet over voldoende middelen beschikken om hun flat te isoleren of een minder vervuulende auto aan te schaffen.

***Mevr. Czekalsi** wijst erop dat het klimaatakkoord van Parijs de verbintenis bevat om tegen 2050 koolstofneutraliteit te bereiken.*

Dit klimaatactieplan stelt voor om de uitstoot van broeikasgassen door gemeentelijke infrastructuur en bewoners te verminderen. Deze omvatten zowel directe emissies (van gebouwen en mobiliteit) als indirecte emissies (van afval, voedsel enz.).

Er werden veertien fiches opgesteld in overleg met de Klimaatvergadering van de burgers, de gemeentediensten en het college. De laatste twee hebben de haalbaarheid en de uitvoering op gemeentelijk niveau van de burgervoorstellen geanalyseerd.

De MR is van mening dat er een evenwicht moet worden gevonden tussen fundamentele individuele vrijheden, milieukwesties en sociaaleconomisch welzijn.

De gemeente Ukkel heeft de klimaatnoodsituatie niet afgewacht om actie te ondernemen. Mevr. Czekalski vermeldt de goedkeuring van Agenda 21, het systematisch herplanten van bomen nadat ze gekapt zijn, het nieuwe administratieve centrum met zijn opmerkelijke energieprestaties, de aanleg van gewestelijke

fietsroutes, de strijd tegen bodemafdekking enz.

De strijd tegen de schadelijke effecten van de betonnering en verdichting van steden gaat gepaard met het vergroenen van de stedelijke ruimte.

Deze vergroening heeft onmiskenbare voordelen. Het verbetert de luchtkwaliteit door vervuilende stoffen te absorberen en zuurstof te produceren, het reguleert de temperatuur door de lucht te koelen en de zonnestraling te verminderen, het vermindert het risico op overstromingen door water te absorberen, het verbetert de esthetiek van steden door aantrekkelijke ruimtes te creëren en het beschermt de biodiversiteit door habitats voor flora en fauna te creëren.

De MR steunt dit klimaatplan en is van plan het uit te voeren.

***De h. Cools** is van mening dat het recht op een gezond milieu een mensenrecht is. We kunnen niet ongevoelig blijven voor het schadelijke effect van vervuiling op de volksgezondheid.*

De opwarming van de aarde is een onmiskenbare realiteit. De gemiddelde temperatuurstijging sinds het pre-industriële tijdperk kan worden geschat op 1,4°C.

Hoewel menselijke activiteit niet de enige oorzaak is van de opwarming van de aarde, kan het verminderen van de uitstoot zeker helpen om de situatie te verbeteren.

In dit opzicht onderschrijft de h. Cools de doelstelling om de koolstofuitstoot tegen 2030 te halveren. Maar hij geeft toe sceptischer te zijn over het mogelijke vooruitzicht van totale koolstofneutraliteit op de lange termijn, zelfs als we moeten streven naar koolstofneutraliteit.

Op dit gebied heeft het gemeentebestuur in het verleden geen inertie getoond en mevr. Czekalski heeft daar terecht op gewezen.

De h. Cools verwelkomt het feit dat een deel van de energie voor het nieuwe administratieve gebouw zal worden opgewekt met behulp van warmte uit de riolen. Hij is ook blij dat het zwembad is uitgerust met een dechloreringsstelsel. De gemeente Ukkel heeft een pioniersrol vervuld bij het implementeren van deze technologische innovaties. Deze voorbeelden tonen aan dat nieuwe technologieën ook kunnen bijdragen aan de strijd tegen de opwarming van de aarde.

Ukkel was ook de eerste gemeente die een 'zero pesticide'-beleid invoerde op haar begraafplaatsen.

De h. Cools herinnert eraan dat de Lokale Agenda 21 voor duurzame ontwikkeling in oktober 2009 werd aangenomen, na twee jaar werk. Dit plan, dat 103 acties omvatte, was veel ambitieuzer dan het plan dat vandaag ter goedkeuring aan de gemeenteraad werd voorgelegd.

Hij betreurt dat deze Lokale Agenda 21 niet werd geëvalueerd tijdens deze zittingsperiode, terwijl dat wel het geval was in 2011, 2012, 2013, 2014 en 2017.

Hij had graag gezien dat fruitconsumptie was opgenomen in het Klimaatplan. Hij betreurt de gewoonte om fruit buiten het seizoen te eten, waarvoor een heel importproces nodig is dat bijzonder schadelijk is voor het milieu.

Hij herinnert zich dat toen hij jong was, mensen melkflessen meenamen: er moet zeker werk worden gemaakt van het veranderen van het gedrag van mensen en van de organisatie van distributiecircuiten om plastic flessen, blikjes enz. zoveel mogelijk te vermijden.

Het Klimaatplan bevat een hoofdstuk over financiën, waartegen Uccle en avant zich niet zal verzetten. De h. Cools is het ermee eens dat de financiering van duurzame activiteiten moet worden aangemoedigd, maar dringt aan op voorzichtigheid op dit gebied.

Als voorbeeld noemt hij de wapenindustrie, waarvan de duurzaamheid of niet-duurzaamheid in twijfel kan worden getrokken. Maar in de huidige context is het absoluut noodzakelijk om deze industrie te financieren. De pers heeft er ook op gewezen dat er lopende contracten zijn tussen de regering en Fabrique Nationale voor de levering van munitie voor een totaalbedrag van anderhalf miljard euro en dit

militaire materiaal is niet alleen essentieel om de verdediging van België te verzekeren maar ook om de Oekraïners te helpen die vechten voor hun vrijheid.

De meerderheid stelt voor om de mogelijkheid te onderzoeken om gemeentelijke leningen te gebruiken om bepaalde investeringen te financieren. De h. Cools heeft zelf gewerkt in organisaties die leningen verstrekten en nodigt het college uit om hier voorzichtig mee om te gaan.

Fiche MT1 van het document stelt dat het noodzakelijk is om meer te wandelen, fietsen en andere alternatieven voor de eigen auto te gebruiken.

De h. Cools is het uiteraard eens met deze doelstelling en wijst erop dat de raad in zijn vergadering van 28 september het gemeentelijk mobiliteitsplan heeft goedgekeurd. Uccle en avant stemde tegen het plan maar vond niet dat alles in het plan verworpen moest worden.

Maar ook al is het denkbaar om in een klimaatplan een aantal bepalingen op te nemen om bijvoorbeeld bedrijven te ondersteunen bij het decarboniseren van hun logistiek, dan nog is het voor de h. Cools onlogisch om er een heel mobiliteitsluik in op te nemen, aangezien de raad amper drie weken geleden een gemeentelijk mobiliteitsplan heeft goedgekeurd waarvan sommige maatregelen in tegenspraak zijn met de mobiliteitsmaatregelen van het klimaatplan dat vanavond ter stemming aan de gemeenteraad wordt voorgelegd! Bovendien komen bepaalde mobiliteitspunten voor in het klimaatplan terwijl ze ontbreken in het gemeentelijk mobiliteitsplan.

Deze duidelijke inconsistentie zal de h. Cools ertoe aanzetten om voor dit punt een amendement in te dienen. Ook tijdens de commissievergaderingen heeft hij aangegeven dit punt te willen amenderen.

De h. Cools heeft er in de commissie met name op gewezen dat in het document de volgende bepaling letterlijk wordt genoemd:

"Réduire les places de parking pour les véhicules thermiques et les non-résidents d'un quartier, augmenter les tarifs horodateurs pour les non-résidents d'un quartier et pour les voitures thermiques".

De h. Cools is verbaasd over het uitblijven van een reactie van de MR-vertegenwoordigers op deze maatregel.

Het college had in de commissie aangegeven dat deze zin herzien zou worden.

De h. Cools ontving vanochtend een e-mail met de mededeling dat twee van zijn drie amendementen door middel van herformulering waren overgenomen. Maar het college was niet zo vriendelijk hem te laten weten dat de tekst was gewijzigd.

Bij het vergelijken van de tekst die maandag in de commissie werd besproken en de tekst die vandaag werd gepresenteerd, merkte de h. Cools een verandering op in fiche MT1, waarin niet langer sprake is van het "réduire" van bepaalde parkeerplaatsen, maar van het "adapter" van het parkeren, en een dergelijke verandering is verre van verwaarloosbaar.

Hij betreurt deze situatie, vooral omdat het mobiliteitsgedeelte van het document ontoereikend is.

Een consensus zou mogelijk zijn geweest als eenvoudigweg naar het gemeentelijk mobiliteitsplan was verwezen.

De h. Junqué wijst erop dat Ecolo vorige maand in het kader van de burgerinterpellatie de kans heeft gekregen om zich uit te spreken over klimaatverandering.

Er is nu een wetenschappelijke consensus dat klimaatverandering voornamelijk te wijten is aan menselijke activiteit. Deze omwenteling vormt een reële bedreiging voor de planeet en zou volgens voorspellingen van het Europees Milieuagentschap in de nabije toekomst 90.000 doden kunnen veroorzaken.

Deze situatie vraagt om zowel een individueel als collectief antwoord, waaronder het vergroten van het aandeel openbaar vervoer en actieve vervoersmiddelen, het eten van meer plantaardig voedsel, het verbruiken van minder

en groenere energie en het recyclen van afval.

De h. Junqué is verheugd over dergelijke elementen in het voorgestelde plan, vooral omdat de sociale dimensie niet is vergeten.

Hij citeert de Braziliaanse vakbondsman Chico Mendes, die een leidende figuur was in de strijd tegen ontbossing in het Amazonegebied: "Ecologie zonder klassenstrijd is gewoon tuinieren".

Aangezien de effecten van vervuiling en klimaatverandering het sterkst gevoeld worden door achtergestelde groepen, zijn de invoering van een fiche om een koelte-eiland te creëren, met prioriteit voor kwetsbare wijken, en de opwaardering van schoolterreinen bijzonder welkome initiatieven.

Hij benadrukt ook dat er rekening is gehouden met burgerinspraak, aangezien 9 van de 13 acties die zijn voorgesteld door de Klimaatvergadering van burgers zijn opgenomen in het deel grondgebied van het huidige plan.

In dit verband noemt hij de volgende elementen: toegang tot gezond, lokaal voedsel door het aantal gezinsmoestuinen te vergroten en fruitbomen te planten in openbare ruimtes, het democratiseren van de energiemarkt door "energiegemeenschappen", het verlagen van de energierekening door gebouwen beter te isoleren, het verbeteren van de luchtkwaliteit (en dus het verminderen van vroegtijdige sterfgevallen) door meer te voet, op de fiets en met het openbaar vervoer te reizen, en het herverdelen van onverkocht voedsel.

De gemeente moet een eigen klimaatplan hebben: Ukkel moet deel uitmaken van een ambitieus traject in een Brusselse context waarin alle gemeentes betrokken zijn bij het opstellen of uitvoeren van zo'n plan.

Om deze verschillende redenen steunt Ecolo dit punt.

De h. De Bock is verheugd over de inspanningen die zijn geleverd om dit plan op te stellen maar betreurt het dat de informatie verspreid is over verschillende documenten. Hij had liever één gestructureerd document gezien dat het hele klimaatplan omvat.

Hij begrijpt niet goed hoe het plan zich verhoudt tot het werk van Factor X over de CO2-voetafdruk van de gemeente. De milieuprestaties van de gemeente zijn verre van optimaal, aangezien de koolstofvoetafdruk de neiging heeft om toe te nemen.

Tijdens gesprekken met vertegenwoordigers van Factor X werden radicale maatregelen besproken, zoals het volledig uitbannen van auto's, maar ook maatregelen met een beperktere impact, die in combinatie met andere maatregelen tot vergelijkbare resultaten zouden kunnen leiden.

De h. De Bock is vooral kritisch over het ontbreken van een systematische financiële beoordeling van de ecologische impact van de voorgestelde acties. Wat zijn in de catalogus van 78 acties, verdeeld in 14 fiches, de concrete acties die het college van plan is uit te voeren, gelet op de vrij te maken financiële middelen?

Naast specifieke praktische maatregelen vermeldt het plan adviezen zoals de noodzaak voor ouderen om gehydrateerd te blijven tijdens hittegolven. Volgens de h. De Bock zijn dit maatregelen om de gevolgen van de opwarming van de aarde tegen te gaan maar zijn ze geen onderdeel van een klimaatplan als zodanig.

Het plan lijkt daarom niet veel meer dan een bonte verzameling van goede bedoelingen.

Bovendien zijn de resultaten vaak mager: het document vermeldt bijvoorbeeld dat er sinds 2021 32 aardbeiplanten en 2.196 struiken zijn geplant maar verzuimt te vermelden dat er veel bomen zijn gekapt als gevolg van vastgoedontwikkeling. De h. De Bock haalt het voorbeeld aan van het Manoir Pirenne waar het aantal te kappen bomen 90 bedroeg in de initiële vergunning en 68 in de wijzigingsvergunning.

Niet alles is negatief maar aangezien de tekst verre van volledig is, zal DéFI tegen dit punt stemmen.

Schepen De Brouwer wijst erop dat de documenten ruim van tevoren zijn verstuurd: de gemeenteraadsleden hebben twee weekenden de tijd gehad om ze te bestuderen vóór de gemeenteraadsvergadering. Zij begrijpt dat er inhoudelijke meningsverschillen zijn maar betreurt het standpunt van de h. Hayette dat de gemeenteraadsleden onvoldoende betrokken zijn geweest.

De bepalingen van de fiche "De economische transitie van de Ukkelse ondernemingen vergemakkelijken" geven aan dat de gemeente niet rechtstreeks verantwoordelijk is, maar dat ze de gewestelijke acties zoveel mogelijk zal ondersteunen om deze overgang te vergemakkelijken.

De h. Cools zei dat het plan niet ambitieus genoeg was en riep op tot het schrappen van een belangrijk centraal punt met betrekking tot mobiliteit. Mobiliteit is echter een van de enige gebieden waar de directe uitstoot van broeikasgassen niet wordt verminderd.

Schepen De Brouwer kan de volledige schrapping van de fiche Mobiliteit niet aanvaarden. Aangezien deze fiche zich beperkt tot het specificeren van een reeks doelstellingen in relatie tot een klimaatplan, vormt het een aanvulling op het gemeentelijk mobiliteitsplan.

Ze herinnert ons er ook aan dat de mobiliteitsacties gepland waren in het kader van Agenda 21, die werd goedgekeurd toen de h. Cools schepen was. Hoewel de gemeente toen al een gemeentelijk mobiliteitsplan had, heeft het huidige college er tijdens deze legislatuur niet voor gekozen om gewoon naar dit plan te verwijzen. Het huidige college blijft dus coherent en treedt in de voetsporen van eerdere meerderheden.

Schepen De Brouwer gaf toe dat de wijzigingen in fiche MT1, als onderdeel van een amendement van het college, te laat per e-mail waren verstuurd.

Dit amendement verduidelijkt wat wordt bedoeld met wegvervoer door het invoegen van een haakje waarin wordt vermeld: vrachtwagens, bestelwagens, bussen, tweewielers en auto's.

Het eerste streepje, dat betrekking heeft op parkeren, wordt als volgt gewijzigd:

"Om comfortabele voetpaden (overeenkomstig de GSV – minstens 1,5 meter breed – en het verkeersreglement – afstand van 5 meter voor een voetgangersoversteekplaats) en horecaterrassen te garanderen, het aantal parkeerplaatsen voor auto's aanpassen, rekening houdend met de personen met specifieke behoeften (bijvoorbeeld personen met een handicap)".

Het tweede streepje wordt als volgt gewijzigd:

"In toepassing van de wetten en reglementen die goedgekeurd zijn door het gewest de prijs voor het parkeren van voertuigen herzien, rekening houdend met de personen met specifieke behoeften. De prijs van het parkeren aanpassen aan het type voertuig (meer of minder vervuilend/koolstofuitstotend) en/of aan de grootte/het gewicht ervan.".

Schepen De Brouwer betreurt dat de h. Cools informatie over deze punten heeft verspreid op de netwerken en op de website van Uccle en avant zonder de hele paragraaf te reproduceren, wat zou suggereren dat het college van plan is het aantal parkeerplaatsen te verminderen voor het plezier.

Als bepaalde elementen uit de bijlagen afzonderlijk worden genomen, kunnen ze de verkeerde indruk wekken dat de gemeente weinig doet, terwijl ze in feite heel veel doet.

De koolstofbalans, uitgevoerd door het adviesbureau Factor X, en de gegevens van Leefmilieu Brussel vormen de basis waarop een koolstofcijfer kan worden bepaald.

De fiche die waarschijnlijk de grootste impact zal hebben op de vermindering van broeikasgassen is dat van het financieel erfgoed, aangezien het aandeel van de

uitstoot van deze sector volgens de studie van Factor X op 40% kan worden geschat.

Het zou voorbarig zijn om een cijfer te geven voor de acties die momenteel gevalideerd worden, aangezien er geen consensus bestaat tussen de gemeentes en het Gewest over de berekeningsmethode.

Elsene is immers de enige gemeente die de acties in haar klimaatplan heeft becijferd. Bovendien was deze oefening helemaal niet systematisch en werd ze uitgevoerd na de stemming over het klimaatplan.

Om 18.52 uur ontving **de h. Cools** de e-mail van schepen De Brouwer waarin werd aangekondigd dat de tekst was herzien, op een moment dat de gemeenteraadsvergadering al was begonnen en de vertegenwoordigers druk bezig waren met andere taken naast het lezen van e-mails: het in acht nemen van een minuut stilte, de burgerinterpellatie enz.

De h. Cools was geschokt door deze procedure en betreurde deze des te meer omdat het waarschijnlijk niet moeilijk zou zijn geweest om een consensus te bereiken over 13 van de 14 fiches.

De h. Cools betreurt met name het gebrek aan precisie in de gegevens die in het document worden genoemd.

De collega van Ecolo die het woord voerde en die, naar wat hij zei, een aanhanger van de klassenstrijd leek te zijn, had het over "energiegemeenschappen". Dit is een uitstekend voorstel. De h. Cools heeft twee of drie jaar geleden al vragen gesteld aan het college over dit onderwerp en kan alleen maar zeggen dat het nog steeds stil ligt.

De h. Cools erkent echter dat er een aantal goede voorstellen in dit actieprogramma staan, zoals de koelte-eilanden en het lokaal recyclen van afval.

Hij erkent ook dat de documenten 15 dagen voor de gemeenteraadsvergadering zijn verstuurd. Maar als men gemeenteraadsleden echt wilt betrekken bij het besluitvormingsproces, is het niet genoeg om met een kant-en-klaar plan te komen waarvoor slechts een paar wijzigingen worden getolereerd. Gezamenlijke discussies moeten ruim van tevoren worden gehouden.

En over het algemeen is de h. Cools op dit gebied meer voorstander van positieve dan van bindende maatregelen.

De h. Junqué is verontwaardigd over de insinuaties van de h. Cools. Zijn citaat was alleen bedoeld om het belang van ecologische kwesties te onderstrepen.

Het was niet de bedoeling van **de h. De Bock** om een karikatuur van de situatie te maken toen hij bepaalde bijlagen citeerde, maar hij vindt toch dat er soms sprake is van een zekere mate van amateurisme.

Voor de h. De Bock is het essentieel om de voorgestelde maatregelen op een rijtje te zetten, en niet alleen in termen van hun financiële impact: er moet ook rekening worden gehouden met de gevolgen van de demografische groei van de Ukkelse bevolking in de afgelopen 10 jaar.

Deze demografische groei kan positief of negatief worden beoordeeld, afhankelijk van de vraag of we rekening houden met de ontvangsten uit gemeentebelastingen of de milieu-impact van nieuwe gebouwen.

Hoewel de wijkcomités de aandacht vestigen op deze kwestie, gaat het klimaatplan nooit in op de schadelijke effecten van verleende vergunningen op het milieu (ook al spreekt het voor zich dat bouwen in principe niet slecht is).

De h. De Bock vindt het klimaatplan onvolledig.

Hij wijst er ook op dat het onmogelijk is om een document van 200 pagina's in een week te amenderen.

De h. Norré denkt dat het mogelijk was geweest om een ambitieuzer plan op te

stellen maar we moeten eerlijk genoeg zijn om te erkennen dat er enorm veel op het spel staat.

Hij benadrukt de noodzaak om een sociale dimensie op te nemen in het klimaatplan. Zouden de parkeertarieven niet gemoduleerd kunnen worden op basis van de prijs van het voertuig in kwestie en meer in het algemeen op basis van de rijkdom van de betrokkenen?

Hij vindt het voorstel om de Ukkelse burgers aan te moedigen hun spaargeld te investeren in een lokaal ecologisch transitieproject bijzonder vernieuwend.

Schepen De Brouwer antwoordt dat het amendement van het college, dat voor het begin van de vergadering uit haar mailbox is vertrokken, verre van erg complex is. En het is al voorgekomen dat amendementen tijdens de vergadering werden ingediend.

Ze wil de kritiek op het te laat indienen van dit amendement dan ook graag relativeren.

I.v.m. energiegemeenschappen, die volgens de h. Cools zijn stilgevallen, prijst ze het werk dat haar collega schepen Biermann op dit gebied heeft verricht: gemeentelijke gebouwen zijn momenteel onderwerp van een haalbaarheidsstudie om dit soort systemen te ontwikkelen.

Ze vindt het moeilijk om de bewering te accepteren dat raadsleden onvoldoende betrokken zijn geweest bij het opstellen van het plan. Het is tenslotte niet de eerste keer dat we in deze vergadering over klimaatverandering praten!

Zoals een van de amendementen van de h. Cools ons eraan herinnert, is deze kwestie al het onderwerp geweest van twee moties die unaniem zijn aangenomen door de gemeenteraad.

Sterker nog, de inhoud van deze moties, die het onderwerp waren van breed overleg binnen de raad, is terug te vinden in dit klimaatplan.

Het document zelf is geen 200 pagina's lang. Het kan langer worden als we alle bijlagen meerekenen, rekening houdend met het feit dat elementen die al in de moties waren opgenomen, erin zijn verwerkt.

Schepen De Brouwer deelt de interesse van de h. Norré om het spaargeld van burgers te investeren in de lokale ecologische transitie. Projecten van deze aard die momenteel in Etterbeek lopen, zullen worden geanalyseerd om na te gaan of het mogelijk is zich hierdoor te laten inspireren.

Schepen De Brouwer stelt voor dat de vergadering stemt over het amendement van het college tot wijziging van fiche MT1 over mobiliteit, dat zij zo vrij was te herlezen.

Er wordt voorgesteld de verklaring te wijzigen door na "wegverkeer" de volgende lijst tussen haakjes te plaatsen: vrachtwagens, bestelwagens, bussen, tweewielers, auto's.

Er wordt voorgesteld het eerste streepje met betrekking tot parkeren als volgt te wijzigen:

"Om comfortabele voetpaden (overeenkomstig de GSV – minstens 1,5 meter breed – en het verkeersreglement – afstand van 5 meter voor een voetgangersoversteekplaats) en horecaterrassen te garanderen, het aantal parkeerplaatsen voor auto's aanpassen, rekening houdend met de personen met specifieke behoeften (bijvoorbeeld personen met een handicap)."

Er wordt voorgesteld het tweede streepje als volgt te wijzigen:

"In toepassing van de wetten en reglementen die goedgekeurd zijn door het gewest de prijs voor het parkeren van voertuigen herzien, rekening houdend met de personen met specifieke behoeften. De prijs van het parkeren aanpassen aan het type voertuig (meer of minder vervuilend/koolstofuitstotend) en/of aan de grootte/het gewicht ervan."

De h. Cools interpelleert de voorzitter van de raad omdat hij niet helemaal begrijpt hoe het werk van de gemeenteraad in zijn werk ging.

Over amendementen wordt over het algemeen gestemd in de volgorde van de tekst.

Er wordt nu echter een resolutie, inclusief "vu" en overwegingen, aan de gemeenteraad voorgelegd.

De h. Cools heeft drie amendementen op deze "vu" en overwegingen ingediend.

De eerste twee gaan niet over mobiliteit en de h. Cools heeft begrepen dat mevr. De Brouwer bereid is deze te steunen, mits een van de amendementen anders wordt geformuleerd.

Het derde amendement betreft de overwegingen met betrekking tot mobiliteit.

De h. Cools vindt dat de amendementen in de volgorde van de tekst moeten worden behandeld.

Hij wijst er ook op dat het in de traditie van vergaderingen gebruikelijk is om eerst over het meest radicale amendement te stemmen.

Het zou geen zin hebben om te stemmen over wat schepen De Brouwer zojuist heeft gezegd als de vergadering besluit om te stemmen over het feit dat er in dit document geen enkel element met betrekking tot mobiliteit moet worden opgenomen.

De voorzitter van de raad antwoordt dat hij noch mevr. De Brouwer bezwaren hebben tegen het verzoek van de h. Cools.

Hij wijst er echter op dat mevr. De Schepen, alvorens haar amendement voor te lezen, heeft gevraagd of er overeenstemming was om met dit amendement te beginnen en dat de h. Cools toen niet heeft gereageerd.

De voorzitter van de raad en mevr. De Brouwer zijn echter volkomen bereid om met de amendementen van de h. Cools te beginnen.

De h. Cools antwoordt dat dit hem logisch lijkt.

De voorzitter van de raad geeft het woord aan de h. Cools voor amendement 1.

De h. Cools legt uit dat amendement 1 alleen bedoeld is om in de tekst een verwijzing op te nemen naar de eerste motie over de strijd tegen de opwarming van de aarde, die in februari 2019 unaniem is aangenomen.

Deze motie, die het resultaat is van een initiatief van de h. Cools en medeondertekend is door alle fractieleiders, bevestigt de noodzaak om op dit gebied ambitieus te zijn.

De tweede motie, die iets later unaniem werd aangenomen, was het resultaat van een initiatief van mevr. Czekalski.

De h. Cools vindt het gepast om uit deze twee teksten te citeren.

Schepen De Brouwer is er helemaal voor om dit amendement aan te nemen, voor zover het een feitelijk element betreft dat in herinnering moet worden gebracht.

Amendement 1 wordt unaniem aangenomen.

De h. Cools legt uit dat amendement 2 tot doel heeft in de overwegingen een verwijzing op te nemen naar de in oktober 2009 goedgekeurde agenda voor duurzame

ontwikkeling.

Hij is van mening dat het nuttig is een dergelijke verwijzing op te nemen om een zekere continuïteit in het politieke optreden van de gemeente met betrekking tot de millenniumdoelstellingen voor ontwikkeling te onderstrepen.

Uit de e-mail die aan het begin van de middag is ontvangen, blijkt dat mevr. De Brouwer het eens is met het principe maar een andere formulering voorstelt die de h. Cools kan steunen.

In deze herziene versie wordt niet alleen herinnerd aan Agenda 21 en de continuïteit van gemeentelijke actie in de strijd tegen de opwarming van de aarde maar wordt ook de doelstelling geformuleerd om de koolstofuitstoot tegen 2030 met 50% te verminderen en tegen 2050 koolstofneutraal te zijn.

Amendement 2, zoals herzien door het college, wordt unaniem aangenomen.

De h. Cools herinnert de vergadering eraan dat amendement 3 het amendement is dat eerder is besproken.

Hij betwist niet dat alle bronnen van vervuiling, inclusief die van motorvoertuigen, moeten worden teruggedrongen.

Elektrische auto's, die vandaag sterk gepromoot worden, hebben echter niet noodzakelijk een gunstigere milieubalans dan diesel- of verbrandingsauto's. Hij vindt het echter moeilijk om de milieueffecten van elektrische auto's te beperken.

Hij kan zich echter moeilijk voorstellen dat hij stemt voor het bijwerken van een gemeentelijk mobiliteitsplan, dat amper drie weken geleden werd goedgekeurd, door mobiliteitsmaatregelen te integreren in een klimaatplan. Agenda 21, aangenomen in 2009, bevatte weliswaar ook maatregelen met betrekking tot mobiliteit maar het gemeentelijke mobiliteitsplan dat toen van kracht was, was drie jaar eerder goedgekeurd.

Als het gemeentelijke mobiliteitsplan waarover drie weken geleden gestemd is zo ambitieus is als de meerderheid beweert (en de h. Cools is voorstander van veel van de bepalingen, ook al onderschrijft hij niet alle onderdelen ervan), waarom moeten we dan nieuwe mobiliteitsmaatregelen opnemen in dit klimaatplan?

Het zou beter zijn geweest om in het klimaatplan te vermelden dat we meer te voet, met de fiets en andere alternatieven voor de auto moeten reizen en dat we daarbij moeten verwijzen naar alle doelstellingen en voorstellen die in het gemeentelijk mobiliteitsplan zijn opgenomen.

Het amendement van de h. Cools, dat radicaler is, houdt in dat dit onderdeel wordt geschrapt maar dat in het plan wordt bevestigd dat deze doelstelling wordt nagestreefd en dat wordt verwezen naar het gemeentelijk mobiliteitsplan.

De h. De Bock deelt het standpunt van de h. Cools en zal zijn amendement dan ook persoonlijk steunen.

Het document bevestigt de wens om hybride voertuigen te ondersteunen. De h. De Bock is verre van overtuigd van deze oplossing, vooral omdat veel experts, waaronder die van het IPCC, stellen dat de milieuscore van het hybride model niet goed is vanwege de vervuiling die de lithiumbatterijen veroorzaken.

De h. De Bock merkt ook op dat de helft van de fiches in extenso verwijst naar het plan Good Move.

De h. De Bock is over het algemeen voorstander van Good Move, hoewel hij op bepaalde punten zijn bedenkingen heeft. Hij heeft echter veel kritiek gehoord op Good Move vanuit de MR op gewestelijk niveau. Aangezien dit klimaatplan gebaseerd is op Good Move, hoopt de h. De Bock dat mevr. Czekalski geen dubbel discours voert, afhankelijk van of ze in het Brusselse parlement zit of in de gemeenteraad.

De h. Vanraes vindt de houding van de h. De Bock moeilijk te begrijpen, aangezien hij gezegd heeft tegen het plan te willen stemmen.

De h. De Bock bevestigt dat hij tegen het plan stemt maar voor het amendement van de h. Cools.

Verbeteringen in de tekst zouden hem er weliswaar toe kunnen brengen anders te stemmen maar dat zou niets veranderen aan de algemene filosofie van het plan, waarvan geen van de bladen ook maar de geringste prioritering bevat.

Schepen De Brouwer wijst erop dat de fiche Mobiliteit van het klimaatplan het gemeentelijk mobiliteitsplan aanvult, zonder het tegen te spreken. Deze fiche bevat klimaatgerelateerde doelstellingen en geeft aan hoe mobiliteit kan helpen in de strijd tegen klimaatverandering.

Bovendien zou Leefmilieu Brussel, de subsidiërende overheid, een klimaatplan zonder mobiliteitsfiche niet aanvaarden.

Ze stelt daarom voor dat de vergadering tegen amendement 3 stemt.

Amendement 3 wordt verworpen.

De voorzitter van de raad nodigt de vergadering uit om terug te komen op het amendement van het college.

Schepen De Brouwer wijst erop dat de punten over verbrandingsauto's en niet-inwoners uit het amendement van het college zijn geschrapt.

Bij nader inzien werden ze in het eerste streepje niet op hun plaats geacht.

Mevr. Van Offelen bedankt het college voor dit amendement.

Mevr. Van Offelen, die namens de MR-fractie heeft deelgenomen aan de werkzaamheden van de commissie, is van mening dat een mobiliteitsfiche in een klimaatplan op zijn plaats is.

Deze fiche sluit perfect aan bij het gemeentelijk mobiliteitsplan, zonder dat het een "copy-paste" is, aangezien het de belangrijkste punten in de context van het klimaatplan belicht.

De door de h. Cools gevraagde verduidelijkingen voor twee paragrafen maken de tekst begrijpelijker.

De h. Cools erkent dat de tekst met betrekking tot twee alinea's verbeterd is t.o.v. de vorige versie, aangezien er geen sprake meer is van een onderscheid tussen soorten voertuigen (thermisch/niet-thermisch) of tussen burgers (inwoners/niet-inwoners), noch van een vermindering van het parkeren of een verhoging van de tarieven, maar van een "aanpassing".

Maar de h. Cools is veel terughoudender over de 2de alinea, die als volgt luidt:

"In toepassing van de door het Gewest aangenomen wetten en reglementen, de parkeertarieven herzien [benadrukt door de h. Cools]".

Hij vreest dat de uitdrukking "de parkeertarieven herzien" een verwaterde manier is om een verhoging ervan te suggereren.

Uccle en avant stemt daarom tegen dit amendement.

Het amendement van het college wordt door de vergadering goedgekeurd.

De voorzitter van de vergadering nodigt de vergadering uit om over het plan als geheel te stemmen.

De h. Cools is het ermee eens dat het plan positieve maatregelen bevat maar vindt dat het onderdeel Mobiliteit beperkt had moeten blijven tot een simpele verwijzing naar het gemeentelijk mobiliteitsplan en dat het niet nodig is om Good Move aan te halen in de context van dit klimaatplan.

Uccle en avant kiest er daarom voor om zich te onthouden.

De h. Hayette wijst erop dat er binnen de socialistische fractie twee onthoudingen zijn en één positieve stem, die van de h. Norré.

De onthoudingen zijn gemotiveerd door het gevoel dat het plan verbeterd moet worden om echt uitvoerbaar te zijn.

De h. De Bock legt uit dat DéFI tegen het klimaatplan stemt vanwege het gebrek aan budgettering en prioritering.

Het klimaatplan wordt aangenomen door de vergadering.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 28 positieve stemmen, 3 negatieve stemmen, 5 onthoudingen.

Nee : Emmanuel De Bock, Odile Margaux, Jacques Spelkens.

Onthoudingen : Hans Marcel Joos Van de Caeter, Marc Cools, Bernard Hayette, Véronique Lederman-Bucquet, Leïla Kabachi.

8 annexes / 8 bijlagen

KAP_bijlagen_actiefiches_luik_grondgebied.pdf,

annexe2_étude_cartographique_IFU.pdf, annexe3_commentaires_ACC.pdf,

PAC_annexes_fiches-actions_volet_territoire.pdf, bijlage3_opmerkingen_BPK.pdf,

KAP_luik_grondgebied.pdf, PAC_volet_territoire.pdf,

annexe1_étude_cartographique_vulnérabilités.pdf

Aleksandra Kokaj entre en séance / treedt in zitting.

Aleksandra Kokaj préside la séance / zit de zitting voor.

DÉPARTEMENT AFFAIRES ÉDUCATIVES - DEPARTEMENT EDUCATIEVE ZAKEN

Education - Onderwijs

19.10.2023/A/0014 **Académie d'Uccle : musique, arts parlés et danse. - Convention de location de l'orgue de l'église Saint-Marc - Reconduction 2023-2024**

Le Conseil,

Attendu que depuis l'année scolaire 2016-2017, l'Eglise Saint-Marc accueille les cours d'orgue de l'Académie

d'Uccle;

Que le Directeur souhaite poursuivre cette location, du 28 août 2023 au 5 juillet 2024;

Que la convention doit être renouvelée pour l'année scolaire 2023-2024;

Que la dépense, imputée à l'article 734/124-12/40 a été estimée à un maximum de

2.400 € pour l'année scolaire 2023-2024;

Décide,

De marquer son accord sur le projet de convention ci-joint et d'autoriser les dépenses qui en résultent.

Le Conseil approuve le point.

37 votants : 37 votes positifs.

Académie d'Uccle : musique, arts parlés et danse. - Huurovereenkomst van het orgel van de Sint-Marcuskerk. - Verlenging 2023-2024

De Raad,

Aangezien de orgellessen van de Académie d'Uccle sinds het schooljaar 2016-2017 plaatsvinden in de Sint-Marcuskerk;

Aangezien de directeur deze huur wil voortzetten, van 28 augustus 2023 tot 5 juli 2024;

Aangezien de overeenkomst hernieuwd moet worden voor het schooljaar 2023-2024;

Aangezien de uitgave, geboekt onder artikel 734/124-12/40, zijn geraamd op € 2.400 voor het schooljaar 2023-2024.

Beslist in te stemmen met het bijgevoegde ontwerp van overeenkomst en de eruit voortvloeiende uitgaven toe te staan.

De Raad keurt het punt goed.

37 stemmers : 37 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

23-24 Saint-Marc convention.pdf

19.10.2023/A/0015 **Enseignement communal - département des Affaires éducatives - Ecole du VAL FLEURI PS - plan de pilotage**

Le Conseil,

Attendu que l'école du val Fleuri Petite Section a déposé son Plan de pilotage ;

Que le délégué au Contrat d'Objectifs de la fédération Wallonie-Bruxelles a émis un avis de recommandation ;

Que dès lors le Plan de pilotage a été placé en recommandation par la Fédération Wallonie-Bruxelles ;

Que cette recommandation n'induit pas que le Plan de Pilotage soit de mauvaise qualité mais qu'il s'agit de demander qu'une série de points soient précisés ou reformulés ;

Que l'équipe de l'école s'est mise à tâche en étant accompagnée d'un conseiller du CECP ;

Que le Plan de Pilotage a été présenté au conseil de participation de l'école et à la COPALOC ;

Que les modifications apportées ont été surlignées en jaune pour plus de lisibilité

Qu'il convient de soumettre le plan de pilotage de l'école au délégué au contrat d'objectifs de la Fédération Wallonie-Bruxelles ;

Décide, après avoir pris connaissance du plan de pilotage de l'école du Val Fleuri PS, de marquer son accord en vue de le présenter au délégué au contrat d'objectifs de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Le Conseil approuve le point.

37 votants : 37 votes positifs.

Gemeentelijk onderwijs.- School VAL FLEURI PS - Sturingsplan.

De raad,

Aangezien de school Val Fleuri Petite Section haar stuurplan heeft ingediend;

Aangezien de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst van de Federatie Wallonië - Brussel een aanbeveling heeft uitgebracht;

Aangezien de Federatie Wallonië - Brussel aldus het stuurplan onder aanbeveling heeft geplaatst;

Aangezien deze aanbeveling niet betekent dat het stuurplan van slechte kwaliteit is maar dat er wordt gevraagd om een aantal punten te verduidelijken of te herformuleren;

Aangezien het schoolteam met de hulp van een CECP-adviseur aan de slag is gegaan;

Aangezien het stuurplan werd voorgelegd aan de participatieraad van de school en de PLAPACO;

Aangezien de aangebrachte wijzigingen voor het leesgemak in geel werden gemarkeerd;

Aangezien het stuurplan van de school aan de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst van de Federatie Wallonië - Brussel moet worden voorgelegd;

Beslist, na kennis genomen te hebben van het stuurplan van de school Val Fleuri PS, zijn goedkeuring te verlenen om het voor te leggen aan de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst van de Federatie Wallonië - Brussel.

De Raad keurt het punt goed.

37 stemmers : 37 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Plan_Pilotage_Fase_449_04-10-2023-Fluo.PDF

DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN

Culture - Cultuur

19.10.2023/A/0016 **Culture.- Appel à projets Art Public Fresques Murales Street Art. - Règlement et formulaire**

Le Conseil,

Attendu que la déclaration de Politique générale comprend la mise en œuvre et l'acquisition d'œuvres d'art dans l'espace public ;

Attendu que le service culture propose de lancer un appel à projets Art public Fresque murales Street art, destiné à la création et l'acquisition d'œuvres d'art sur certains murs identifiés dans l'espace public sur le territoire d'Uccle ;
Attendu que l'enveloppe dédiée au projet est de 15.000€;
Attendu que les artistes sont amenés à faire des propositions artistiques et budgétaires;
Qu'il incombera au Collège de retenir les artistes et projets lauréats dans les limites du budget imparti;
Attendu que la mise en œuvre de ce projet sera encadrée par le service Culture, en étroite collaboration avec les différents services compétents et que des fiches techniques spécifiques seront fournies aux artistes dans le cadre de la diffusion de l'appel à projets ;
Attendu que l'appel à projets sera diffusé via tous les canaux disponibles (Wolvendael, site internet et FB communal, réseaux d'artistes, culture.be, ...), le plus largement possible;
Que le service Culture prendra les dispositions nécessaires en termes d'assurances et de préservation des œuvres et d'inscription des œuvres dans le patrimoine communal;
Décide :
- d'approuver le règlement de l'appel à projet Art public Fresques murales Street Art et le formulaire annexés à la présente décision;
- d'approuver la délégation au Collège pour la sélection des artistes et et projets lauréats.

Le Conseil approuve le point.
37 votants : 37 votes positifs.

Cultuur. - Projectoproep Publieke Kunst Muurschilderijen Street Art. - Reglement en formulier

De raad,
Aangezien de algemene beleidsverklaring de uitvoering en de aankoop van kunstwerken in de openbare ruimte omvat;
Aangezien de dienst Cultuur voorstelt om een projectoproep te lanceren bij de straatkunstenaars voor de creatie en de aankoop van kunstwerken op bepaalde muren in de openbare ruimte;
Aangezien de begroting voor het project € 15.000 belooft;
Aangezien de kunstenaars aangespoord worden om artistieke en budgettaire voorstellen te doen;
Aangezien het college de winnende kunstenaars en projecten zal kiezen binnen de grenzen van het beschikbare budget;
Aangezien de uitvoering van dit project in goede banen geleid wordt door de dienst Cultuur, in nauwe samenwerking met de verschillende bevoegde diensten en dat technische fiches beschikbaar zullen zijn voor de kunstenaars in het kader van de verspreiding van de oproep;
Aangezien de oproep verspreid zal worden via alle beschikbare kanalen (Wolvendael, gemeentelijke website en facebook, kunstenaarsnetwerk, cultre.be, ...) en zo breed mogelijk;
Aangezien de dienst Cultuur de nodige bepalingen treft op vlak van verzekering en bewaring van de kunstwerken en inschrijving van de kunstwerken in het gemeentelijk erfgoed,
Beslist:
- Het reglement van de projectoproep Openbare kunst Fresco's street art en het formulier, in de bijlage bij de onderhavige beslissing, goed te keuren;
- De afvaardiging aan het college voor de selectie van de winnende kunstenaars en

projecten goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.
37 stemmers : 37 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

Formulaire Appel à projets Art public Street art FR.docx, Formulaire project oproep Publieke kunst street art 2023.DOCX, Reglement _Appel à projet Art publi Stree Art Fresques2023 041023.docx, Reglement-project oproep Publieke kunst Street art 2023.docx

Bibliothèques communales - Gemeentelijke bibliotheken

19.10.2023/A/0017 **Réseau des bibliothèques francophones. - Contrat-cadre pour la filière du livre en Fédération Wallonie-Bruxelles. - Accord pour adhésion**

Le Conseil,

Vu le contrat-cadre pour la filière du livre en Fédération Wallonie-Bruxelles, conclu le 23 septembre 2022 entre le Gouvernement de la FWB et les représentants de la filière du livre;

Vu que la Fédération Wallonie-Bruxelles sollicite l'adhésion des communes à celui-ci et que l'administration communale est déjà engagée dans le soutien au secteur du livre belge par de nombreux accords et conventions tels que l'Accord-cadre de fournitures de livres et autres ressources du Ministère de la Communauté française;

Vu que le contrat-cadre est annexé à la présente délibération,

Décide de donner son accord pour adhérer au contrat-cadre pour la filière du livre en Fédération Wallonie-Bruxelles.

Le Conseil approuve le point.

37 votants : 37 votes positifs.

Franstalig bibliotheeknetwerk. - Raamovereenkomst voor de boekensector in de Federatie Wallonië-Brussel. - Overeenkomst tot toetreding

De Raad,

Gelet op het raamcontract voor de boekensector in de Federatie Wallonië-Brussel (FWB), afgesloten op 23 september 2022 tussen de Regering van de FWB en de vertegenwoordigers van de boekensector;

Gelet op het feit dat de Federatie Wallonië-Brussel aan de gemeenten vraagt om dit contract te ondertekenen en dat de gemeentelijke administratie zich reeds engageert om de Belgische boekensector te ondersteunen via talrijke akkoorden en verdragen zoals de kaderovereenkomst voor de levering van boeken en andere middelen van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

Gezien het feit dat de kaderovereenkomst als bijlage aan deze beraadslaging is toegevoegd,

Beslist in te stemmen met de ondertekening van het raamcontract voor de boekensector in de Federatie Wallonië-Brussel (FWB).

De Raad keurt het punt goed.

37 stemmers : 37 positieve stemmen.

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Solidarité internationale - Internationale solidariteit

19.10.2023/A/0018 **Solidarité internationale - Désignation d'un nouveau membre du CCSI - Accord de principe**

Le Conseil,

Considérant que lors de sa séance du 23 février 2021, le Collège des Bourgmestre et échevins a marqué son accord de principe sur la création d'un Conseil consultatif de la Solidarité internationale;

Considérant que lors de sa séance du 24 juin 2021, l'Assemblée a approuvé le règlement du Conseil consultatif de la Solidarité internationale; que ce dernier a un rôle consultatif et peut émettre des avis de sa propre initiative mais aussi émettre un avis sur les questions qui lui sont soumises soit par le Collège des Bourgmestre et échevins, soit par le Conseil communal;

Considérant qu'en vertu de l'article 4 du règlement susmentionné, ce Conseil consultatif ne peut dépasser le nombre de membres du Conseil communal ;

Qu'à l'heure actuelle, il comprend 11 membres;

Considérant la candidature en annexe de Mme Marlène Siméon, laquelle rentre dans les critères d'éligibilité listés à l'article 4 du règlement,

Décide d'approuver la désignation de Mme Marlène Siméon comme nouveau membre du Conseil Consultatif de la Solidarité Internationale.

Le Conseil approuve le point.

37 votants : 37 votes positifs.

Internationale Solidariteit - Aanstelling van een nieuw lid van de AIS - Principeakkoord

De Raad,

Overwegende dat het college van burgemeester en schepenen in zitting van 23 februari 2021 zijn principeakkoord gegeven heeft voor de oprichting van een Adviesraad voor Internationale Solidariteit;

Overwegende dat de vergadering in zitting van 24 juni 2021 het reglement van de Adviesraad voor Internationale Solidariteit goedgekeurd heeft; dat deze laatste een adviserende rol heeft en op eigen initiatief adviezen kan formuleren, maar ook een advies kan formuleren over de kwesties die hem voorgelegd worden door het college van burgemeester en schepenen of door de gemeenteraad;

Overwegende dat deze adviesraad niet meer leden mag tellen dan de gemeenteraad, krachtens artikel 4 van het voornoemde reglement;

Dat hij momenteel 11 leden telt;

Overwegende de kandidatuur in de bijlage van mevr. Marlène Siméon, die voldoet aan de criteria om in aanmerking te komen, opgelijst in artikel 4 van het reglement,

Beslist de aanstelling van mevr. Marlène Siméon als nieuw lid van de Adviesraad voor Internationale Solidariteit goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.
37 stemmers : 37 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage
Marlène Siméon - Conseil consultatif de la Solidarité internationale.docx

François Jean Jacques Lambert quitte la séance / verlaat de zitting.
Mathias Junqué quitte la séance / verlaat de zitting.

19.10.2023/A/0019 **Dossier Ukraine - Approbation de convention entre la commune d'Uccle et la Région de Bruxelles-Capitale relative aux modalités de mise à disposition d'une subvention d'un montant de 58.716€ pour l'insertion des personnes en situation précaire sur le marché immobilier locatif.**

Le Conseil,
Vu l'invasion militaire de l'Ukraine par la Fédération de Russie qui a débuté le 24 février 2022;
Vu l'exil des ukrainiens et ukrainiennes et la crise de l'accueil des réfugiés en Belgique que cette guerre a engendrés;
Considérant que le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a pris la décision le 22 décembre 2022 de généraliser le mécanisme régional d'identification d'occupations temporaires créé dans le cadre de l'accueil des bénéficiaires de la protection temporaire pour le pérenniser et l'étendre à l'hébergement de tous les publics en situation précaire ;
Considérant l'importance de soutenir les initiatives locales d'accompagnement des personnes en situation précaires, dont les personnes hébergées temporairement dans des infrastructures d'hébergement collectif, vers une solution de logement plus durable sur le marché immobilier locatif ;
Considérant qu'en sa séance du 25 avril 2023, le Collège a approuvé à cet effet la mise en place d'une concertation locale du logement composée de la commune, du CPAS, de l'AIUSU et ouverte aux associations actives sur le territoire ucclois en matière de logement des réfugiés ukrainiens ;
Considérant qu'en sa séance du 13 juin 2023, le Collège a approuvé la mise en place d'une table du logement animée par le Service de Solidarité Internationale en collaboration avec la cellule Logement du CPAS d'Uccle pour accompagner les réfugiés hébergés dans la commune d'Uccle à trouver rapidement un logement dans le parc locatif privé afin de soulager les citoyens hébergeurs;
Considérant l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 juillet 2023 ci-annexée octroyant une subvention de 58.716,00 euros à la commune d'Uccle pour la soutenir dans l'insertion des personnes en situation précaire, en premier lieu des bénéficiaires de la protection temporaire en provenance d'Ukraine, sur le marché immobilier locatif pour la période du 1^{er} janvier 2023 au 30 novembre 2023;
Que cette subvention est destinée à intervenir dans les loyers et charges locatives, les frais de personnel, les frais de promotion et de publication,....
Qu'elle sera versée en deux tranches (une de 80% et la seconde de 20%) ; que la première tranche sera versée à la Commune pour le 31 octobre 2023 au plus tard ;
Considérant qu'est jointe à l'arrêté du gouvernement susmentionné une convention, qui en fait intégralement partie, qui précise les modalités de mise à disposition et de contrôle de la subvention ;
Que cette convention doit être renvoyée dans les meilleurs délais au SPRB logement ;
Décide :

D'approuver la convention ci-annexée qui précise les modalités de mise à disposition et de contrôle de la subvention d'un montant de 58.716€ à la Commune d'Uccle pour la soutenir dans l'insertion des personnes en situation précaire, en premier lieu des bénéficiaires de la protection temporaire en provenance d'Ukraine, sur le marché immobilier locatif pour la période du 1^{er} janvier 2023 au 30 novembre 2023

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

Dossier Oekraïne - Goedkeuring van een overeenkomst tussen de gemeente Ukkel en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de modaliteiten voor de terbeschikkingstelling van een subsidie van € 58.716 voor de integratie van personen in precare situaties via de huurmarkt.

De raad,

Gelet op de militaire invasie van Oekraïne door de Russische Federatie die op 24 februari 2022 is begonnen;

Gelet op de ballingschap van Oekraïners en de vluchtelingencrisis in België als gevolg van deze oorlog;

Overwegende dat de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op 22 december 2022 heeft beslist om het gewestelijk mechanisme voor de identificatie van tijdelijke huisvesting, dat werd gecreëerd in het kader van de opvang van begunstigden van tijdelijke bescherming, te veralgemenen, teneinde het te verduurzamen en de huisvesting uit te breiden naar alle doelgroepen in een kwetsbare situatie;

Gelet op het belang lokale initiatieven te ondersteunen voor de begeleiding van personen in een kwetsbare situatie, waaronder personen die tijdelijk gehuisvest zijn in collectieve huisvestingscentra, naar een meer duurzame oplossing via de huurmarkt;

Overwegende dat het college in zitting van 25 april 2023 zijn goedkeuring heeft verleend aan de oprichting van een lokaal huisvestingsoverleg, samengesteld uit de gemeente, het OCMW, het SWU en open voor verenigingen die rond huisvesting van Oekraïense vluchtelingen actief zijn op het Ukkelse grondgebied;

Overwegende dat het college in zitting van 13 juni 2023 zijn goedkeuring heeft verleend aan een huisvestingsgesprek onder leiding van de dienst Internationale Solidariteit in samenwerking met de Huisvestingscel van het OCMW van Ukkel om vluchtelingen die in de gemeente Ukkel zijn gehuisvest te helpen snel een woning te vinden in de particuliere huursector om burgers die onderdak aanbieden te ontlasten;

Gelet op het toegevoegde besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 juli 2023 tot toekenning van een subsidie van 58.716,00 euro aan de gemeente Ukkel om haar te ondersteunen bij het huisvesten van personen in een kwetsbare situatie, in de eerste plaats begunstigden van tijdelijke bescherming afkomstig uit Oekraïne, via de huurmarkt voor de periode van 1 januari 2023 tot 30 november 2023;

Overwegende dat deze subsidie bedoeld is om bij te dragen aan huur en huurlasten, personeelskosten, promotie- en publicatiekosten ...

Overwegende dat de subsidie in twee schijven zal worden betaald (een van 80% en een van 20%); dat de eerste schijf uiterlijk op 31 oktober 2023 aan de gemeente zal worden betaald;

Overwegende dat er aan het voormelde regeringsbesluit een overeenkomst, die er integraal deel van uitmaakt, werd toegevoegd ter verduidelijking van de voorwaarden voor de terbeschikkingstelling en de opvolging van de subsidie;

Overwegende dat deze overeenkomst zo snel mogelijk moet worden teruggestuurd naar de GOB Huisvesting;

Beslist:

Zijn goedkeuring te verlenen aan de toegevoegde overeenkomst betreffende de

modaliteiten voor de terbeschikkingstelling en de opvolging van de subsidie van 58.716,00 euro aan de gemeente Ukkel om haar te ondersteunen bij de integratie van personen in een kwetsbare situatie, in de eerste plaats begunstigden van tijdelijke bescherming afkomstig uit Oekraïne, via de huurmarkt voor de periode van 1 januari 2023 tot 30 november 2023.

De Raad keurt het punt goed.
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

5 annexes / 5 bijlagen

Arrêté Gouvernement Bxl Capitale.pdf, Convention FR 2023.pdf, 20230720 Courier FR.pdf, 20230720 Courier NL.pdf, Convention NL 2023.pdf

François Jean Jacques Lambert entre en séance / treedt in zitting.

Mathias Junqué entre en séance / treedt in zitting.

Boris Dilliès quitte la séance / verlaat de zitting.

Thibaud Wyngaard quitte la séance / verlaat de zitting.

Jonathan Biermann quitte la séance / verlaat de zitting.

Participation citoyenne - Burgerparticipatie

19.10.2023/A/0020 Participation citoyenne - Jeunesse : Rapport final Etats généraux jeunesse

Le Conseil,

Attendu que le Collège a donné son autorisation en date du 4 mai 2021 quant à la tenue des Etats généraux de la jeunesse (EGJ) ;

Attendu que les EGJ se sont déroulés, préparation comprise, entre juin 2021 et juin 2023 ;

Attendu que le projet s'est décomposé en deux phases distinctes : la phase 1 (novembre 2021- juin 2022), la phase 2 (novembre 2022 - mai 2023) ;

Attendu que l'objectif de ce processus participatif était de :

- s'adresser directement aux jeunes de la commune âgés de 12 à 26 ans pour connaître leurs besoins et attentes vis-à-vis des pouvoirs publics locaux;
- collecter des informations sur leurs priorités en tant que jeunes et habitant (e)s d'Uccle;
- faire émerger des pistes d'action relevant de la compétence communale.

Vu que le rapport final des Etats généraux de la jeunesse se trouve en annexe de ce présent rapport ;

Décide:

de prendre connaissance du rapport des Etats généraux de la jeunesse se trouvant en annexe.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

Burgerinspraak - Jeugd: Staten-Generaal van de jeugd eindverslag

De raad,

Aangezien het college op 4 mei 2021 zijn toelating gegeven heeft voor de organisatie van de Staten-Generaal van de jeugd (SGJ);
Aangezien de SGJ, inclusief voorbereiding, plaatsgevonden hebben van juni 2021 tot juni 2023;
Aangezien het project opgedeeld is in twee fases: fase 1 (november 2021 - juni 2022) en fase 2 (november 2022 - mei 2023);
Aangezien het doel van dit participatief proces was om:
- Zich rechtstreeks te richten tot de jongeren van de gemeente tussen 12 en 26 jaar om hun behoeftes en verwachtingen ten aanzien van de lokale overheden te kennen;
- Informatie te verzamelen over hun prioriteiten als jongeren en inwoners van Ukkel;
- Mogelijke acties te identificeren die onder de gemeentelijke bevoegdheid vallen;
Aangezien het eindverslag van de Staten-Generaal van de jeugd in de bijlage bij dit verslag zit;

Beslist:

Kennis te nemen van het verslag van de Staten-Generaal van de jeugd in de bijlage.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Staten-Generaal van de Jeugd van Ukkel.pdf, Rapport final EG Jeunesse FR.pdf

DÉPARTEMENT FINANCES - DEPARTEMENT FINANCIËN

Recette - Ontvangerij

19.10.2023/A/0021 **Compte 2022.- Approbation.**

Le Conseil,

Attendu qu'en date du 22 juin 2023, le Conseil communal a approuvé le compte 2022;
Attendu qu'en date du 19 septembre 2023, la Tutelle nous a adressé un courrier dans lequel il nous indique notre compte est devenu exécutoire par expiration du délai (cf lettre, ci-jointe);

Attendu que les trois remarques suivantes ont été formulées :

- les dépenses de fonctionnement sont réalisés à 86 % : par conséquent, la tutelle demande à tous services communaux de suivre de manière réaliste leurs crédits;
- il convient de rectifier l'inscription de la nouvelle dotation "eau" à partir de 2023 selon les directives du courrier du 26 octobre 2022;
- réception de félicitations pour le constat du nombre important de non-valeurs et encouragements à continuer en ce sens,

Décide de prendre acte de l'approbation du compte 2022 par la Tutelle.

Le Conseil prend acte.

Rekening 2022.- Goedkeuring.

De Raad,

Aangezien de gemeenteraad op 22 juni 2023 de rekening 2022 goedgekeurd heeft;

Aangezien de Voogdij ons op 19 september 2023 een brief gestuurd heeft, waarin ze ons mededeelt dat onze rekening uitvoerbaar geworden is door het verstrijken van de

termijn;

Aangezien de volgende drie opmerkingen geformuleerd werden :

- de werkingsuitgaven werden verwezenlijkt ten belope van 86 % : bijgevolg vraagt de Voogdij alle gemeentediensten om hun kredieten realistisch op te volgen;
 - de boeking van de nieuwe toelage "water" dient gecorrigeerd worden vanaf 2023 volgens de aanwijzingen uit het schrijven van 26 oktober 2022;
 - we krijgen felicitaties voor de vaststelling van een groot aantal onwaarden en we worden aangemoedigd om in deze richting verder te gaan;
- Neemt akte van de goedkeuring van de rekening 2022 door de Voogdij.

De Raad neemt akte.

1 annexe / 1 bijlage

approbation tutelle.pdf9957558906327411528.pdf

Thibaud Wyngaard entre en séance / treedt in zitting.

Jonathan Biermann entre en séance / treedt in zitting.

19.10.2023/A/0022 **Budget 2023.-Modifications budgétaires N°s 3 et 4 .**

Le Conseil,

Considérant qu'il convient de soumettre au vote du Conseil communal les modifications budgétaires n°s 3 et 4 du budget 2023;

Vu que ces modifications reprennent l'adaptation de différents crédits de recettes et de dépenses du service ordinaire et extraordinaire,

Décide d'approuver les modifications budgétaires influençant les résultats du budget 2023 tels qu'ils se présentent :

1°) SERVICE ORDINAIRE (M.B. n° 3)

A.RESULTAT EX.PROPRE BUDGET INITIAL :	Boni
5.142.387,37	
B.RESULTAT APRES LA M.B.1 :	Mali -
179.887,89	
C.RESULTAT DE LA M.B. 3 :	Mali -
2.485.044,03	
D=A+B+C NOUVEAU RESULTAT EX.PROPRE:	Boni
2.477.455,45	

E.RESULTAT GLOBAL APRES LA M.B.1 :	Boni
10.000.000,00	

F.RESULTAT DE LA M.B. 3	Mali -
2.485.044,03	

G=E+F RESULTAT EX.GLOBAL	Boni
7.514.955,97	

2°) SERVICE EXTRAORDINAIRE (M.B. n° 4)

On remarque une diminution des dépenses de l'exercice lors de la MB4 due au report de certains dossiers (-12.795.371,78 €). Les recettes de financement diminuent également : -3.778.277,78 € d'emprunts, -297.094,00 € de fonds de réserve et - 3.934.106,00 € de subsides. Le résultat général du service extraordinaire atteint à présent -42.868.656,77 €.

Mme l'Echevine Delwart explique que la situation de la Commune est impactée par une série d'éléments dont elle n'est pas directement responsable, comme l'indexation des salaires.

Elle précise aussi que l'année devrait être clôturée avec un compte en boni, de l'ordre de 2.477.000 €. Cette période est aussi une occasion pour observer si tous les projets pourront être réalisés avant la fin de l'année. Comme certains projets ne pourront pas être clôturés à cette échéance, le montant global du budget extraordinaire sera en diminution.

M. Cools estime que ces modifications budgétaires ont une signification qui est loin d'être négligeable.

Le boni d'origine est passé de 5 à 2 millions d'euros. Même si on espère une bonne nouvelle, il s'agit d'une modification sensible.

Pour ce qui concerne le compte 2022, la tutelle déclare que le taux d'engagement des dépenses de fonctionnement se limite à 86 %. Et on constate dans les modifications budgétaires qu'il y a à nouveau une augmentation des dépenses de fonctionnement.

Mme l'Echevine Delwart explique cette situation par un effet de précaution, notamment pour les factures énergétiques, mais selon M. Cools, cet argument n'est pas valable pour tous les postes.

M. Cools invite le Collège à la prudence pour l'élaboration du budget 2024.

Mme Kabachi se demande pourquoi la Commune augmente à nouveau l'estimation de ses dépenses, alors que, selon la tutelle, celles-ci sont déjà surestimées.

Mme l'Echevine Delwart ne tire pas des conclusions aussi sévères des remarques de la tutelle.

En réalité, le fait de ne pas dépenser tout le budget est un élément positif. Si des moyens suffisants ne sont pas prévus sur les lignes budgétaires, la Commune n'est pas en mesure d'autoriser le paiement des factures. Le budget 2024 sera évidemment établi avec toute la vigilance nécessaire. Mais cette vigilance ne peut entraîner à fausser le budget in fine par le biais de modifications correctrices d'estimations insuffisantes.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 30 votes positifs, 3 votes négatifs, 3 abstentions.

Non : Marc Cools, Véronique Lederman-Bucquet, Hans Marcel Joos Van de Cauter.

Abstentions : Bernard Hayette, Cédric Didier Norré, Leïla Kabachi.

Begroting 2023.- Begrotingswijzigingen Nrs 3 en 4.

De Raad,

Overwegende dat de begrotingswijzigingen 3 en 4 van de begroting 2023 ter goedkeuring voorgelegd moeten worden aan de gemeenteraad;
 Aangezien deze wijzigingen de aanpassing omvatten van verschillende kredieten inzake ontvangsten en uitgaven van de gewone en de buitengewone dienst,
 Beslist zijn goedkeuring te verlenen aan de begrotingswijzigingen die een invloed hebben op de resultaten van de begroting 2023, als volgt :

1°) GEWONE DIENST (BW 3)

A.RESULTAAT EIGEN DIENSTJAAR OORSPR. BEGROTING:

Overschot -. 5.142.387,37

B.RESULTAAT NA BW 1: Tekort
 -179.887,89

C.RESULTAAT VAN BW 3: Tekort
 -2.485.044,03

D=A+B+C NIEUW RESULTAAT EIGEN DIENSTJAAR: Boni
 2.477.455,45

E.GLOBAAL RESULTAAT NA BW 1: Overschot
 10.000.000,00

F.RESULTAAT VAN BW 3 Tekort -
 2.485.044,03

G=E+F RESULTAAT GLOBAAL DIENSTJAAR Overschot
 7.514.955,97

2°) BUITENGEWONE DIENST (BW 4)

Er is een daling van de uitgaves van het dienstjaar bij BW4 ingevolge het uitstel van bepaalde dossiers (€ -12.795.371,78). Ook de financieringsontvangsten zijn gedaald: € -3.778.277,78 leningen, € -297.094,00 reservefonds en € -3.934.106,00 subsidies. Het algemene resultaat van de buitengewone dienst is nu € -42.868.656,77.

***Schepen Delwart** legt uit dat de situatie van de gemeente beïnvloed wordt door een aantal elementen waarvoor ze niet rechtstreeks verantwoordelijk is, zoals de indexerings van de lonen.*

Ze verduidelijkt ook dat het jaar afgesloten zou moeten worden met een rekening met een batig saldo, van de orde van € 2.477.000. Deze periode is ook de kans om te kijken of alle projecten verwezenlijkt kunnen worden voor het eind van het jaar. Aangezien sommige projecten voor deze datum niet afgerond kunnen worden, zal het globaal bedrag van de buitengewone begroting dalen.

***Dhr. Cools** is van mening dat deze begrotingswijzigingen een niet te verwaarlozen betekenis hebben.*

Het oorspronkelijke batig resultaat is gedaald van 5 naar 2 miljoen euro. Zelfs als we op goed nieuws hopen, blijft het een gevoelige wijziging.

Voor de rekening 2022 verklaart de Voogdij dat de vastleggingsgraad van de werkingsuitgaven zich beperkt tot 86 %. We stellen in de begrotingswijzigingen opnieuw een stijging van de werkingsuitgaven vast.

Schepen Delwart verklaart deze situatie door een voorzorgsmaatregel, meer bepaald voor de energiefacturen, maar volgens dhr. Cools is dit argument niet geldig

voor alle posten.

Dhr. Cools vraagt het college om voorzichtigheid bij de opmaak van de begroting 2024.

***Mevr. Kabachi** vraagt zich af waarom de gemeente de raming van haar uitgaven opnieuw verhoogt, terwijl ze volgens de Voogdij al te hoog geschat zijn.*

***Schepen Delwart** trekt niet zo strenge conclusies uit de opmerkingen van de Voogdij.*

In werkelijkheid is het feit dat de begroting niet volledig uitgegeven wordt een positief punt. Indien er onvoldoende middelen voorzien zijn op de posten, is de gemeente niet in staat om de betaling van de facturen toe te staan. De begroting 2024 wordt uiteraard met de nodige waakzaamheid opgesteld, maar deze waakzaamheid mag er niet toe leiden dat de begroting uiteindelijk onjuist weergegeven wordt door corrigerende wijzigingen van ontoereikende ramingen.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 30 positieve stemmen, 3 negatieve stemmen, 3 onthoudingen.

Nee : Marc Cools, Véronique Lederman-Bucquet, Hans Marcel Joos Van de Caeter.

Onthoudingen : Bernard Hayette, Cédric Didier Norré, Leïla Kabachi.

14 annexes / 14 bijlagen

MB3&4 2023 - avis de la commission.pdf, MB 3 Ordinaire ECONOMIQUE FR.pdf, MB 3 Ordinaire FONCTIONNELLE FR.pdf, Annexe MB 4 FR 2023 mise à jour.pdf, MB 3 Ordinaire ECONOMIQUE NL.pdf, Synthèse MB 3 NL 2023.pdf, Annexe MB 4 NL 2023.pdf, MB 3 Ordinaire détaillée NL.pdf, MB34 2023 - avis de la commission NL.pdf, Synthèse MB 3 FR 2023.pdf, MB 3 Ordinaire détaillée FR.pdf, MB 4 Extraordinaire détaillée NL.pdf, MB 3 Ordinaire FONCTIONNELLE NL.pdf, MB 4 Extraordinaire détaillée FR.pdf

19.10.2023/A/0023

Gestion du stationnement payant.- Règlement redevances sur le stationnement de véhicules à moteur dans un lieu public.- Recouvrement des créances non fiscales.- Contraintes.- Prise pour information.

Le Conseil,

Vu l'article 137bis tel qu'ajouté par l'Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 février 2014 publiée au Moniteur Belge du 2 avril 2014 modifiant la nouvelle loi communale stipulant :

En vue du recouvrement des créances non fiscales incontestées et exigibles, le receveur peut établir une contrainte, visée et déclarée exécutoire par le collège des bourgmestre et échevins. Une telle contrainte est signifiée par exploit d'huissier de justice. Cet exploit interrompt la prescription. Une contrainte ne peut être visée et rendue exécutoire par le collège des bourgmestre et échevins que si la dette est exigible, définitive et certaine. Le débiteur doit en outre avoir été préalablement mis en demeure par lettre recommandée. La commune peut charger des frais administratifs pour cette lettre recommandée. Ces frais sont à charge du débiteur et peuvent également être recouvrés par l'exploit. Les dettes d'une personne morale de droit public ne peuvent jamais être récupérées par un exploit.

Un recours contre l'exploit peut être introduit dans le mois de la signification par requête ou par citation.

En ce qui concerne l'accomplissement des missions visées dans le présent article, le

receveur fait rapport, sous sa responsabilité, au collège des bourgmestre et échevins et au conseil communal";

Considérant que des créances sont connues des débiteurs qui disposaient d'un délai de 15 jours calendrier à compter de la date de délivrance de la redevance de stationnement ou dès la notification de ces dernières pour procéder au paiement ;

Considérant que faute d'avoir reçu paiement des redevances susmentionnées, des mises en demeure ont été adressées à chaque débiteur par lettre recommandée ;

Considérant que les débiteurs disposaient d'un dernier délai de 30 jours à partir de la date d'envoi de la mise en demeure pour procéder au paiement ;

Qu'à ce jour, les débiteurs n'ont pas procédé au paiement de la (des) redevance(s), ni contesté ou demandé un plan d'apurement de leur dette à l'égard de la Commune ;

Considérant dès lors que les dettes sont exigibles, définitives et certaines conformément à l'article 137bis de la nouvelle loi communale ;

Que par conséquent, le Receveur communal a établi une contrainte en vue de la récupération de chaque créance majorée des frais administratifs de la mise en demeure adressée par recommandé tels que prévus au Chapitre II article 68 du règlement-redevance voté par le Conseil communal en séance du 15 décembre 2022;

Décide :

De prendre pour information la liste des 7.950 contraintes établies par le Receveur communal pour les créances non fiscales incontestées et exigibles.

Le Conseil prend connaissance.

Beheer van het betalend parkeren.- Retributieverordening op het parkeren van motorvoertuigen in een openbare ruimte.- Invordering van niet fiscale schuldvorderingen.- Bezwaren.- Kennisneming.

De Raad,

Gelet op artikel 137bis zoals ingevoegd door de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 27 februari 2014, gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad op 2 april 2014, tot wijziging van de nieuwe gemeentewet, dat bepaalt :

"Met het oog op de invordering van onbetwiste en opeisbare niet-fiscale schuldvorderingen, kan de ontvanger een door het college van burgemeester en schepenen geïssueerd en uitvoerbaar verklaard dwangbevel uitvaardigen. Een dergelijk dwangbevel wordt betekend bij gerechtsdeurwaardersexploot. Dat exploot stuit de verjaring. Een dwangbevel mag door het college slechts geïssueerd en uitvoerbaar verklaard worden als de schuld opeisbaar, definitief en zeker is. Bovendien moet de schuldenaar vooraf bij aangetekend schrijven in gebreke gesteld worden. De gemeente kan administratieve kosten voor dat aangetekend schrijven aanrekenen. Die kosten komen voor rekening van de schuldenaar en kunnen eveneens bij dwangbevel ingevorderd worden. De schulden van publiekrechtelijke rechtspersonen kunnen nooit bij dwangbevel ingevorderd worden.

Tegen het exploot kan bij verzoekschrift of door dagvaarding beroep ingesteld worden binnen de maand van de betekening.

Met betrekking tot de vervulling van de opdrachten, bedoeld in dit artikel, rapporteert de ontvanger op eigen verantwoordelijkheid aan het college van burgemeester en schepenen en aan de Gemeenteraad";

Overwegende dat er schuldvorderingen gekend zijn van de schuldenaars die beschikten over een termijn van 15 kalenderdagen, te rekenen vanaf de datum van afgifte van de parkeerretributie, om over te gaan tot de betaling;

Overwegende dat er per aangetekende brief ingebrekestellingen verstuurd werden naar elke schuldenaar bij gebrek aan betaling van de voornoemde retributies;

Overwegende dat de schuldenaars over een laatste termijn van 30 dagen vanaf de verzenddatum van de ingebrekestelling beschikten om over te gaan tot de betaling;

Dat de schuldenaars vandaag niet overgegaan zijn tot de betaling van de retributie(s), noch ze betwist hebben, noch een afbetalingsplan van hun schuld ten aanzien van de gemeente gevraagd hebben;

Overwegende bijgevolg dat de schulden opeisbaar, definitief en zeker zijn overeenkomstig artikel 137bis van de nieuwe gemeentewet;

Overwegende de lijsten opgesteld door de dienst Parking, die belast is met het beheer van het gereguleerd parkeren;

Dat de gemeenteontvanger bijgevolg een dwangbevel opgesteld heeft met het oog op de invordering van elke schuldvordering, verhoogd met de administratieve kosten van de ingebrekestelling per aangetekend schrijven zoals voorzien in Hoofdstuk II, artikel 68 van de retributieverordening, gestemd door de gemeenteraad in zitting van 15 december 2022;

Beslist kennis te nemen van de lijsten van de 7.950 dwangbevelen die door de gemeenteontvanger opgesteld zijn voor de onbetwiste en opeisbare niet-fiscale schuldvorderingen.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Liste Collège dossier Huissier créances jusqu'au 31-12-2022 PDF.pdf

DÉPARTEMENT RESSOURCES HUMAINES - DEPARTEMENT HUMAN RESSOURCES

Personnel - Personeel

19.10.2023/A/0024 **L'urgence a été demandée et acceptée à l'unanimité.- Personnel - Cadre ouvrier. - Conducteurs d'équipe et Assistants techniques-chefs.- Révision.**

Le Conseil,

Vu l'article 145 de la Nouvelle Loi Communale ;

Attendu qu'il est demandé au Conseil d'accepter que ce point soit ajouté en urgence du fait que son approbation en cette séance permettra de réaliser les objectifs de l'administration de réaliser les promotions du personnel ouvrier - encadrant et permettre de ce fait de répondre aux besoins des services;

Attendu qu'en séance du 6 décembre 2022, le Collège des Bourgmestre et Echevins a marqué son accord quant à l'organisation d'un examen de promotion au grade de conducteur d'équipe (D5) et d'assistant technique-chef (C5);

Que l'organisation de cet examen avait pour objectif de pourvoir aux vacances du cadre d'encadrement du personnel ouvrier;

Qu'à cette occasion, il a été constaté que le cadre du personnel ouvrier actuel ne répond plus aux besoins des services et que l'encadrement des équipes sur le terrain est insuffisant;

Vu ce constat, il conviendrait de procéder aux modifications suivantes:

- créer un poste d'assistant technique-chef (C5) supplémentaire dans chacun des services suivants:

- Service vert
- Service réservation de stationnement (voirie)
- Cimetière communal du Dieweg

- de supprimer deux postes d'assistant technique-chef (C5) au service Transport

- de supprimer un poste de conducteur d'équipe (D5) au cimetière communal du Dieweg;

Que ces modifications sont présentées ci-dessus;

Vu que ces modifications ont été soumises et acceptées par le Collège du 5 septembre 2023;

Vu que ces modifications ont été soumises au Comité Particulier de Négociation du 5 octobre 2023 et ont fait l'objet d'un protocole d'accord,

Décide :

de modifier le cadre ouvrier de la façon suivante:

Départements	Cadre	Modification	Total
Travaux			
C5			
Transports	3	-2	1
Vert	1	+1	2
Voirie	2	+1	3
Etat civil			
Cimetière			
C5	1	+1	2
D5	3	-1	2

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

**De hoogdringendheid werd gevraagd en unaniem aangenomen. -
Werkliedenpersoneel.- Kader.- Ploegleiders en Technisch hoofdassistenten .-
Herziening.**

De Raad,

Gelet op de artikel 145 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Aangezien aan de raad wordt gevraagd ermee in te stemmen dat dit punt met spoed wordt toegevoegd, aangezien de goedkeuring ervan tijdens deze zitting het mogelijk zal maken de doelstellingen van het bestuur inzake de bevordering van het omkaderend werklidenpersoneel te verwezenlijken en aldus aan de dienstnoden te voldoen;

Aangezien het college van burgemeester en schepenen in zitting van 6 december 2022 zijn goedkeuring heeft verleend aan de organisatie van een bevorderingsexamen tot de graad van ploegleider (D5) en technisch hoofdassistent (C5);

Aangezien de organisatie van dit examen tot doel had te voorzien in vacante betrekkingen in het leidinggevend kader van het werklidenpersoneel;

Aangezien bij deze gelegenheid werd vastgesteld dat het huidige werklidenkader niet meer voldoet aan de dienstnoden en dat de omkadering van de ploegen op het

terrein ontoereikend was;

Aangezien daarom de volgende wijzigingen moeten worden aangebracht:

- creatie van een extra post technisch hoofdassistent (C5) in elk van de volgende diensten:

- Groendienst

- Dienst Reserveren van Parkeerplaatsen (Wegen)

- Gemeentelijke begraafplaats Dieweg

- schrapping van twee posten technisch hoofdassistent (C5) bij de dienst Transport

- schrapping van een post ploegleider (D5) op de gemeentelijke begraafplaats Dieweg;

Aangezien deze wijzigingen hierboven zijn weergegeven;

Aangezien deze wijzigingen werden voorgelegd aan het college van 5 september 2023 en erdoor werden aanvaard;

Aangezien deze wijzigingen werden voorgelegd aan het bijzonder onderhandelingscomité van 5 oktober 2023 en het voorwerp hebben uitgemaakt van een protocolakkoord,

Beslist:

het werkliedenkader als volgt te wijzigen:

Departement	Kader	Wijziging	Total
<u>Werken</u>			
C5			
Dienst Transport	3	-2	1
Groendienst	1	+1	2
Wegendienst	2	+1	3
<u>Burgerlijke Stand</u>			
<u>Begraafplaats</u>			
C5	1	+1	2
D5	3	-1	2

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Centrale des marchés - Opdrachtcentrale

19.10.2023/A/0025 **Marchés publics.- Nouvelle loi communale, article 234, § 3.- Prise pour information des décisions du Collège échevinal.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234, § 3 et 236,

Prend pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins suivantes :

- 29 septembre 2023 - Achat de matériaux et de petit matériel de construction de 2024 à 2025 - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter.

- 29 septembre 2023 - Achat de poubelles tri sélectif - Approbation des conditions et

du mode de passation. 43.560€ (TVA comprise) - Article 764/744-98/12;

- 29 septembre 2023 - Matériel et équipement pour les crèches 2023 - Approbation des conditions et de l'attribution. 33.226,64€ (TVA Comprise) - Article 84401/744-98/58
- 29 septembre 2023 - Fourniture (achat) des illuminations de fin d'année 2023 - 18.851,80 € TVA comprise - Article : 520/744-51/82.
- 29 septembre 2023 - Projet d'agriculture urbaine avenue Latérale - Réaménagement du terrain situé avenue Latérale en vue d'y implanter plusieurs parcelles potagères. - Choix de la procédure de passation du marché et fixation des conditions. 59.343,30 € - Article : 879/721-60/93
- 29 septembre 2023 - Informatisation des Services - Achat d'une solution pour signature électronique - Approbation de l'engagement de la dépense, du mode de passation du marché (INF459). 7.361,00 €. - Article 139/123-13/53
- 3 octobre 2023 - Achat de 8 nouveaux boxes vélos via l'Agence de stationnement. 51.745,99 € (TVA comprise) - Article: 421/741-51/95
- 3 octobre 2023 - Fourniture d'alimentation: Fruits et légumes - 2024 – dans les crèches, l'I.C.P.P. et la pleine de jeux, dans le respect des critères du développement durable – Approbation de la dépense, de la procédure de passation du marché, du cahier des charges et des firmes à consulter. 139.000,00 € T.V.A.C - Article 75102/124-02/40
- 3 octobre 2023 - Aménagements complémentaire pour le module de jeu de la crèche de Saint-Job - Approbation de l'application de l'article 38/5 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 et engagement de la dépense. -1.306,80€ - Article 84401/744-51/58
- 3 octobre 2023 - Fourniture d'alimentation: Boucherie – 2024 – dans les crèches et l'I.C.P.P., dans le respect des critères du développement durable – Approbation de dépense, du mode de passation du marché, du cahier des charges et des firmes à consulter. - 48.000,00 € T.V.A.C. - Article 75102/124-02/40;
- 3 octobre 2023 - Fourniture d'alimentation: Epicerie, produits surgelés, produits laitiers, produits féculents, confiserie, droguerie et les divers services communaux – 2024 – dans les crèches, l'I.C.P.P., la pleine de jeux et les divers services, dans le respect des critères du développement durable – Approbation de la dépense, du mode de passation du marché, du cahier des charges et des firmes à consulter. - 136.000,00 € T.V.A.C - Article 101/123-48/10;
- 3 octobre 2023 - Conception d'un projet d'ameublement et aménagement du nouveau centre administratif communal - Lot 1 (Espaces disposant d'un inventaire exhaustif) - Approbation de l'avenant 12 et du marché subséquent relatif à la commande 12 - Engagement de la dépense. - 1.162,54€ - Article 137/741-51/58.
- 3 octobre 2023 - Bâtiment Gambier : adaptation alimentation réseau BT et mise en conformité électrique - Marché de travaux - Procédure de faible montant - Approbation de la désignation de la firme adjudicataire. - 17.000,00 € TVA comprise - Article 137/724-60/85.
- 3 octobre 2023 - Ecole ICPP : rénovation de la grande serre - Marché de travaux - Procédure négociée sans publication préalable - Approbation des conditions du marché - 134.167,00 € (tva comprise). - Article 75102/724-60/85
- 3 octobre 2023 - Packs zéro mégots 2024-2026 - Approbation de l'attribution. - 99.517,66 € TVA comprise.- Article 875/741-52/ - /58
- 10 octobre 2023 -Fourniture et pose d'un socle pour sculpture et installation de l'œuvre d'art de l'artiste Marc Jadoul – Approbation des conditions, firmes à consulter, attribution et engagement de la dépense. - 5.941,69 € TVAC - Article : 773/725-60/82
- 10 octobre 2023 -Ecole MERLO - Remplacement de la chaudière existante et mise en place d'un système de régulation - Marché de travaux - Marché à faible montant - Approbation de la désignation de la firme adjudicataire et de l'engagement de la dépense. - 53.000,00 € TVA comprise - Article 75101/724-60/85

Le Conseil prend connaissance.
36 votants : 36 votes positifs.

Overheidsopdrachten.- Nieuwe gemeentewet, artikel 234, § 3.- Kennisneming van beslissingen van het Schepencollege.

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikels 234, § 3 en 236,

Neemt kennis van de volgende beslissingen van het college van burgemeester en schepenen :

- 29 september 2023 - Aankoop van materialen en klein bouwmaterieel van 2025 tot 2026.
- 29 september 2023 - Aankoop van afvalbakken voor selectieve sortering - Goedkeuring van de voorwaarden en plaatsingsprocedure - Toepassing van artikel 234, § 3, van de nieuwe gemeentewet. 43.560€ (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 764/744-98/12;
- 29 september 2023 - Materiaal en uitrusting voor kinderdagverblijven 2023 - Goedkeuring van de voorwaarden - Toepassing van artikel 234 §3 van de nieuwe gemeentewet. - 33.226,64€ (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 84401/744-98/58.
- 29 september 2023 - Levering (aankoop) van de eindejaarsverlichtingen 2023. - Aanwijzing van de aanbesteder. - Vastlegging van de uitgave.- Ter informatie aan de gemeenteraad. 18.851,80 € B.T.W. inbegrepen - Artikel : 520/744-51/82.
- 29 september 2023 - Project van stadslandbouw Zijlaan - Heraanleg van het terrein in de Zijlaan om er meerdere moestuinpercelen aan te leggen - Keuze van de plaatsingsprocedure van de opdracht en vastlegging van de voorwaarden - Kennisneming door de gemeenteraad. 59.343,30 € - Artikel : 879/721-60/93
- 29 september 2023 - Informatisering van de gemeentelijke diensten - Aankoop van een oplossing voor digitale ondertekening - Goedkeuring van de toezegging van de uitgaven, financieringswijze en toewijzing van de aanbesteding (INF459). 7.361,00 €. - Artikel 139/123-13/53
- 3 oktober 2023 - Aankoop van 8 nieuwe fietsboxen via het Parkeeragentschap. 51.745,99 € (BTW inbegrepen) - Artikel: 421/741-51/95
- 3 oktober 2023 - Levering voedingswaren: fruit en groenten - 2024 - in de kinderdagverblijven het I.C.P.P. en het speelplein, met respect voor duurzame ontwikkeling - Goedkeuring van de uitgave, de procedure van de plaatsingswijze, het bestek en de te raadplegen ondernemingen - Toepassing van het artikel 234§3 van de Nieuwe Gemeentewet. 139.000,00 € BTW inbegrepen - Artikel 75102/124-02/40
- 3 oktober 2023 - Bijkomende elementen voor de speelmodule van de Sint-Jobs peutertuin – Goedkeuring van de gunning en de uitgave. 1.306,80€ - Artikel 84401/744-51/58
- 3 oktober 2023 - Levering voedingswaren: beenhouwerij - 2024 - in de kinderdagverblijven en het I.C.P.P., met respect voor criteria van duurzame ontwikkeling - Goedkeuring van de uitgave, plaatsingswijze, bestek - Toepassing van het artikel 234 §3 van de NGW. 48.000,00 € BTW inbegrepen - Artikel 75102/124-02/40;
- 3 oktober 2023 - Levering voedingswaren: Kruidenierswaren, diepvries-, zuivel- en zetmeelrijke producten, snoepwaren, drogisterij en manifestaties - 2024 - in de kinderdagverblijven, l'I.C.P.P., het speelplein en diverse gemeentelijke diensten, met respect voor criteria van duurzame ontwikkeling - Goedkeuring van de uitgave, plaatsingswijze, het bestek en de te raadplegen ondernemingen - Toepassing van het artikel 234 §3 van de NGW. 136.000,00 € BTW inbegrepen - Artikel 101/123-48/10;
- 3 oktober 2023 - Ontwerp van een project inzake meubilair en inrichting van het nieuwe gemeentelijke administratieve centrum — perceel 1 - Nakomende opdracht -

bestelling 12. 1.162,54€ - Artikel 137/741-51/58.

- 3 oktober 2023 - Gebouw 21 Gambier : LV-voeding aanpassing en elektrische naleving - Werkenoverheidsopdracht - Procedure met beperkte waarde - Goedkeuring van de voorwaarden en van de gunning van de opdracht - Vastlegging van de uitgave. 17.000,00 € BTW inbegrepen - Artikel 137/724-60/85

- 3 oktober 2023 - ICPP school: renovatie van de grote serren - Werkenoverheidsopdracht - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking. 134.167,00 € BTW inbegrepen. - Artikel 75102/724-60/85

- 3 oktober 2023 - Weg met cigarettenuiken - Overschrijding van de raming van de uitgave. 99.517,66 € BTW inbegrepen.- Artikel 875/741-52/ - /58

- 10 oktober 2023 -Levering en plaatsing van een sokkel voor een sculptuur en plaatsing van het kunstwerk van de kunstenaar Marc Jadoul - Goedkeuring van de voorwaarden, te raadplegen firma's, gunning en vastlegging van de uitgave. 5.941,69 € BTW inbegrepen - Artikel : 773/725-60/82

- 10 oktober 2023 - Ecole du Merlo : vervanging van de bestaande ketel en installatie van een regelsysteem - Werkenoverheidsopdracht - Procedure met beperkte waarde - Goedkeuring van de voorwaarden en van de gunning van de opdracht - Vastlegging van de uitgave. 53.000,00 € BTW inbegrepen - Artikel 75101/724-60/85

De Raad neemt kennis.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

19.10.2023/A/0026 **Achat d'une balayeuse - Approbation de la modification de l'estimation du marché**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 234, § 1er relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 36;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Considérant que le service de la Propreté publique souhaite acquérir une balayeuse de 4 m³;

Considérant que les conditions de ce marché ont été approuvées par l'Assemblée en séance du 7 septembre 2023 ;

Considérant que cette décision comporte une erreur matérielle relative à l'estimation du montant du marché ;

Considérant que cette délibération annonce un montant estimé de 190.082,64 € hors TVA ou 230.000,00 €, 21 % TVA comprise;

Considérant que ce montant est inscrit à l'article du budget extraordinaire 875/743-53/58 dont 150.000 € proviennent de subsides, le solde étant financé par fonds de réserve ;

Considérant qu'à la demande du service Transport, une modification budgétaire de 80.000 € a été sollicitée (MB 4) au même article budgétaire, le montant inscrit au budget n'étant pas suffisant pour l'acquisition du type de machine souhaité ;

Considérant que la dépense estimée s'élève donc à 256.198,35 € hors TVA ou 310.000,00 €, 21 % TVA comprise;

Considérant que conformément à la décision prise par l'Assemblée en séance du 7 septembre 2023, cette estimation dépasse les seuils d'application de la publicité européenne et que le cahier des charges et les autres conditions du marché sont conformes aux dispositions légales en vigueur;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins;

Décide :

D'approuver le montant estimé du marché de 256.198,35 € hors TVA ou 310.000,00 €, 21 % TVA comprise, sous réserve de l'approbation de la modification budgétaire d'un montant de 80.000 € (MB 4) à l'article 875/743-53/58 ;

De reporter la date d'ouverture des offres au 24 octobre 2023 ;

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la Tutelle générale.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

Aankoop van een veegmachine - Goedkeuring van de wijziging van de raming van de opdracht

De raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 §1 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, meer bepaald artikel 36;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 bepalende de algemene uitvoeringsregels van overheidsopdrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Overwegende dat de dienst Openbare Reinheid een veegmachine van 4 m³ wil aanschaffen;

Overwegende dat de voorwaarden van deze opdracht goedgekeurd werden door de vergadering in zitting van 7 september 2023;

Overwegende dat deze beslissing een materiële fout bevat met betrekking tot de raming van het bedrag van de opdracht;

Overwegende dat deze beraadslaging een geraamd bedrag van € 190.082,64 excl. btw of € 230.000,00 inclusief 21 % btw aankondigt;

Overwegende dat dit bedrag geboekt is op het artikel van de buitengewone begroting 875/743-53/58, waarvan € 150.000 afkomstig is van subsidies, de rest wordt gefinancierd door reservefondsen;

Overwegende dat de dienst Vervoer een begrotingswijziging van € 80.000 gevraagd heeft (BW 4) op hetzelfde begrotingsartikel, aangezien het geboekte bedrag in de begroting niet toereikend was voor de aankoop van het gewenste type machine;

Overwegende dat de geraamde uitgave dus € 256.198,35 excl. btw of € 310.000,00 inclusief 21 % belooft;

Overwegende dat deze raming, overeenkomstig de beslissing van de vergadering in zitting van 7 september 2023, de drempels overschrijdt die van toepassing zijn op de Europese bekendmaking en dat het bestek en de andere opdrachtvoorwaarden zich schikken naar de geldende wettelijke bepalingen;

Op voorstel van het College van Burgemeester en schepenen;

Beslist:

Het geraamde bedrag van de opdracht van € 256.198,35 excl. btw of € 310.000,00 inclusief 21 % btw goed te keuren, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begrotingswijziging voor een bedrag van € 80.000 (BW 4) op artikel 875/743-53/58;

De openingsdatum van de offertes uit te stellen naar 24 oktober 2023;

Deze beraadslaging over te maken aan de toezichhoudende overheid met het oog op het uitoefenen van het algemeen toezicht.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

19.10.2023/A/0027 **Achat d'un tracteur avec élévateur à nacelle avec châssis – Application de l'article 38 §1er, 2° de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics - Approbation des conditions, du mode de passation et du mode de financement.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 §1 et 236 relatifs aux compétences du Conseil communal et du Collège des bourgmestres et échevins;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Considérant le cahier des charges N° 2023-009 relatif au marché "Achat d'un tracteur avec élévateur à nacelle avec châssis" établi par la Centrale de marchés ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 289.256,19 € hors TVA ou 349.999,99 €, 21 % TVA comprise ;

Considérant que cette estimation dépasse les seuils d'application de la publicité européenne ;

Vu la décision du conseil communal du 22 juin 2023 approuvant les conditions, le montant estimé et la procédure de passation (procédure ouverte) de ce marché ;

Vu l'avis de marché 2023-526775 paru le 29 juin 2023 au niveau national;

Vu l'avis de marché 2023/S 126-399953 paru le 4 juillet 2023 au Journal Officiel de l'Union Européenne ;

Considérant que les offres devaient parvenir à l'administration au plus tard le 29 août 2023 à 10h00 ;

Considérant qu'une offre est parvenue ;

Considérant que le Collège a décidé le 3 octobre 2023, de ne pas attribuer le marché 2023-009 en l'absence d'offres régulières ou acceptables et d'appliquer l'article 38 §1er, 2° de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics qui dispose que :

« [Art. 38.](#) § 1er. *Le pouvoir adjudicateur peut appliquer une procédure*

concurrentielle avec négociation dans les cas suivants :...

2° pour les travaux, les fournitures ou les services pour lesquels, en réponse à une procédure ouverte ou restreinte, seules des offres irrégulières ou inacceptables ont été présentées » ;

Vu que « dans ce cas le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu de publier un avis de marché s'il inclut dans la procédure tous les soumissionnaires, et seulement les soumissionnaires, qui satisfont aux critères visés aux articles 67 à 78 et qui, lors de la procédure ouverte ou restreinte antérieure, ont soumis des offres conformes aux exigences formelles de la procédure de passation...»;

Considérant le cahier des charges n°2023-070 relatif au marché “ Achat d'un tracteur avec élévateur à nacelle avec châssis ” établi par la Centrale de marchés;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 289.256,19 € hors TVA ou 349.999,99 €, 21 % TVA comprise pour l'acquisition des machines et à 20.000 € pour l'entretien des machines (option exigée 2), soit un montant total estimé de 369.999,99 €;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure concurrentielle avec négociation;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2023, à l'article 766/743-53/58 (Fonds de réserve) et sera inscrit à l'article 136/124-06/84 des exercices 2024 et suivants pour l'entretien des machines;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et échevins ;

Décide :

De prendre connaissance de la nullité pour irrégularité substantielle de l'offre reçue;

De passer un nouveau marché pour l'“Achat d'un tracteur avec élévateur à nacelle avec châssis” par procédure concurrentielle avec négociation en application des dispositions de l'article 38 §1er, 2° de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

D'approuver le cahier des charges n°2023-070 et le montant estimé de la dépense de 289.256,19 € hors TVA ou 349.999,99 €, 21 % TVA comprise pour acquisition des machines et de 20.000 €, 21 % TVA comprise pour l'entretien des machines (option exigée 2), soit un montant total estimé de 369.999,99 €;

De fixer la date d'ouverture des offres au 20 novembre 2023 à 10 heures;

Les documents seront publiés et les offres remises par les moyens de communication électroniques ;

de transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale;

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

Onderwerp: Aankoop van een tractor met hoogwerker met chassis - Toepassing van artikel 38 §1 2° van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten - Goedkeuring van de voorwaarden, van de plaatsingswijze, van de uitgave en van de financieringswijze

De raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, meer bepaald artikel 234 §1 en 236 inzake de bevoegdheden van de gemeenteraad en het college van burgemeester en schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene

uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;
Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;
Overwegende het bestek nr. 2023-009 betreffende de opdracht "Aankoop van een tractor met hoogwerker met chassis", opgesteld door de Opdrachtcentrale;
Overwegende dat het geraamde bedrag van deze opdracht € 289.256,19 excl. btw of € 349.999,99 inclusief 21 % btw belooft;
Overwegende dat deze raming de drempels overschrijdt die van toepassing zijn op de Europese bekendmaking;
Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 22 juni 2023 tot goedkeuring van de voorwaarden, het geraamde bedrag en de plaatsingsprocedure (openbare procedure) van deze opdracht;
Gelet op de aankondiging van de opdracht 2023-526775, verschenen op nationaal niveau op 29 juni 2023;
Gelet op de aankondiging van de opdracht 2023/S 126-399953, verschenen in het Publicatieblad van de Europese Unie op 4 juli 2023;
Overwegende dat de offertes ten laatste op 29 augustus 2023 om 10.00 uur bij het bestuur moesten aankomen;
Overwegende dat een offerte aangekomen is;
Overwegende dat het college op 3 oktober 2023 beslist heeft om de opdracht 2023-009 niet te gunnen bij gebrek aan regelmatige of aanvaardbare offertes en artikel 38 §1 2° van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten toe te passen, dat bepaalt:
*"Art. 38. §1. De aanbestedende overheid kan in de volgende gevallen gebruik maken van een mededingingsprocedure met onderhandeling: ...
2° met betrekking tot werken, leveringen of diensten waarvoor, naar aanleiding van een openbare of niet-openbare procedure, enkel onregelmatige of onaanvaardbare offertes werden ingediend";*
Aangezien *"de aanbestedende overheid in dit geval niet verplicht is een aankondiging van een opdracht bekend te maken indien zij tot de procedure uitsluitend alle inschrijvers toelaat die aan de in de artikelen 67 tot 78 bedoelde criteria voldoen en die bij de voorafgaande openbare of niet-openbare procedure offertes hebben ingediend die aan de formele eisen van de plaatsingsprocedure voldeden ..."*;
Overwegende het bestek nr. 2023-070 betreffende de opdracht "Aankoop van een tractor met hoogwerker met chassis", opgesteld door de Opdrachtcentrale;
Overwegende dat het geraamde bedrag van deze opdracht € 289.256,19 excl. btw of € 349.999,99 inclusief 21 % btw belooft voor de aankoop van de machines en € 20.000 voor het onderhoud van de machines (vereiste optie 2), hetzij een geraamd totaalbedrag van € 369.999,99;
Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen via mededingingsprocedure met onderhandeling;
Overwegende dat het krediet dat deze uitgave mogelijk maakt ingeschreven is op de buitengewone begroting van het dienstjaar 2023 op artikel 766/743-53/58 (reservefonds) en ingeschreven zal worden op artikel 136/124-06/84 van het dienstjaar 2024 en volgende voor het onderhoud van de machines;
Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen;

Beslist:

Kennis te nemen van de nietigheid wegens substantiële onregelmatigheid van de ontvangen offerte;
Een nieuwe opdracht te plaatsen voor de "Aankoop van een tractor met hoogwerker met chassis" via mededingingsprocedure met onderhandeling, in toepassing van de bepalingen van artikel 38 §1 2° van de wet van 17 juni 2016 inzake

overheidsopdrachten;

Het bestek nr. 2023-070 en het geraamde bedrag van de uitgave van € 289.256,19 excl. btw of € 349.999,99 inclusief 21 % btw voor de aankoop van de machines en € 20.000 inclusief 21 % btw voor het onderhoud van de machines (vereiste optie 2), hetzij een geraamd totaalbedrag van € 369.999,99, goed te keuren;

De openingsdatum van de offertes vast te leggen op 20 november 2023 om 10 uur;

De onderhavige uitgave vast te leggen op artikel 766/743-53/58 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2023, de uitgaven voor het onderhoud van de machines worden geboekt op artikel 136/124-06/84 van het dienstjaar 2024 en volgende;

De documenten worden gepubliceerd en de offertes worden ingediend via elektronische communicatiemiddelen;

Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op het uitoefenen van het algemeen toezicht.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

CCH - Tracteur Nl.pdf, CCH - Tracteur Fr.pdf

19.10.2023/A/0028 **Adhésion au marché centrale d'achat de Bruxelles Environnement pour la Fourniture d'articles de bureau et de papeterie durables - Approbation de l'adhésion.**

Le Conseil,

Considérant que Bruxelles-Environnement a passé en centrale d'achat un nouveau marché pour la Fourniture d'articles de bureau et de papeterie durables;

Considérant que notre administration adhérerait déjà au précédent marché;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Considérant que l'article 2, 6° de cette loi permet à une centrale d'achat, pouvoir adjudicateur, de passer des marchés de travaux, de fournitures et de services destinés à des pouvoirs adjudicateurs;

Considérant que l'article 47 de cette même loi dispose qu'un pouvoir adjudicateur recourant à une centrale d'achat est dispensé d'organiser lui-même une procédure de passation;

Vu l'intérêt pour la commune d'Uccle de recourir à cette centrale qui permettra une rationalisation en termes de moyens et qui garantira aux pouvoirs locaux bénéficiaires de bénéficier de prix avantageux;

Considérant que la durée totale de ce marché est fixée à 60 mois, les fournitures sont donc échelonnées sur la période de 60 mois et peuvent faire l'objet d'une réception distincte lors de chaque commande;

Considérant que pour les commandes, chaque participant à la centrale se charge de l'exécution du marché pour les commandes qui le concernent. Ceci implique en particulier que le pouvoir adjudicateur adhérent passe directement commande à l'adjudicataire du marché, vérifie les déclarations de créance éventuelles de ce dernier et paye les factures correspondantes à ses propres commandes dans le délai prévu par le cahier des charges;

Considérant que chaque pouvoir bénéficiaire communiquera à l'adjudicataire ses modalités de facturation propres;

Vu le cahier des charges "Fournitures d'articles de bureau et de papeteries durables destinés aux membres du personnel de Bruxelles environnement sous la forme d'une centrale d'achat pour les administrations Bruxelloises" annexé à la présente décision;

Considérant la proposition du Collège des Bourgmestre et échevins d'adhérer au marché public ayant pour objet : "Fourniture d'articles de bureau et de papeterie durables" passé par Bruxelles Environnement;

Considérant qu'une charte de participation devra être signée,

Décide :

- de prendre connaissance des documents du marché public de fournitures ayant pour objet "Fourniture d'articles de bureau et de papeterie durables" passé en centrale d'achat par Bruxelles Environnement;
- d'adhérer au marché public de fournitures ayant pour objet " Fourniture d'articles de bureau et de papeterie durables " passé en centrale d'achat par Bruxelles Environnement;
- d'approuver la Charte de participation ci-annexée relative à cette centrale d'achat.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

Aansluiting bij de aankoopcentrale van Leefmilieu Brussel voor de levering van duurzame kantoor- en kantoorbenodigdheden - Goedkeuring van de aansluiting.

De Raad,

Overwegende dat Leefmilieu Brussel via een aankoopcentrale een nieuwe opdracht voor de Levering van duurzame kantoor- en papierbenodigdheden geplaatst heeft;

Overwegende dat ons bestuur zich al aangesloten had bij de vorige opdracht;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Overwegende dat artikel 2 6° van deze wet het aan een aankoopcentrale, de aanbestedende overheid, mogelijk maakt opdrachten van werken, leveringen en diensten bestemd voor aanbestedende overheden te plaatsen;

Overwegende dat artikel 47 van dezelfde wet bepaalt dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een aankoopcentrale ervan vrijgesteld is zelf een plaatsingsprocedure te organiseren;

Gelet op het belang voor de gemeente Ukkel om een beroep te doen op deze centrale, die een rationalisering op vlak van middelen mogelijk maakt en die de begunstigde lokale overheden verzekert voordelige prijzen te genieten;

Overwegende dat de totale duur van deze opdracht vastgelegd is op 60 maanden, de leveringen zijn dus gespreid over de periode van 60 maanden en kunnen afzonderlijk opgeleverd worden bij elke bestelling;

Overwegende dat voor de bestellingen elke deelnemer aan de centrale zich belast met de uitvoering van de opdracht voor de bestellingen die hem aangaan. Dit houdt in het bijzonder in dat de aangesloten aanbestedende overheid de bestellingen rechtstreeks bij de opdrachtnemer plaatst, de eventuele verklaringen van schuldvordering van deze laatste controleert en de facturen voor haar eigen bestellingen betaalt binnen de termijn voorzien door het bestek;

Overwegende dat elke begunstigde overheid haar eigen factureringsmodaliteiten mededeelt aan de opdrachtnemer;

Gelet op het bestek "Levering van duurzame kantoor- en papierbenodigdheden bestemd voor de personeelsleden van Leefmilieu Brussel in de vorm van een aankoopcentrale voor de Brusselse besturen", in de bijlage bij deze beslissing;

Overwegende het voorstel van het college van burgemeester en schepenen om aan te sluiten bij de overheidsopdracht met als voorwerp: "Levering van duurzame kantoor- en papierbenodigdheden", geplaatst door Leefmilieu Brussel;

Overwegende dat er een deelnemingscharter ondertekend moet worden,

Beslist :

- kennis te nemen van de documenten van de overheidsopdracht van leveringen met als voorwerp "Levering van kantoor- en papierbenodigdheden", geplaatst via

aankoopcentrale door Leefmilieu Brussel;

- zich aan te sluiten bij de overheidsopdracht van leveringen met als voorwerp "Levering van kantoor- en papierbenodigdheden", geplaatst via aankoopcentrale door Leefmilieu Brussel;
- het deelnemingscharter met betrekking tot deze aankoopcentrale in bijlage goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

Charte de participation FR.pdf, 2022K0258_CSCH(2).pdf, Charte de participation NL.docx

DÉPARTEMENT AFFAIRES SOCIALES ET ÉCONOMIQUES - DEPARTEMENT SOCIALE EN ECONOMISCHE ZAKEN

Tutelle CPAS - Toezicht OCMW

19.10.2023/A/0029 CPAS - Compte de l'exercice 2022.

Le Conseil,

Vu les articles 89 et 112 ter de la loi organique du 8 juillet 1976 des Centres publics d'action sociale;

Vu les délibérations du Conseil de l'action sociale du 27 septembre 2023, parvenues à notre administration le 9 octobre 2023, arrêtant définitivement et acceptant le compte de l'exercice 2022 du C.P.A.S., ainsi que son rapport annuel;

Vu que le compte se clôture par un boni comptable final de 179.855,47 € entraînant une correction de la dotation communale,

Décide d'approuver le compte de l'exercice 2022 du C.P.A.S..

***M. L'Echevin Lambert-Limboch** tient à remercier le CPAS pour la qualité des documents transmis.*

Il salue aussi l'excellente présentation effectuée par le directeur financier.

***M. le Président du CPAS** précise que les comptes du CPAS présentent un boni final d'un montant de l'ordre de 178.000 €.*

Il tient à attirer l'attention sur le fait que ces comptes correspondent à une période marquée par la fin de la crise du covid et le début de la guerre en Ukraine. La concomitance de ces événements a provoqué une poussée inflationniste et une augmentation des prix de l'énergie.

Le CPAS a subi de plein fouet l'impact de la crise ukrainienne, étant donné que le nombre de dossiers à traiter a augmenté de 20 % sur un intervalle de trois mois.

Cette situation a mis l'organisation interne du CPAS à rude épreuve mais le renforcement des équipes a permis de surmonter les difficultés.

À cet égard, l'installation d'une cellule vouée spécifiquement à l'aide aux réfugiés ukrainiens s'est avérée décisive et a notamment débouché sur l'ouverture en novembre 2022 d'un logement de transit destiné aux réfugiés ukrainiens dans le home Brugmann.

De plus, les travaux du Domaine du Nekkersgat ont démarré en octobre 2022.

Le montant exact du boni s'élève à 179.855 €. Après les modifications budgétaires, la dotation communale s'élevait en 2022 à 20.326.041 €. En 2022, le taux général d'inflation et le taux d'inflation des produits énergétiques étaient respectivement de 9,59 % et de 58 %. Cette situation a donné lieu à 6 indexations du revenu d'intégration et 5 indexations des salaires.

À la date du 31 décembre 2022, le CPAS comptait 514 agents (hors « article 60 »).

Le budget d'exploitation a été réalisé à 96 % pour les dépenses et à 99 % pour les recettes.

C'est dans le budget des dépenses de fonctionnement que la réalisation a été la plus basse, vu que les frais de fonctionnement n'ont augmenté que de 50.000 € par rapport à 2021, et ce malgré l'inflation galopante de 2022.

Le projet visant à rénover le Domaine du Nekkersgat a enfin été réalisé.

L'évolution des recettes et dépenses d'exploitation se caractérise par une augmentation nettement plus importante qu'en 2021, particulièrement marquée pour ce qui concerne les revenus d'intégration et les équivalents aux revenus d'intégration. Ce phénomène s'explique par les 6 indexations ainsi que par le surcroît d'aides accordées en faveur des réfugiés ukrainiens ou pour assurer un accompagnement social dans le contexte de la crise du covid.

Les dépenses de personnel ont augmenté en raison des 5 indexations et d'une hausse des effectifs chargés de l'aide aux Ukrainiens.

Vu qu'il convient à présent de rembourser les emprunts contractés pour financer la rénovation du Domaine du Nekkersgat, il y a une forte hausse des charges financières.

Souhaitant répondre à des questions intéressantes posées par MM. Cools et Norré, M. le Président du CPAS précise encore qu'il n'est guère possible d'isoler les montants provenant respectivement de la Région, de l'Etat fédéral ou de l'Europe, car ceux-ci ne sont pas identifiés en tant que tels dans la comptabilité. Néanmoins, les services analysent actuellement la possibilité d'appréhender les montants de manière séparée.

***M. Hayette** se réjouit d'avoir reçu les comptes du CPAS au mois d'octobre et espère que les comptes 2023 seront communiqués avant les élections communales. Il salue aussi les efforts accomplis par le CPAS pour fournir un rapport annuel de qualité.*

M. Hayette regrette cependant de ne pas y trouver davantage d'éléments de comparaison avec les autres années.

De manière générale, la plupart des indicateurs sont à la hausse, notamment en raison de la crise ukrainienne. L'augmentation de 223 % du nombre d'aides financières équivalentes au revenu d'intégration sociale observée à partir de mars 2022 coïncide d'ailleurs avec le début de l'invasion russe.

À cet égard, il serait intéressant de comparer les efforts accomplis dans le cadre de la crise ukrainienne avec ceux fournis lors de la crise migratoire de 2015.

M. Hayette est toutefois bien conscient du fait que le CPAS n'est pas à l'origine de la directive 2001/55 de l'Union européenne relative à la protection temporaire. Il est néanmoins important de rappeler que tous les migrants doivent être traités de la même façon et pour ce faire, l'expertise du CPAS peut être utile. À cet égard, M. Hayette serait curieux de connaître le point de vue du CPAS sur la décision prise par Mme De Moor d'exclure les hommes seuls de l'accueil.

Le nombre de bénéficiaires du service Promojob a aussi augmenté. Il s'agit essentiellement d'étudiants, qui sont de plus en plus nombreux à solliciter l'aide du CPAS. Lors de l'adoption de la motion sur l'urgence sociale, le groupe socialiste avait attiré l'attention du Collège sur la situation catastrophique des jeunes dans la commune et sur la nécessité de prendre à leur égard des mesures spécifiques.

L'activité du centre de distribution alimentaire gratuite est en pleine expansion : les quantités de denrées récoltées ont presque doublé entre 2016 et 2022 et le nombre de bénéficiaires croît d'année en année.

M. Hayette rejoint l'analyse du CPAS quant à la lutte contre le gaspillage alimentaire, en précisant que la même tendance s'observe aussi vis-à-vis des objets de la vie quotidienne.

La précarité alimentaire, qui autrefois était exclusivement l'apanage des pays en voie de développement, tend à se généraliser dans les pays riches, où les inégalités sociales sont de plus en plus importantes.

M. Hayette reconnaît la prise de conscience des difficultés sociales particulières auxquelles sont confrontées les personnes vulnérables vivant dans une commune dans le revenu moyen est l'un des plus élevés de la Région bruxelloise. Mais il serait injuste de considérer comme quantité négligeable le soutien fourni par l'Etat fédéral et la Région, notamment pour l'accueil des réfugiés ukrainiens.

Tous les pauvres n'ont pas les mêmes chances de s'en sortir par temps de crise car la pauvreté est un phénomène protéiforme.

L'OCDE envisage la pauvreté en fonction d'un seuil économique en considérant comme pauvres les personnes vivant avec moins de 50 % du revenu médian, alors qu'aux Etats-Unis et au Canada on appréhende la pauvreté dans une perspective plus large en tenant compte du prix du panier des biens estimés indispensables à la survie.

En réalité, la pauvreté se déploie en cercles concentriques et est susceptible de menacer tout le monde. La fermeture récente de la brasserie Le Parvis rappelle à cet égard qu'une faillite peut survenir rapidement et renvoyer tout un personnel dans le chômage et la précarité. Comme l'affirme le psychanalyste Carl-Gustav Jung, « ce qu'on ne veut pas savoir par soi-même finit par arriver de l'extérieur comme un destin ».

Mais M. Hayette reste persuadé qu'il est possible de vaincre la misère avec une réelle volonté politique partagée par tous.

M. Cools remercie aussi le CPAS pour la qualité du rapport annuel et invite le Collège à le mettre en ligne sur le site internet de la commune.

L'intérêt d'un tel rapport réside dans le fait qu'il mentionne tout un ensemble de données chiffrées permettant de comprendre la réalité sociale très différenciée de la commune, car Uccle n'est pas un îlot de richesse : pas moins de 2.000 personnes touchent le revenu d'intégration ou l'équivalent du revenu d'intégration, qu'on appelait naguère le « minimex ».

M. Cools insiste sur le volet réinsertion socio-professionnelle car une politique sociale ne doit pas se cantonner à de l'assistantat mais permettre aux citoyens de retrouver leur autonomie, conformément aux propos tenus jadis par Victor Hugo : « Vous voulez les misérables secourus ; moi, je veux la misère supprimée ».

Il serait opportun de réduire le nombre de pensionnaires du home Nekkersgat avant la fin des travaux de façon à pouvoir y transférer ceux du home Brugmann et combler ainsi le déficit de ce dernier.

Le groupe Uccle en avant votera en faveur de ce point.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

OCMW - Rekening van het dienstjaar 2022.

De Raad,

Gelet op de artikels 89 en 112 ter van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de Openbare centra voor Maatschappelijk welzijn;

Gelet op de beraadslagingen van 27 september 2023, bij het gemeentebestuur toegekomen op 9 oktober 2023, waarbij de Rad voor maatschappelijk welzijn besloten heeft het jaarlijks rapport en de rekening van het dienstjaar 2022 van het O.C.M.W. definitief vast te leggen en goed te keuren;
Aangezien de rekening zich afsluit met een finaal boekhoudkundige boni van 179.855,47 € die een correctie van de gemeentelijke bijdrage voor gevolg heeft,
Beslist de rekening van het dienstjaar 2022 van het O.C.M.W. goed te keuren.

***Schepen Lambert-Limboch** bedankt het OCMW voor de kwaliteit van de verstrekte documenten.*

Hij prijst ook de uitstekende presentatie door de financieel directeur.

***De OCMW-voorzitter** wijst erop dat de rekeningen van het OCMW een eindoverschot vertonen van ongeveer € 178.000.*

Hij vestigt de aandacht op het feit dat deze rekeningen overeenkomen met een periode die gekenmerkt wordt door het einde van de covidcrisis en het begin van de oorlog in Oekraïne. De gelijktijdigheid van deze gebeurtenissen leidde tot een sterke stijging van de inflatie en de energieprijzen.

De impact van de Oekraïense crisis werd het sterkst gevoeld door het OCMW, met een stijging van het aantal behandelde zaken met 20% over een periode van drie maanden.

Deze situatie stelde de interne organisatie van het OCMW op de proef maar dankzij de versterking van de teams konden de moeilijkheden worden overwonnen.

In dit opzicht bleek de oprichting van een cel die zich specifiek bezighoudt met de hulp aan Oekraïense vluchtelingen van doorslaggevend belang, wat met name leidde tot de opening in november 2022 van een transitverblijf voor Oekraïense vluchtelingen in het Brugmannthuis.

Ook de werkzaamheden aan het Nekkersgatdomein zijn in oktober 2022 van start gegaan.

Het exacte bedrag van het overschot is € 179.855. Na de begrotingswijzigingen zal de gemeentelijke dotatie in 2022 € 20.326.041 bedragen. In 2022 bedroegen de algemene inflatie en de inflatie voor energieproducten respectievelijk 9,59% en 58%. Deze situatie gaf aanleiding tot 6 indexeringen van het leefloon en 5 indexeringen van de lonen.

Op 31 december 2022 telde het OCMW 514 werknemers (exclusief 'artikel 60').

De werkingsbegroting werd voor 96% gerealiseerd voor de uitgaven en voor 99% voor de ontvangsten.

Het laagste resultaat werd behaald in de begroting voor werkingsuitgaven aangezien de werkingsuitgaven slechts met € 50.000 stegen t.o.v. 2021, ondanks de ongebreidelde inflatie in 2022.

Het project voor de renovatie van het Nekkersgatdomein is eindelijk afgerond.

De evolutie van de trend in werkingsontvangsten en -uitgaven wordt gekenmerkt door een aanzienlijk hogere stijging dan in 2021, met name voor leeflonen en leefloonequivalenten. Dit is het gevolg van de 6 indexeringen maar ook van de toename van de hulp aan Oekraïense vluchtelingen of voor sociale steun in het kader van de covidcrisis.

De personeelskosten zijn gestegen als gevolg van de 5 indexeringen en een toename van het aantal personeelsleden dat verantwoordelijk is voor de hulp aan Oekraïeners.

Aangezien de leningen die zijn aangegaan om de renovatie van het Nekkersgatdomein te financieren nu moeten worden terugbetaald, zijn de financiële lasten sterk gestegen.

Op interessante vragen van de heren Cools en Norré antwoordt de OCMW-voorzitter dat het niet mogelijk is de bedragen afkomstig van het Gewest, de federale

Staat of Europa te isoleren omdat ze niet als dusdanig in de boekhouding zijn geïdentificeerd. Toch onderzoeken de diensten momenteel de mogelijkheid om de bedragen afzonderlijk te boeken.

***De h. Hayette** is verheugd dat hij de OCMW-rekeningen in oktober heeft ontvangen en hoopt dat de rekeningen voor 2023 vóór de gemeenteraadsverkiezingen zullen worden meegedeeld. Hij is ook verheugd over de inspanningen van het OCMW om een kwalitatief jaarverslag te leveren.*

Hij betreurt het echter dat het verslag niet meer informatie biedt voor een vergelijking met andere jaren.

Over het algemeen laten de meeste indicatoren een stijging zien, met name als gevolg van de Oekraïense crisis. De stijging met 223% van het aantal financiële bijstandsuitkeringen ter hoogte van het leefloon die vanaf maart 2022 werd waargenomen, valt samen met het begin van de Russische invasie.

In dit verband zou het interessant zijn om de inspanningen tijdens de Oekraïense crisis te vergelijken met die tijdens de migratiecrisis van 2015.

Hij is zich er echter terdege van bewust dat het OCMW niet aan de basis lag van EU-richtlijn 2001/55 over tijdelijke bescherming. Toch is het belangrijk om te onthouden dat alle migranten gelijk moeten worden behandeld en de expertise van het OCMW kan hierbij nuttig zijn. In dit verband zou de h. Hayette graag de mening van het OCMW horen over de beslissing van mevr. De Moor om alleenstaande mannen uit te sluiten van opvang.

Het aantal mensen dat gebruik maakt van de dienst Promojob is ook toegenomen. Het gaat vooral om studenten, die steeds meer hulp zoeken bij het OCMW. Toen de motie over sociale nood werd aangenomen, vestigde de socialistische fractie de aandacht van het college op de rampzalige situatie van jongeren in de gemeente en de noodzaak om specifieke maatregelen voor hen te nemen.

De activiteit van het gratis voedseldistributiecentrum breidt zich snel uit: de hoeveelheden ingezamelde voedingsmiddelen zijn tussen 2016 en 2022 bijna verdubbeld en het aantal begunstigden neemt elk jaar toe.

De h. Hayette is het eens met de analyse van het OCMW over de strijd tegen voedselverspilling en wijst erop dat dezelfde trend ook kan worden waargenomen bij alledaagse artikelen.

Voedselonzeekerheid, die vroeger alleen in ontwikkelingslanden voorkwam, lijkt steeds meer voor te komen in rijke landen, waar de sociale ongelijkheid toeneemt.

Hij erkent dat men zich steeds meer bewust wordt van de bijzondere sociale problemen waarmee kwetsbare mensen te kampen hebben in een gemeente waar het gemiddelde inkomen een van de hoogste in het Brusselse Gewest is. Maar het zou niet eerlijk zijn om de steun van de federale staat en het Gewest, in het bijzonder bij de opvang van Oekraïense vluchtelingen, als verwaarloosbaar af te doen.

Niet alle armen hebben dezelfde kansen om het hoofd boven water te houden in tijden van crisis, want armoede is een veelzijdig fenomeen.

De OESO definieert armoede in termen van een economische drempel, waarbij mensen die van minder dan 50% van het mediaan inkomen moeten rondkomen als arm worden beschouwd, terwijl armoede in de Verenigde Staten en Canada vanuit een breder perspectief wordt bekeken, waarbij rekening wordt gehouden met de prijs van het winkelmandje goederen dat essentieel wordt geacht om te overleven.

In werkelijkheid verspreidt armoede zich in concentrische cirkels en is het waarschijnlijk een bedreiging voor iedereen. De recente sluiting van brasserie Le Parvis herinnert ons eraan dat een faillissement snel kan toeslaan en al het personeel werkloos en onzeker kan maken. Zoals de psychoanalyticus Carl-Gustav Jung zei: "wat je zelf niet wilt weten, komt uiteindelijk van buitenaf als een noodlot".

Maar de h. Hayette blijft ervan overtuigd dat armoede kan worden overwonnen met een echte politieke wil die door iedereen wordt gedeeld.

***De h. Cools** bedankt ook het OCMW voor de kwaliteit van het jaarverslag en nodigt het college uit om het online te zetten op de gemeentelijke website.*

De waarde van een dergelijk verslag ligt in het feit dat het een hele reeks cijfers vermeldt die ons in staat stellen om de sterk gedifferentieerde sociale realiteit van de gemeente te begrijpen, want Ukkel is geen eiland van rijkdom: niet minder dan 2.000 mensen ontvangen het leefloon of het equivalent ervan.

De h. Cools dringt aan op het aspect van de socioprofessionele reïntegratie, want een sociaal beleid mag niet beperkt blijven tot bijstand maar moet de burgers in staat stellen hun autonomie terug te krijgen, in overeenstemming met de woorden van Victor Hugo: "U wilt dat de ellendigen geholpen worden, ik wil dat de ellende verdwijnt".

Het zou een goed idee zijn om het aantal bewoners van het Nekkersgattehuis te verminderen voordat de werken klaar zijn, zodat de bewoners van het Brugmannthuis daarheen kunnen worden overgeplaatst en het tekort ervan kan worden weggewerkt.

Uccle en avant zal voor dit punt stemmen.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

14 annexes / 14 bijlagen

20230927-A-0004-AN-003.pdf, 20230927-A-0004-AN-008.pdf, 20230927-A-0004-AN-001.pdf, 20230927-A-0005-AN-002.pdf, 20230927-A-0004-AN-005.pdf, 20230927-A-0004-AN-006.pdf, 20230927-A-0004-AN-010.pdf, 20230927-A-0004-DE-FR.pdf, 20230927-A-0004-AN-009.pdf, 20230927-A-0004-AN-007.pdf, 20230927-A-0004-AN-002.pdf, 20230927-A-0004-DE-NL.pdf, 20230927-A-0004-AN-004.pdf, 20230927-A-0005-AN-001.pdf

DÉPARTEMENT FACILITY MANAGEMENT - DEPARTEMENT FACILITY MANAGEMENT

Nouvelles technologies - Nieuwe technologieën

19.10.2023/A/0030 **L'urgence a été demandée et acceptée à l'unanimité. - WePulse - Adhésion**

Le Conseil,

Considérant que les Administrations communales et les CPAS sont les interlocuteurs de proximité privilégiés pour les citoyens et les entreprises, et délivrent de plus en plus de services dans un contexte sociodémographique changeant;

Considérant que la digitalisation des services et des processus est un levier essentiel pour répondre à la nécessité grandissante de dynamiser la relation avec les citoyens et les entreprises, d'améliorer l'accès à l'information et la qualité des prestations administratives et techniques rendues, de favoriser la dématérialisation des démarches et réduire les délais de traitement;

Considérant que les technologies de l'information à l'ère de la digitalisation des services sont devenues un enjeu majeur pour toutes les administrations;

Considérant la fragmentation du paysage des plateformes applicatives utilisées au sein

des Pouvoirs locaux de la Région, notamment dans les domaines de la gestion financière et comptable, de la gestion des ressources humaines et de la gestion des dossiers sociaux;

Considérant que chaque Administration communale et CPAS gère son portefeuille de contrats avec ses fournisseurs et se retrouve souvent isolée face à ceux-ci, sans possibilité de mutualiser les coûts en regard des autres instances d'une même plateforme utilisée dans d'autres institutions;

Considérant que l'accélération de la digitalisation de la relation avec les citoyens et les entreprises nécessite une évolution des processus et des infrastructures applicatives pour évoluer vers un écosystème cohérent et global propice à l'amélioration de l'efficacité générale;

Attendu que :

- La Région de Bruxelles-Capitale et Paradigm élaborent depuis 2020 un programme d'informatisation et de transformation digitale des Pouvoirs locaux désormais dénommé WePulse en vue de la mise en place une infrastructure applicative commune mutualisée pour les pouvoirs locaux;
- Ce programme a reçu en juillet et décembre 2020 le soutien de Monsieur le Ministre en charge des Pouvoirs locaux et de la transition numérique;
- Paradigm a été mandaté pour mettre le programme à exécution;
- Le programme a été formellement lancé le 09 mars 2021 en présence de Monsieur le Ministre en charge des Pouvoirs locaux et de la transition numérique ; il couvre les domaines Finances, Gestion des ressources humaines, Gestion des dossiers sociaux et Gestion de la relation citoyen/entreprise – GRC);
- Une gouvernance inclusive et participative du programme a été mise en place pour impliquer dans les travaux et les décisions collectives toutes les Communes et tous les CPAS qui ont marqué leur intention de rejoindre le programme;

Considérant que ce programme contribue à répondre – entre autres - aux objectifs suivants :

- Mutualiser les coûts des outils informatiques et renforcer la position stratégique des Pouvoirs locaux envers les différents fournisseurs;
- Améliorer l'accès à l'information;
- Valoriser une image orientée services des administrations communales et CPAS;
- Réduire la charge de travail administrative et améliorer les délais de traitement des prestations administratives et techniques des administrations communales et CPAS;
- Promouvoir une dynamique collective et la mutualisation des investissements, expériences, compétences et contrats dans le cadre d'une approche intégrée et globale au bénéfice de tous;
- Réaliser des économies d'échelle par la mise en place d'un socle commun applicatif tout en permettant de paramétrer celui-ci pour les besoins propres à chaque institution;

Considérant que la mise en œuvre d'un outil pour une gestion transversale des finances (domaine FIN) et des ressources humaines (parties « Soft HR » et « Hard HR » du domaine GRH), l'amélioration de la gestion des données et de leur interopérabilité sont parmi les conditions à réaliser pour atteindre ces objectifs;

Considérant les travaux menés au sein de la gouvernance du programme (Comités de concertation, Comité stratégique de gouvernance – COMIGOV) auxquels la commune d'Uccle n'a pu participer en raison du projet de déménagement vers le nouveau centre

administratif;

Considérant qu'une présentation du projet WePulse a eu lieu en la séance du Collège du 17 janvier 2023;

Considérant qu'une majorité des communes bruxelloises a décidé de rejoindre le projet We Pulse en ce qui concerne les outils dédiés aux modules Finances, Soft et Hard RH;

Vu le document en annexe avec la proposition de feuille de route de déploiement pour la Commune des services et solutions applicatives du domaine FIN et du domaine GRH (parties « Soft HR » et « Hard HR ») et des coûts récurrents maxima qui seraient à charge de la Commune à partir de 2026 concernant le domaine GRH (parties « Soft HR » et « Hard HR ») et le domaine FIN;

Vu que l'accélération de la digitalisation et la nécessité d'une relation toujours plus efficiente avec les citoyens et les entreprises impliquent l'évolution des processus et des infrastructures ;

Vu que WePulse utilisera une infrastructure sécurisée sous forme d'une plateforme commune sous la responsabilité de Paradigm qui supportera les différents domaines fonctionnels couverts par le programme avec un niveau de sécurité adéquat des données des Pouvoirs locaux ;

Vu que les coûts d'investissements permettant de livrer les différents services et de déployer les solutions applicatives WePulse seront pris en charge par la Région, que les coûts récurrents associés à WePulse seront également pris en charge par la Région durant les années 2023, 2024 et 2025 et qu'ils ne seront à charge de la Commune qu'à partir de l'exercice budgétaire 2026 ;

Vu que les montants indiqués dans ce tableau seront indexés annuellement selon la formule AGORIA classique ;

Vu que ces coûts récurrents seront plus élevés que les coûts actuels mais que sans le programme WePulse, ils seraient encore plus élevés ;

Vu que l'adhésion formelle à un domaine implique de facto l'adhésion au domaine des services IT fournis par Paradigm ;

Considérant le recours au FRBRTC pour financer une partie des investissements nécessaires pour les domaines du programme visés par la présente délibération ;

Considérant que le programme WePulse est un programme régional nécessitant l'adhésion du plus grand nombre possible de Communes et CPAS ;

Considérant qu'en séance du 18 juillet 2023, le Collège avait pris la décision de communiquer à Paradigm une liste de garanties demandées dans le cadre de l'implémentation du projet We Pulse ;

Considérant que l'administration a réceptionné en date du 20 septembre les réponses de Paradigm ;

Considérant que des échanges entre l'administration et Paradigm ont encore eu lieu courant octobre afin de préciser certaines demandes;

Considérant que la plupart des demandes formulées par l'administration ont reçu une réponse positive mais que néanmoins certaines fonctionnalités devront encore être précisées par les groupes de travail mis en place par Paradigm dans le cadre de l'implémentation de la solution ;

DECIDE :

- D'adhérer, sous réserve du respect des garanties particulières données par Paradigm tant pour le module finance que pour le module GRH figurant en annexe, aux domaines GRH (parties « Soft HR » et « Hard HR ») et au domaine FIN du programme WePulse aux conditions formulées dans le tableau de prix inclus dans le document joint en annexe;

Le Conseil approuve le point.

De hoogdringendheid werd gevraagd en unaniem aangenomen. - WePulse - Aansluiting

De raad,

Overwegende dat de gemeentebesturen en OCMW's de bevoorrechte lokale gesprekspartners zijn voor de burgers en bedrijven en steeds meer diensten verschaffen in een veranderende sociodemografische context;

Overwegende dat de digitalisering van de diensten en procedures een essentiële hefboom is om te beantwoorden aan de groeiende noodzaak om de relatie met de burgers en de bedrijven dynamischer te maken, de toegang tot de informatie en de kwaliteit van de administratieve en technische prestaties te verbeteren, de digitalisering van de stappen te bevorderen en de behandelingstermijnen te verkorten;

Overwegende dat de informatietechnologieën in de tijd van de digitalisering van de diensten een belangrijke uitdaging geworden zijn voor alle besturen;

Overwegende de verbrokkeling van het landschap van toepassingsplatformen die gebruikt worden binnen de plaatselijke besturen van het gewest, meer bepaald in de domeinen van het financieel en boekhoudkundig beheer, het humanresourcesmanagement en het beheer van de maatschappelijke dossiers;

Overwegende dat elk gemeentebestuur en OCMW zijn portefeuille van contracten met zijn providers beheert en vaak alleen staat tegenover hen, zonder mogelijkheid om de kosten te delen ten aanzien van de andere instanties van eenzelfde platform dat gebruikt wordt in andere instellingen;

Overwegende dat de snellere digitalisering van de relatie met de burgers en bedrijven een evolutie van de procedures en toepassingsinfrastructuur vereist om te evolueren naar een samenhangend en globaal ecosysteem dat geschikt is om de algemene efficiëntie te verbeteren;

Aangezien:

- Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en Paradigm sinds 2020 een programma van digitalisering en digitale transformatie van de plaatselijke besturen uitwerken, voortaan WePulse genaamd, met het oog op de invoering van een gedeelde gemeenschappelijke toepassingsinfrastructuur voor de lokale besturen;
- Dit programma in juli en december 2020 de steun gekregen heeft van de minister bevoegd voor Plaatselijke Besturen en Digitalisering;
- Paradigm de opdracht gekregen heeft om het programma uit te voeren;
- Het programma formeel gelanceerd werd op 9 maart 2021 in aanwezigheid van de minister bevoegd voor Plaatselijke Besturen en Digitalisering; het dekt de domeinen Financiën, Humanresourcesmanagement, Beheer van de maatschappelijke dossiers en Beheer van de relatie met de burgers/bedrijven (BRB);
- Een inclusief en participatief beheer van het programma ingevoerd werd om alle gemeentes en OCMW's die hun intentie kenbaar gemaakt hebben om zich aan te sluiten bij het programma te betrekken bij de werken en collectieve beslissingen;

Overwegende dat dit programma ertoe bijdraagt onder andere te beantwoorden aan de volgende doelstellingen:

- De kosten van de informaticatools delen en de strategische positie van de plaatselijke besturen tegenover de verschillende providers versterken;
- De toegang tot de informatie verbeteren;
- Een dienstgericht imago van de gemeentebesturen en OCMW's opwaarderen;

- De administratieve werklust verkleinen en de behandelingstermijnen van de administratieve en technische prestaties van de gemeentebesturen en OCMW's verbeteren;
- Een collectieve dynamiek en het delen van de investeringen, ervaringen, vaardigheden en contracten bevorderen in het kader van een integrale en globale aanpak ten voordele van iedereen;
- Schaalvoordelen verwezenlijken door de invoering van een gemeenschappelijke toepassingsbasis, waarbij deze afgesteld kan worden volgens de behoeften van elke instelling;

Overwegende dat de invoering van een tool voor een transversaal beheer van de financiën (domein FIN) en van de human resources (delen "Soft HR" en "Hard HR" van het domein HRM) en de verbetering van het gegevensbeheer en van de interoperabiliteit ervan enkele voorwaarden zijn om deze doelstellingen te bereiken;

Overwegende de werken binnen het beheer van het programma (overlegcomités, strategisch managementcomité - COMIGOV), waaraan de gemeente Ukkel niet kon deelnemen wegens de verhuizing naar het nieuw Administratief Centrum;

Overwegende dat het WePulse-project voorgesteld werd in zitting van het college van 17 januari 2023;

Overwegende dat de meeste Brusselse gemeentes beslist hebben om zich aan te sluiten bij het WePulse-project wat betreft de tools voor de modules Financiën, Soft en Hard HR;

Gelet op het document in de bijlage met het voorstel van stappenplan voor de uitrol voor de gemeente van de toepassingsdiensten en -oplossingen van het domein FIN en het domein HRM (delen "Soft HR" en "Hard HR") en van de terugkerende maximumkosten, die vanaf 2026 voor rekening van de gemeente zouden zijn voor het domein HRM (delen "Soft HR" en "Hard HR") en het domein FIN;

Aangezien de snellere digitalisering en de noodzaak van een steeds efficiëntere relatie met de burgers en bedrijven de evolutie van de procedures en infrastructuren inhouden;

Aangezien WePulse een beveiligde infrastructuur gebruikt in de vorm van een gemeenschappelijk platform onder de verantwoordelijkheid van Paradigm, dat de verschillende functionele domeinen die gedekt worden door het programma ondersteunt met een gepast veiligheidsniveau van de gegevens van de plaatselijke besturen;

Aangezien de investeringskosten die het mogelijk maken de verschillende diensten te verschaffen en de WePulse-toepassingsoplossingen uit te rollen voor rekening van het gewest zijn, de terugkerende kosten die samenhangen met WePulse ook voor rekening van het gewest zijn in 2023, 2024 en 2025 en ze pas voor rekening van de gemeente zijn vanaf het begrotingsjaar 2026;

Aangezien de bedragen in deze tabel jaarlijks geïndexeerd worden volgens de klassieke AGORIA-formule;

Aangezien deze terugkerende kosten hoger zijn dan de huidige kosten maar ze zonder het WePulse-programma nog hoger zouden zijn;

Aangezien de formele aansluiting bij een domein de facto de aansluiting bij het domein van de IT-diensten verschaft door Paradigm inhoudt;

Overwegende het beroep op het BGHGT om een deel van de nodige investeringen te financieren voor de domeinen van het programma die beoogd worden door de onderhavige beraadslaging;

Overwegende dat het WePulse-programma een gewestelijk programma is dat de aansluiting van zo veel mogelijk gemeentes en OCMW's vereist;

Overwegende dat het college in zitting van 18 juli 2023 beslist had om aan Paradigm een lijst met gevraagde garanties mee te delen in het kader van de invoering van het WePulse-project;

Overwegende dat het bestuur de antwoorden van Paradigm ontvangen heeft op 20 september;

Overwegende dat er in oktober nog contacten waren tussen het bestuur en Paradigm om bepaalde vragen te verduidelijken;

Overwegende dat de meeste vragen van het bestuur een positief antwoord gekregen hebben, maar dat bepaalde functionaliteiten echter nog verduidelijkt moeten worden door de werkgroepen die door Paradigm opgericht werden in het kader van de invoering van de oplossing;

BESLIST:

- Zich aan te sluiten, onder voorbehoud van de inachtneming van de door Paradigm verstrekte garanties voor zowel de financiële modul als de HRM-module die in de bijlage staan, bij de domeinen HRM (delen "Soft HR" en "Hard HR") en het domein FIN van het WePulse-programma, op de voorwaarden in de prijstabel inbegrepen in het bijgevoegde document.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

Suites de la réunion du 3 octobre 2023 avec les représentants de Paradig....docx, Conditions pour le volet Finances de WePulse dél conseil.docx, WePulse_Budget et planning Finance et Récapitulatif UCCLE AC.pdf

DÉPARTEMENT AFFAIRES ÉDUCATIVES - DEPARTEMENT EDUCATIEVE ZAKEN

Personnes porteuses handicap - Personen met een handicap

19.10.2023/A/0031 **Conseil Consultatif Communal de la Personne en Situation de Handicap.-
Nouveaux membres.**

Le Conseil,

Attendu qu'un Conseil Consultatif Communal de la Personne en Situation de Handicap a été créé par le Conseil Communal en séance du 27 juin 2013;

Attendu qu'avant de faire acte de candidature, M. Arnaud Bergeot a déjà participé à deux réunions consécutives, en qualité d'invité;

Attendu que, par mail du 19 septembre 2023, le CCCPSH d'Uccle a reçu la candidature de l'asbl "Montagne de Saint-Job", qui propose un cadre de vie à des adultes en situation de handicap léger et/ou de fragilité neurologique ou psychiatrique légère, afin que, au fil de leur quotidien et des moments partagés aux côtés de leurs pairs et des accompagnateurs volontaires, il y consolident leur autonomie;

Attendu que M. Arnaud Bergeot, coordinateur, représentera cette asbl;

Que Mme Fatima Ben Yamoun, administratrice, représentera cette asbl en tant que membre suppléant;

Que par courrier du 21 septembre 2023, M. Jorge Casares Vazquez, souhaiterait également faire partie du CCCPSH, à titre privé;

Attendu que le règlement prévoit en son article 2, alinéa 2 que "l'acte de candidature peut également être présenté d'initiative par toute personne bénéficiant des conditions d'éligibilité prévues à l'article 3 du présent règlement, à n'importe quel moment et par simple lettre dûment motivée adressée au Collège des Bourgmestre et Echevins qui

proposera ladite candidature au prochain Conseil communal";

Attendu qu'il convient dès lors que le Conseil examine les candidatures,

Décide :

- de marquer son accord sur la candidature de M. Arnaud Bergeot, afin de représenter l'asbl "Montagne de Saint-Job" auprès du CCCPSH;
- de marquer son accord sur la candidature de Mme Fatima Ben Yamoun, afin de représenter l'asbl "Montagne de Saint-Job" auprès du CCCPSH, en sa qualité de membre suppléant;
- de marquer son accord sur la candidature de M. Jorge Casares Vazquez, auprès du CCCPSH, à titre privé.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

Gemeentelijke Adviesraad voor Personen met een Handicap.- Nieuwe leden.

De Raad,

Aangezien de Gemeenteraad in zitting van 27 juni 2013 een gemeentelijke adviesraad voor personen met een handicap heeft opgericht;

Aangezien de h. Arnaud Bergeot, voordat zijn kandidatuur in te dienen, al twee opeenvolgende vergaderingen heeft bijgewoond in de hoedanigheid van gast;

Aangezien de GARCH van Ukkel op 19 september 2023 de kandidatuur heeft ontvangen van vzw "Montagne de Saint-Job" die een leefomgeving biedt aan volwassenen met lichte handicaps en/of neurologische of psychiatrische aandoeningen zodat ze hun autonomie kunnen consolideren terwijl ze hun dagelijkse leven leiden en tijd kunnen doorbrengen met hun leeftijdsgenoten en vrijwillige verzorgers;

Aangezien de h. Arnaud Bergeot, coördinator, deze vzw zal vertegenwoordigen;

Aangezien Mevr. Fatima Ben Yamou, bestuurster, deze vereniging zal vertegenwoordigen als plaatsvervangend lid;

Dat per brief van 21 september 2023, de h. Jorge Casares Vazquez, ook graag deel uit zou willen maken van de GARCH's, als particulier;

Gelet op artikel 2, alinea 2 van het reglement: "Een kandidatuur kan eveneens voorgesteld worden op initiatief van elk persoon die voldoet aan de verkiezingsvoorwaarden van artikel 3 van het onderhavige reglement, op gelijk welk ogenblik en via een eenvoudige, behoorlijk gemotiveerde brief, geadresseerd aan het college van burgemeester en schepenen dat deze kandidatuur aan de eerstvolgende gemeenteraad zal voorleggen";

Aangezien de raad de kandidaturen dient te onderzoeken,

Beslist :

- zijn goedkeuring te verlenen aan de kandidatuur van de h. Arnaud Bergeot om vzw "Montagne de Saint-Job" te vertegenwoordigen binnen de GARCH's;
- zijn goedkeuring te verlenen aan de kandidatuur van mevr. Fatima Ben Yamoun om vzw "Montagne de Saint-Job" te vertegenwoordigen binnen de GARCH's, als plaatsvervangend lid;
- zijn goedkeuring te verlenen aan de kandidatuur van de h. Jorge Casares Vazquez, als particulier, binnen de GARCH's.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

CANDIDATURE MONTAGNE DE SAINT JOB.pdf, CASAREZ VASQUEZ.docx

Boris Dilliès entre en séance / treedt in zitting.

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat central - Centraal secretariaat

19.10.2023/A/0032 **Question écrite de M. Cools : les renseignements urbanistiques**

Le Conseil prend connaissance.

Schriftelijke vraag van de h. Cools : de stedenbouwkundige inlichtingen

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Réponse QE M. Cools RU.docx

19.10.2023/A/0033 **Interpellation de M. De Bock : le respect du bien-être animal à la Foire de St-Job.- report du 28/09/2023**

M. De Bock estime que la dernière édition de la Foire de Saint-Job est loin de s'être conformée au précepte de Gandhi selon lequel « on reconnaît le degré de civilisation d'un peuple à la manière dont il traite ses animaux ».

Lors de la dernière édition du Marché annuel de la Foire de Saint-Job, les animaux n'ont pas été exposés d'une manière qui respecte leur bien-être.

Il y a lieu d'être interpellé par le fait que les deux inspecteurs de Bruxelles-Environnement n'ont rien remarqué d'anormal.

C'est d'autant plus étonnant que les enclos étaient trop petits pour le nombre d'animaux présents, que ceux-ci étaient entravés par des cordes fermes et souvent trop courtes, alors que le Conseil communal a voté un durcissement des règles en adoptant les dispositions de l'arrêté royal de 2005 relatif aux cirques et expositions itinérantes. M. De Bock énumère, à titre de rappel, une série des mesures votées par le Conseil communal.

D'après les photos, on ne peut affirmer qu'il n'y ait rien à redire : les lois fédérale et régionale n'ont pas été enfreintes mais le règlement communal l'a bien été.

M. De Bock a souhaité porter plainte mais le lien vers le site de Bruxelles-Environnement est inactif. Comment adresser une plainte en bonne et due forme ?

Le Collège a-t-il reçu d'autres signalements concernant cet événement ou d'autres événements similaires ces dernières années ?

Gaïa a interpellé la commune sur les réseaux sociaux, et d'autres citoyens affirment avoir adressé un courrier écrit à l'administration.

Le Collège pourrait-il communiquer l'horaire exact de présence des inspecteurs de Bruxelles-Environnement ? Sont-ils restés toute la journée durant l'exposition prévue de 09h00 à 16h00 ? Le Collège pourrait-il fournir une copie du rapport de ces inspecteurs ?

Qu'en est-il de la désignation du vétérinaire, prévue par la circulaire ad hoc ?

Quelles mesures le Collège a-t-il prises sur base des conventions conclues avec les animaliers ?

M. De Bock est allé consulter ces conventions au secrétariat de la commune. Il remercie à cet égard Mme la Secrétaire communale et les fonctionnaires qui lui ont permis d'avoir accès à ces documents. N'ayant eu toutefois accès qu'au dernières pages des conventions, il réitère sa demande de disposer de l'intégralité des textes.

Il s'avère que 100 % des exposants ont imposé plus de 100 km de trajet à leurs animaux, puisqu'aucun d'entre eux ne venait du Brabant wallon ou du Brabant flamand. Or, il doit certainement y avoir des fermes à animaux dans les provinces proches de la Région bruxelloise.

M. De Bock signale qu'il a fait l'objet de polémiques sur les réseaux sociaux : on l'a accusé de ne pas avoir participé aux groupes de travail relatifs aux conventions qui ont été présentées au Conseil communal et qu'il a bel et bien votées.

M. De Bock tient donc à donner quelques informations sur ce point.

Le 13 octobre 2021 à 14h42, le Cabinet du Bourgmestre a adressé une invitation aux chefs de groupe mentionnant le message suivant :

« Comme évoqué lors du Conseil communal du 30 septembre 2021, nous allons mettre en place un groupe de travail Foire de Saint-Job. Je vous remercie de bien vouloir me communiquer le nom d'une personne de votre groupe qui souhaiterait y participer.

Le 19 octobre à 10h44, soit 6 jours plus tard, M. De Bock a répondu :

« Bonjour à tous. Je participerai à ce groupe de travail pour mon groupe. Je me demandais si le groupe de travail était la meilleure formule ou si on n'évoluerait pas plutôt vers une commission communale spéciale qui serait plus inclusive vis-à-vis de nos autres collègues et pourrait apporter leurs bonnes idées. Notre groupe de travail peut être le prélude de cette commission spéciale ».

Et puis, plus rien ne s'est passé. M. De Bock remercie M. Cools de lui avoir transmis le mail suivant, adressé par le Cabinet du Bourgmestre à tous les chefs de groupe sauf à lui-même le 20 octobre 2021 à 10h33 :

« Nous vous remercions pour votre participation ; Mme Welvis, organisatrice de la Foire de Saint-Job, est absente pour raison de maladie. Mme De Brouwer et moi-même ne manquerons pas de vous revenir dès son retour afin de nous réunir pour travailler sur le sujet. Nous restons à votre disposition ».

M. De Bock précise que trois mois plus tard, le 26 janvier 2022 à 13h04, eut lieu l'envoi d'un nouveau mail collectif à tous les chefs de groupe sauf à lui-même :

« J'ai le plaisir de vous inviter à participer à la première réunion du groupe de travail Bien-être animal Foire de St-Job, via zoom avec le lien, le 17 février prochain à 12h30 ».

M. De Bock tenait à faire ces précisions, à l'intention de ceux qui l'ont accusé de ne pas avoir participé à ce groupe de travail, par ailleurs non obligatoire. M. De Bock avait mentionné qu'il y représenterait son groupe mais il n'y a pas été convié, manifestement de manière volontaire.

Mais ces incidents ne sont pas graves par rapport à l'application des conventions qui, elle, est essentielle. M. De Bock a reçu des dizaines de mails de la part de citoyens qui indiquent avoir interpellé la commune sur cette thématique ces deux dernières années.

Il faut absolument montrer qu'on peut mieux faire à Uccle : si les standards du bien-être animal ont été renforcés, il convient de les faire respecter.

M. Cohen précise que, suite au réveil d'un conseiller communal sur le thème du bien-être animal – qui, par ailleurs, a brillé par sa non-participation aux débats du Conseil communal -, il y a eu plusieurs articles de presse sur la prétendue maltraitance des animaux lors de la Foire de Saint-Job.

M. Cohen se rend à la Foire de Saint-Job en tant que conseiller communal

depuis 1994, et, sur cette période d'une trentaine d'années, a pu y constater une évolution vers une amélioration du bien-être animal, auquel nous sommes tous attachés.

Dans ce cadre, une réunion à laquelle tous les chefs de groupe ont été conviés a été organisée l'année passée afin de réfléchir à l'avenir de cette foire et aux améliorations éventuelles à apporter.

À la même époque, le Conseil communal a voté un modèle de convention, liant la commune avec chacun des éleveurs, sur les conditions de présence des animaux, et cette convention va plus loin que la loi actuelle.

Etant de nouveau présent cette année dans le cortège depuis le début, M. Cohen a pu constater ces améliorations et n'a été témoin d'aucune infraction, d'aucune maltraitance. Les animaux avaient de l'eau et de la paille en suffisance.

M. Bernard Clairfayt, Ministre de Tutelle du Bien-être animal, qui scrute attentivement la commune d'Uccle, a dit clairement qu'il n'y avait aucune infraction.

La commune a-t-elle reçu un rapport de Bruxelles-Environnement puisqu'il y avait deux inspecteurs ? Si c'est le cas, que contient-il ?

La commune a-t-elle constaté des infractions ou de la maltraitance ?

M. Desmet prend acte de la vigilance, peut-être un peu tardive, de M. De Bock pour la cause animale, qui fait vraiment partie de l'ADN des écologistes. Tant dans la majorité que dans l'opposition, les écologistes ont suscité des débats sur le bien-être animal par le biais d'interpellations ou de questions orales et écrites, consacrées non seulement aux marchés annuels mais aussi à la protection de la faune dite « sauvage ». Le groupe Ecolo ne peut donc être suspecté d'opportunisme, de clientélisme ou d'électoratisme en ce domaine.

Le Marché annuel, qui en est à sa 135ème édition, a évolué depuis son origine.

À l'époque où la commune d'Uccle était agricole, la présentation d'animaux de ferme avait du sens.

Aujourd'hui, il est légitime de s'interroger sur le bien-fondé de l'exposition d'animaux. Il n'y a plus désormais d'exposition d'animaux de trait ou d'impressionnants fessiers de bœufs « Blanc Bleu Belge », suite à la demande des Ecolos dans le cadre d'un groupe de travail en mode virtuel auquel les formations politiques ont été toutes invitées mais n'y ont pas toutes participé.

Certaines des propositions avancées par les écologistes ont été retenues, d'autres non, ce qui est tout à fait normal dans un débat démocratique. Le travail a été mené sans bruit et sans alerter la presse car le groupe Ecolo tient surtout à concentrer toute son énergie sur un objectif : les animaux.

D'autres animaux, tels que les rapaces diurnes ou nocturnes ou les reptiles ne font plus l'objet d'exhibitions. De même, il n'y a plus de manège avec des poneys entravés, alors que cette pratique était encore en vigueur lorsque le parti de M. De Bock était dans la majorité.

Il faut éviter les effets d'annonce et réfléchir à la juste place des animaux afin d'améliorer le rendez-vous annuel de la Foire de Saint-Job, qui enchante de très nombreux visiteurs.

M. Desmet espère aussi que cette problématique sera davantage relayée au Parlement régional et que le Ministre Clerfayt encouragera toutes les mesures utiles en ce domaine.

M. Norré estime qu'il y a des progrès tangibles dans la manière dont sont traités les animaux à la Foire de Saint-Job.

Il y a trois ans, M. Norré était intervenu parce que les animaux souffraient de la canicule.

Le Collège y a répondu par la création du groupe de travail auquel M. Norré a participé et qui a fixé des balises pour améliorer la situation, même si celle-ci n'est

pas encore parfaite.

Selon M. Norré, il faudra se demander s'il est bien nécessaire de maintenir la présence d'animaux à la Foire de Saint-Job et s'il ne serait pas préférable d'opter plutôt pour l'organisation de journées pédagogiques dans des fermes grâce à un partenariat avec des exploitations agricoles du Brabant wallon ou du Brabant flamand.

Par ce biais, il serait peut-être possible de concilier le besoin légitime de rencontrer les animaux, exprimé par les familles et les enfants, et le respect du bien-être animal.

M. Cools remarque que la Foire de Saint-Job s'inscrit dans une longue tradition puisqu'elle en est à sa 135^{ème} édition.

Selon M. Cools, il ne faut pas rompre avec toutes les traditions car elles ont parfois du bon, et une foire de Saint-Job sans animaux ne serait plus « La Foire de Saint-Job ».

Cette manifestation a évolué et évoluera encore.

Jusqu'il y a quelques années, il s'agissait d'un concours agricole. Autrefois, les membres du Collège échevinal payaient eux-mêmes les coupes remises aux lauréats.

Aujourd'hui, il ne s'agit plus d'un concours mais d'une exposition animale.

Il va de soi que le bien-être animal doit être au centre des préoccupations.

Tout comme M. Cohen, M. Cools n'a pas eu l'impression qu'il y ait eu maltraitance des animaux lorsqu'il a circulé en cortège à la foire. Au contraire, il y a noté des progrès par rapport à la situation antérieure, puisque les literies ont été améliorées et que des seaux d'eau étaient disponibles pour les animaux.

Lors de la législature précédente, les manèges de poneys ont été supprimés en raison des conditions de vie assez détestables auxquelles ces animaux étaient soumis.

Vu que M. De Bock a été oublié dans les convocations, M. Cools propose de reconstituer un groupe de travail chargé de déterminer des mesures susceptibles d'améliorer la situation sans pour autant rendre impossible la présence d'animaux.

Par exemple, il faudrait peut-être réduire la durée d'exposition des animaux. À l'époque du concours agricole, les animaux quittaient le site aux alentours de midi.

Si on peut garantir aux animaux un séjour plus court sur le site de la foire, ce n'est pas trop grave s'ils viennent de plus loin, et il ne faut pas non plus perdre de vue qu'il faut un personnel adéquat pour accompagner les animaux.

On peut lire parfois sur les réseaux sociaux, dans la presse, mais aussi dans certaines déclarations ministérielles, que ce type d'exposition animale, quoique conforme à la légalité, n'est plus de notre temps.

M. Cools demeure néanmoins persuadé que permettre aux enfants d'avoir un contact avec des animaux – dont on veille avec vigilance au bien-être - est essentiel pour que la Foire de Saint-Job reste un moment de joie et de récréation pour tous.

M. Cools souligne aussi que certaines atteintes au bien-être animal, notamment dans certains refuges ou certains abattoirs, présentent un caractère beaucoup plus scandaleux.

M. le Bourgmestre estime que le groupe de travail qu'il a co-piloté avec Mme l'Echevine De Brouwer a très bien travaillé.

Le groupe de travail a émis de nombreuses recommandations, qui ont été intégrées dans la convention votée à l'unanimité le 23 juin dernier.

La convention signée par les exposants ayant participé à cette dernière édition de la Foire de Saint-Job mentionne les obligations suivantes : respect des législations fédérale et régionale en vigueur, disposition d'abreuvoirs suffisants, de manière à ce que les animaux puissent avoir accès à de l'eau en permanence, enclos de taille suffisante, suivi de la météo, véhicules adaptés pour le transport.

L'accès à l'eau a été facilité par l'installation de cols de cygne. Le placement

d'environ une cinquantaine de bottes de foin, qui constitue une nouveauté par rapport aux années précédentes, a rendu les sols et enclos beaucoup plus confortables. Les éleveurs ont acheminé les animaux dans des véhicules adaptés.

Des dispositions ont été prises quant aux types d'enclos à privilégier, de manière à contenir quelque peu l'enthousiasme envers les animaux, un peu trop débordant et guère propice à leur bien-être, car on oublie parfois que les animaux ne sont pas des jouets d'enfants.

L'Inspecteur de Bruxelles-Environnement s'est présenté à 11h00 et a établi un rapport très clair, précisant qu'il fallait aménager des zones d'ombre tout au long de la journée, aménager certaines barrières pour éviter de devoir attacher les animaux et agrandir le volume des cages dévolues aux volailles afin de leur assurer plus d'espace.

Bruxelles-Environnement a constaté que les conditions de détention ont bien évolué depuis le contrôle de 2021 et que l'accès à l'eau était parfaitement garanti.

M. le Bourgmestre a eu l'occasion de s'entretenir sur ce sujet avec M. Clerfayt, Ministre régional du Bien-être animal. Ce dernier lui a indiqué qu'en égard au Code régional du bien-être animal, son intention était, à terme, d'interdire ce type de manifestation.

Si cette interdiction devient effective, il va de soi que la commune d'Uccle s'y conformera.

Cependant, M. le Bourgmestre demeure attaché aux traditions, même si Mme l'Echevine De Brouwer et lui-même ont toujours fait passer la défense de l'animal en tant qu'être vivant avant le côté folklore et amusement. Il s'agit avant tout de faire preuve de cohérence et d'équilibre.

La commune d'Uccle a beaucoup évolué en ce domaine puisqu'elle dispose à présent d'un échevinat du Bien-être animal. Et Mme De Brouwer, qui exerce cette compétence, est, tout comme M. le Bourgmestre lui-même, une grande amie des animaux et prend cette thématique très à cœur.

Cet investissement s'est traduit par toute une série de décisions concrètes : les normes d'encadrement des feux d'artifice, la confirmation du label « Commune amie des animaux », la participation à la campagne de dons de matériel et de nourriture aux refuges animaliers, la fin de la pêche, etc.

M. le Bourgmestre conteste résolument les propos malveillants, dont il semblerait qu'ils émanent de M. De Bock, en vertu desquels cette action politique relèverait d'un « renvoi de balle » entre lui-même et Mme l'Echevine De Brouwer.

De telles affirmations sont mensongères ! Mais il est sans doute difficile pour certains d'imaginer que des représentants de familles politiques différentes puissent collaborer avec loyauté et efficacité sans se faire des croche-pieds ou des renvois de balle !

On ne peut que regretter que M. De Bock se soit permis de traîner dans la boue tout le travail accompli pour perfectionner un événement auquel il a lui-même assisté depuis 15 ou 20 ans sans avoir le moindre reproche à formuler ! Cette année-ci, M. De Bock est d'ailleurs arrivé bien tardivement, après le début du cortège...

M. De Bock ayant commencé son intervention en citant Gandhi – ce qui témoigne peut-être d'une certaine pédanterie intellectuelle –, M. le Bourgmestre conclut la sienne par une péroraison dénonçant l'attitude, selon lui abjecte, de M. De Bock par le biais d'une allusion particulièrement sardonique à un proverbe africain.

M. De Bock rappelle que Mme la Présidente du Conseil est souvent intervenue pour lancer des appels au calme et au respect mutuel au sein de l'assemblée.

Il constate avec un certain dépit qu'elle ne s'est pas manifestée cette fois-ci alors qu'elle aurait dû être davantage au-dessus de la mêlée.

Mme l'Echevine De Brouwer confirme son excellente collaboration avec M.

le Bourgmestre, qui ne résulte en aucune manière d'un « renvoi de balle ».

Elle précise encore que le nombre d'animaux présents à la Foire de Saint-Job a été divisé par deux afin de leur assurer un accueil plus confortable. Et les groupes d'animaux sont davantage espacés, ce qui est important pour qu'ils se sentent bien.

Mercredi dernier, les services du Bien-être animal et des Manifestations publiques ont procédé à un débriefing avec Bruxelles-Environnement dans la perspective d'une amélioration continue de la Foire de Saint-Job, dans le cas où cette manifestation pourrait être maintenue.

M. De Bock remarque que M. Cohen ne semble pas avoir écouté ses propos liminaires, mentionnant tous les mails relatifs aux invitations auxquelles il n'a pas été convié.

Il regrette que le groupe Ecolo semble faire preuve d'une singulière largesse quant à l'application de la convention adoptée.

M. De Bock estime que M. le Bourgmestre a éludé l'élément essentiel de son interpellation.

En effet, la majorité a adopté une convention qui figure parmi les plus strictes en région bruxelloise, et celle-ci n'est pas respectée.

Si l'on savait d'avance que les normes fixées sont trop strictes pour être respectées, il ne fallait pas adopter une telle convention.

Ou alors il faut en conclure que, pour se donner faussement bonne conscience, on a délibérément adopté un texte très restrictif, dont on savait pertinemment bien dès le départ qu'il ne pourrait être appliqué.

Telle est la réalité que M. De Bock a pu constater : il n'y a eu aucune modification pour ce qui concerne le lieu d'origine des exposants, qui ont fait subir un trajet de plus de 100 km à leurs animaux, et ont dû en venir à les attacher pour ne pas avoir respecté les normes en matière de dimension des enclos.

Le rapport mentionne d'ailleurs explicitement que des animaux étaient attachés à des barrières Nadar dont la disposition ne leur assurait pas un espace suffisant.

Le Collège aurait dû humblement reconnaître ses erreurs, s'engager à faire mieux la prochaine fois, et l'incident était clos. M. De Bock regrette qu'il n'y ait pas eu une telle prise de conscience.

Au contraire, le Collège préfère salir tout ce qui vient de l'opposition, qui ne fait qu'exercer sa mission de contrôle en vérifiant si les textes votés sont bien respectés.

M. Cools ne partage pas les thèses défendues par M. De Bock car il est un chaud partisan du maintien de la présence des animaux à la Foire de Saint-Job.

Néanmoins, il estime que les termes et références utilisés par M. le Bourgmestre pour qualifier les propos de M. De Bock sont exagérés et ne devraient pas être proférés dans l'enceinte d'un Conseil communal.

Pour ce qui concerne la position défendue par le Ministre Clerfayt, M. Cools invite M. le Bourgmestre à défendre le refus de l'interdiction d'animaux à la Conférence des Bourgmestres.

M. Norré regrette amèrement la tournure que prend le débat alors qu'il s'agit d'une thématique qui devrait permettre le dépassement des clivages politiques.

M. Cohen a bien écouté la réponse de M. le Bourgmestre et a bien pris note du rapport de l'Inspecteur qui affirme clairement l'absence de maltraitance.

Le conseiller qui a prétendu le contraire en faisant du dépôt de plaintes sa spécialité a soulevé une tempête dans un verre d'eau, et c'est vraiment regrettable.

En réalité, M. Norré a posé la seule question qui mérite un véritable débat :

faut-il encore des animaux à la Foire de Saint-Job ?

M. Cohen partage les arguments développés par M. Cools pour justifier le maintien des animaux à cette manifestation mais il y ajoute un argument d'ordre social : c'est à l'occasion de la Foire de Saint-Job que de nombreux enfants voient pour la première fois une chèvre ou un cheval.

Certes, il existe des fermes pédagogiques mais il ne faut pas se leurrer : beaucoup de familles ne s'y rendront pas alors qu'ils viennent volontiers à la Foire de Saint-Job.

Mme Margaux signale que le groupe DÉFI va quitter l'assemblée car il est outré par les propos abjects, sales et grossiers qui ont été proférés à son encontre.

M. De Bock déclare à M. le Bourgmestre qu'il n'est pas digne de l'être et qu'il a déshonoré la fonction mayorale ce soir.

Le groupe DÉFI quitte la séance.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van de h. De Bock : de naleving van het dierenwelzijn op de jaarmarkt van Sint-Job.- uitstel van 28/09/2023

De h. De Bock is van mening dat de laatste editie van de Jaarmarkt van Sint-Job ver achterbleef bij Gandhi's voorschrift dat "de mate van beschaving van een volk kan worden afgemeten aan de manier waarop het met zijn dieren omgaat".

Op de laatste editie van de jaarmarkt werden de dieren niet tentoongesteld op een manier die hun welzijn respecteerte.

Het feit dat de twee inspecteurs van Leefmilieu Brussel niets ongewoons hebben opgemerkt, is zorgwekkend.

Dit is des te verwonderlijker omdat de verblijven te klein waren voor het aantal aanwezige dieren en omdat de dieren werden vastgebonden met stevige touwen die vaak te kort waren, op een moment dat de gemeenteraad heeft gestemd om de regels aan te scherpen door de bepalingen van het Koninklijk Besluit van 2005 over circussen en reizende tentoonstellingen over te nemen. De h. De Bock somt een reeks maatregelen op die door de gemeenteraad zijn goedgekeurd.

Van de foto's kan niet gezegd worden dat er niets aan de hand is: de federale en gewestelijke wetten zijn niet overtreden maar het gemeentereglement wel.

De h. De Bock wou een klacht indienen maar de link naar de website van Leefmilieu Brussel is inactief. Hoe kan een klacht worden ingediend?

Heeft het college de laatste jaren nog andere meldingen van deze of soortgelijke gebeurtenissen ontvangen?

Gaïa heeft via sociale netwerken contact opgenomen met de gemeente en andere burgers beweren dat ze het bestuur hebben aangeschreven.

Kan het college de exacte tijdstippen meedelen waarop de inspecteurs van Leefmilieu Brussel aanwezig waren? Zijn ze de hele dag gebleven tijdens de tentoonstelling die gepland was van 9 tot 16 uur? Kan het college een kopie van het verslag van de inspecteurs voorleggen?

Hoe zit het met de benoeming van de dierenarts, zoals voorzien in de ad hoc omzendbrief?

Welke maatregelen heeft het college genomen op basis van de overeenkomsten met de dierenverzorgers?

De h. De Bock heeft deze overeenkomsten geraadpleegd op het

gemeentesecretariaat. Hij dankt de gemeentesecretaris en de ambtenaren die hem toegang hebben verleend tot deze documenten. Omdat hij echter alleen toegang had tot de laatste pagina's van de overeenkomsten, herhaalde hij zijn verzoek om de volledige teksten.

Het blijkt dat 100% van de exposanten hun dieren meer dan 100 km lieten reizen, aangezien geen van hen uit Waals of Vlaams-Brabant kwam. Toch moeten er zeker dierenboerderijen zijn in de provincies dicht bij het Brusselse gewest.

De h. De Bock wijst erop dat hij het onderwerp is van controverse op sociale netwerken: hij wordt ervan beschuldigd niet te hebben deelgenomen aan de werkgroepen met betrekking tot de overeenkomsten die werden voorgesteld aan de gemeenteraad en waar hij wel voor heeft gestemd.

De h. De Bock wil hierover graag verduidelijken.

Op 13 oktober 2021 om 14.42 u. stuurde het kabinet van de burgemeester een uitnodiging naar de fractieleiders met de volgende boodschap:

"Comme évoqué lors du Conseil communal du 30 septembre 2021, nous allons mettre en place un groupe de travail Foire de Saint-Job. Je vous remercie de bien vouloir me communiquer le nom d'une personne de votre groupe qui souhaiterait y participer".

Op 19 oktober om 10.44 u., 6 dagen later, antwoordt de h. De Bock:

"Bonjour à tous. Je participerai à ce groupe de travail pour mon groupe. Je me demandais si le groupe de travail était la meilleure formule ou si on n'évoluerait pas plutôt vers une commission communale spéciale qui serait plus inclusive vis-à-vis de nos autres collègues et pourrait apporter leurs bonnes idées. Notre groupe de travail peut être le prélude de cette commission spéciale".

En toen gebeurde er niets meer. De h. De Bock bedankt de h. Cools voor het sturen van de volgende e-mail, die op 20 oktober 2021 om 10.33 u. door het kabinet van de burgemeester naar alle fractieleiders behalve hemzelf is gestuurd: "Nous vous remercions pour votre participation ; Mme Welvis, organisatrice de la Foire de Saint-Job, est absente pour raison de maladie. Mme De Brouwer et moi-même ne manquerons pas de vous revenir dès son retour afin de nous réunir pour travailler sur le sujet. Nous restons à votre disposition."

De h. De Bock voegt eraan toe dat drie maanden later, op 26 januari 2022 om 13.04 u., een nieuwe collectieve e-mail naar alle fractieleiders werd gestuurd, behalve naar hemzelf:

"J'ai le plaisir de vous inviter à participer à la première réunion du groupe de travail Bien-être animal Foire de St-Job, via zoom avec le lien, le 17 février prochain à 12h30".

De h. De Bock wou deze verduidelijkingen geven, ten behoeve van degenen die hem ervan beschuldigen niet te hebben deelgenomen aan deze werkgroep, die niet verplicht is. De h. De Bock had gezegd dat hij zijn fractie zou vertegenwoordigen maar hij was niet uitgenodigd, blijkbaar vrijwillig.

Maar deze incidenten zijn niet ernstig als het gaat om de toepassing van de overeenkomsten, die essentieel is. De h. De Bock heeft tientallen e-mails ontvangen van burgers die aangeven dat ze deze kwestie de afgelopen twee jaar hebben aangekaart bij de gemeente.

We moeten absoluut laten zien dat we beter kunnen in Ukkel: de normen voor dierenwelzijn zijn weliswaar aangescherpt maar ze moeten nog steeds worden gehandhaafd.

De h. Cohen wijst erop dat na de bewustwording van een gemeenteraadslid over dierenwelzijn - die overigens opviel door zijn niet-deelname aan gemeenteraadsdebatten - er verschillende artikels in de pers zijn verschenen over de

vermeende dieren mishandeling op de jaarmarkt van Sint-Job.

De h. Cohen gaat sinds 1994 als gemeenteraadslid naar de jaarmarkt van Sint-Job en in deze periode van ongeveer dertig jaar heeft hij een verbetering van het dierenwelzijn gezien, waar we allemaal aan hechten.

Daarom werd er vorig jaar een bijeenkomst georganiseerd, waarvoor alle fractieleiders waren uitgenodigd, om na te denken over de toekomst van de kermis en eventuele verbeteringen.

Tegelijkertijd stemde de gemeenteraad voor een modelovereenkomst tussen de gemeente en elk van de fokkers over de voorwaarden waaronder de dieren aanwezig mogen zijn, en deze overeenkomst gaat verder dan de huidige wet.

Omdat hij dit jaar weer vanaf het begin bij de optocht aanwezig was, kon de h. Cohen deze verbeteringen met eigen ogen zien en is hij niet getuige geweest van overtredingen of mishandeling. De dieren hadden voldoende water en stro.

Bernard Clairfayt, minister van Dierenwelzijn, die de gemeente Ukkel nauwlettend in de gaten houdt, maakte duidelijk dat er geen overtredingen waren.

Heeft de gemeente een rapport ontvangen van Leefmilieu Brussel, aangezien er twee inspecteurs waren? Zo ja, wat staat erin?

Heeft de gemeente overtredingen of mishandelingen vastgesteld?

De h. Desmet neemt nota van de waakzaamheid van de h. De Bock, misschien een beetje laat, voor het dierenwelzijn, die zeer sterk deel uitmaakt van het DNA van Ecolo. Zowel in de meerderheid als in de oppositie heeft Ecolo debatten over dierenwelzijn op gang gebracht door middel van interpellaties of mondelinge en schriftelijke vragen, niet alleen gewijd aan de jaarmarkten maar ook aan de bescherming van de zogenaamde "wilde" fauna. Ecolo kan dus niet worden verdacht van opportunisme, cliëntelisme of verkiezingsstrijd op dit gebied.

De jaarmarkt, die nu 135 jaar bestaat, is sinds zijn oprichting geëvolueerd.

Toen Ukkel nog een landbouwgemeenschap was, was de presentatie van boerderijdieren logisch.

Vandaag is het echter gerechtvaardigd om je af te vragen of het wel verstandig is om dieren tentoon te stellen. Voortaan worden er geen trekdieren of indrukwekkende "Blanc Bleu Belge" ossen meer tentoongesteld, op verzoek van Ecolo in het kader van een virtuele werkgroep waarvoor alle politieke fracties waren uitgenodigd, maar die niet allemaal hebben deelgenomen.

Sommige voorstellen van Ecolo werden aangenomen, andere niet, wat normaal is in een democratisch debat. Het werk werd in stilte uitgevoerd en zonder de pers te waarschuwen, omdat Ecolo al haar energie wil richten op één doel: dieren.

Andere dieren, zoals dag- of nachtroefvogels of reptielen, worden niet meer tentoongesteld. Er zijn ook geen ritten meer met geketende pony's, hoewel deze praktijk nog van kracht was toen de partij van de h. De Bock in de meerderheid was.

We moeten geen mededelingen meer doen en nadenken over de juiste plaats voor dieren om de jaarmarkt die zoveel bezoekers in vervoering brengt, te verbeteren.

Hij hoopt dat deze kwestie meer aandacht zal krijgen in het gewestelijke parlement en dat minister Clerfayt alle nuttige maatregelen op dit gebied zal aanmoedigen.

De h. Norré is van mening dat er tastbare vooruitgang is geboekt in de manier waarop dieren worden behandeld op de jaarmarkt.

Drie jaar geleden greep de h. Norré in omdat de dieren leden onder de hittegolf.

Het college reageerde door een werkgroep op te richten, waaraan de h. Norré deelnam en die richtlijnen opstelde om de situatie te verbeteren, ook al is deze nog niet perfect.

Volgens de h. Norré moeten we ons afvragen of het echt nodig is om de

aanwezigheid van dieren op de jaarmarkt te behouden en of het niet beter zou zijn om in plaats daarvan te kiezen voor de organisatie van educatieve dagen op boerderijen via een partnerschap met boerderijen in Waals-Brabant of Vlaams-Brabant.

Op die manier zou de legitieme behoefte van gezinnen en kinderen om dieren te ontmoeten kunnen worden verzoend met respect voor het dierenwelzijn.

De h. Cools merkt op dat de jaarmarkt een lange traditie heeft, nu al 135 jaar.

Volgens hem moeten we niet met alle tradities breken, omdat ze soms goed kunnen zijn, en een jaarmarkt zonder dieren zou niet langer "de Jaarmarkt van Sint-Job" zijn.

Dit evenement is geëvolueerd en zal blijven evolueren.

Tot een paar jaar geleden was het een landbouwprijskamp. Vroeger betaalden de collegeleden zelf voor de bekeraars die aan de winnaars werden uitgereikt.

Vandaag is het geen prijskamp meer, maar een dierententoonstelling.

Het spreekt voor zich dat dierenwelzijn centraal moet staan.

Net als de h. Cohen had de h. Cools niet de indruk dat de dieren werden mishandeld toen hij in de optocht rond de jaarmarkt reed. Hij merkte op dat er vooruitgang was geboekt ten opzichte van de vorige situatie, aangezien de bodembedekking was verbeterd en er emmers water beschikbaar waren voor de dieren.

Tijdens de vorige zittingsperiode waren de ponyritjes afgeschaft vanwege de erbarmelijke leefomstandigheden van deze dieren.

Aangezien men de h. De Bock was vergeten in de oproepingen, stelt de h. Cools voor om opnieuw een werkgroep samen te stellen om maatregelen te nemen die de situatie zouden kunnen verbeteren zonder de aanwezigheid van dieren onmogelijk te maken.

Misschien zou bijvoorbeeld de duur van de tentoonstelling van dieren moeten worden verkort. In de tijd van de landbouwprijskamp verlieten de dieren het terrein rond het middaguur.

Als we de dieren een korter verblijf op de jaarmarkt kunnen garanderen, is het niet erg als ze van verder weg komen, en we moeten niet uit het oog verliezen dat we geschikt personeel nodig hebben om de dieren te begeleiden.

Soms lezen we op sociale netwerken, in de pers, maar ook in bepaalde ministeriële verklaringen, dat dit soort dierententoonstellingen, hoewel legaal, niet meer van deze tijd is.

Desondanks blijft de h. Cools ervan overtuigd dat het contact van kinderen met dieren - waarvan het welzijn zorgvuldig wordt gecontroleerd - essentieel is om de jaarmarkt een moment van vreugde en ontspanning voor iedereen te laten blijven.

De h. Cools wijst er ook op dat sommige schendingen van het dierenwelzijn, met name in bepaalde opvangcentra of slachthuizen, veel schandaliger zijn.

De burgemeester is van mening dat de werkgroep die hij samen met schepen De Brouwer heeft voorgezeten heel goed heeft gewerkt.

De werkgroep deed een aantal aanbevelingen die werden opgenomen in de overeenkomst waarover op 23 juni unaniem werd gestemd.

De overeenkomst die werd ondertekend door de exposanten die deelnamen aan deze laatste editie van de jaarmarkt omvat de volgende verplichtingen: het naleven van de huidige federale en gewestelijke wetgeving, het voorzien van voldoende drinkbakken zodat de dieren te allen tijde toegang hebben tot water, hokken van voldoende grootte, toezicht op het weer en geschikte voertuigen voor transport.

De toegang tot water werd vergemakkelijkt door de installatie van zwanenhalzen. De plaatsing van ongeveer vijftig balen hooi, nieuw in vergelijking met voorgaande jaren, maakte de bodem veel comfortabeler. De fokkers vervoerden de dieren in speciaal aangepaste voertuigen.

Er werden afspraken gemaakt over het soort hokken dat moest worden

gebruikt, om het enthousiasme voor de dieren, dat een beetje te groot was en niet bevorderlijk voor hun welzijn, te beteugelen, omdat we soms vergeten dat dieren geen kinderspeelgoed zijn.

De inspecteur van Leefmilieu Brussel arriveerde om 11 uur en stelde een zeer duidelijk rapport op, waarin hij aangaf dat er de hele dag door schaduwplekken moesten worden gecreëerd, dat er bepaalde hekken moesten worden geïnstalleerd om te voorkomen dat de dieren moesten worden vastgebonden en dat het volume van de kooien voor het pluimvee moest worden vergroot om ze meer ruimte te geven.

Leefmilieu Brussel merkte op dat de omstandigheden aanzienlijk waren verbeterd sinds de inspectie van 2021 en dat de toegang tot water volledig was gegarandeerd.

De burgemeester had de gelegenheid om de kwestie te bespreken met de h. Clerfayt, gewestelijk minister voor Dierenwelzijn. De h. Clerfayt vertelde hem dat hij, in het kader van de gewestelijke dierenwelzijnscode, van plan was om dit soort evenementen op lange termijn te verbieden.

Als dit verbod van kracht wordt, spreekt het voor zich dat de gemeente Ukkel zich eraan zal houden.

De burgemeester blijft echter vasthouden aan tradities, ook al hebben hij en schepen De Brouwer de verdediging van dieren als levende wezens altijd boven folklore en plezier gesteld. Het gaat allemaal om consistentie en evenwicht.

De gemeente Ukkel heeft grote stappen gezet op dit gebied, want ze heeft nu een schepen voor Dierenwelzijn. En mevr. De Brouwer, die verantwoordelijk is voor dit gebied, is net als de burgemeester zelf een groot dierenvriend en neemt dit onderwerp heel serieus.

Deze investering heeft geresulteerd in een hele reeks concrete beslissingen: normen voor vuurwerk, bevestiging van het label "Gemeente dierenvriend", deelname aan de campagne om materiaal en voedsel te schenken aan dierenopvangcentra, het einde van de visvangst, enz.

De burgemeester ontkent resoluut de kwaadwillige opmerkingen, blijkbaar gemaakt door de h. De Bock, dat deze politieke actie een "doorgeven van de verantwoordelijkheid" was tussen hem en mevr. De Brouwer.

Dergelijke beweringen zijn onwaar! Maar het is voor sommigen ongetwijfeld moeilijk voor te stellen dat vertegenwoordigers van verschillende politieke families loyaal en doeltreffend kunnen samenwerken zonder over elkaar te struikelen of elkaar de loef af te steken!

We kunnen alleen maar betreuren dat de h. De Bock de vrijheid heeft genomen om al het werk dat is besteed aan het perfectioneren van een evenement dat hij zelf al 15 of 20 jaar bijwoont, door het slijk te halen! Dit jaar kwam de h. De Bock erg laat aan, nadat de optocht was begonnen...

De h. De Bock begon zijn toespraak met een citaat van Gandhi - wat misschien getuigt van een zekere intellectuele pedanterie - en de burgemeester sloot zijn toespraak af met een peroratie waarin hij de houding van de h. De Bock, die hij verachtelijk vond, aan de kaak stelde door middel van een bijzonder sardonische toespeling op een Afrikaans gezegde.

De h. De Bock herinnert eraan dat de voorzitter van de raad vaak had opgeroepen tot kalmte en wederzijds respect binnen de vergadering.

Hij stelt met enige teleurstelling vast dat ze dat deze keer niet had gedaan, terwijl ze meer boven het strijdgewoel had moeten staan.

Schepen De Brouwer bevestigt haar uitstekende samenwerking met de burgemeester, die geenszins het gevolg was van een "doorgeven van de verantwoordelijkheid".

Ze wijst er ook op dat het aantal dieren op de jaarmarkt is gehalveerd om ze

een comfortabeler welkom te bieden. En de dierengroepen staan verder uit elkaar, wat belangrijk is als ze zich op hun gemak willen voelen.

Afgelopen woensdag hebben de diensten Dierenwelzijn en Openbare Manifestaties een debriefing gehouden met Leefmilieu Brussel om de jaarmarkt verder te verbeteren, mocht het evenement kunnen worden behouden.

De h. De Bock merkt op dat de h. Cohen niet lijkt te hebben geluisterd naar zijn inleidende opmerkingen, waarin hij alle e-mails noemt die betrekking hebben op uitnodigingen waarvoor hij niet werd uitgenodigd.

Hij betreurt dat Ecolo ongewoon gul lijkt te zijn bij de toepassing van de aangenomen overeenkomst.

De h. De Bock vindt dat de burgemeester de kern van zijn vraag ontwijkt.

De meerderheid heeft namelijk een overeenkomst aangenomen die tot de strengste van het Brusselse gewest behoort en die niet wordt nageleefd.

Als we van tevoren wisten dat de gestelde normen te streng waren om te worden nageleefd, hadden we een dergelijke overeenkomst niet moeten goedkeuren.

Of we moeten concluderen dat we, om ons geweten te sussen, opzettelijk een zeer restrictieve tekst hebben aangenomen, waarvan we van meet af aan heel goed wisten dat die niet kon worden toegepast.

Dit is de realiteit die de h. De Bock zelf heeft kunnen vaststellen: er is niets veranderd aan de plaats van herkomst van exposanten, die hun dieren meer dan 100 km hebben laten reizen en ze hebben moeten vastbinden omdat ze niet voldeden aan de normen voor hokafmetingen.

In het rapport wordt zelfs expliciet vermeld dat sommige dieren waren vastgebonden aan Nadar-omheiningen die onvoldoende ruimte boden.

Het college had zijn fouten nederig moeten erkennen, zich ertoe moeten verbinden het de volgende keer beter te doen en het incident was voorbij. De h. De Bock betreurt dat dit besef er niet is geweest.

Het college besmeurt integendeel liever alles wat van de oppositie komt, die slechts haar toezichthoudende rol uitoefent door te controleren of de teksten waarover gestemd is, worden nageleefd.

De h. Cools is het niet eens met de h. De Bock omdat hij een groot voorstander is van het behoud van dieren op de jaarmarkt.

Desalniettemin is hij van mening dat de termen en verwijzingen die de burgemeester gebruikt om de opmerkingen van de h. De Bock te beschrijven, overdreven zijn en niet gebruikt zouden moeten worden in een gemeenteraad.

Met betrekking tot het door minister Clerfayt verdedigde standpunt nodigt de h. Cools de burgemeester uit om het verbod op dieren te verdedigen tijdens de conferentie van burgemeesters.

De h. Norré betreurt het verloop van het debat ten eerste, ondanks het feit dat het hier gaat om een kwestie die het mogelijk zou moeten maken politieke meningsverschillen te overbruggen.

De h. Cohen luisterde aandachtig naar het antwoord van de burgemeester en nam kennis van het rapport van de inspecteur, waarin duidelijk staat dat er geen sprake is van misbruik.

Het raadslid dat het tegendeel beweerde door van het indienen van klachten zijn specialiteit te maken, heeft een storm in een glas water veroorzaakt, en dat is echt betreurenswaardig.

De h. Norré stelde eigenlijk de enige vraag die een echt debat verdient: hebben we nog dieren nodig op de jaarmarkt?

De h. Cohen is het eens met de argumenten van de h. Cools om het houden

van dieren op dit evenement te rechtvaardigen maar voegt daar een sociaal argument aan toe: de jaarmarkt is de plek waar veel kinderen voor het eerst een geit of een paard zien.

Het is waar dat er educatieve boerderijen zijn maar laten we onszelf niet voor de gek houden: veel gezinnen zullen daar niet naartoe gaan, terwijl ze graag naar de jaarmarkt komen.

Mevr. Margaux zegt dat DÉFI de vergadering zal verlaten omdat ze verontwaardigd is over de verachtelijke, vuile en grove taal die tegen haar wordt gebruikt.

De h. De Bock verklaart aan de burgemeester dat hij het niet waard was om burgemeester te zijn en dat hij het ambt van burgemeester deze avond te schande had gemaakt.

DÉFI verlaat de vergadering.

De Raad neemt kennis.

19.10.2023/A/0034 **Question orale de M. Cohen : le respect du bien-être animal à la Foire de St-Job.**

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Cohen : de naleving van het dierenwelzijn op de jaarmarkt van Sint-Job.

De Raad neemt kennis.

Emmanuel De Bock quitte la séance / verlaat de zitting.

Odile Margaux quitte la séance / verlaat de zitting.

Jacques Spelkens quitte la séance / verlaat de zitting.

19.10.2023/A/0035 **Interpellation de Mme Delvoye : le nouveau statut des crèches.**

Le point est reporté.

Interpellatie van Mevr. Delvoye : het nieuw statuut voor kinderdagverblijven.

Het punt wordt verdaagd.

1 annexe / 1 bijlage

20230904 Daniel Hublet.docx

19.10.2023/A/0036 **Question orale de Mme Van Offelen : des panneaux explicatifs et des QR codes dans l'espace public uclois : évolution de la situation.**

Mme Van Offelen rappelle qu'en janvier 2017, en concertation avec M.

Hublet, ainsi qu'en septembre 2019 et juin 2020, elle avait proposé au Collège que les monuments commémoratifs uclois en hommage aux héros et victimes des deux guerres mondiales soient davantage mis en valeur pour que les passants, visiteurs et écoliers en comprennent la signification. Elle avait demandé qu'à côté de chacun de ces monuments, on place un panneau explicatif et un QR code renvoyant au site internet de la commune.

Le 1er novembre prochain, comme chaque année, hommage sera rendu aux victimes militaires et civiles des deux guerres mondiales par un dépôt de fleurs devant ces monuments.

Le 1er novembre prochain, comme chaque année, une famille attendra le cortège devant le mémorial Raindorf, au Dieweg, à l'entrée du parc de Wolvendael. Il s'agira de la fille de Maurice Raindorf, accompagnée de ses enfants, petits-enfants, frères et sœurs. Maurice Raindorf, résistant juif, et son épouse ont été arrêtés et emprisonnés par les Allemands. Il a été torturé et décapité. Si Maurice Raindorf ne bénéficia d'aucune pitié, ce fut sans doute, selon son frère René, lui-même rescapé de Breendonck, Auschwitz et Mauthausen, parce qu'il était juif et ne révéla aucun nom de ses amis résistants, en dépit des brutalités insistantes de ses geôliers. L'histoire héroïque de Maurice Raindorf, comme celle de tous les héros de la Résistance, mérite d'être connue et reconnue !

La proposition relative aux panneaux explicatifs a reçu un accueil positif de la part du Collège et a été soutenue par l'ensemble du Conseil communal. Elle a même suscité de larges échanges et débats sur le « Devoir de mémoire » et la nécessité de continuer à sensibiliser les jeunes. Le Collège s'est engagé à la mettre en œuvre.

À l'occasion de la dernière question de Mme Van Offelen sur ce thème en 2020, le Collège a répondu qu'un budget a été prévu, qu'un nouvel appel d'offres a été lancé pour la confection des panneaux avec QR codes et que ceux-ci devaient être placés devant les monuments dans le courant de 2020 ou 2021 pour les commémorations du 1er novembre. Le Collège avait également évoqué la possibilité de placer ce type de panneaux et de QR codes devant d'autres monuments communaux. Mme Van Offelen estime que les pavés de la mémoire le méritent aussi.

Le Cercle d'histoire et d'archéologie d'Uccle a confirmé qu'à la demande du Collège, il a préparé les textes des panneaux. Le fait que ces textes soient prêts constitue assurément une excellente nouvelle.

L'actualité tragique de cette dernière semaine ne rend que plus pertinente la priorité accordée par le Collège et le Conseil au devoir de mémoire.

Quand le Collège prévoit-il le placement de ces panneaux explicatifs avec QR codes devant les monuments commémoratifs uclois, en hommage aux héros et victimes des deux guerres mondiales ? Est-il prévu d'étendre leur utilisation à d'autres monuments ou lieux d'intérêt communal ?

Mme l'Echevine Ledan remercie Mme Van Offelen au nom du Collège pour son attachement sincère et indéfectible au devoir de mémoire.

Sa question orale est en parfaite résonance avec l'actualité internationale sur de nombreux continents, à quelques jours des célébrations du 1er novembre.

Tous les membres de cette assemblée savent que l'apprentissage de l'histoire en vue de la paix doit être au cœur de l'éducation des générations futures et qu'il est essentiel de garder vivace le souvenir d'événements vécus pour tirer les leçons du passé.

Le Collège entretient le devoir de mémoire en lançant de nombreuses actions : la présence d'élèves des écoles communales aux cérémonies de commémoration, l'insertion des pavés de mémoire sur les trottoirs de la commune, l'installation de plaques commémoratives avenue Brugmann pour les résistants auteurs de l'acte de bravoure du XXème convoi, Youra Livchitz, Jean Franklemon et Robert Maistriau, le soutien aux visites des élèves de l'école du Centre à la caserne Dossin dans le cadre de

« Mon Ecole solidaire », l'organisation par le Mundaneum de la passionnante exposition « Et si on osait la paix » au Centre culturel d'Uccle (CCU) dans le cadre de l'édition 2021 du Festival des solidarités internationales, la mise en place d'ateliers consacrés à cette thématique par la Coordination nationale d'action pour la paix et la démocratie (CNAPD).

Le 1er novembre prochain, suite à une demande de M. le Bourgmestre, un panneau expliquant les actes de résistance de Maurice Raindorf sera placé sur le Mémorial qui lui est consacré. Il n'y aura pas de QR code mais toutes les informations utiles seront mentionnées.

Le projet global relatif aux QR codes a pris du retard en raison de la charge de travail qu'il implique pour les services. En effet, quoique le Cercle d'histoire ait transmis une série d'informations descriptives des monuments concernés, il y a encore un travail important à accomplir en matière de relecture et de mise en page de ces informations de manière à coordonner ces QR codes avec le site de la commune.

Parmi les 31 monuments listés par le Cercle d'histoire, 11 sont des monuments commémoratifs parmi lesquels figure le monument évoqué par Mme Van Offelen.

Mme l'Echevine Ledan certifie que le Collège se mobilisera au maximum pour faire aboutir ce premier dossier dans les prochains mois.

Un appel d'offre sera lancé d'ici la fin de l'année et, comme un budget est prévu en ce domaine, il sera possible d'envisager la valorisation des 20 autres monuments du patrimoine ucclois.

Le Collège ne manquera pas de tenir le Conseil au courant de l'avancement de ces dossiers.

Mme Van Offelen félicite le Collège pour toutes les actions entreprises dans le cadre du devoir de mémoire.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van Mevr. Van Offelen : infoborden en QR-codes in de openbare ruimte te Ukkle : evolutie van de situatie.

Mevr. Van Offelen herinnert eraan dat zij in januari 2017, in overleg met de h. Hublet, en in september 2019 en juni 2020, aan het college heeft voorgesteld om de Ukkelse gedenktekens voor de helden en slachtoffers van de twee wereldoorlogen sterker te benadrukken, zodat voorbijgangers, bezoekers en schoolkinderen de betekenis ervan kunnen begrijpen. Ze had gevraagd om een infobord en een QR-code die linkt naar de gemeentelijke website naast elk van deze monumenten te plaatsen.

Op 1 november zal, zoals elk jaar, eer worden bewezen aan de militaire en burgerslachtoffers van de twee wereldoorlogen door bloemen te leggen voor deze monumenten.

Op 1 november zal, zoals elk jaar, een familie de optocht opwachten voor het Raindorfmonument aan de Dieweg, bij de ingang van het Wolvendaelpark. Het zal de dochter van Maurice Raindorf zijn, vergezeld door haar kinderen, kleinkinderen, broers en zussen. Maurice Raindorf, een Joodse verzetsstrijder, en zijn vrouw werden gearresteerd en gevangengezet door de Duitsers. Hij werd gemarteld en onthoofd. Volgens zijn broer René, zelf een overlevende van Breendonck, Auschwitz en Mauthausen, kreeg Maurice Raindorf geen genade omdat hij Joods was en de namen van zijn verzetsvrienden niet onthulde, ondanks de aanhoudende wreedheid van zijn ontvoerders. Het heroïsche verhaal van Maurice Raindorf verdient, net als dat van alle verzetshelden, bekendheid en erkenning!

Het voorstel voor de infoborden kreeg een positieve reactie van het college en werd gesteund door de hele gemeenteraad. Het gaf zelfs aanleiding tot uitgebreide

discussies en debatten over de "herinneringsplicht" en de noodzaak om jongeren te blijven sensibiliseren. Het college is vastbesloten het voorstel uit te voeren.

Op de laatste vraag van mevr. Van Offelen over dit thema in 2020 had het college geantwoord dat er een budget is gereserveerd, dat er een nieuwe aanbesteding is uitgeschreven voor de productie van infoborden met QR-codes en dat deze in 2020 of 2021 voor de monumenten zouden worden geplaatst voor de herdenkingen op 1 november. Het college had ook de mogelijkheid geopperd om dit soort borden en QR-codes voor andere gemeentelijke monumenten te plaatsen. Mevr. Van Offelen vindt dat de gedenkstenen dit ook verdienen.

De Geschied- en Heemkundige Kring van Ukkel heeft bevestigd dat zij op verzoek van het college de teksten voor de borden heeft voorbereid. Het feit dat deze teksten klaar zijn, is zeker uitstekend nieuws.

De tragische gebeurtenissen van de afgelopen week maken de prioriteit die het college en de raad geven aan de herdenkingsplicht des te relevanter.

Wanneer zal het college deze infoborden met QR-codes voor de Ukkelse gedenktekens plaatsen als eerbetoon aan de helden en slachtoffers van de twee wereldoorlogen? Zijn er plannen om het gebruik ervan uit te breiden naar andere monumenten of plaatsen die van belang zijn voor de gemeente?

Schepen Ledan bedankt mevr. Van Offelen namens het college voor haar oprechte en niet aflatende inzet voor de herdenkingsplicht.

Haar mondelinge vraag sluit naadloos aan bij de huidige internationale gebeurtenissen op vele continenten, slechts enkele dagen voor de viering op 1 november.

Alle leden van deze vergadering weten dat het leren van de geschiedenis met het oog op vrede de kern moet vormen van de opvoeding van toekomstige generaties en dat het essentieel is om de herinnering aan gebeurtenissen uit het verleden levend te houden om uit het verleden te kunnen leren.

Het college onderhoudt de herinneringsplicht door middel van een aantal initiatieven: de aanwezigheid van leerlingen van gemeentescholen bij herdenkingsplechtigheden, het plaatsen van gedenkstenen op trottoirs in de gemeente, het plaatsen van gedenkplaten in de Brugmannlaan voor de verzetsleden die verantwoordelijk waren voor de dapperheid van het 20ste konvooi, Youra Livchitz, Jean Franklemon en Robert Maistriau en de ondersteuning van bezoeken van leerlingen van de school Centre aan de Dossinkazerne in het kader van het programma "Mon Ecole solidaire", de organisatie door het Mundaneum van de fascinerende tentoonstelling "Et si on osait la paix" in het cultureel centrum van Ukkel (CCU) in het kader van de editie 2021 van het Festival van de internationale solidariteit en de organisatie van workshops over dit thema door de Coordination nationale d'action pour la paix et la démocratie (CNAPD).

Op 1 november wordt op verzoek van de burgemeester een infobord over de verzetsdaden van Maurice Raindorf op het aan hem gewijde gedenkteken geplaatst. Er komt geen QR-code maar alle relevante informatie wordt vermeld.

Het algehele QR-code project is vertraagd vanwege de werkdruk voor de diensten. Hoewel de Kring een reeks beschrijvende details van de betrokken monumenten heeft geleverd, is er nog veel werk te doen op het gebied van proeflezen en formatteren van deze informatie om de QR-codes te coördineren met de gemeentelijke website.

Van de 31 monumenten die door de Kring worden genoemd, zijn er 11 herdenkingsmonumenten, waaronder het door mevr. Van Offelen genoemde monument.

Schepen Ledan bevestigt dat het college zijn uiterste best zal doen om dit eerste project in de komende maanden tot een goed einde te brengen.

Tegen het einde van het jaar zal een offerteoproep worden uitgeschreven en

aangezien hiervoor een budget is voorzien, zal kunnen worden overwogen om de andere 20 monumenten in het Ukkelse erfgoed op te waarderen.

Het college zal de raad op de hoogte houden van de voortgang van deze projecten.

Mevr. Van Offelen feliciteert het college met alle acties die zijn ondernomen in het kader van de herinneringsplicht.

De Raad neemt kennis.

Kathleen Delvoye quitte la séance / verlaat de zitting.

19.10.2023/A/0037 **Question orale de M. Cools : Contrôle des zones de livraison.**

Lors de la séance du Conseil communal du 7 septembre 2023, **M. Cools** a interpellé l'assemblée sur les erreurs des contrôles effectués par la scan-car. Depuis, d'autres faits ont été portés à sa connaissance. Ceux-ci ne concernent pas le contrôle de voitures particulières mais de véhicules professionnels dotés d'un logo d'entreprise, qui reçoivent des redevances de stationnement de 100 € lorsqu'ils stationnent porte fermée pendant la durée de leur chargement et déchargement de marchandises sur des zones de livraison situées devant leur entreprise. M. Cools précise que les portes de ces véhicules sont fermées entre deux mouvements de déchargement pour éviter tout vol. De plus, il est important de noter qu'une zone de livraison dessert souvent plusieurs activités économiques plus ou moins proches.

M. Cools considère ces verbalisations abusives dans de telles circonstances. Celles-ci amènent même une entreprise ucquoise centenaire à envisager la délocalisation de ses activités hors de la commune.

Quelles instructions le Collège compte-t-il donner pour que le contrôle des zones de livraison tienne compte de la manière réelle dont s'effectuent certains chargements et déchargements, de manière à ne pas pénaliser l'activité économique de la commune ?

M. l'Echevin Wyngaard a eu l'occasion de rencontrer les gérants de l'entreprise à laquelle M. Cools fait référence. Les zones de livraison sont là pour aider les commerçants. Il est primordial que le dispositif soit pensé pour fonctionner correctement tout en permettant également aux riverains de stationner. La scan-car effectue un premier contrôle du stationnement, qui est ensuite vérifié par des agents. Lorsque ceux-ci constatent que le véhicule est en cours de chargement ou de déchargement, la redevance activée par le contrôle scan-car est immédiatement annulée par l'agent. La redevance est donc annulée si elle n'est pas justifiée. Cependant, dans un certain nombre de cas, la situation n'est pas claire, par exemple lorsqu'un commerçant procède à une livraison avec un véhicule classique sans logo du magasin. Il est alors difficile d'établir la distinction entre un commerçant qui a interrompu sa livraison et une personne qui a risqué d'empêcher une livraison en stationnant son véhicule sur la zone ad hoc. Des stewards du parking sont également présents sur le terrain pour analyser ces situations. M. l'Echevin Wyngaard a également demandé aux équipes d'effectuer un 2ème contrôle dans l'heure ou dans les $\frac{3}{4}$ d'heure. Si un véhicule est toujours présent sur une zone de livraison une demi-heure après le premier contrôle, il convient de considérer qu'il ne s'agit plus d'une livraison.

M. l'Echevin Wyngaard a eu une discussion très constructive avec le gérant du magasin et espère avoir pu le rassurer.

M. Cools remercie M. l'Echevin Wyngaard pour sa réponse rassurante et attire son

attention sur les nombreuses places de livraison présentes rue Vanderkindere. Il conviendrait de vérifier leur utilisation. La rue Xavier De Bue est également problématique et pourrait aussi être contrôlée. Enfin, pour ce qui concerne le contrôle de la scan-car, M. Cools insiste sur l'importance de la vérification des redevances par des agents compétents.

M. l'Echevin Wyngaard précise qu'en fonction des informations communiquées par les commerces quant aux adaptations de leurs horaires et jours d'ouverture, la commune procède à des adaptations correspondantes afin de rendre l'espace de stationnement accessible aux riverains en dehors des heures de livraison.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Cools : Controle van bezorggebieden.

In zitting van de gemeenteraad van 7 september 2023 heeft **dh. Cools** de vergadering geïnterpelleerd over de fouten in de controles door de scanauto. Sindsdien werden hem andere feiten gemeld. Deze hebben geen betrekking op de controle van privévoertuigen, maar van bedrijfswagens met een logo van de onderneming, die een parkeerretributie van € 100 krijgen wanneer ze met gesloten deuren geparkeerd staan tijdens het laden en lossen van goederen in leveringszones voor hun onderneming. Dhr. Cools verduidelijkt dat de deuren van deze voertuigen gesloten zijn tussen twee losbewegingen om diefstal te voorkomen. Het is bovendien belangrijk op te merken dat een leveringszone vaak meerdere economische activiteiten dicht bij elkaar bedient. Dhr. Cools beschouwt deze bekeuringen in dergelijke omstandigheden als onrechtmatig. Ze brengen een honderdjarige Ukkelse onderneming er zelfs toe haar activiteiten te verplaatsen buiten de gemeente.

Welke instructies zal het college geven zodat de controle van de leveringszones rekening houdt met de werkelijke wijze van het laden en lossen om de economische activiteit in de gemeente niet te bestraffen?

Schepen Wyngaard had de kans om de zaakvoerders van de onderneming waarnaar dhr. Cools verwijst te ontmoeten. De leveringszones zijn er om de handelaars te helpen. Het is essentieel dat de voorziening uitgedacht wordt om correct te werken en ook buurtbewoners de kans geeft om te parkeren. De scanauto verricht een eerste parkeercontrole, die vervolgens gecontroleerd wordt door ambtenaars. Wanneer zij vaststellen dat het voertuig geladen of gelost wordt, wordt de retributie die geactiveerd wordt door de controle via de scanauto onmiddellijk vernietigd door de ambtenaar. De retributie wordt dus vernietigd indien ze niet gerechtvaardigd is. In een bepaald aantal gevallen is de situatie echter niet duidelijk, bijvoorbeeld wanneer een handelaar een levering uitvoert met een klassiek voertuig zonder logo van de winkel. Het is dan moeilijk om het onderscheid te maken tussen een handelaar die zijn levering onderbroken heeft en iemand die een levering dreigt te verhinderen door zijn voertuig te parkeren in de voorziene zone. Er zijn ook parkeerstewards op het terrein om deze situaties te analyseren. Schepen Wyngaard heeft ook aan de teams gevraagd om binnen het uur of binnen de drie kwartier een tweede controle te verrichten. Indien een voertuig een half uur na de eerste controle nog steeds in de leveringszone staat, moet ervan uitgegaan worden dat het niet meer om een levering gaat.

Schepen Wyngaard had een zeer constructief gesprek met de zaakvoerder van de winkel en hoopt hem gerustgesteld te hebben.

Dhr. Cools bedankt schepen Wyngaard voor zijn geruststellend antwoord en vestigt zijn aandacht op de talrijke leveringsplaatsen in de Vanderkinderestraat. Het gebruik ervan zou gecontroleerd moeten worden. De Xavier De Buestraat is ook problematisch en zou ook gecontroleerd moeten worden. Wat betreft de controle door de scanauto benadrukt dhr. Cools tot slot het belang van de controle van de retributies door bevoegde ambtenaars.

Schepen Wyngaard verduidelijkt dat de gemeente naargelang de informatie die door de handelszaken meegedeeld wordt over de wijziging van hun openingsuren en -dagen de nodige aanpassingen doorvoert om de parkeerruimte buiten de leveringsuren beschikbaar te maken voor de buurtbewoners.

De Raad neemt kennis.

19.10.2023/A/0038 **Question orale de m. Cools : fermeture d'un établissement Horeca et situation du parking à Uccle.**

M. Cools s'interroge sur la fermeture définitive, ce 8 octobre dernier, de la brasserie « Le Parvis ». Ce restaurant étant une véritable institution, sa fermeture est une grande perte pour Uccle-Centre.

Les causes de cette fermeture sont multiples : l'explosion des mensualités énergétiques, un bailleur qui a fait la sourde oreille pour ce qui concerne le loyer de la brasserie pendant les 11 mois de fermeture dus à la pandémie du Covid, l'indexation des salaires, une politique de l'emploi et des charges sociales favorisant la survie des restaurants utilisant plutôt des étudiants que du personnel salarié permanent, etc. Ces causes sont largement étrangères à la responsabilité d'un gestionnaire communal. Mais cela ne signifie pas pour autant que la commune soit exempte de toute responsabilité. Par exemple, la responsable du restaurant Le Parvis a souligné dans la presse qu'elle a déjà payé à des dizaines de clients le surplus de parking afin qu'ils puissent rester à leur table pour finir leur dessert. De plus, les prix du stationnement sont chers et les places se font rares. Les récents aménagements chaussée d'Alseberg ont également été problématiques pour les commerçants, ce dont témoignent les départs récents ou en préparation à Uccle-Centre.

Cette situation du parking à Uccle-Centre a déjà été dénoncée à plusieurs reprises au sein de ce Conseil. La création d'un parking à l'ancien dépôt de la Voirie rue des Fidèles a été évoquée mais n'est pas reprise dans le Plan communal de mobilité voté le mois dernier. De plus, la proposition d'une demi-heure gratuite au lieu d'un quart d'heure dans les zones horodateurs a été refusée.

M. Cools estime également que les mesures de soutien aux commerces ucclois, comme les chèques-commerce ont un impact trop limité.

Depuis le 14 août 2023, en accord avec Parking Brussels, la Commune de Schaerbeek offre deux heures de parking gratuit les mercredis et samedis dans les zones vertes. Le Collège serait-il prêt à instaurer une telle mesure à Uccle ? Quelles mesures seront prises pour éviter la réédition de fermetures de commerces similaires à celle du Parvis ?

M. Cohen fait part de l'émoi ressenti par la population ucquoise à l'annonce de la fermeture de la brasserie « Le Parvis ».

Cette fermeture s'inscrit dans un contexte particulier. Beaucoup de difficultés entrent en compte : le coût du personnel, l'augmentation du prix des matières premières, la diminution de la fréquentation, etc. D'autres éléments exercent encore un impact sur les commerces ucclois, tels que la fiscalité, les charges sociales ou encore les permis.

M. Cohen félicite les indépendants qui font tourner l'économie ucquoise et rappelle que plusieurs mesures ont été prises pour soutenir et développer les commerces

ucclois. Il se demande cependant ce que la Commune peut faire de plus pour continuer à soutenir les commerçants et indépendants ucclois.

Mme l'Echevin Delwart répond que les commerces sont confrontés à des difficultés liées à un changement des habitudes de consommation, dont les causes sont multiples. Elle invite l'ensemble des membres du Conseil à ne pas pratiquer un « bashing » à l'égard des quartiers communaux. En effet, une sincère préoccupation est essentielle ; cependant, alimenter une vision particulièrement pessimiste ne fait qu'aggraver la situation. Ceci ne veut pas dire qu'il ne faut pas en débattre au sein du Conseil. Mais MM. Cools et Cohen ont évoqué une série d'éléments sur lesquels la commune ne peut malheureusement pas agir.

La commune peut néanmoins agir sur d'autres points. Par exemple, il n'y a aucune taxe économique sur les commerces à l'exception du précompte immobilier. De plus, lors de la crise du Covid, une prime spécifique a été accordée. Selon Mme l'Echevin Delwart, M. Cools est trop sévère à l'égard du dispositif des chèques-commerces, alors que 400.000 € d'argent public sont remis dans le circuit de l'économie locale au travers des différentes primes. Cette mesure est une bénédiction pour tous les commerces qui font le choix de s'inscrire dans ce réseau. Mme l'Echevin Delwart invite donc à convier le plus de commerces possible à rejoindre ce réseau.

Pour ce qui concerne le stationnement, il est primordial pour la clientèle de trouver une place de parking et surtout de pouvoir y laisser sa voiture pendant la durée de son séjour au restaurant. Le parking du Doyenné a été placé en zone orange dans le but de recréer de l'espace à destination des clients. Depuis lors, il y a systématiquement de la place dans ce parking. Mme et M. les Echevins Delwart et Wyngaard sont en concertation avec de nombreux commerçants pour résoudre la problématique du coût du parking. Il est important que les tarifs ne soient pas prohibitifs et n'empêchent pas les clients de se rendre dans les quartiers commerçants.

Enfin, Mme l'Echevin Delwart adresse une pensée à tous ceux qui sont angoissés quant à leur futur chiffre d'affaires... Leur courage et leur détermination doivent être salués. Le Collège invite toutes ces personnes à ne pas hésiter à frapper à la porte de l'administration communale avant que leur situation ne devienne désespérée.

M. l'Echevin Wyngaard précise que les tarifs appliqués en matière de stationnement s'inscrivent dans le cadre régional. Il n'est donc pas du ressort de la commune de fixer leurs montants. Cependant, lors de la dernière réforme du stationnement, axée en particulier sur Uccle-Centre, le Collège a fait le choix de faire passer les zones rouges en zones orange pour neutraliser la hausse des tarifs. Cette décision concerne surtout les zones commerçantes, et en particulier Uccle-Centre. Pour ce qui concerne le parking Doyenné/St-Pierre, les mesures prises, dont le parking couvert, ne font pas nécessairement le bonheur des riverains. Mais la spécificité du quartier est telle qu'il fallait prendre une mesure en vue de soutenir les commerçants. Un télé-jalonnement est également prévu. Les câbles ont été placés il y a quelques jours et le panneau indiquant le nombre de places disponibles en temps réel sera installé dans les prochains jours. Cette mesure devrait favoriser son exploitation. On peut d'ailleurs déjà observer une certaine rotation, notamment le vendredi et le samedi. Cependant, il faut aussi rester attentif au stationnement des riverains. Le Collège a décidé de transformer le parking de l'ancien dépôt de la Voirie sis rue des Fidèles en parking riverain d'une quinzaine de places.

M. Cools estime qu'il serait intéressant de procéder à une évaluation des chèques-commerces. Pour ce qui concerne le parking, M. Cools suggère d'évaluer la situation sur l'ensemble de la commune. Il note également avec intérêt qu'une réflexion avec les commerçants sera entreprise. De plus en plus de personnes déclarent ne plus faire leurs courses à Uccle. De plus, les commerçants locaux sont également impactés par la problématique du commerce en ligne. Les commerçants prennent énormément de risques et il est important de les soutenir au maximum en leur offrant, notamment en matière de stationnement, des conditions de nature à permettre le développement de

leur activité économique.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Cools : sluiting van een horecazaak en toestand van de parking in Ukkle.

Dhr. Cools stelt zich vragen over de definitieve sluiting van brasserie "Le Parvis" op 8 oktober. Dit restaurant is een ware autoriteit, de sluiting ervan is een groot verlies voor Ukkel-Centrum.

Er zijn meerdere redenen voor deze sluiting: de explosie van de maandelijkse energieprijzen, een verhuurder die zich doof hield wat betreft de huur van de brasserie tijdens de 11 maanden sluiting door de COVID-pandemie, de indexering van de lonen, een beleid van tewerkstelling en sociale lasten dat restaurants doet overleven die studenten tewerkstellen in plaats van permanent bezoldigd personeel, enz. Deze redenen vallen ruimschoots buiten de verantwoordelijkheid van een gemeentelijke beheerder. Maar dat betekent niet dat de gemeente vrij is van alle verantwoordelijkheid. De verantwoordelijke van restaurant Le Parvis heeft bijvoorbeeld in de pers benadrukt dat ze al aan tientallen klanten de extra parking betaald heeft zodat ze aan tafel kunnen blijven zitten voor hun dessert. Bovendien zijn de parkeerprijzen duur en zijn er weinig plaatsen. De recente heraanleg van de Alsebergsesteenweg was ook problematisch voor de handelaars. Getuige hiervan zijn de recente of toekomstige vertrekken in Ukkel-Centrum.

Deze situatie van de parkeergelegenheid in Ukkel-Centrum werd al meermaals aangekaart in deze raad. De aanleg van een parking aan de voormalige opslagplaats van de Wegendienst in de Gelovigenstraat werd al aangehaald, maar is niet opgenomen in het Gemeentelijk Mobiliteitsplan dat vorige maand gestemd werd. Bovendien werd het voorstel van een gratis halfuur in plaats van een kwartier in de zones met parkeerautomaat geweigerd.

Dhr. Cools is ook van mening dat de steunmaatregelen aan de Ukkelse handelaars, zoals de handelscheques, een te beperkte impact hebben.

Sinds 14 augustus 2023 biedt de gemeente Schaarbeek, in overleg met parking.brussels, op woensdag en zaterdag twee uur gratis parkeren aan in de groene zones. Is het college bereid om een dergelijke maatregel in Ukkel in te voeren? Welke maatregelen worden er getroffen om de sluiting van handelszaken zoals Le Parvis te voorkomen?

Dhr. Cohen vertelt over de opschudding bij de Ukkelse bevolking naar aanleiding van de aankondiging van de sluiting van brasserie "Le Parvis".

Deze sluiting maakt deel uit van een bijzondere context. Er spelen verschillende moeilijkheden: de kostprijs van het personeel, de stijgende prijs van grondstoffen, het dalend aantal klanten, enz. Andere elementen hebben ook een impact op de Ukkelse handelszaken, zoals de belastingen, de sociale lasten en de vergunningen.

Dhr. Cohen feliciteert de zelfstandigen die de Ukkelse economie doen draaien en herhaalt dat er verschillende maatregelen getroffen werden om de Ukkelse handelszaken te ondersteunen en te ontwikkelen. Hij vraagt zich echter af wat de gemeente meer kan doen om de Ukkelse handelaars en zelfstandigen te blijven ondersteunen.

Schepen Delwart antwoordt dat de handelszaken geconfronteerd worden met moeilijkheden door een verandering van de consumptiepatronen, die meerdere oorzaken heeft. Ze vraagt alle leden van de raad om de gemeentelijke wijken niet te bashen. Een oprechte bezorgdheid is immers essentieel, een bijzonder pessimistische visie voeden maakt de situatie alleen maar erger. Dat wil niet zeggen dat we er niet over moeten debatteren in de raad. Maar dhr. Cools en dhr. Cohen halen een reeks

elementen aan waarop de gemeente helaas geen invloed heeft.

De gemeente kan echter optreden op andere vlakken. Er is bijvoorbeeld geen enkele economische belasting op de handelszaken, behalve de onroerende voorheffing. Bovendien werd tijdens de COVID-crisis een specifieke premie toegekend. Volgens schepen Delwart is dhr. Cools te streng voor de voorziening van de handelscheques, terwijl € 400.000 overheidsgeld in de lokale economie in omloop gebracht wordt aan de hand van de verschillende premies. Deze maatregel is een zegen voor alle handelszaken die ervoor kiezen om zich aan te sluiten bij dit netwerk. Schepen Delwart nodigt dus zo veel mogelijk handelszaken uit om zich aan te sluiten bij dit netwerk.

Wat betreft het parkeren is het essentieel dat het cliënteel een parkeerplaats vindt en vooral er zijn voertuig kan laten staan tijdens zijn volledige bezoek aan het restaurant. Parking Dekenij werd onlangs omgevormd tot oranje zone om plaats te creëren voor de klanten. Sindsdien is er systematisch plaats in deze parking. Schepenen Delwart en Wyngaard overleggen met talrijke handelaars om de problematiek van de kostprijs van de parking op te lossen. Het is belangrijk dat de tarieven niet peperduur zijn en de klanten niet verhinderen om naar de handelswijken te gaan.

Schepen Delwart denkt tot slot aan al diegenen die bang zijn over hun toekomstige omzet. Hun moed en vastberadenheid moeten geprezen worden. Het college verzoekt al deze mensen om niet te aarzelen om bij het gemeentebestuur aan te kloppen voordat hun situatie uitzichtloos wordt.

Schepen Wyngaard verduidelijkt dat de toegepaste parkeertarieven binnen het gewestelijk kader vallen. Het behoort dus niet tot de bevoegdheid van de gemeente om de bedragen te bepalen. Tijdens de laatste parkeerhervorming, in het bijzonder gericht op Ukkel-Centrum, heeft het college er echter voor gekozen om de rode zones om te vormen tot oranje zones om de stijging van de tarieven te neutraliseren. Deze beslissing heeft vooral betrekking op de winkelzones, in het bijzonder Ukkel-Centrum. Wat betreft parking Dekenij/Sint-Pieter maken de getroffen maatregelen, waaronder de overdekte parking, de buurtbewoners niet noodzakelijk gelukkig. Maar de wijk is zo specifiek dat er een maatregel getroffen moest worden om de handelaars te ondersteunen. Er is ook een parkeergeleidingssysteem voorzien. De kabels werden enkele dagen gelegen getrokken en het bord met daarop het aantal beschikbare plaatsen in real time wordt de komende dagen geplaatst. Deze maatregel zou het gebruik ervan moeten bevorderen. We stellen al een zekere rotatie vast, meer bepaald op vrijdag en zaterdag. We moeten echter ook aandacht blijven schenken aan de parkeerplaatsen voor buurtbewoners. Het college heeft beslist om de parking aan de voormalige opslagplaats van de Wegendienst in de Gelovigenstraat om te vormen tot een buurtparking met een vijftiental plaatsen.

Dhr. Cools is van mening dat het interessant zou zijn om de handelscheques te evalueren. Wat betreft de parking stelt dhr. Cools voor om de situatie in de hele gemeente te evalueren. Hij merkt echter met belangstelling op dat er een reflectie met de handelaars ondernomen zal worden. Steeds meer mensen verklaren dat ze hun boodschappen niet meer in Ukkel doen. Bovendien worden de lokale handelaars ook getroffen door de problematiek van online shoppen. De handelaars nemen enorm veel risico's en het is belangrijk om ze maximaal te ondersteunen met voorwaarden, meer bepaald op het vlak van parkeren, zodat ze hun economische activiteit kunnen ontwikkelen.

De Raad neemt kennis.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Cohen : Sluiting van een horecazaak in Ukkle.

De Raad neemt kennis.

19.10.2023/A/0040 **Question orale de M. Hayette: Soupe pour tous.**

M. Hayette explique que depuis la rentrée, les écoles uccloises ne proposent plus de soupe à 10 heures. Seuls les enfants qui ont payé leur repas chaud bénéficient d'une soupe à midi. La soupe donnerait à tous les enfants la possibilité d'apprendre à manger de manière plus équilibrée et plus saine, ce qui est essentiel pour leur croissance. Sur la base du décret gratuité, des communes de la Région bruxelloise ont voulu maintenir la soupe de 10 heures en assurant elles-mêmes le paiement du service soupe.

À Uccle, il semble que les écoles ont invité les parents à prévoir une collation saine pour leurs enfants à 10 heures en lieu et place de la soupe. Pour beaucoup de parents, il n'est pas facile en raison de la pauvreté alimentaire d'offrir à leurs enfants des fruits et des légumes ou des produits Bio souvent hors de prix ; ils sont alors presque obligés de se tourner vers des collations sucrées comme des gaufres ou des biscuits. Par ailleurs, il serait pertinent de se demander comment faire pour que chaque enfant bénéficie d'une nourriture saine et de qualité dans nos écoles.

M. Hayette se demande donc si la commune d'Uccle pourrait offrir à tous ses enfants un service de distribution de soupe.

Mme l'Echevine Gol-Lescot rappelle l'importance de ne pas faire de généralités. Certaines écoles servent de la soupe à 10 heures et d'autres ne le font pas. En effet, les écoles qui possèdent une cuisine de production ont la possibilité de préparer assez de soupe pour tout le monde, ce qui n'est pas le cas des écoles de diffusion.

De plus, proposer de la soupe ne représente pas la seule technique pour promouvoir des collations saines. En effet, à peu près toutes les écoles d'Uccle participent au projet de la Région bruxelloise visant à donner un fruit ou un légume une fois ou deux par semaine à tous les enfants. Certaines écoles possèdent également des potagers. Celles-ci préparent donc des soupes avec les légumes qu'elles récoltent.

Mme l'Echevine Gol-Lescot doute également du fait qu'une gaufre soit moins chère qu'un fruit et ajoute qu'auparavant, de la soupe était effectivement donnée dans presque toutes les écoles à tous les enfants. Cependant, ce service était payant et la gratuité scolaire ne permet plus de le garder. Les écoles qui arrivent encore à servir de la soupe à 10h possèdent des cuisines de production. Celles-ci préparent donc une quantité plus importante de soupe avec les moyens à leur disposition. Le but est actuellement d'étendre ce système à toutes les écoles.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Hayette: Soep voor iedereen.

De h. Hayette legt uit dat de Ukkelse scholen sinds het begin van het nieuwe schooljaar geen soep meer aanbieden om 10 uur. Alleen kinderen die voor hun warme lunch hebben betaald, krijgen tussen de middag soep aangeboden. Soep zou alle kinderen de kans geven om evenwichtiger en gezonder te leren eten, wat essentieel is voor hun groei. Op basis van het decreet gratis hebben sommige gemeentes in het Brussels Gewest besloten om de soep van 10 uur 's te behouden door zelf te betalen.

In Ukkel schijnen scholen ouders te hebben uitgenodigd om hun kinderen om 10 uur een gezonde snack te geven in plaats van soep. Voor veel ouders maakt voedselarmoede het moeilijk om hun kinderen fruit en groenten of biologische producten aan te bieden, die vaak te duur zijn, zodat ze bijna gedwongen zijn om hun toevlucht te nemen tot suikerhoudende snacks zoals wafels of koekjes. We moeten ons ook afvragen hoe we ervoor kunnen zorgen dat elk kind in onze scholen toegang heeft tot gezond voedsel van hoge kwaliteit.

De h. Hayette vraagt zich daarom af of de gemeente Ukkel al haar kinderen soep zou kunnen aanbieden.

Schepen Gol-Lescot herinnert ons eraan dat we niet moeten generaliseren. Sommige scholen serveren soep om 10 uur en andere niet. Scholen met productiekeukens zijn in staat om genoeg soep voor iedereen te bereiden, wat niet het geval is voor distributiescholen.

Bovendien is het aanbieden van soep niet de enige manier om gezonde tussendoortjes te promoten. Zowat elke school in Ukkel neemt deel aan het project van het Brussels Gewest om alle kinderen één of twee keer per week een stuk fruit of groente te geven. Sommige scholen hebben ook moestuinen. Ze bereiden soepen met de groenten die ze oogsten.

Schepen Gol-Lescot betwijfelt ook of een wafel goedkoper was dan fruit en voegde eraan toe dat soep vroeger in bijna alle scholen aan alle kinderen werd gegeven. Deze dienst was betalend en door het decreet gratis kan dit niet behouden worden. De scholen die om 10 uur 's ochtends nog soep kunnen serveren, hebben productiekeukens. Zij bereiden dus een grotere hoeveelheid soep met de middelen waarover ze beschikken. Het huidige doel is om dit systeem uit te breiden naar alle scholen.

De Raad neemt kennis.

19.10.2023/A/0041

Question orale de M. Hayette : Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté.

M. Hayette explique que la date du 17 octobre 2023 a été choisie comme journée internationale des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté. Celle-ci est célébrée chaque année et vise à promouvoir la compréhension et le dialogue entre les personnes vivant dans la pauvreté et la société dans son ensemble.

Le thème de cette année concerne « le travail décent et la protection sociale pour mettre la dignité en action ». Ce thème montre que les personnes piégées dans l'extrême pauvreté travaillent souvent de longues heures épuisantes dans des conditions dangereuses et non réglementées. Ces personnes ne parviennent pas à gagner suffisamment d'argent pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille. Le travail décent doit permettre l'autonomisation des personnes, offrir des salaires équitables et des conditions de travail sûres.

Tous les dirigeants politiques et les décideurs économiques devraient faire de la dignité humaine la référence de tous les processus de prise de décision, afin de garantir la promotion des droits humains fondamentaux et de la justice plutôt que la recherche de profits à tout prix.

Cette journée est l'occasion de faire preuve de solidarité avec les personnes vivant dans la pauvreté, de les écouter dans leurs luttes quotidiennes et de renouveler les engagements de la Commune pour créer les conditions d'une économie juste, axée sur la protection du bien-être humain et environnemental. L'objectif ultime est d'éliminer

totalement la pauvreté en créant des conditions permettant à chacun de vivre dans la dignité.

Dans notre commune, il est parfois difficile de reconnaître ses difficultés financières. Pourtant il est important de garder à l'esprit que la pauvreté représente un risque pour tous. M. Hayette souhaite savoir ce que la Commune entreprend pour couvrir ce risque et pour prévenir des dangers qui conduiraient des citoyens dans une situation de pauvreté.

M. l'Échevin Lambert-Limbosch partage les propos de M. Hayette. La situation abordée est celle des personnes qui se trouvent sur le fil du rasoir. C'est une situation fréquente à Uccle en raison du nombre important d'indépendants. Les personnes qui se sont toujours débrouillées seules dans la vie estiment être en mesure de continuer à agir de la sorte. Le bon réflexe est d'anticiper les difficultés. Cependant, lorsque ce n'est pas possible, il ne faut pas hésiter à quand-même frapper aux bonnes portes et à s'informer auprès des différents services, que ce soit le CPAS ou les services de la commune. Tant le CPAS que la commune jouent un rôle de prévention dans certaines situations. Il est donc important de comprendre qu'il n'y a pas de honte à aller frapper à la porte du CPAS ou de la commune pour demander de l'aide.

Par exemple, lorsqu'un citoyen se retrouve en incapacité de payer son loyer, il lui est possible de solliciter l'aide des assistants sociaux de la commune ou du CPAS pour éviter qu'une procédure d'expulsion ne soit enclenchée. Lorsqu'une procédure d'expulsion est enclenchée, les services de la commune et du CPAS en sont avertis ; il est donc encore temps à ce moment-là de demander de l'aide pour trouver une solution.

Les citoyens peuvent également demander de l'aide lorsqu'ils sont confrontés à des violences conjugales ou intrafamiliales.

Enfin, les mères seules peuvent également bénéficier d'un soutien. Il est très difficile de s'en sortir seule. Le fait d'être en contact avec des personnes qui font face à la même situation peut leur permettre de rebondir ou les empêcher de sombrer dans la déchéance.

Les services sont là pour aider les citoyens. Il est donc primordial d'oser s'adresser au service social de la commune. Le rôle des assistants sociaux est notamment d'aller à la rencontre des personnes en difficulté et de voir quelles sont les solutions qui peuvent être mises en place. Ils aiguillent les personnes en difficulté notamment vers le CPAS et vers d'autres services compétents. Le CPAS a également mis en place un Infobus qui permet d'aller rencontrer les citoyens directement sur le terrain afin de les informer.

M. Hayette remercie M. l'Échevin Lambert-Limbosch pour les différentes initiatives. Cette journée internationale permet à la Commune d'informer la population sur de telles problématiques.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Hayette : Internationale dag voor de uitroeiing van armoede.

Dhr. Hayette legt uit dat 17 oktober 2023 gekozen werd als internationale dag van de Verenigde Naties voor de uitroeiing van armoede. Deze wordt elk jaar gevierd en strekt ertoe het begrip en de dialoog tussen mensen die in armoede leven en de samenleving in haar geheel te bevorderen.

Het thema van dit jaar: "Fatsoenlijk werk en sociale bescherming om de waardigheid in te schakelen". Dit thema toont aan dat personen die vastzitten in extreme armoede vaak lang uitputtend werk verrichten in gevaarlijke en ongereguleerde

omstandigheden. Deze mensen verdienen niet genoeg om in hun behoeften en in die van hun gezin te voorzien. Fatsoenlijk werk moet de zelfredzaamheid van de mensen mogelijk maken en een eerlijk loon en veilige werkomstandigheden bieden.

Alle politieke leiders en economische beslissingnemers zouden van menselijke waardigheid de referentie moeten maken in alle beslissingsprocedures om de bevordering van de fundamentele mensenrechten en van de rechtvaardigheid te garanderen in plaats van koste wat het kost winst na te streven.

Deze dag is de kans om blijk te geven van solidariteit met de mensen die in armoede leven, naar hen te luisteren in hun dagelijkse strijd en de verbintenissen van de gemeente te vernieuwen om de omstandigheden te scheppen voor een eerlijke economie, gericht op de bescherming van het menselijk en milieukundig welzijn. De ultieme doelstelling is om armoede volledig uit te roeien door omstandigheden te scheppen waardoor iedereen een waardig leven kan leiden.

In onze gemeente is het soms moeilijk om zijn financiële moeilijkheden te erkennen. Het is nochtans belangrijk om in ons achterhoofd te houden dat armoede een risico inhoudt voor iedereen. Dhr. Hayette wil weten wat de gemeente onderneemt om dit risico te dekken en om de gevaren te voorkomen die burgers in armoede kunnen storten.

Schepen Lambert-Limbosch is het eens met dhr. Hayette. De besproken situatie is die van mensen op het scherp van de snede. Het is een frequente situatie in Ukkel wegens het groot aantal zelfstandigen. Mensen die altijd alleen hun plan getrokken hebben in het leven denken in staat te zijn om zo te blijven handelen. De goede reflex is om te anticiperen op de moeilijkheden. Wanneer dat echter niet mogelijk is, mag men niet aarzelen om aan de juiste deur aan te kloppen en zich te informeren bij de verschillende diensten: het OCMW of de gemeentediensten. Zowel het OCMW als de gemeente spelen een preventieve rol in bepaalde situaties. Het is dus belangrijk om te begrijpen dat men niet beschaamd moet zijn om bij het OCMW of de gemeente aan te kloppen en hulp te vragen.

Wanneer een burger bijvoorbeeld zijn huur niet kan betalen, kan hij de hulp van de maatschappelijk werkers van de gemeente of het OCMW inroepen om een uitzettingsprocedure te voorkomen. Wanneer een uitzettingsprocedure opgestart wordt, worden de diensten van de gemeente en het OCMW op de hoogte gebracht. Op dat moment is er dus nog tijd om hulp te vragen om een oplossing te vinden.

Burgers kunnen ook hulp vragen wanneer ze geconfronteerd worden met intrafamiliaal of partnergeweld.

Alleenstaande moeders kunnen tot slot ook steun krijgen. Het is heel moeilijk om zich alleen te redden. Door in contact te staan met mensen in dezelfde situatie kunnen ze erbovenop komen of kunnen we vermijden dat ze in verval raken.

De diensten zijn er om de burgers te helpen. Het is dus essentieel om zich te durven richten tot de sociale dienst van de gemeente. Het is onder andere de taak van de maatschappelijk werkers om personen in moeilijkheden te ontmoeten en de mogelijke oplossingen te bekijken. Ze sturen de personen in moeilijkheden door naar het OCMW en andere bevoegde diensten. Het OCMW heeft ook een Infobus ingevoerd om de burgers rechtstreeks op het terrein te ontmoeten en ze te informeren.

Dhr. Hayette bedankt schepen Lambert-Limbosch voor de verschillende initiatieven. Dankzij deze internationale dag kan de gemeente de bevolking informeren over dergelijke problematieken.

De Raad neemt kennis.

Levée de la séance à 23:25

Opheffing van de zitting om 23:25

La Secrétaire communale,
De Gemeentesecretaris,

La Présidente,
De Voorzitster,

Laurence Vainsel

Aleksandra Kokaj